

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°215

FÉVRIER 2003

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)  
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)

E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

Sommaire :

- **LEYLA ZANA ET SES TROIS COLLÈGUES SERONT REJUGÉS PAR LA COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT**
- **ANKARA VEUT PROFITER DE LA GUERRE EN IRAK POUR ETOUFFER L'AUTONOMIE DU KURDISTAN IRAKIEN**
- **SYRIE : DEUX DIRIGEANTS DU PARTI KURDE YEKITI DEVANT LA COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT POUR AVOIR DEMANDÉ AUX AUTORITÉS DE « REVOIR LEUR POLITIQUE DISCRIMINATOIRE »**
- **NEW-YORK : LE RAPPORT D'ETAPE DU DR. BLIX**
- **L'OTAN EN CRISE SUR LA QUESTION D'AIDE À LA TURQUIE.**
- **PARUTION D'UNE ETUDE DE REFERENCE : « GÉNOCIDE EN IRAK : LA CAMPAGNE D'ANFAL CONTRE LES KURDES ».**
- **AINSI QUE...**

---

### **LEYLA ZANA ET SES TROIS COLLÈGUES SERONT REJUGÉS PAR LA COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT**

**L**A Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a, le 28 février, décidé que Leyla Zana, lauréate 1995 du Prix Sakharov du Parlement européen, et ses trois collègues, Hatip Dicle, Orhan Dogan et Selim Sadak, tous anciens députés kurdes élus au Parlement turc,

emprisonnés depuis plus de neuf ans à Ankara, seront rejugés. Les juges ont décidé de donner suite à une demande déposée au début du mois par les avocats des ex-députés rejetant cependant un recours pour leur libération.

La Cour européenne des droits

de l'Homme avait jugé leur procès inéquitable et le Conseil de l'Europe a demandé en janvier 2003 à Ankara de réviser leur procès. Le parlement turc, dans le cadre de mesures destinées à favoriser le rapprochement du pays avec l'Union européenne, a récemment adopté une loi autorisant de nouveaux procès pour les prévenus dont les sentences ont été condamnées par la Cour européenne des droits de l'Homme.

## ANKARA VEUT PROFITER DE LA GUERRE EN IRAK POUR ETOUFFER L'AUTONOMIE DU KURDISTAN IRAKIEN

**L'**ARMÉE turque dépêche des troupes à sa frontière avec le Kurdistan irakien tout en affirmant qu'il s'agit de "mesures de précaution" qui ne doivent pas être perçues comme une menace contre l'Irak. La Turquie envisage d'envoyer des dizaines de milliers de troupes dans le Kurdistan d'Irak sous couvert de vouloir assurer des missions humanitaires, notamment afin de retenir en territoire irakien un afflux de réfugiés à ses frontières.

Ankara a sonné le 6 février l'heure du ralliement à Washington lorsque le Parlement turc a autorisé des ingénieurs et techniciens militaires américains à travailler dans les ports et aéroports turcs pour les mettre aux normes pour une éventuelle utilisation par les troupes américaines. La Turquie compte permettre à quelque 300 avions américains d'utiliser ses bases en cas d'action militaire contre l'Irak, et s'apprête elle-même à envoyer quelque 80.000 soldats dans le Kurdistan d'Irak, écrit le 8 février le quotidien turc *Milliyet*. "Si l'on reste en dehors de l'équation au début de l'opération, on pourrait ne plus en contrôler les développements à la fin", explique Recep Tayyip Erdogan, chef de file du parti de la Justice et du Développement (AKP). "Les forces armées turques ne vont

pas se battre en Irak", mais leur présence pourrait être nécessaire "pour prévenir des massacres, des vagues de réfugiés et l'établissement d'un Etat (kurde) indépendant", affirmait pour sa part le Premier ministre turc Abdullah Gul.

Toutefois, la presse turque rapporte depuis plusieurs jours que les Etats-Unis sont hostiles à ce que les troupes turques soient dirigées par un commandant turc. Zalmay Khalilzad, le représentant du président américain auprès de l'opposition irakienne, en visite à Ankara au terme d'entretiens sur "l'après-Saddam" avec les responsables turcs et plusieurs hauts représentants de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et du Parti démocratique du Kurdistan (PKK), dont Jalal Talabani, leader de l'UPK et Nechirvan Barzani, Premier ministre du gouvernement régional kurde d'Erbil, a mis, le 7 février, en garde la Turquie contre une intervention militaire unilatérale, affirmant que "toute action et conflit en Irak doit se faire dans le cadre d'un commandement coalisé". M. Erdogan a, le 10 février, répliqué que la Turquie considérera comme une "insulte" une éventuelle proposition américaine de commander les troupes turques dans le Kurdistan d'Irak en cas d'une éventuelle intervention militaire contre l'Irak. "Une telle chose sera une insulte pour le peuple (turc). Nous

considérons une proposition en ce sens comme une insulte", a-t-il indiqué. M. Erdogan a souligné que l'armée turque était dotée de l'expérience et des forces nécessaires pour mener des missions dans cette région et a mis l'accent sur la présence militaire turque dans le Kurdistan d'Irak depuis années.

De plus, la Turquie pourrait décider de reporter le vote autorisant des dizaines de milliers de soldats américains à prendre pied en Turquie. Le Parlement turc devait se réunir le 18 février pour voter l'autorisation, mais le ministre turc des affaires étrangères Yasar Yakis a affirmé, le 16 février, qu'il serait "très difficile" de respecter cet agenda. "Il y a des difficultés concernant l'agenda... Nous avons expliqué que nous pourrions ne pas être en mesure de porter la question devant le Parlement dans une période aussi courte", a déclaré M. Yakis au cours d'une conférence de presse avec le ministre de l'Economie Ali Babacan. M. Yakis s'est exprimé à son retour de Washington où il avait rencontré le secrétaire d'Etat Colin Powell et d'autres responsables américains. La Turquie et les Etats-Unis ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur l'ampleur de l'aide économique que pourraient apporter les Etats-Unis pour amortir le choc d'un conflit irakien en Turquie, a affirmé, de son côté, M. Ali Babacan.

Les estimations sur le nombre de soldats américains varient de jour en jour, mais la presse



turque laisse entendre que 10.000 à 20.000 GI's seraient autorisés à pénétrer en Irak à partir de la Turquie, tandis que le gros des forces américaines attaquerait Bagdad, au sud, depuis la région du Golfe. Selon la presse turque, Ankara souhaite que le nombre de soldats turcs au Kurdistan irakien soit supérieur à celui des soldats américains et qu'en aucun cas les Britanniques -accusés par Ankara d'être pro-kurdes-- ne se déploient dans cette zone.

Pour la Turquie, il faut avant tout éviter que les Kurdes irakiens, largement autonomes depuis qu'ils ont le contrôle de la région ne déclarent leur indépendance ou une quelconque autonomie. Si la Turquie avait occupé le Kurdistan irakien pendant la guerre du Golfe, " nous n'aurions pas perdu autant de vies humaines et l'organisation terroriste (PKK) n'aurait pas pu s'implanter et se développer ", affirme M. Gul. Pour rassurer leurs voisins, les dirigeants des deux partis kurdes qui administrent le pays proclament haut et fort leur attachement à un Etat unitaire en Irak. Jalal Talabani, a déclaré à Ankara que lorsque " l'armée américaine nous libérera de la dictature irakienne, il ne sera plus question (pour nous) de faire sécession ".

Les Kurdes refusent avec véhémence que l'armée turque franchisse la frontière aux côtés des forces américaines et prenne pied durablement dans cette région sensible sous prétexte de guerre contre

Saddam Hussein. " Il n'y a aucune raison pour qu'une armée, turque ou d'un autre pays de la région, vienne ici, il n'en ressortira rien de bon et nous ne l'accepterons pas ", a mis en garde Sami Abdoul Rahman, vice-Premier ministre du gouvernement régional kurde d'Erbil lors d'une conférence de presse le 12 février. " Les Turcs n'ont pas l'intention de combattre les Irakiens, ils veulent simplement

entrer [au Kurdistan irakien] par la porte de derrière ", a estimé M. Abdoul Rahman qui rejette l'argument humanitaire : " S'ils veulent nous aider pour les réfugiés, ils n'ont qu'à nous envoyer des organisations non-gouvernementales ou la Croix-Rouge internationale, mais pas des soldats ". M. Abdoul Rahman a également ajouté " les Américains nous ont promis de ne pas nous laisser tomber cette fois ".

---

### **SYRIE : DEUX DIRIGEANTS DU PARTI KURDE YEKITI DEVANT LA COUR DE SURETÉ DE L'ETAT POUR AVOIR DEMANDÉ AUX AUTORITÉS DE « REVOIR LEUR POLITIQUE DISCRIMINATOIRE »**

**D**EUX dirigeants du parti kurde Yekiti (Unité) qui avaient été emprisonnés en décembre suite à un sit-in organisé à Damas, seront traduits devant une juridiction d'exception, la Cour de sûreté de l'Etat. « MM. Marouane Osman et Hassan Saleh doivent être traduits devant la cour de sûreté de l'Etat pour le délit d'avoir suscité des dissensions confessionnelles », a expliqué Me Anouar Bounni dans un communiqué daté du 9 février. « C'est un pas en arrière et une tentative de réactiver les juridictions d'exception », établis en vertu de la loi d'urgence en vigueur en Syrie depuis près de quarante ans, selon Me Bounni.

Le 10 décembre dernier, près de 150 Kurdes avaient manifesté devant le Parlement syrien pour demander aux autorités de « revoir leur politique discriminatoire » à l'encontre de la population kurde de

Syrie. MM. Osman et Saleh ont été arrêtés cinq jours plus tard alors qu'ils se trouvaient au ministère de l'Intérieur pour y rencontrer le ministre Ali Hammoud, indique le Comité de défense des droits de l'Homme en Syrie (CDDS), dans un communiqué. « Les avocats ont demandé que MM. Osman et Saleh soient traduits devant un tribunal ordinaire. Ils ont souligné en outre que les accusés sont membres du bureau politique du parti Yekiti qui œuvre en public et en l'absence d'une loi sur les partis », a poursuivi Me Bounni.

En octobre 2002, dans une lettre ouverte au président syrien Bachar al-Assad, cinq partis kurdes, formant l'Alliance démocratique kurde de Syrie (ADKS), avaient réclamé que les autorités restituent à près de 200.000 Kurdes leurs cartes d'identité, qui leur avaient été retirées en 1962.

## NEW-YORK : LE RAPPORT D'ETAPE DU DR. BLIX

**L**E dernier rapport du Dr. Hans Blix et Mohammed ElBaradei a été présenté le 14 février au Conseil de sécurité de l'ONU devant un parterre garni de ministres des Affaires étrangères et de journalistes de media internationaux. Les chefs des inspecteurs en désarmement affirment n'avoir trouvé aucune arme de destruction massive. Mais des zones d'ombres planent encore. « *De nombreuses armes et produits interdits n'ont pas été retrouvés. On ne doit pas encore en conclure qu'ils existent. Cependant, cette possibilité ne doit pas être exclue* », a expliqué Hans Blix.

Le chef des inspecteurs a également tenu à préciser que « *jusque-là, aucune arme chimique n'a été trouvée* » et « *qu'aucune conclusion rapide n'est à prendre.* » Certains points doivent toutefois être clarifiés, notamment en raison du manque de preuve que certains éléments proscrits ont bien été éliminés. Hans Blix invite donc « *le gouvernement irakien à fournir le nom des spécialistes ayant procédé aux éléments prohibés.* »

Quant aux interviews privées, certaines personnes ayant originellement refusé ces entretiens ont au dernier moment accepté ces rencontres. Toutefois, il existe toujours des opposants à ces interviews. Monsieur Blix « *espère que cela pourra changer.* »

Hans Blix souhaite également que les agences de renseignements occidentales collaborent plus avec les inspecteurs afin de pouvoir avoir de nouvelles informations. En effet, il y a plusieurs années, des lieux ont été visités sur recommandation de gouvernements étrangers. Certains lieux avaient alors permis de trouver des armes. D'autres avaient permis de prouver qu'il n'y avait aucune arme.

La tâche de désarmement devait être réalisée avant, mais il n'y avait pas de coopération complète. De ce fait, la coopération immédiate et inconditionnelle de l'Irak permettrait de terminer rapidement les inspections.

D'après Hans Blix, seul un petit nombre d'ogives vides, « *qui auraient dû être déclarées et détruites* » ont été retrouvées par les inspecteurs. Cependant, les inspecteurs n'ont pu mettre la main sur « *de nombreuses armes et produits interdits* ». Si ces produits existent, Hans Blix rappelle qu'ils doivent être remis aux inspecteurs pour être détruits, faisant notamment référence aux stocks d'anthrax, de gaz VX et de missiles à longue portée. L'Irak n'a pas apporté les preuves de leur destruction.

Concernant l'armement nucléaire, le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Mohamed ElBaradei a déclaré

que les inspecteurs n'ont « pas découvert » d'activité nucléaire en Irak. Mais là aussi des zones d'ombres persistent. « *Un certain nombre de problèmes font toujours l'objet d'investigations* ». Monsieur Mohamed ElBaradei a informé que l'Irak a ouvert sans condition tous les sites demandés. Des installations sur les sites inspectés ont été mises en place afin de pouvoir contrôler ces lieux en continu. De plus, il a tenu à indiquer que l'Irak avait précisé que les tubes d'aluminium avait été utilisés pour la fabrication d'armes normales et non de centrifugeuses. « *Aucune preuve n'a été découverte que ces tubes ont été utilisées pour des centrifugeuses.* »

D'autre part, certaines craintes se sont trouvées injustifiées. En effet, les inspections et analyses des experts n'ont pas permis de prouver que certaines fibres aient été utilisées dans le cadre de l'armement. Le personnel en fonction sera augmenté, tant du point de vue des experts que des interprètes.

Le processus de contrôle sera donc encore plus efficace. Monsieur ElBaradei a lui aussi demandé une meilleure collaboration des Etats extérieurs à l'Irak, dont les Etats-Unis, sur les lieux où se trouveraient des armes.

Hans Blix a affirmé que « l'accès aux sites irakiens s'est fait jusqu'ici sans problèmes ». Mais les inspecteurs attendent davantage d'actions de la part du régime de Saddam Hussein. Rappelant que la résolution

1441 signifie « beaucoup plus qu'ouvrir les portes », Hans Blix a également souligné que Bagdad avait accepté l'offre sud-africaine de lui fournir des experts en désarmement.

En préambule à son intervention, Hans Blix a indiqué que les inspecteurs avaient visité 400 sites sans préavis en 11 semaines d'inspection. Rien, pour le chef des inspecteurs, ne laissait croire que les Irakiens avaient été au courant de leurs visites. L'Irak avait informé l'ONU de la présence de gaz moutarde et ce gaz est en cours de destruction ; il convient de relever que l'Irak avait gardé ce gaz sous scellés. Des armes ont toutefois été trouvées « sur la base des données fournies par l'Iraq, les deux variantes du missile Al-Samoud 2 sont en mesure de dépasser les 150 km de portée, système de missile ayant été interdit par les résolutions 687 et 715.

Par ailleurs, une semaine après l'intervention de Colin Powell devant le Conseil de sécurité, Hans Blix est revenu sur les « preuves » présentées une semaine auparavant par le Secrétaire d'Etat américain. Pour le chef des inspecteurs de l'ONU, les éléments présentés par Colin Powell ne sont pas irréfutables, de même que les images satellites censées prouver les accusations de Washington.

Le ministre français des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, a été applaudi à l'issue d'un long plaidoyer destiné à « laisser une chance à la paix ». « L'usage de la force

*ne se justifie pas aujourd'hui »* contre l'Irak, a-t-il souligné avant d'appeler à une nouvelle réunion du Conseil de sécurité au niveau ministériel le 14 mars. « *Il y a une alternative à la guerre : désarmer l'Irak par les inspections* », a déclaré M. de Villepin, en soulignant qu'« *un recours prématuré à l'option militaire serait tellement lourd de conséquences pour les hommes, pour la région et pour la stabilité internationale qu'il ne saurait être envisagé qu'en dernière extrémité* ». « *Ce que nous venons d'entendre à travers le rapport de MM. Blix et ElBaradei, c'est que les inspections donnent des résultats* », a ajouté le ministre français. Puis il a fait un rappel des liens entre la France et les USA. « *C'est un vieux pays, la France, un continent comme le mien, l'Europe (...) qui a connu les guerres, l'occupation, la barbarie. Un vieux pays qui n'oublie pas et sait tout ce qu'il doit aux combattants de la liberté venus d'Amérique et d'ailleurs* ».

De son côté, Colin Powell, le secrétaire d'Etat américain, a affirmé que le Conseil de sécurité de l'Onu devait être prêt à envisager « *dans un avenir très proche* » de possibles « *graves conséquences* » pour l'Irak de son refus de se conformer aux décisions de l'Onu. Le chef de la diplomatie américaine a également réfuté l'argumentation de nombreux pays membres du Conseil, dont la France, la Russie et la Chine, pour prolonger et renforcer les inspections. « *Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas de plus d'inspections. Ce dont nous avons besoin, c'est d'avoir un accès plus immédiat aux sites suspects, et une coopération totale et inconditionnelle de la part de l'Irak* », a-t-il martelé.

Les ministres des Affaires étrangères des autres pays membres du Conseil ont pris la parole à leur tour. La majorité d'entre eux s'est prononcée en faveur de la poursuite des inspections.

---

## L'OTAN EN CRISE SUR LA QUESTION D'AIDE À LA TURQUIE

**A** PRES une semaine de crise sans précédent entre alliés, l'Otan est parvenue le 16 février, à un accord autorisant la planification de mesures pour protéger la Turquie en cas de guerre en Irak. « *La solidarité de l'Alliance a prévalu* », s'est félicité le secrétaire général de l'Alliance George Robertson après cet accord arraché à l'issue

d'intenses tractations au sein du Comité des plans de défense (CPD) de l'Otan, dont la France ne fait plus partie depuis qu'elle a quitté la structure militaire intégrée de l'Otan en 1966.

Dans un ultime baroud d'honneur, la France, l'Allemagne et la Belgique, qui avaient auparavant opposé leur veto à l'aide de l'OTAN à la

Turquie, ont affirmé dans une déclaration commune que cet accord " ne préjuge en rien des efforts en cours " à l'Onu pour un règlement pacifique de la crise irakienne. Dans ce texte, les trois pays " soulignent en particulier que l'usage de la force ne pourrait constituer qu'un ultime recours, et que toutes les possibilités offertes par la résolution 1441 n'ont pas encore été exploitées ".

Les mesures d'aide à la Turquie concernent principalement le déploiement à titre préventif de batteries de missiles antimissiles Patriot fournis par des Etats membres et d'avions-radars Awacs en possession de l'Alliance. Lord Robertson a cependant assuré que ces mesures restaient " purement défensives ". " L'incapacité de l'Otan à adopter une position commune sur la question turque n'aura aucune conséquence pour la sécurité de la Turquie ", avait pourtant estimé, le 14 février, le chef de la diplomatie turque Yasar Yakis, qui a ajouté que son pays obtiendrait ce dont il a besoin pour se protéger, si nécessaire par des accords bilatéraux. " L'armée turque est de toute façon très puissante. Nous n'avons pas du tout besoin d'eux. Notre force est l'une des plus fortes du monde " avait fièrement déclaré le Premier ministre turc Abdullah Gul dans le journal Hurriyet du 12 février.

Par ailleurs, la Turquie a accueilli le 16 février une nouvelle fois le vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz de retour de Rome. Il a eu un entretien imprévu d'une heure

à l'aéroport d'Istanbul avec son homologue turc Mehmet Ali Sahin et Recep Tayyip Erdogan, selon la presse turque.

La question irakienne a été âprement débattue au sommet de l'Union européenne le 17 février à Bruxelles par la présidence grecque pour tenter de dégager une position commune, en présence du secrétaire général de l'Onu Kofi Annan.

Le président français Jacques Chirac et le Premier ministre britannique Tony Blair ont publiquement proclamé leurs divergences. M. Chirac a, en arrivant au sommet, déclaré que Paris " ne peut que s'opposer à une deuxième résolution " préconisée par la Grande-Bretagne. Le désarmement de l'Irak devra être réalisé " par la force " s'il ne peut pas l'être de manière pacifique, a répliqué, également dès son arrivée au sommet, le Premier ministre britannique Tony Blair. " Je pense que le plus important en ce moment est d'envoyer un

signal de détermination et non de faiblesse. C'est le langage que Saddam Hussein comprend et c'est aussi notre meilleure chance d'éviter un conflit ", a soutenu M. Blair.

M. Chirac a déclaré devant la presse : " Il n'est pas nécessaire aujourd'hui d'avoir une deuxième résolution à laquelle la France ne pourrait que s'opposer ". En accord, le chef de la diplomatie allemande Joschka Fischer avait précisé qu'il revenait au Conseil de sécurité de l'Onu et non à l'Union européenne de déterminer si un délai à la mission des inspecteurs des Nations unies en Irak était nécessaire. Finalement l'Union européenne a annoncé que " la guerre n'était pas inévitable " et que " la force devrait être utilisée seulement en dernier ressort ", tout en précisant que " les inspections ne peuvent pas continuer indéfiniment en l'absence d'une complète coopération irakienne ", sans toutefois préciser qui devait décider de l'arrêt des inspections et quand ces inspections pouvaient s'arrêter.

---

**PARUTION D'UNE ETUDE DE REFERENCE :**  
**« GÉNOCIDE EN IRAK : LA CAMPAGNE D'ANFAL**  
**CONTRE LES KURDES »**



l'heure où la question irakienne domine l'actualité internationale, les éditions Karthala viennent de publier, avec le soutien de l'Institut kurde de Paris, la version française d'un document exceptionnel préparé par l'organisation des Droits de l'homme Middle East Watch,

intitulé « Génocide en Irak- La campagne d'Anfal contre les Kurdes ».

À partir des archives irakiennes saisies par la résistance kurde, l'étude établit que Halabja fait partie d'une campagne génocidaire plus vaste d'éradication de la population du Kurdistan. Le

livre met également en lumière la campagne Anfal qui selon le principal artisan, Ali Hassan Majid, cousin de Saddam Hussein et « vice-roi du Kurdistan » a fait environ 100 000 morts au cours des seules années 1987-1988 avec l'utilisation, une quarantaine de fois, des armes chimiques contre les Kurdes.

« Il s'agit d'un livre d'histoire, fondé sur des sources irrécusables » permettant de

faire « l'histoire de ce qui s'est passé dans le Kurdistan irakien de mars à septembre 1988 : arrosage de villes et de villages au gaz, massacre des hommes, des femmes et des enfants, établissement des camps de concentration... » écrit Pierre Vidal-Naquet dans la préface du livre. Ces sources sont les archives des services irakiens saisies par les Kurdes lors de leur soulèvement de mars 1991, entreposées depuis aux Etats-Unis.

### AINSI QUE...

• LE PREMIER MINISTRE TURC OFFRE L'ASILE À SADDAM HUSSEIN. Selon la presse turque, le Premier ministre Abdullah Gul a fait part des garanties pour la survie de Saddam Hussein à Taha Yasin Ramazan, vice-Premier ministre irakien, en visite éclair clandestine le 10 février à Ankara. Le quotidien turc Hurriyet daté du 12 février rapporte que M. Gul a assuré à Saddam Hussein toute garantie sur sa survie en cas d'exil en Turquie ou dans tout autre pays. « Nous vous offrons toutes les garanties que vous désirerez » aurait déclaré le Premier ministre turc à son homologue irakien. Malgré les démentis du Premier ministre, son entourage confirme l'information en déclarant « Ce ne serait pas diplomatiquement chic de la part du Premier ministre de déclarer publiquement une chose pareille ».

• LE PAPE ENVOIE UN EMISSAIRE À SADDAM HUSSEIN. ET SE PRONONCE

POUR LE STATU QUO. Le cardinal français Roger Etchegaray, émissaire de Jean Paul II, est arrivé, le 11 février à Bagdad, porteur d'un « message personnel » du pape appelant le président irakien Saddam Hussein à coopérer plus étroitement avec les inspecteurs en désarmement des Nations unies. A son arrivée à l'aéroport international Saddam de Bagdad, Mgr Etchegaray a précisé qu'il avait aussi un message pour tous les dirigeants politiques du monde, à savoir que la guerre « serait la pire des solutions ». « J'arrive à Bagdad comme messenger du pape Jean Paul II et porteur d'un message personnel au rais Saddam Hussein », a-t-il expliqué. « Je viens également encourager les hommes politiques de tous pays et de tous bords à poursuivre sans cesse leurs efforts pour la paix. »

Le prélat basque, habitué des missions diplomatiques du Vatican, a été accueilli à

l'aéroport par le ministre irakien de la Justice, Munthir al-Chaoui. Le cardinal français, âgé de 80 ans, président émérite du Conseil pontifical pour la justice et la paix, a encore souligné que le pape avait décidé d'explorer « les dernières limites de l'espoir ». Le Vatican a manifesté à maintes reprises son opposition à une guerre en Irak, plusieurs dignitaires du Saint-Siège estimant qu'un conflit engagé à titre préventif n'aurait aucune justification légale ou morale. Jean Paul II a lui-même déclaré qu'une telle guerre constituerait une « défaite pour l'humanité ».

Jean Paul II doit rencontrer, le 7 février, le vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz, jour de la présentation par les chefs des inspecteurs de l'ONU de leur nouveau rapport devant le Conseil de sécurité. Une rencontre est également prévue le 18 février entre le souverain pontife et le secrétaire général des Nations unies Kofi Annan.

• LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME TROUVE JUSTIFIÉES LA DÉCHÉANCE DE L'ANCIEN PREMIER MINISTRE TURC NECMETTIN ERBAKAN ET LA DISSOLUTION DU PARTI ISLAMISTE REFAH. La Cour européenne des droits de l'homme a, le 13 février, rejeté la demande du parti de la Prospérité (Refah-islamiste), dissous par un arrêt du 16 janvier 1998 par la Cour constitutionnelle turque au motif qu'il était devenu un « centre d'activités contraires au principe de laïcité ». La Cour européenne a statué qu'« il

existait des raisons convaincantes et impératives pouvant justifier la dissolution du Refah et la déchéance temporaire de certains droits politiques prononcée à l'encontre des autres requérants. " Il en résulte que la dissolution du Refah peut être considérée comme " nécessaire dans une société démocratique ".

La Cour a estimé que l'ingérence dans le droit à la liberté d'association des requérants reconnu par l'article 11 de la Convention était prévue par la loi et poursuivait un but légitime. La Cour conclut en outre que les ingérences en cause ne peuvent être considérées comme disproportionnées aux buts visés. La Cour a souligné qu'un " parti politique peut promouvoir un changement de la législation ou des structures légales ou constitutionnelles de l'Etat à deux conditions : premièrement, les moyens utilisés à cet effet doivent être légaux et démocratiques et, deuxièmement, le changement proposé doit lui-même être compatible avec les principes démocratiques fondamentaux. Il en découle nécessairement qu'un parti politique dont les responsables incitent à recourir à la violence ou proposent un projet politique qui ne respecte pas la démocratie ou qui vise la destruction de celle-ci ainsi que la méconnaissance des droits et libertés qu'elle reconnaît, ne peut se prévaloir de la protection de la Convention contre les sanctions infligées pour ces motifs. "

" La Cour estime aussi que les

*statuts et le programme d'un parti politique ne peuvent être pris en compte comme seul critère afin de déterminer ses objectifs et intentions... C'est pourquoi la Cour a rappelé qu'on ne saurait exclure que le programme politique d'un parti cache des objectifs et intentions différents de ceux qu'il affiche publiquement. "*

• **L'IRAK TENTE DE GAGNER DU TEMPS EN AUTORISANT POUR LA PREMIÈRE FOIS L'INTERROGATION D'UN DE SES SAVANTS PAR DES INSPECTEURS DE L'ONU.** L'Irak a, le 6 février, fait un geste envers les Nations unies en autorisant pour la première fois un de ses savants à être interrogé en privé par des inspecteurs. Le général Amer Al-Saadi, conseiller du président irakien Saddam Hussein, a créé la surprise dans la soirée en annonçant aux journalistes qu'un savant biologiste irakien était interrogé par les inspecteurs en désarmement en l'absence d'officiels irakiens, comme l'exigeait depuis longtemps l'Onu.

Bagdad a ainsi donné satisfaction aux inspecteurs de l'ONU qui, depuis leur retour en Irak le 25 novembre, avaient sollicité une quinzaine d'entretiens privés avec des chercheurs irakiens mais, à chaque fois, ceux-ci avaient exigé la présence de représentants irakiens.

• **LE PKK APPELLE À LA " RÉSISTANCE ARMÉE ".** Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) a averti qu'il reprendrait les armes contre

l'armée turque et les Kurdes irakiens si on cherchait à les expulser du Kurdistan d'Irak, où ils sont réfugiés, a rapporté le 10 février le journal *Ozgur Politika*. Selon le journal, le commandant du PKK, Osman Ocalan a affirmé que si les troupes turques pénétraient dans la région, les combattants du PKK rentreraient en Turquie. " Si la Turquie... lance une guerre d'extermination, (...) notre résistance armée sera menée sur le territoire le plus vaste possible ", a-t-il déclaré. Le PKK a fixé un ultimatum au 15 février, en demandant aux autorités turques d'autoriser les visites des avocats à Abdullah Ocalan empêché de les rencontrer depuis 11 semaines. Plusieurs dizaines de personnes ont été placées en garde-à-vue à la suite des manifestations à Batman et Mardin.

Par ailleurs, une délégation du Conseil de l'Europe, en visite le 17 février à Istanbul pour enquêter sur les conditions de détention A. Ocalan, a été empêchée de rencontrer le détenu, officiellement pour des conditions de météo défavorables. La délégation comprend des membres du comité du Conseil pour la lutte contre la torture.

Des milliers de Kurdes ont manifesté le 15 février en Turquie mais aussi en France et en Grèce pour réclamer la libération d'A. Ocalan. Les manifestations en Turquie ont été marquées par quelques incidents et plus d'une centaine d'interpellations à l'occasion du quatrième anniversaire de la capture du chef du PKK.

WHO'S NEXT

**Newsweek**

JAN. 6, 2003

# Blood, Treachery And Betrayal

**MASSOUD BARZANI and JALAL TALABANI** are key to any conflict in Iraq

BY CHRISTOPHER DICKEY

**T**RUST AMERICA," A LEGENDARY Kurdish leader in Iraq declared some 30 years ago. "America is too great a power to betray a small people like the Kurds." He must have known better. The United States has been making and breaking promises to the Kurds in their mountain redoubts since the aftermath of World War I. But he could hardly have foreseen the treachery and disappointment that lay in store as the Kurds rose against Saddam Hussein in the 1970s, the 1980s and the 1990s, often with U.S. encouragement and support, only to be left in the end to face Saddam's genocidal revenge alone.

Today that trusting leader's son is the calculating realist Massoud Barzani, 56, one of the two great tribal warlords of Iraqi Kurdistan. He has sometimes fought Saddam, sometimes made peace with Saddam, even invited Saddam to help him thrash his longtime Kurdish rival, the bluff and impetuous 69-year-old Jalal Talabani. But today the two are united once again against the Baghdad regime. And this time they know Washington may need them as much as they need it.

Since the last round of international betrayals and intramural bloodletting in 1996-97, Barzani and Talabani have taken advantage of U.S. and British air cover to create the closest thing to an independent state Iraq's 4 million Kurds have ever had. They control roughly 12 percent of Iraq's territory. With a salient that reaches to within about 100 miles of Baghdad, de facto Kurdistan is a natural asset for any American push against Saddam's regime.

Barzani and Talabani also have tens of thousands of men under arms: traditional fighters called *peshmerga*, meaning they'll

look death in the face. Their colorful turbans, sashes and baggy pants are giving way to camouflage gear, and they're better equipped than ever before to meet Saddam's artillery and tanks head-on. But they're also less anxious to plunge into battle. Barzani and Talabani have managed to cobble together a workable Parliament, an economy thriving on international aid and oil smuggling, even a haven for investment by exiled Kurds, who are now building factories and food-processing plants. So good is life in Kurdistan compared with the past, in fact, that neither warlord has been enthusiastic about a final showdown with Saddam.

What do they want if the tyrant is gone? And what can they get? Their stated ambition is Kurdish autonomy, but their undisguised wish is still for independence. If they move too far too fast down that road, they could touch off new conflicts with neighboring Turkey and Iran—which want to discourage such hopes among their own Kurd-

ish minorities. And who would rule? Talabani is said by friends to harbor national ambitions as a member of whatever federal government takes shape in Baghdad. Barzani is expected to try to expand his personal control over the home turf. Yet at a recent conference of fractious Iraqi opposition leaders in London, it was Barzani who reached out beyond Kurdistan for support from "other forces and people who have not joined us," whoever and wherever they might be.

Could these two turn on each other again? There are plenty of precedents. In the Kurds' long history as victims, they have clung to two mottoes. One holds that their "only friends are the mountains." The other is that "fighting is better than idleness." If Barzani and Talabani are to salvage their hard-won homeland from the conflagration they're now convinced is inevitable, they will have to forge friendships well beyond the confines of their craggy strongholds. And the United States will have to encourage constructive peace if it wants to avert a return to endless war. ■

**'America is too great a power to betray a small people like the Kurds'**



Former rivals Talabani (left) and Barzani are united for now.



ARABS AND DEMOCRACY

# 'Iraq will cause a change in the region and make America's enemies desperate'

**B**y the sound of it, Elizabeth Cheney's job is little different from the work American diplomats have been doing for decades in many parts of the world. From unassuming offices in the State Department in Washington, she oversees a budget of \$30m devoted to such activities as training politicians in parliamentary democracy and teaching women how to participate in election campaigns.

Yet the work assigned to Ms Cheney, a deputy US assistant undersecretary of state and daughter of the vice-president, is hardly diplomacy as usual. The focus of her efforts is countries in the Arab world. Her newly created post is at the forefront of US efforts to instigate political reform among the authoritarian regimes long regarded by Washington as allies.

September 11 2001 opened American eyes to a long-overlooked reality: that the Middle East, including "friendly regimes" such as Saudi Arabia and Egypt, has helped foster the extremism that now threatens US national security. Ms Cheney's department is at the crux of efforts within the US administration to devise a new approach with the Arab world. The reverberations of that policy debate can be felt in the Middle East itself, where scepticism of US motives runs high and political and business elites grow increasingly worried about their survival.

Not that Ms Cheney gives much clue to the potentially far-reaching undertaking under consideration. "It's become clear that we must broaden our approach to the region," she says guardedly. "We have to work with part-

Some in Washington see the overthrow of Saddam Hussein as the key to bringing democracy to the Middle East; others fear the instability that could follow. **Roula Khalaf** reports

ners [there] to address critical issues of jobs, education and expanded political participation for all the people of the Middle East."

The State Department coyly refers to her work as the Middle East partnership initiative. Although Ms Cheney has been in place for a year, it was only last month that Colin Powell, secretary of state, unveiled the programme in a carefully crafted speech to the Heritage Foundation, a Washington think-tank.

Pledging that the US would give "sustained and energetic attention" to economic, political and educational reform, Mr Powell said: "The spread of democracy and free markets, fuelled by the wonders of the technological revolution, has created a dynamo that can generate prosperity and human well-being on an unprecedented scale. But this revolution has left much of the Middle East behind. Too many people there lack the very political and economic freedom, empowerment of women and modern education they need to prosper in the 21st century."

A few weeks earlier, Richard Haas, director of policy planning at the State Department, had delivered a blunter message. By allowing a "democratic exception" to exist in the Muslim world, he said, the US had missed an opportunity. "It is not in our interest - or that of the people living in the Muslim world - for the US to continue this exception."

On that much, there is broad agreement in Washington. The differences of opinion centre on how Arab democratisation should be brought about; on how quickly and how far the process should go. At heart, says one official, it is a "philosophical fight" over the aims and reach of US foreign policy.

"The most generic version of the vision of the neo-conservatives and that of the Powell camp is the same. The critical difference is how you get there," says a former US official. "At best the neo-conservatives' approach is

uninformed and naive and at worst it's dangerous - they want to wage a series of wars. But they are advancing a coherent strategy for dealing with the world through that perspective. The other camp, that of Powell, is still not putting forward a coherent strategy."

For the so-called "realists" at the State Department, the US needs to maintain the support of governments in the region in the war on terror and to secure backing for a possible military campaign against Iraq.

They envisage the promotion of political reform in the region as part of a broader engagement that includes US participation in a comprehensive Middle East peace settlement. They are also more amenable to replacing Saddam Hussein with a military general or a senior official from the ruling Ba'ath party, at least during a transition

period; democracy may not flourish in Iraq, they argue, as rapidly as some hope.

To maintain this difficult balance, the realists seek to reassure Arab regimes that the change of policy envisaged is a co-operative process that will be neither abrupt nor brutal.

Thus far, the State Department, through Ms Cheney's office, has preferred to approach the issue on a small scale. The programmes it sponsors are limited in scope, reaching only a fraction of the Arab population. Some in Washington want to go faster; there are requests to Congress for an increase in funding. "We've got to make this a priority of the US administration, with a huge aid programme, and put resources at the disposal of people trying to create change," says a former official who supports the State Department's approach.

By contrast, the hawkish neo-conservatives, influential at the Pentagon and the White House, have the advantage of promoting a simple message. They envisage using America's military might to topple regimes.

For them, much depends on the evolution of the Iraq crisis. They expect a change of regime in Baghdad - an outcome they strongly advocate - to lead to the creation of a democratic government. That development, combined with the flexing of American muscle, will send powerful warnings to other regimes, Iran and Syria in particular, two totalitarian regimes seen as incapable of peaceful reform from within.

The introduction of democracy in Iraq will also add to pressure on less threatening regimes, such as Egypt's, producing an acceleration of reforms there, the hawks say. Development of Iraq's oil resources will reduce US dependence on Saudi Arabia, the country that produced most of the September 11 hijackers and one that many in Washington see as in the most urgent need of reform. The ruling Al Saud family would either have to change its ways or be replaced, possibly by younger, reform-minded members of the family.

"September 11 is the overflow of the region's upheaval, which expressed itself in anti-Americanism," insists one hawkish official. "It was the result of an unholy alliance between al-Qaeda and those who were ostensibly our allies, [such as] Saudi Arabia."

"Redrawing of the Middle East is about redrawing the nature of the region, not the map. Iraq will cause a fundamental change in the region and make our enemies more desperate. If we stay in Iraq and [do] not deal with issues of Syria and Iran, they'll kill us and outmanoeuvre us. Our camp says we should quickly deal with the problem of Iran, that something needs to be

FINANCIAL TIMES THURSDAY JANUARY 16 2003



done. If Iran and Iraq are taken care of, Syria becomes nothing. The regime can't continue to survive."

Such a strategy is certain to be highly destabilising; but the upheaval, says Danielle Pletka, a vice-president at the American Enterprise Institute, a conservative think-tank, would be no bad thing. "People say we should not go to war with Iraq, not to upset the status quo in the Middle East. But look at the status quo!"

Certainly, the Arab human development report, published last summer by the United Nations Development Programme, paints a sorry picture. More than half the population in the region is under 18 but young people have neither jobs nor basic freedoms. Growth in per capita income over the past two decades has been the lowest in the world outside sub-Saharan Africa. The entire Arab world translates a mere 300 books annually. The region must remove three deficits, the report argues - in freedom, women's empowerment, and knowledge - if it is to have a chance of development.

Yet while the hawks' arguments are often constructed to suggest that the US is simply trying to help ordinary Arabs realise these aspirations, their views reflect ideas often expressed by the Israeli right wing. According to that analysis, a US-friendly regime in Iraq and freedom-enjoying Arabs would pay less attention to the Palestinian cause, abandon violence as a means of regaining their land and become more amenable to a peace agreement based on Israeli terms. The regional powers - Egypt, Saudi Arabia, Syria, Iraq and Iran - would be so weakened that Israel would have a much stronger hand in imposing a settlement.

"Is it not abnormal for some 300m Arabs to care more about the plight of the Palestinians than about their own plight, in their own country?" asks Ms Pletka of the AEI. "The second you take away the constituency for Palestinian terrorism and you interest people in schools, newspapers, taxes and mayors, people will be much less interested in the Palestinians."

While the hawks see regime change as the key to resolving other problems, some close to the State Department's thinking worry about another, broader obstacle to the US's ambitions: the inclination of Arabs to think the worst of Washington's intentions and to regard the promulgation of American values as a form of neo-imperialism.

Many in the Middle East blame the US for supporting the regimes that oppress them. They are suspicious of joining hands with an administration that strongly supports Israel and, by extension, its occupation of Palestinian lands. This, and the hardline American stance on Iraq, leads many in the region to question the US's commitment to their liberation.

The hawks' focus on the need to suppress states suspected of supporting or breeding terrorism risks underestimating the extent to which popular resentment provides fertile ground for the recruitment of terrorists. "Even if you get to cow the regimes in Damascus and Tehran by invading Iraq, terrorists may not be cowed but strengthened," says Philip Gordon of the Brookings Institution. "You can't deter non-deterrable terrorists. If we come out as an invading power [in Iraq], that will be the main concern."

Some US officials with experience in the Middle East admit that Washington is ill-placed, on its own, to persuade others of its noble intentions. For this reason, the State Department is trying to present its plans as an international effort by enlisting European and other allies. But this approach is likely to be tested if the regimes that the US most needs in the war on terror, or in a campaign in Iraq, are the ones that are put under pressure to reform. Washington's talk of democracy sits oddly, for example, with its efforts to increase co-operation with intelligence agencies in countries such as Egypt, Syria and Algeria - institutions that regularly abuse human rights.

The US's relationship with Saudi Arabia best illustrates the dilemma. Because of suspected links with terror-

ism, the Saudi regime arguably raises most concern in Washington. Yet the US administration also looks to the Saudis, the pivotal member of the Opec oil cartel, to stabilise energy prices in the event of another Gulf war and provide access to its military bases.

"It's a real world and in the real world you can't work on all priorities at once but you can't ignore any either," says one State Department official. The Saudis, he says, "have to be very clear on issues that are important to us but we also have to put human rights and democracy in one column and, in the other, Saudi Arabia's position in the region, on the Arab-Israeli peace process, the oil and the military issue."

Over the longer term, both the hawkish and the realist approach to the Middle East face uncertain results. From Egypt to Morocco, Islamist groups today form the only organised opposition to governments. In a climate of radicalisation, existing regimes are perhaps most likely to be replaced by extremist rulers.

For this reason, many in the Middle East suspect that Washington's real vision is to replace regimes that no longer adequately serve its interests with friendlier governments - regardless of those new rulers' commitment to democracy. But if short-term realpolitik were to sweep the talk of US-led democratisation aside, America might come to regret the missed opportunity, just as many in Washington now deplore support for the Saudi regime.

"The US has to find a way to encourage and assist moderate voices of reform and tolerance by taking away the sources of anger that fuel support for radicals," says analyst Peter Singer in a paper recently published by the Brookings Institution, a Washington think-tank. "At the same time, the difficulty is that the US must operate against terrorist forces, within an ongoing war that is also internal to Islam. How we ultimately resolve these dilemmas may well determine our underlying relations with the Muslim world for generations to come."

International Herald Tribune  
Saturday-Sunday, February 1-2, 2003



Iraqi boys in Baghdad on Friday got a demonstration in the use of the Kalashnikov rifle by a member of Iraq's ruling party.

# Washington précise ses plans contre Bagdad

Une nouvelle semaine déterminante pour l'issue de la crise irakienne s'ouvre alors que les déclarations de deux hauts responsables américains ont confirmé l'intention des Etats-Unis de prendre le contrôle de l'Irak après avoir procédé à des frappes massives.

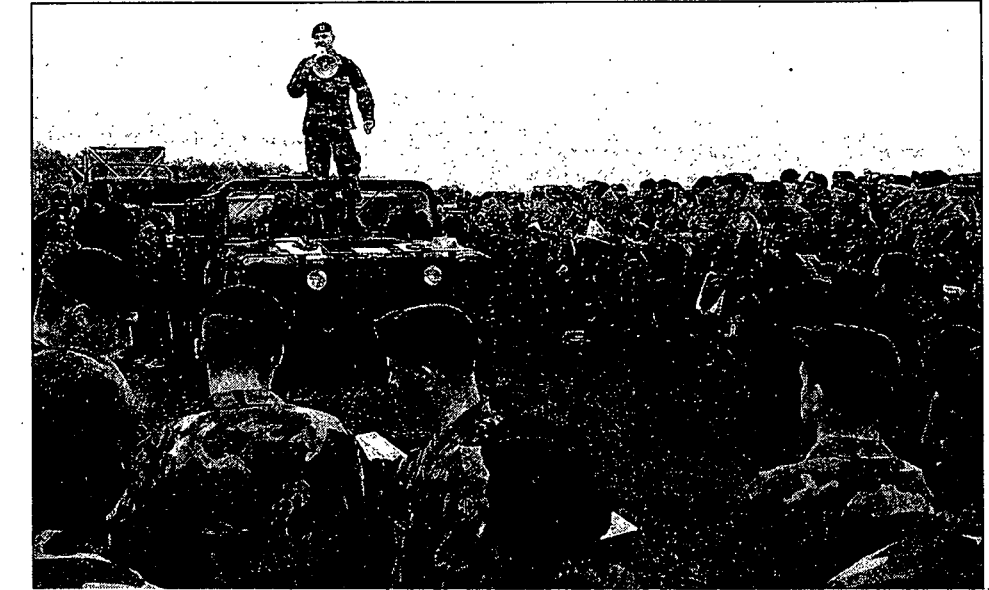
Dans une interview accordée hier au quotidien saoudien *Asharq al-Awsat*, Richard Perle, l'ancien secrétaire adjoint à la Défense pour la sécurité internationale sous la présidence de Ronald Reagan, a estimé que la guerre était imminente. « *Mon sentiment, c'est que la guerre va commencer prochainement (...), et les États-Unis seront en mesure d'avoir la situation en main en l'espace de 30 jours* », a déclaré cet influent conseiller du Pentagone.

Mercredi, le secrétaire d'État américain, Colin Powell, doit présenter au Conseil de sécurité de l'ONU les « preuves » réunies par Washington que l'Irak est en possession d'armes prohibées. Des « preuves » fondées notamment sur des écoutes électroniques, selon la presse américaine.

Trois jours plus tard, les chefs des inspecteurs en désarmement des Nations unies, Mohamed ElBaradei et Hans Blix, doivent se rendre à Bagdad, avant leur rapport au Conseil de sécurité, le 14 février.

Entre-temps, le premier ministre britannique, Tony Blair, qui était vendredi à la Maison-Blanche, fera demain le point de la situation avec le président français, Jacques Chirac, à l'occasion d'un sommet au Touquet.

Avant ce rendez-vous, le ministre britannique de la Défense, Geoff Hoon, a assuré hier que Londres et Washington



Alors que les échanges diplomatiques se poursuivent, les Etats-Unis continuent d'envoyer des soldats vers l'Irak. Samedi dernier, c'était le tour de la 82<sup>e</sup> Division aéroportée, au départ de Fort Bragg (Etat de New York). (Photo Erik Pere/AFP.)

n'avaient pas de « *calendrier arrêté* » pour le début d'une guerre en Irak. Un autre aspect des plans américains a été dévoilé par la conseillère du président George W. Bush pour les affaires de sécurité, Condoleezza Rice, qui a confirmé pour la première fois l'hypothèse de la mise en place à Bagdad d'une administration américaine pour une période de transition après l'éviction de Saddam Hussein.

« *Les États-Unis et leurs alliés devront préserver pendant un certain laps de temps la sécurité, s'assurer qu'il n'y aura pas d'actes de violence, mainte-*

*nir l'unité du pays et vérifier que les aides humanitaires parviennent au peuple irakien* », a-t-elle déclaré au quotidien *al-Ahram*.

Les propos de Richard Perle semblent accréditer les informations du *New York Times*, faisant état de l'intention des stratèges américains de procéder à des frappes massives contre l'Irak dès l'ouverture des hostilités.

Selon ce journal, le Pentagone a prévu de lâcher 3 000 bombes et missiles sur l'Irak dans les premières 48 heures de la campagne, de façon à briser le mo-

ral de l'armée et à créer un choc au sein du pouvoir politique.

Au Caire, les présidents égyptien, Hosni Mubarak, et algérien, Abdelaziz Bouteflika, ont souligné samedi « *la nécessité de tout faire pour épargner au peuple irakien une opération militaire* ».

Enfin, le chef de la diplomatie grecque Georges Papandréou, dont le pays assure la présidence européenne, est arrivé hier à Damas, première étape d'une tournée qui doit le mener également en Jordanie et en Arabie saoudite.

(AFP, Reuter.)

## John Chipman : « La guerre est une question de semaines »

Formé à Harvard, à la London School of Economics et au Balliol College d'Oxford, John Chipman est directeur de l'Institut international des études stratégiques (IISS).

Propos recueillis à Londres par notre correspondant Jacques Duplouch

**LE FIGARO.** - Vous estimez qu'une guerre est désormais « très probable ». Même sans l'aval de l'ONU ?

**John CHIPMAN.** - J'observe que les États-Unis et le Royaume-Uni se fondent sur une double appréciation. D'une part, l'autorisation légale, en 1990, d'une intervention pour expulser l'Irak du Koweït et la résolution du

Conseil de sécurité d'avril 1991 destinée à appliquer le cessez-le-feu et le régime des inspections. Et d'autre part, la résolution 1441 qui prévoit une « consultation » du Conseil de sécurité mais pas de nouvelle résolution en cas de violation constatée des obligations de l'Irak. Du point de vue légal, Américains et Britanniques ont, donc, un argument fort.

**Pour autant, Londres et Washington pourront-ils ignorer les réticences de la France, de la Chine et de la Russie ?**

Il est important que les pays engagés dans une guerre - si guerre il y a - puissent se prévaloir de l'autorité de l'ONU en cohérence avec la législation du Conseil de sécurité. C'est à quoi doit s'employer la diplo-

matie dans les jours et les semaines qui viennent...

**Le déclenchement d'une guerre serait un échec pour les Nations unies...**

Soit. Mais « la guerre-aveu-d'échec » est un cliché. A l'inverse, on peut dire qu'une guerre évitée représenterait un succès pour Saddam Hussein dont on ne peut pas dire qu'il soit un bienfaiteur de l'humanité.

**Il n'est pas le seul. Pourquoi lui et pourquoi maintenant ?**

Récapitulons. Il y a douze ans que Saddam Hussein défie la communauté internationale en refusant de se conformer aux dispositions qui lui ont été imposées sur l'éradication de ses armes de destruction massive. Douze ans qu'il mène, avec un certain succès, une guerre d'usure pour s'y soustraire. Or, personne ne doute, réellement, qu'il dispose d'un arsenal d'armes chimiques et biologiques et des moyens de les employer. Ce faisant, il constitue une menace pour sa population et pour toute la région.

**Et pour les États-Unis ?**

Il existe, à ce propos, un malentendu entre l'Europe et l'Amérique. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis s'en tenaient à la po-

litique du statu quo c'est-à-dire au maintien d'un monde stable. L'objectif, aujourd'hui, a changé. Au Moyen-Orient, en particulier, ce statu quo a perdu son intérêt. Les États-Unis se font interventionnistes, non seulement au nom de leur politique de sécurité, mais aussi - comme certains le disent publiquement - pour la libération du peuple irakien. Une manière de « droit d'ingérence » plaidé, jadis, par... un Français (Bernard Kouchner, NDLR)... L'Europe ne semble pas avoir perçu ce changement.

**Quelles sont les conséquences de cette « innovation » américaine ?**

Un changement du concept de souveraineté jusqu'alors en vigueur. Elle implique que tout dictateur, à l'instar de Saddam Hussein, ne peut plus se prévaloir de la souveraineté qu'il exerce sur son territoire pour se préserver d'une intervention extérieure visant à mettre fin aux injustices perpétrées sous son autorité.

**C'est une politique à hauts risques...**

A un moment où la menace terroriste est si importante, il est difficile d'imaginer une politique étrangère comportant de plus grands risques et de plus

grandes conséquences. C'est un pari. Lancer, ainsi, les dés au Moyen-Orient alors que le conflit entre Israéliens et Palestiniens est au paroxysme relève de la gageure. Mais la résolution du dossier irakien pourrait, aussi, changer la psychologie du monde arabe. Il faut espérer que, si la guerre a lieu, le plus grand nombre de pays soient ensuite impliqués dans le processus de stabilisation de la région.

**Après l'Irak, quel pays pourrait être visé par l'interventionnisme américain ?**

Je ne crois pas que les États-Unis aient un plan militaire d'intervention dans quelque autre pays. Notons tout de même qu'après la guerre, les États-Unis ont pour projet de se maintenir un certain temps en Irak. D'une certaine manière, l'Irak et la Syrie auront alors les États-Unis pour voisins... Une proximité qui aura un impact important sur leur politique.

**Combien de temps les forces internationales sous direction américaine devraient-elles, selon vous, demeurer en Irak ?**

Dans l'idéal, le moins longtemps possible. Dans la pra-

tique, les forces américaines sont les seules à pouvoir maintenir cette présence. C'est pourquoi les Nations unies doivent être impliquées.

**Quand la guerre pourrait-elle, selon vous, être déclenchée ?**

C'est une question de semaines plus que de mois...

**Un tel conflit ne risque-t-il pas de provoquer, en retour, une vague de terrorisme islamique contre l'Occident ?**

D'ores et déjà, la menace d'actions terroristes existe. Elle est même substantielle. Je ne suis pas sûr, pour autant, que la guerre puisse amplifier cette menace. Il est vrai toutefois que certains groupes peuvent prendre prétexte d'une intervention en Irak pour déclencher des opérations.

**L'issue militaire de cette guerre est-elle assurée ?**

Du point de vue militaire, les États-Unis ont la capacité de vaincre rapidement... La question est de savoir à quel coût... Moins en termes de pertes humaines dans les rangs américains qu'en ce qui concerne les dommages que Saddam peut infliger à son peuple, à ses voisins et à ses puits de pétrole.

## Paradoxal pacifisme par Pascal Bruckner

**D**E par le monde, les partisans d'une non-intervention en Irak ne cessent de se multiplier, et c'est une bonne chose. On peut craindre, toutefois, que leur détermination ne soit plus motivée par une hostilité viscérale à l'égard de Washington que par un goût authentique de la démocratie.

Aux yeux de beaucoup d'entre eux, en effet, n'importe quel régime stigmatisé par les États-Unis se voit décerner *ipso facto* un brevet de courage et de vertu - on l'a constaté il y a quatre ans avec la Serbie de Milosevic. Ainsi, lorsque *Le Monde diplomatique*, dans un numéro spécial sur la crise du Golfe, titre « L'Empire

contre l'Irak », il transforme, peut-être à l'insu de ses rédacteurs, ce petit pays de 23 millions d'habitants en symbole de la résistance au rouleau compresseur yankee. Un ennemi de l'Amérique ne peut être tout à fait mauvais, fût-il couvert de sang.

Si le débarquement de juin 1944 avait lieu de nos jours, gageons que l'oncle Adolf jouirait de la sympathie d'innombrables humanistes et radicaux de la gauche extrême au motif que l'Oncle Sam tenterait de l'écraser.

En revanche, quelle guigne pour un peuple que d'être massacré par une autre puissance que l'Amérique : son extermination se déroule dans l'indifférence générale (les Tchétchènes, les Tibétains en

savent quelque chose). Eternel paradoxe du pacifisme : préférer, au nom de meilleures intentions, le maintien au pouvoir d'une tyrannie au désordre de son éventuel renversement. Dans le cas présent : criminaliser George W. Bush pour mieux innocenter le chef de l'Etat irakien. Il existe pourtant un moyen très simple d'éviter la guerre : que Saddam Hussein abandonne ses fonctions et parte en exil. Cet homme qui règne par la terreur avec des méthodes dignes des plus grands psychopathes du XX<sup>e</sup> siècle, ce dictateur « laïque » responsable de deux conflits meurtriers contre l'Iran et le Koweït et qui profite aujourd'hui de l'embargo pour affamer sa population, reste un danger pour la

nation irakienne et la région. Pourquoi ne pas imaginer une résolution solennelle de l'ONU exigeant sa démission dans un délai de quelques semaines, faute de quoi il s'exposerait à une confrontation armée ?

**PASCAL BRUCKNER** est écrivain.

Comme en 1991, c'est sur lui et lui seul que repose le déclenchement de la guerre.

Un petit conseil à nos amis pacifistes pour leurs prochaines manifestations : qu'ils réclament tous le départ de Saddam Hussein, la solution la plus sage et la plus économe en vies humaines.

**Le Monde**

4 FÉVRIER 2003

# Irak : la France face à ses responsabilités

Dans son discours sur l'état de l'Union, le président George W. Bush a quasiment déclaré la guerre à l'Irak, estimant, comme le chef des ins-

PAR  
**PHILIP H. GORDON\***  
**ET JUSTIN VAÏSSE\*\***

pecteurs de l'ONU, Hans Blix, que Saddam Hussein ne s'était pas sérieusement engagé à désarmer comme l'obligation lui en a été faite par les Nations unies voici douze ans, et plus récemment dans la résolution 1441 dite « de la dernière chance ».

Sur le fond, il existe de bonnes raisons de s'opposer à cette guerre. L'absence de traces substantielles d'un programme nucléaire en Irak (dont l'existence changerait vraiment la donne) et l'absence de liens prouvés entre Saddam Hussein et al-Qaida laissent une partie de l'opinion publique européenne et américaine sceptique. Par surcroît, les risques d'instabilité régionale, le coût humain et économique de la guerre et de la reconstruction qui suivra font douter de la supériorité des gains attendus d'une intervention par rapport à un régime d'inspection prolongé indéfiniment. Encore faut-il convenir que ce statu quo entraîne lui-même des coûts très importants (souffrances irakiennes, pourrissement politique régional, présence militaire américaine en Arabie saoudite), qu'il comporte aussi des risques pour le futur, et qu'un changement de la donne régionale peut améliorer la situation.

Au-delà du fond, d'un point de vue pratique, la France va maintenant devoir choisir. Colin Powell va défendre les mérites d'une intervention militaire le 5 février à l'ONU et présenter des preuves supplémentaires, en expliquant que l'Amérique pourrait agir seule si elle ne

peut obtenir la coopération des alliés. Le 20 janvier, Dominique de Villepin a estimé que rien ne justifiait à ce stade d'envisager une intervention militaire et laissé entendre que la France pourrait utiliser son veto. Deux jours plus tard, lors de la célébration du traité de l'Elysée,

Jacques Chirac a paru embrasser la position allemande d'opposition catégorique sans y apporter les réserves françaises traditionnelles.

La réticence de la France à céder au fait accompli est naturelle ; pourtant, sur un plan diplomatique, elle se trouve dans une situation délicate. Grâce à son habile diplomatie, une dernière chance raisonnable a été donnée à l'Irak par la résolution 1441. L'Irak ne l'a pas saisie.

Il est faux de dire que la guerre était inévitable depuis le début : jusqu'à la mi-janvier environ, si Saddam Hussein avait pleinement saisi cette dernière chance qui lui était offerte, l'Administration Bush n'aurait pas eu le soutien intérieur et international nécessaire à la guerre et ne l'aurait pas menée. Mais le dictateur irakien a fait le choix de ne pas respecter ses obligations internationales, fournissant, selon Hans Blix - et de l'aveu de la France elle-même - une déclaration incomplète le 7 décembre, refusant d'admettre l'existence d'armes et de programmes connus de l'Unscorm en 1998, puis bloquant l'outil de vérification du désarmement le plus efficace de la résolution 1441, les entretiens

des inspecteurs avec des scientifiques.

Certes, on peut défendre l'idée de donner aux inspecteurs plus de temps, mais à moins d'un changement radical de Saddam Hussein par rapport aux douze dernières années, on voit mal comment le désarmement de l'Irak progresserait. Et combien de temps pourrait-on

*Pour Paris, une rupture au Conseil de sécurité représenterait un risque de marginalisation sérieux*

maintenir un régime efficace d'inspection en place ?

Bref, la France a deux choix possibles : ou bien elle reste dans la logique de la résolution 1441, reconnaissant que l'Irak n'a pas saisi la « dernière possibilité de s'acquitter des obligations en matière de désarmement » qu'elle lui avait donnée, ou bien elle s'oppose aux conséquences prévues par cette résolution en cas de non-désarmement, soit en posant son veto à une résolution américaine, soit en évitant la tenue d'un vote.

Il convient de bien peser les conséquences qu'entraînerait ce second choix.

1. Le Conseil de sécurité des Nations unies serait marginalisé ; cette situation renforcerait le précédent fâcheux du Kosovo et inciterait les Etats-Unis à prendre leurs décisions avec l'organe multilatéral. Dans le cas d'une négociation suivie d'un

accord, il deviendrait plus difficile pour Washington à l'avenir de se passer de l'avis du Conseil pour conduire une intervention militaire. Certes, on peut estimer que

coopérer sur la forme avec les Etats-Unis reviendrait à perdre sur le fond. Mais dans ce cas, c'est avant la résolution 1441 qu'il fallait agir, car si cette résolution, approuvée par 15 voix contre 0, pouvait arrêter la montée vers la guerre en cas de coopération de l'Irak, elle prévoyait aussi des « graves conséquences » en cas de non-coopération. En outre, le Conseil de sécurité a voté de multiples résolutions demandant à l'Irak de respecter ses obligations et de désarmer ; la violation continue de ces résolutions pose à pré-

sent un réel problème de crédibilité pour le Conseil.

2. L'unité européenne serait soumise à rude épreuve. Certes, on peut se réjouir de la vitalité des rapports franco-allemands. Mais si le prix en est une dégradation des rapports avec les autres pays, et le creusement d'un fossé entre Paris et Berlin d'un côté, et l'Angleterre, l'Es-

pagne, l'Italie et l'Europe de l'Est de l'autre, il est à craindre des dommages durables pour la politique étrangère commune de l'Europe.

3. Les relations transatlantiques seraient, elles aussi, sérieusement endommagées. Côté américain, il est évident qu'une telle rupture renforcerait l'aile unilatéraliste de l'Administration Bush, l'école de pensée qui méprise la « vieille Europe » et considère qu'il est impossible de travailler avec Paris et Berlin ; elle affaiblirait les Américains favorables à la coopération internationale.

4. Pour l'Irak, il va de soi qu'une participation française et allemande, et donc européenne, aux efforts de reconstruction en cas de conflit serait infiniment préférable à un solo américain. En travaillant ensemble, nous pouvons être plus confiants dans les chances d'as-

surer au peuple irakien un avenir stable, libre et prospère. Mais si les Américains, tout seuls, perdent la paix après avoir gagné la guerre, tout l'Occident en subira les conséquences.

5. Pour la France enfin, une rupture au Conseil de sécurité représenterait un risque de marginalisation sérieux non seulement au Moyen-Orient, mais aussi sur la scène globale.

Résumons-nous : la France a fait tout ce qui était en son pouvoir pour éviter une solution militaire et garantir les prérogatives du Conseil de sécurité. Elle a peut-être encore la possibilité d'offrir à Saddam Hussein une chance de jouer sa dernière carte, en négociant par exemple avec Washington un ultimatum de 30 jours (NDLR : Tony Blair en aurait déjà convaincu M. Bush) qui pourrait déboucher sur un désarmement volontaire complet, ou bien un coup d'État ou l'exil... ou sur la guerre. Dans ce dernier cas, c'est à Saddam seul qu'en reviendra la faute.

\* Directeur du Center on the United States and France à la Brookings Institution.  
\*\* Historien, spécialiste des Etats-Unis.

**MOYEN-ORIENT** Les revenus pétroliers de l'Irak après l'ère Saddam sont estimés entre 10 et 12 milliards de dollars par an par le Baker Institute de Houston

# Irak : les enjeux économiques d'une guerre annoncée

LE FIGARO 3 FÉVRIER 2003

Stéphane Marchand

George W. Bush, qui se prépare à envoyer ses B-52 bombardier l'Irak, fera-t-il la guerre pour prendre le contrôle des deuxièmes réserves de pétrole du monde ? Cette thèse postulant que la chasse aux armes de destruction massive n'est qu'un prétexte est extrêmement populaire dans le monde entier, y compris dans certains milieux américains. Car elle permet de relier entre elles trois attitudes caractéristiques de l'Administration actuelle : sa proximité avec les milieux pétroliers, son soutien indéfectible au gouvernement israélien d'Ariel Sharon et sa relative indifférence quand elle a appris que la Corée du Nord possède probablement des armes nucléaires.

Les partisans de cette explication affirment que c'était déjà le pétrole qui avait motivé la guerre en Afghanistan, l'objectif étant en l'occurrence de s'emparer des

routes qui permettent d'exporter vers l'Asie - via le Pakistan - le pétrole et le gaz de la mer Caspienne.

Cette théorie possède une variante. Elle suggère que la mainmise sur les champs de pétrole irakiens est nécessaire tout simplement pour permettre aux Etats-Unis de se rembourser des dizaines de milliards de dollars que va leur coûter l'annihilation du régime de Saddam Hussein. Il est vrai que la guerre coûtera cher. C'est une certitude. Personne, en revanche, n'est capable de prouver qu'elle rapportera quelque chose. L'exemple du Koweït est à cet égard édifiant. Douze ans après avoir été libéré par les troupes américaines, l'émirat n'a toujours pas ouvert son secteur pétrolier aux « majors » étrangères et les Américains n'ont pas obtenu de passe-droit.

Daniel Yergin, président de Cambridge Energy Research Associates, ne croit pas que le pétrole motive à ce point l'Administration Bush. Il affirmait récemment dans le *Washington Post* que ces théories

ignorent les logiques d'investissement des compagnies pétrolières. A ses yeux, le pétrole irakien mettra beaucoup de temps à redevenir rentable, alors que de nombreuses opportunités, plus séduisantes à court terme, se présentent en Russie, en Asie centrale, en Afrique de l'Ouest.

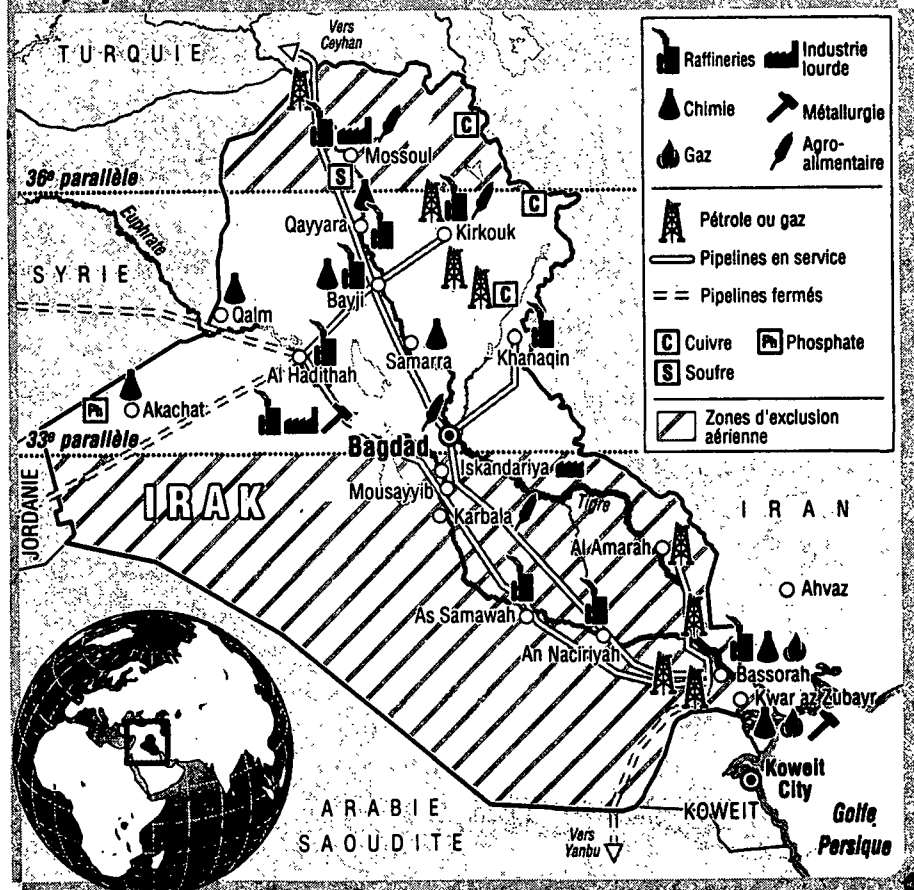
Il n'en reste pas moins qu'à l'horizon 2010 - une date à laquelle les infrastructures irakiennes pourraient fonctionner normalement - la demande mondiale de pétrole aura sans doute atteint 90 millions de barils par jour, soit 17 % de plus qu'aujourd'hui, principalement à cause des besoins de l'Inde et de la Chine. Le pétrole irakien trouvera alors à s'employer.

En Occident, la plupart des acteurs jugent que le meilleur scénario économique, c'est une guerre courte qui commence le plus vite possible. Quelques pays ont la candeur de reconnaître qu'une guerre en Irak pourrait leur profiter. Le Canada, gros exportateur de pétrole

et de gaz, en bénéficierait, concédait en janvier le gouverneur de la Banque du Canada, David Dodge : « S'il y a une guerre prolongée, une hausse assez forte des prix du pétrole, ce n'est pas bon pour l'économie mondiale, mais il faut rappeler que nous sommes, ici au Canada, producteur de pétrole brut et de gaz naturel. Et donc l'impact sur l'économie canadienne est un peu différent que l'impact sur les Etats-Unis ou l'Europe », a-t-il ajouté.

En revanche, une guerre courte ferait baisser le baril de 10 dollars, à 20 dollars contre 30 environ actuellement, selon une étude publiée par l'Institut des directeurs, qui réunit des responsables d'entreprises britanniques. Une telle issue se traduira également par une légère augmentation de la croissance de l'économie américaine à 2,9 % en 2003 (contre 2,6 % selon les prévisions les plus optimistes de l'OCDE), précise ce document intitulé *Guerre et économie mondiale*.

## Un pays couvert d'infrastructures pétrolières





# Les pétroliers américains ne seront pas forcément les premiers servis

Washington :  
Pierre-Yves Dugua

La guerre du Golfe de 1991 était une guerre de pétrole au sens propre du terme : il fallait empêcher Saddam Hussein de contrôler les ressources pétrolières koweïtiennes et de menacer l'Arabie saoudite. Dans la crise actuelle, le pétrole n'est qu'au second plan. La première priorité des Etats-Unis est de détruire les stocks d'armes chimiques, biologiques et nucléaires qu'ils accusent Saddam Hussein de cacher. Cet exercice rend nécessaire l'élimination du régime du dictateur de Bagdad. L'objectif atteint, Washington, avec l'aide de ses alliés et probablement des Nations unies, travaillera à la reconstruction de l'Irak. C'est alors et dans ce cadre que la question pétrolière reviendra au premier plan.

Paradoxalement, toutefois, le contrôle des puits de pétrole irakiens s'annonce comme un des tout premiers objectifs militaires du Pentagone. Pour deux raisons : d'abord parce que Washington veut éviter un scénario catastrophe du style de celui précipité par Saddam Hussein dans les derniers jours de la guerre du Golfe. Les troupes irakiennes avaient saboté les puits koweïtiens, déclenchant des incendies toxiques qui n'ont pu être totalement éteints par les pompiers américains spécialisés que huit mois plus tard. La seconde raison est que la destruction des puits irakiens priverait le pays des ressources financières indispensables à sa reconstruction.

Les revenus pétroliers de l'Irak immédiatement après l'ère Saddam sont estimés



Des contrats de long terme pour des géants comme Exxon-Mobil, Chevron-Texaco et Conoco Phillips seront à octroyer en fonction des droits acquis par d'autres compagnies notamment russes, françaises, italiennes et chinoises. (Photo AP.)

entre 10 et 12 milliards de dollars par an par le Baker Institute de Houston, un centre de recherche de Rice University, crée par James Baker, ancien secrétaire d'Etat de George Bush et stratège de la première guerre du Golfe. Cette manne devra financer d'énormes besoins humanitaires ainsi qu'un vaste effort de reconstruction d'infrastructures détruites par la guerre, évalué entre 25 et 100 milliards de dollars.

Pour le seul secteur pétrolier, le Baker Institute conclut qu'il faudra 18 mois de paix et 5 milliards de dollars d'investissements pour permettre à l'Irak de retrouver son niveau de production antérieur aux années 90 de 3,5 millions de

barils par jour. En effet 12 ans d'embargo des Nations unies et de mauvais entretiens ont causé des dommages importants au secteur pétrolier irakien. Pour le moment, l'Irak, sous la contrainte des sanctions des Nations unies, ne produit plus que 2,8 millions de barils par jour, dont 700 000 pour sa consommation intérieure.

Contrairement à ce qu'affirment les opposants à toute intervention militaire en Irak, les compagnies pétrolières américaines ne seront pas les premières bénéficiaires d'un changement de régime à Bagdad. Il y a des précédents. Il y a 12 ans, le Koweït a été littéralement sauvé par les Etats-Unis. Les émirats avaient alors promis

l'ouverture de leur secteur pétrolier à l'investissement américain. Cette promesse n'a toujours pas été honorée... Les milieux pétroliers américains ne sont pas assez naïfs pour croire que le régime post-Saddam dénationalisera le secteur pétrolier. Même le Mexique, pourtant très dépendant des Etats-Unis, a toujours refusé cette voie.

Il n'empêche. Toutes les compagnies pétrolières américaines sont déjà sur les rangs pour participer à de futures explorations des richesses irakiennes, estimées à 112 milliards de barils, soit les deuxièmes au monde derrière l'Arabie saoudite. Des réunions à ce sujet se sont déjà tenues

entre l'Administration Bush et les représentants de l'industrie. De part et d'autre, cependant, on fait tout pour rester discret sur ces contacts. A noter que le Baker Institute recommande « que les Etats-Unis annoncent clairement qu'ils ne souhaitent pas devenir de facto les gouverneurs de l'Irak et de ses ressources pétrolières ».

Quoi qu'il en soit, des contrats de long terme pour des géants comme Exxon-Mobil, Chevron-Texaco et Conoco Phillips seront à octroyer en fonction des droits acquis par d'autres compagnies notamment russes, françaises, italiennes et chinoises. Les firmes américaines ont en effet du retard sur leurs rivales en Irak... Depuis l'imposition de l'embargo des Nations unies sur l'Irak, en tout cas, l'exécution des contrats existants est suspendue.

A court terme en revanche, les sociétés américaines de services pétroliers ont beaucoup à gagner en Irak. On parle de contrats d'un montant total de 1,5 milliard de dollars. Car la priorité pétrolière de l'Irak après Saddam sera de réhabiliter les infrastructures pétrolières existantes et non pas l'exploration de nouveaux gisements. Il faudra, par exemple, rapidement moderniser les systèmes d'injection de puits contaminés par des infiltrations d'eau, réparer des raffineries et des systèmes de transport. Autant d'activités qui sont la spécialité de firmes comme Halliburton, Schlumberger, Baker Hughes et BJ Services. Halliburton, dont le siège se trouve à Dallas (Texas) avait encore il y a deux ans pour patron Dick Cheney, aujourd'hui vice-président des Etats-Unis...

## Bagdad-Moscou : quarante ans d'échanges

Moscou : de notre correspondant  
Patrick de Saint-Exupéry

De passage en octobre dernier à Moscou, le premier ministre britannique Tony Blair reconnaissait que « la Russie a des intérêts très légitimes (en Irak) et elle veut que nous y soyons sensibles ». Ces intérêts russes en Irak se sont développés au fil d'une longue coopération qui a fait de Bagdad l'un des partenaires privilégiés de Moscou au Moyen-Orient. En 1964, la république irakienne deve-

niait « démocratique et socialiste ». Huit ans plus tard, un traité soviéto-irakien était signé. Dès lors, sur l'échiquier de la guerre froide, Bagdad est intégré au camp de l'Est. L'armée irakienne sera formée par des instructeurs soviétiques et dotée d'armes soviétiques. De nombreuses structures de sécurité d'inspiration soviétique feront également leur apparition.

Vue de Moscou, la carte irakienne est importante : elle permet de contrecarrer en partie l'influence occidentale s'exerçant alors sur deux puissances pétro-

lières : l'Arabie saoudite et l'Iran. Les bouleversements en Iran, puis durant les années 90 (guerre du Golfe et chute du Mur) vont mettre en cause l'équilibre général mais, jamais, Moscou ne perdra pied à Bagdad. Trop d'intérêts lient les deux capitales.

Les liens économiques sont ténus. L'essentiel des échanges entre l'URSS et l'Irak a, en effet, longtemps porté sur les achats d'armes. Aujourd'hui encore, l'armée irakienne est presque équipée de pied en cape de « Made in USSR ». A la chute de l'empire, la Russie héritera d'une créance de Bagdad, portant es-

sentiellement sur des livraisons d'armes et toujours impayée, de l'ordre de 7 à 9 milliards de dollars. Des programmes de coopération clandestins se poursuivront sans qu'officiellement Moscou ne soit impliqué, ceux-ci passant par d'anciennes Républiques soviétiques (Ukraine, Biélorussie...).

A la suite de la guerre du Golfe, le programme « pétrole contre nourriture » mis en place par l'ONU sera une bénédiction pour nombre de sociétés russes qui parviendront à contrôler de l'ordre de 35 % des très profitables exportations

de brut irakien.

Le pétrole resté, aujourd'hui, le nerf de la guerre, Moscou n'ayant aucune intention d'abandonner l'exploitation des champs irakiens aux appétits américains. Trois contrats de prospection et de développement portant sur plusieurs champs de pétrole viennent d'être signés entre Bagdad et trois sociétés russes. Le contentieux sur le gisement de West Qurna, opposant la société

russe Loukoil aux autorités irakiennes, aurait été récemment apuré après une intervention « en des termes très durs » des autorités russes.

En 2001, enfin, Moscou et Bagdad se seraient mis d'accord sur un programme de coopération de dix ans, renouvelable tous les cinq ans. Ce programme porterait sur 67 projets d'investissement : 17 dans le gaz et le pétrole, 14 dans les transports et les

communications, 6 dans la pharmacie et 6 dans la chimie. D'une valeur estimée à 40 milliards de dollars, ce programme est toutefois loin d'être finalisé.

Selon les statistiques officielles, la Russie a exporté en 2001 pour 187 millions de dollars (pneus, contre-plaqué, tuyaux, rails, véhicules, chaudières, générateurs) vers l'Irak et n'a rien importé.

LE FIGARO économie LUNDI 3 FÉVRIER 2003

## La France veut retrouver sa place sur le marché irakien

Georges Quioç

« Avant la crise du Golfe, c'était énorme : 4 milliards de dollars d'exportations par an », se souvient, nostalgique, Ahmed Atlaoui, président de l'Association franco-irakienne de coopération économique. La France était de loin le premier fournisseur de cet eldorado qui a fermé ses portes au lende-

main de la guerre. Les ventes à l'Irak n'ont pu reprendre qu'en 1996. Mais l'embargo n'a été levé que dans le cadre très restrictif du programme « pétrole contre nourriture » des Nations unies. De sorte que les importations de l'Irak ne représentent aujourd'hui que la moitié de leur niveau d'avant la crise.

Pour autant, dès la reprise des relations commerciales, la France s'est à nouveau impo-

sée comme son premier partenaire commercial. « De décembre 1996 à juin 2000 nos entreprises possédaient 15 % environ de ce marché » selon le groupe sénatorial d'amitié France-Irak au retour d'une mission en Irak courant juin 2001. Le montant total des contrats conclus par les entreprises françaises pendant cette période a atteint 3,5 milliards de dollars. Un chiffre qui masque toutefois une érosion des positions françaises. Premier fournisseur irakien jusqu'en 1999, la France a reculé à la sixième position en 2000 pour ne plus représenter que 6 % de ses importations. Et même de rétrograder à la onzième place comme fournisseur l'année suivante, ramenant la part de marché de la France à 3 %. Par mouvement inverse « l'Égypte, la Jordanie, la Syrie, et les Emirats arabes unis se partageaient en août 2001 environ 40 % du marché irakien », souligne le rapport sénatorial.

L'explication de ce déclin commercial français est largement politique. Après l'expulsion par Bagdad des experts de l'ONU en 1998 et la reprise des bombardements américains sur l'Irak, la France a accepté de participer à la mise en place d'un nouveau dispositif de sanctions. L'objectif déclaré était alors d'améliorer sur un plan humanitaire le sort des populations. Tout en luttant contre la contrebande. Le gouvernement irakien faisait en effet tous ses efforts pour contourner l'embargo des Nations unies avec l'aide intéressée de ses pays voisins.

Mais l'appui de la France à la nouvelle approche des sanctions du Conseil de sécurité a provoqué un refroidissement des relations franco-irakiennes.

Alors qu'à l'inverse la Russie a soutenu l'Irak. Au point même de faire échouer le projet de résolution que rejetait Bagdad. C'est ainsi que le programme « pétrole contre nourriture » a été maintenu encore quelques mois et que la Russie a pu s'octroyer 8 % des importations irakiennes dans ce programme.

Les tensions entre la France et l'Irak se sont toutefois apaisées en septembre 2001, curieusement au lendemain des attentats du WTC. « Les contrats signés par les entreprises françaises à l'issue de la Foire internationale de Bagdad ont atteint 660 millions d'euros en 2001, contre 398 millions d'euros en 2000 », explique Christian Valéry, qui dirige le pavillon français à la Foire internationale de Bagdad. Ce chiffre est toutefois revenu à 409 millions de dollars l'année dernière sous la pression notamment de nouveaux compétiteurs étrangers.

Reste que les chiffres officiels de la Foire de Bagdad n'épuisent pas la totalité du commerce extérieur irakien. Vendant de plus en plus son pétrole hors résolutions des Nations unies (ou plus prosaïquement en contrebande), l'Irak dispose de revenus qui lui permettent d'importer librement de nombreux produits, matériels et équipements. Et comme ses voisins (Jordanie, Égypte, Syrie, Turquie, Liban, Émirats) ne maîtrisent pas toujours les technologies dont il a besoin, les groupes industriels occidentaux ont trouvé la parade en utilisant ces pays limitrophes comme plate-forme de réexportation vers l'Irak. D'où une bataille secrète aux enjeux financiers considérables et qui se joue à la barbe de l'ONU.

### Les échanges avec l'Irak

En milliers d'euros	Importations	Exportations	Couverture des importations par les exportations
	1999	761	313
2000	1 434	398	0,27
2001	986	664	0,67
2002	659	409	0,62



Les contrats signés par les entreprises françaises à la Foire internationale de Bagdad ont atteint 660 millions d'euros en 2001, contre 398 millions en 2000, mais sont retombés à 409 millions l'an dernier. (Photo Patrick Baz/AFP.)

## ■ POINT DE VUE

## Ni la guerre ni Saddam

par Bernard Kouchner et Antoine Veil

LES TROUPES anglo-américaines se massent aux frontières de l'Irak, les manifestations d'hostilité au président Bush se multiplient, alors que les inspecteurs de l'ONU ne savent plus très bien ce qu'ils cherchent. L'état se resserre-t-il sur Saddam Hussein, ou sur les Irakiens, qui souffrent depuis plus de trente ans de sa dictature et que l'embargo asphyxie ? Les extrémistes jubilent, le simplisme triomphe, les Bourses s'enfoncent : la guerre semble programmée. Gauches et droites réunies, les cortèges qui hurlent « A bas Bush ! » crieront-ils demain « Vive Saddam ! » ? Nous n'entendons toujours pas la voix du peuple irakien. Comment éviter cet engrenage ?

Le pire vient des derniers échanges entre responsables américains, allemands et français. Le raisonnement politique cède à la stratégie virile du bras de fer. A continuer ainsi, la guerre est pour demain. On n'aura rien tenté de réaliste et de convaincant pour l'éviter, on n'aura pas essayé d'inventer une politique vigoureuse qui organise le départ de Saddam, sans recourir aux bombardements. On n'aura pas voulu entendre le peuple irakien.

Déjà, en 1992, au détour de la guerre du Golfe, rares étaient ceux qui demandaient qu'on en finisse avec le dictateur. Nous tolérions les dictatures des autres, dès lors que nous n'étions pas menacés. La terreur instaurée par Saddam Hussein nous semblait la norme entre le Tigre et l'Euphrate.

L'épreuve de force diplomatique opposant les Etats-Unis au couple franco-allemand permet de passer sous silence la réalité des conditions de vie atroces des Irakiens et conforte Saddam Hussein. Lorsque les responsables européens interrogeaient nos alliés américains sur leurs certitudes quant à la possession d'armes de destruction massive par l'armée irakienne, lorsqu'ils leur demandaient de passer par le Conseil de sécurité, ils se montraient convaincant. Nous n'en sommes plus là. Le seul bénéficiaire des échanges acides entre « vieux Européens » et Donald Rumsfeld, c'est le dictateur de Bagdad.

A dire le vrai, nous sommes aujourd'hui prisonniers d'un engrenage triangulaire, infernal et pervers. En critiquant Bush, les Européens font le jeu de Saddam, et Bush attaquera d'autant plus rapidement qu'il n'aura plus d'autre manière de sauver la face.

Chez nous, la droite durcit le ton, la gauche renchérit et réclame le

veto. Notre classe politique est impressionnée par les sondages. Comme si, à la question « *Souhaitez-vous la guerre ?* », on pouvait répondre autre chose que non ! Après Munich aussi, les premiers sondages d'opinion répondirent non à la guerre. Pourtant, nous ne sommes pas munichois, mais si nous ne voulons pas de la guerre, c'est parce que nous demeurons convaincus qu'il est d'autres moyens de faire partir Saddam Hussein, notamment par une pression internationale qui n'a pas été suffisamment mobilisée pour mettre un terme au parcours meurtrier de ce dictateur illégitime.

Dans ce débat, le grand absent demeure en effet le peuple irakien. Les diplomates traitent Saddam Hussein comme son représentant légitime. Rien n'est plus faux. Il a fallu trois coups d'Etat sanglants pour que le Bédouin de Takrit devienne le dictateur de Bagdad. Les résultats de la dernière consultation électorale irakienne sont éclairants sur sa légitimité : 100 % ! Même Staline n'était pas parvenu à ce résultat.

Les chancelleries refusent de recevoir les représentants de l'opposition irakienne. La réunion prévue en décembre 2002 à Bruxelles, capitale de l'Europe, a été annulée et les dirigeants de ce qui sera peut-être le gouvernement de demain ont été obligés de se replier sur Londres. Pourquoi feint-on d'ignorer que plus de 80 % des Irakiens sont hostiles à Saddam Hussein ?

Les chiites d'abord – plus de 55 % de la population – lui sont hostiles. Ils se rebellèrent contre lui en 1991. Lors des batailles acharnées dans les marais du Sud, le bilan fut terrible : plusieurs dizaines de milliers de victimes, 500 000 personnes déplacées qui allèrent grossir l'armée de la revanche, maintenant prête à l'action. L'ayatollah Akim dirige de Téhéran le premier parti irakien chiite : 52 de ses parents, dont 5 de ses frères, ont été assassinés par les services irakiens.

On cherche des armes chimiques, comme si elles allaient nous menacer, alors qu'elles ont déjà frappé les populations irakiennes elles-mêmes. Le 18 mars 1988, 5 000 habitants du village de Halabja sont morts en une seconde. Cela ne choqua personne, et la conférence sur les armes chimiques qui se tint en Europe accueillit le représentant de Saddam, Tarek Aziz, et refusa d'entendre les familles des victimes.

Le bombardement chimique de Halabja faisait partie de l'opération d'arabisation « Anfall », expression officielle employée pour désigner ce nettoyage ethnique qui continue

encore aux dépens de la population kurde. Les rares journalistes se rendant dans la région de Souleimaniyé voient tous les jours arriver des lambeaux de familles réfugiées de Kirkouk qui demandent asile dans cette région « libérée » grâce à la protection des aviations anglaise et américaine. Pourquoi ceux qu'a révoltés l'horreur de Srebrenica ne s'indignent-ils pas devant « Anfall » et ses 180 000 disparus, majoritairement des femmes et des enfants ?

Saddam Hussein a multiplié les façons de torturer, empoisonner, assassiner, non seulement des opposants, mais certains de ses plus proches collaborateurs. On connaît en Occident la manière dont il peut exécuter lui-même ses proches, tel le ministre de la santé, abattu au pistolet dans la pièce jouxtant la salle du conseil des ministres.

Une intervention armée contre Bagdad entraînerait-elle un éclatement du pays ? La Turquie et son armée ne supporteraient pas une sécession kurde. C'est le danger le plus évident. Mais cette hypothèse, sur laquelle toutes les diplomaties et surtout les Américains travaillent, est contredite par l'attitude raisonnable des nouveaux dirigeants d'Ankara, soucieux d'être acceptés par l'Union européenne. Les Kurdes eux-mêmes s'affirment partisans d'un Irak fédéral. Pratique la démocratie dans les régions protégées depuis la guerre du Golfe par l'aviation anglo-américaine, ils ne prônent plus l'indépendance. L'opposition irakienne est moins dérisoire qu'on voudrait le faire croire. La diaspora irakienne est bien éduquée, et les avoirs de ce pays riche, bloqués par l'embargo, seraient immédiatement disponibles pour relancer l'économie.

La région bouillonne. En Palestine comme en Egypte, la tension pourrait transformer des manifestations de rues prévisibles en révolte véritable. Pourtant, tous les pays voisins, Iran, Arabie saoudite, Syrie et Jordanie, ont reçu l'opposition irakienne et semblent ouverts à la transition.

Sur tous ces points, une diplomatie européenne déterminée serait efficace, mais Javier Solana n'a reçu les Kurdes qu'une seule fois. Ni Chris Patten ni les ministres européens ne rencontrent l'opposition irakienne ou les associations de droits de l'homme. Qui ont-ils peur de fâcher ?

Le pire demeure l'inexistence des propositions alternatives des Nations unies. Les lobbies pro-Saddam, les pressions des pétroliers sont-ils si forts ? Pour tenter de sor-

tir de cette impasse, nous formulons quelques propositions.

Existe-t-il en Irak des armes cachées ? Sans doute, mais comment le savoir sans laisser agir les inspecteurs pendant le temps qu'ils réclament, comme le propose la France ? Pourquoi Bush met-il davantage l'accent sur des armes jusque-là introuvables que sur le massacre du peuple irakien par son dirigeant illégitime ?

Nous avons été de ceux qui ont manifesté leur indéfectible soutien aux Américains victimes du terrorisme le 11 septembre 2001. Nous savons que le danger demeure. Nous n'approuvons pas la politique américaine, qui mène à la guerre, mais il est trop facile de céder à ces mouvements d'opinion qui brocardent en permanence les Américains, jusqu'au moment où ils viennent à notre rescousse.

L'antagonisme actuel ne laisse aucune porte de sortie à la diplomatie américaine et pousse plus sûrement encore au conflit armé.

Que souhaitons-nous ? Que l'on tente d'échanger la guerre contre la fin du règne sanglant de Saddam Hussein et l'espoir d'une démocratie pour l'Irak. Qu'en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, on invente d'autres formes de politique et d'interventions internationales. Que l'on cesse la fuite en avant. L'Afghanistan n'est pas terminé, on n'a pas réussi à arrêter Ben Laden que déjà on se précipite sur Saddam.

Ce dernier a toujours joué des contradictions internes de ses « clients », ceux qu'il couvrait de contrats et ceux qu'il achetait avec des bons de pétrole. Les pétroliers lui ont facilité la tâche, qui se sont vu proposer des zones d'exploitation mirobolantes. La solution du problème Saddam prendra du temps. Elle ne peut procéder, en même temps que du maintien de la pression militaire, que de la prise de parole du peuple irakien telle que pourrait la favoriser la désignation d'un médiateur des Nations unies.

Avant tout, nous souhaitons que les membres du Conseil de sécurité organisent sans délai une conférence internationale qui mette en lumière les exactions de Saddam Hussein et amplifie la pression conduisant à son départ, au lieu de tout faire pour fabriquer un nouveau héros.

Nous ne souhaitons pas la guerre, mais nous ne voulons pas que le martyr du peuple irakien se poursuive. Non à la guerre, non à Saddam Hussein.

Bernard Kouchner et Antoine Veil

Le Monde

4 FÉVRIER 2003



# L'or noir irakien, manne d'indemnisations

## Une commission de l'ONU s'occupe de dédommager les victimes de l'Irak.

4 F E V R I E R 2 0 0 3

LIBÉRATION

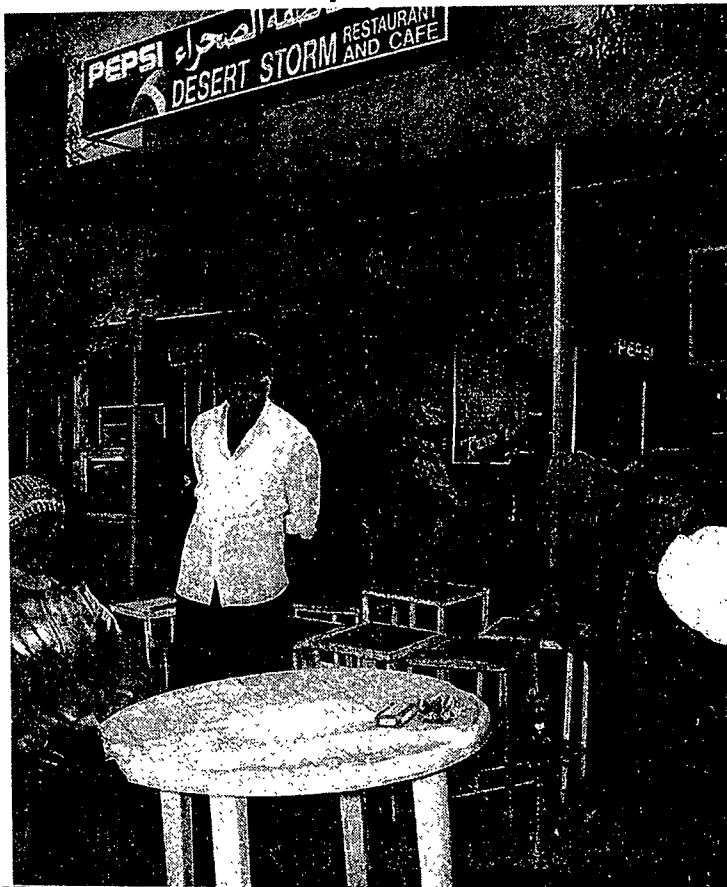
Genève de notre correspondant

**A** lors que la deuxième guerre du Golfe se prépare, les comptes de la première n'ont pas fini d'être soldés. C'est à Genève, dans une villa cossue, la Pelouse, placée sous surveillance constante, que se décident les milliards de dollars de réparations que paie Bagdad dix ans après sa tentative avortée d'annexer le Koweït. Nichée dans le parc des Nations unies, la Pelouse abrite l'un des organes les plus discrets de l'ONU, la Commission d'indemnisation (UNCC, sous son abréviation anglaise). «*Nous n'avons jamais aimé la publicité et avec la perspective d'une guerre en Irak, encore moins*», confie un employé de l'UNCC. Pour cause: des experts trient, depuis 1991, parmi les 350 milliards de dollars de réclamations demandés par 2,6 millions de personnes lésées, des milliers de sociétés et une centaine de gouvernements. Pour discuter de ces sommes faramineuses, le silence est de mise.

La Pelouse est le siège de la plus grande opération de réparations de l'histoire. Plus grande encore que les réparations imposées aux Allemands après la Première Guerre mondiale, qui avaient fait le lit de la Deuxième. A ce jour, l'UNCC a accordé 43 milliards de dollars, dont un tiers a déjà été payé. La palme revient à la Koweït Petroleum Corporation qui a obtenu 15,9 milliards de dollars, pour la mise à feu des puits de pétrole et son manque à gagner. L'UNCC doit encore examiner pour 200 milliards de dollars de réparations, avant de clore ses travaux en 2005. Mais dans un Irak débarrassé de Saddam Hussein, la communauté internationale, et au premier chef Washington, voudront-ils encore faire payer Bagdad? Une décision très politique que devra prendre tôt ou tard le Conseil de sécurité: «*Il faudra bien tirer un trait quelque part*», confie un diplomate européen.

C'est vrai que l'UNCC est un drôle d'animal onusien. «*C'est une aberration. L'UNCC opère de manière biaisée, puisque l'Irak n'est pratiquement jamais consulté*», affirme Michael Schneider, membre de l'étude genevoise d'avocats Lalive et Associés qui représente les intérêts irakiens.

«*L'UNCC participe, avec les sanctions, à une stratégie d'étranglement économique du peuple irakien*» voulue par Washington, surenchérit la députée socialiste Liliane Maury Pasquier. «*C'est faux*», réplique Mojtaba Kazazi, secrétaire du conseil d'administration de l'UNCC. «*Qui peut contester que des millions de travailleurs immigrés et d'innombrables sociétés ont été lésés? Ils obtiennent aujourd'hui réparation. L'UNCC est*



A Koweït, le café Tempête du désert, du nom de l'opération alliée pour libérer le pays en 1991.

un vrai succès», ajoute-t-il.

**Millions de demandes.** Tout commence dans la foulée de la guerre du Golfe. Sous impulsion américaine, le Conseil de sécurité adopte, le 3 avril 1991, la résolution 687 qui décide que «*l'Irak est responsable, en vertu du droit international, de toutes les pertes directes, de tous les dommages (...) directement imputables à l'invasion et l'occupation illicite du Koweït*». Un principe juste, même s'il n'est que rarement appliqué. L'Irak a commis un acte d'agression incontesté. Mais qui examinera les millions de demandes d'indemnisation attendus? Quelle est la définition d'un dommage direct? Faut-il indemniser, par exemple, les hôtels du Proche-Orient, puisque l'invasion du Koweït a ruiné la saison touristique? C'est du reste ce que veulent les agences de voyages et les hôtels de Chypre, d'Egypte et d'Israël. Quid encore des cinémas dont la fréquentation a baissé au Proche-Orient durant la guerre du Golfe? Alléché par la manne de l'or noir, le Conseil de sécurité crée, le 20 mai 1991 (résolution 692), un organe sans précédent pour répondre à toutes ces questions: l'UNCC, qui lui est directement soumis. L'argent de l'or noir est là, en cash, bloqué sur un compte à New York géré par l'ONU. Et 25 à 30 % de ces milliards de dollars sont à disposition de la Commission d'indemnisation à la villa la Pelouse. De quoi exciter les convoitises, au risque de pervertir le principe d'indemnisation.

**Bijoux volés.** Les affaires sont rondement menées. Le conseil d'administration de l'UNCC est composé des quinze membres du Conseil de sécurité. Par consensus, il approuve les rapports préparés par 14 panels composés chacun de trois «commissaires»

choisis par le secrétariat de l'UNCC. Les décisions sont rapidement prises. Plus de deux millions de personnes, essentiellement des travailleurs immigrés du Bangladesh, d'Egypte, de Palestine, d'Inde, du Pakistan et d'ailleurs ont reçu un minimum de 2500 dollars. Des princesses ont été indemnisées pour leurs bijoux volés, ainsi que le plus grand collectionneur d'art islamique (il a obtenu 20 millions de dollars), dont les pièces, pillées par les Irakiens, se sont retrouvées dans de célèbres maisons de vente aux enchères londonienne... Des centaines de sociétés, koweïtiennes, saoudiennes, américaines, françaises, suisses sont sur la liste des bénéficiaires (les so-

ciétés suisses ont demandé 334 millions de dollars d'indemnisation, 34 millions ont été accordés sur un tiers du montant des plaintes examinées). Un commissaire confie: «*Nous essayons de faire un travail sérieux, mais c'est vrai aussi que des décisions fumeuses ont été prises.*»

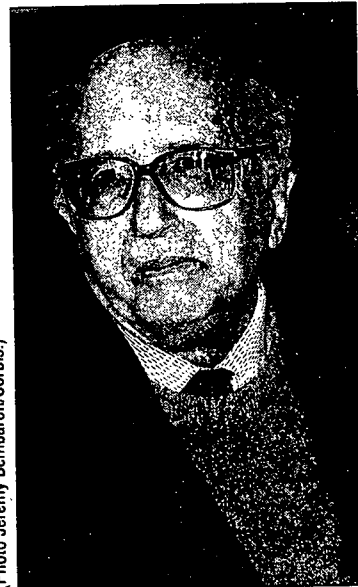
Particulièrement contestées, les décisions de dédommager le manque à gagner de certaines sociétés saoudiennes et israéliennes, dont le pays a été touché par des Scud irakiens: ainsi, des hôtels d'Eilat ont été indemnisés, alors qu'aucun missile n'est tombé sur la ville... Michael Schneider critique les procédures de l'UNCC: «*Des experts inconnus établissent des rapports auxquels nous n'avons pas accès et, sur cette base, des décisions sont prises. Parfois, nous ne connaissons même pas les plaintes! L'Arabie Saoudite réclame des milliards d'indemnisation pour la pollution de ses côtes, mais refuse de donner l'accès à son territoire à des experts internationaux mandatés par Bagdad.*» Un mécanisme «inique» ont jugé une soixantaine de députés suisses qui, en 2001, ont envoyé une pétition de protestation.

**«Pas un tribunal.»** «*C'est vrai que l'UNCC est une procédure exceptionnelle, et c'est vrai aussi que l'Irak, comme les deman-*

*deurs, n'ont qu'une participation limitée à nos procédures, mais nous sommes un organe administratif, pas un tribunal. Et c'est le Conseil de sécurité qui a décidé de notre mandat*», rétorque Mojtaba Kazazi. Sous couvert d'anonymat, un membre de l'UNCC reconnaît: «*Jamais aucun pays n'a payé aussi lourdement pour des réparations. Mais croyez-vous que cet argent aurait servi à améliorer la santé des petits Irakiens ou à acheter des armes?*» Avant de lâcher: «*Ce que nous faisons se situe à mi-chemin entre des réparations et un acte de vengeance.*» ●

PIERRE HAZAN

# « La campagne irakienne contre les Kurdes a été une entreprise génocidaire délibérée »



(Photo: Jeremy Bembaron/Corbis.)

Historien spécialiste de l'antiquité et intellectuel engagé, Pierre Vidal-Naquet préface le rapport de Human Rights Watch, *Génocide en Irak* (Ed. Karthala), description précise et terrifiante de la campagne de massacres orchestrée par le régime de Saddam Hussein contre les Kurdes. Selon l'association américaine de défense des droits de l'homme, qui a examiné quatorze tonnes de documents saisis à l'administration irakienne, « au moins 50 000, et peut-être même 100 000 personnes, pour beaucoup des femmes et des enfants, ont été tués sans autre forme de procès pendant la campagne d'Anfal, entre les mois de février et de septembre 1988 ».

**LE FIGARO.** - La campagne d'Anfal peut-elle être qualifiée de génocide comme le fait Human Rights Watch dans son rapport ?

**Pierre VIDAL-NAQUET.** - La documentation unique rassemblée par Human Rights Watch sur les huit opérations d'Anfal est exceptionnelle. Elle montre combien toute cette campagne a été une entreprise génocidaire délibérée. Environ 4 000 villages kurdes ont été détruits et l'idée d'envoyer les gens en enfer figure textuellement dans les documents saisis. Mais, cependant, je préfère parler d'actions génocidaires plutôt que de génocide. Je m'en explique. On peut parler de génocide quand on décide que toute une communauté a commis le crime d'être né, selon le mot d'André Frossard qui reste à mon sens le plus juste. De fait, il y a eu génocide pour les Juifs et les Tzi-

ganes pendant la Seconde Guerre mondiale et également, à mon avis, pour les Arméniens en 1915. Dans le cas des Kurdes d'Irak, l'amnistie proclamée en septembre 1988 montre que l'on voulait liquider une région mais pas un peuple tout entier. Saddam Hussein n'est pas allé jusqu'au bout de la logique du génocide.

**Comment expliquer que Saddam Hussein ait mis fin aux massacres ?** L'idéologie n'a aucune importance dans cette affaire ni dans le lancement de l'opération d'Anfal ni dans sa fin. Saddam Hussein est un être complètement cynique, un personnage monstrueux qui, contrairement à d'autres despotes criminels, ne suit aucune idéologie. L'inspiration socialiste, qui a prédestiné à la naissance du parti Baas, s'est vite décomposée ; le régime irakien est une dictature qui ne s'appuie sur aucune doctrine. Saddam Hussein est essentiellement un opportuniste, il n'a pas d'autre idéologie que la célébration de sa propre gloire. Ce qui explique qu'il ait pu apparaître comme un laïc en lutte contre l'extrémisme religieux mais qu'il soit également capable de jouer les extrémistes religieux quand ça l'arrange. Et quand il a intérêt à « pacifier », il pacifie.

**Selon la Convention de 1951 sur la prévention et la punition du crime de génocide, dont l'Irak est signataire, Saddam Hussein pourrait être traduit devant une cour de justice internationale...**

Oui, il faudrait s'orienter dans cette direction. Ce serait une très bonne

chose. Saddam Hussein a fait pire que Milosevic qui n'est pas un tendre ou que les auteurs des massacres au Rwanda.

**Encore faudrait-il qu'un pays porte plainte au nom des Kurdes...**

La politique à son encontre a toujours été hésitante. Saddam Hussein a longtemps été soutenu par une partie de l'Occident, y compris par les Etats-Unis et Jacques Chirac, qui voyaient en lui un contre-poids utile au régime iranien. Le secrétaire à la Défense américain, Donald Rumsfeld, doit se souvenir qu'en 1983 il était allé à Bagdad vendre de quoi gazer les Kurdes.

**Cet argument d'un Saddam Hussein rempart contre l'intégrisme, est aujourd'hui repris par certains intellectuels occidentaux, opposés à l'intervention américaine.**

Saddam Hussein est un rempart contre rien du tout. Pas plus qu'Hitler n'était un rempart contre le communisme. Cela me fait penser aux « plutôt Hitler que Blum » de certains intellectuels de l'époque. Cela dit, je reste bien évidemment opposé à toute forme de guerre préventive parce qu'elle risque de déstabiliser tout le Proche-Orient.

Propos recueillis par Vianney Aubert

**LE FIGARO**

MARDI 4 FÉVRIER 2003

## Turkish leaders endorse troop presence

The Associated Press

**ANKARA:** Turkey's top military and civilian leaders endorsed Friday the basing of foreign troops in the country, a move that could open the way for U.S. soldiers to use Turkey as a base for military action against Iraq.

The decision by the powerful National Security Council also called for government and parliamentary approval for sending Turkish soldiers abroad.

The decision by the council came after intense U.S. pressure. Also, Turkish generals have repeatedly said that they want to deploy soldiers in northern Iraq if there is a war to maintain stability.

The council, which includes the top cabinet members and generals, issued its recommendation after a six-and-a-half-hour meeting.

The National Security Council issued a statement saying that it recommended "that peaceful means continue to be sought, and on the other hand that Parliament take steps in accordance with Article 92 against unwanted developments and activate military measures necessary to protect Turkey's national interests."

Article 92 of the Turkish Constitution says that any decision to send Turkish troops abroad or host foreign troops in Turkey must be approved by Parliament.

The council's statement, however, did not specifically mention U.S. troops.

Parliament is likely to meet next week to discuss the recommendations.

The government has been extremely reticent to allow in

International Herald Tribune  
Saturday-Sunday, February 1-2, 2003

U.S. troops. Turkey recently sponsored a meeting of Iraq's neighbors that called on Baghdad to fully cooperate with the United Nations inspections regime in the country to search for banned chemical, biological and nuclear weapons.

Turkish leaders fear that a war will destabilize the region and derail Turkey's fragile economic recovery.

Polls show that Turks are overwhelmingly against a war and the new government is keenly aware that allowing in U.S. troops has virtually no popular support. But Turkey depends on the United States for political and economic support.

The United States has reportedly asked Turkey for permission to base 80,000 soldiers in Turkey to open a northern front against Iraq. Turkish officials have asked Washington to scale back its request. Newspapers have speculated that Turkey could agree to the stationing of up to 20,000 U.S. troops.

Turkey's support is considered crucial in any war with Iraq. Turkey already hosts about 50 U.S. aircraft that patrol a no-flight zone over northern Iraq.

# Powell lays out case on Iraq

He presents intelligence data to UN and says delay is not an option

By Timothy L. O'Brien

The New York Times

## UNITED NATIONS, New York

Secretary of State Colin Powell, offering a steady stream of raw intelligence that included intercepted telephone calls, satellite photographs, diagrams, and eyewitness accounts, accused Iraq on Wednesday of harboring and hiding weapons of mass destruction and said that allowing Baghdad's military capacity to evolve, even "for a few months," was no longer an option.

"Unless we act we are confronting an even more frightening future," Powell told a special meeting of the Security Council in a highly anticipated and strongly worded speech lasting slightly more than an hour. "Saddam Hussein will stop at nothing unless something stops him."

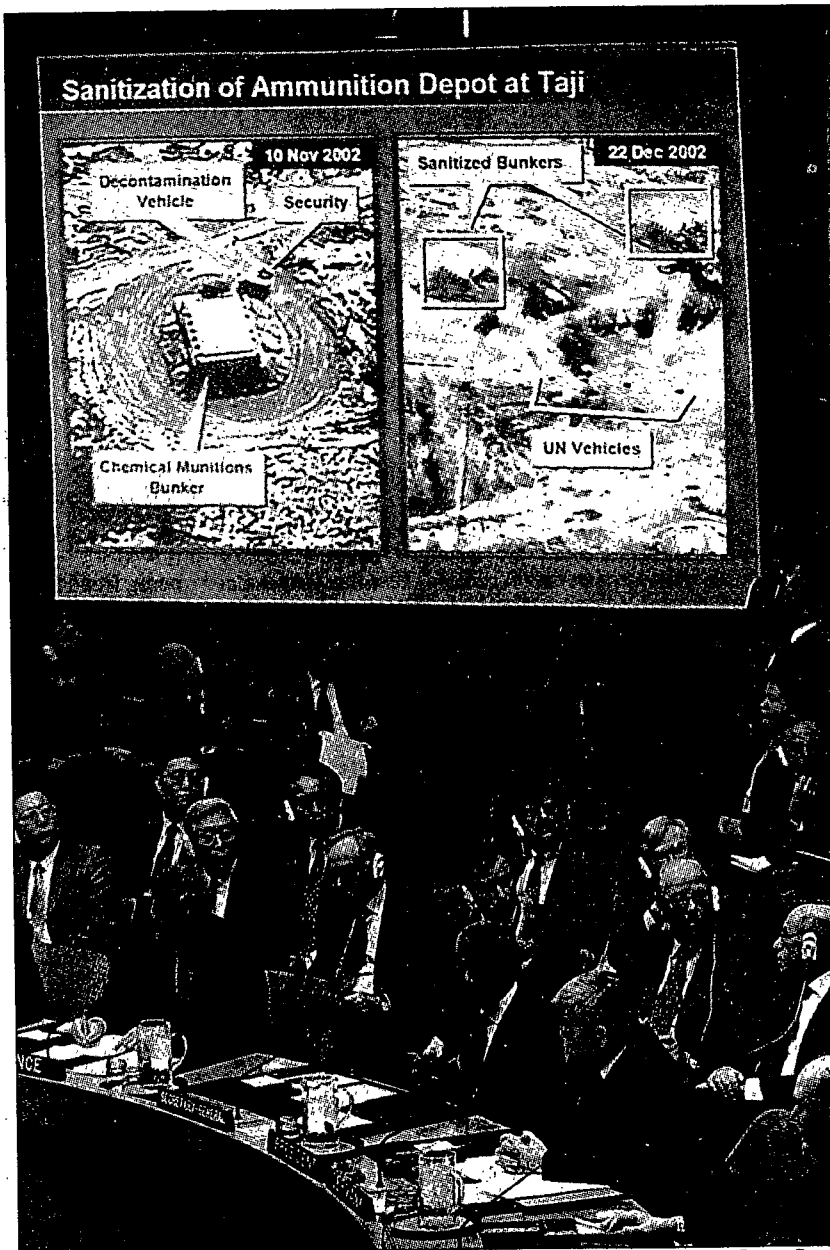
Powell delivered the White House's brief against Saddam's regime in lucid, incriminating tones, describing a country that houses large stocks of chemical and biological weapons that have been tested on human beings. He asserted that Baghdad maintains a small network of elusive mobile weapons labs transported by truck and rail, and possesses an active nuclear weapons program — much of which, Powell said, Baghdad has concealed from the UN weapons inspectors who have spent the last two and half months examining Iraqi arms programs.

Powell, who said that Iraq's sleight of hand violated the terms of Resolution 1441, the UN decree adopted last autumn that requires Baghdad to cooperate with weapons inspectors, also said that Iraq has aided terrorist groups, including key cells linked to Osama bin Laden's Al Qaeda network.

"I cannot tell you everything that we know, but what I can share with you, when combined with what all of us have learned over the years, is deeply troubling," Powell said. "Iraq has now placed itself in danger of serious consequences."

Thursday, February 6, 2003

The New York Times



Timothy A. Clary/Agence France-Presse

Security Council members listening as Powell offered U.S. intelligence data on Iraq.

Iraq gave no indication that it planned to change its attitude, which thus far has been to challenge White House criticisms and offer its own pugnacious responses. Baghdad's ambassador to the United Nations, Mohammed Aldouri, attended the Security Council meeting and flatly contradicted even the weakest weapons charges leveled by Powell and UN inspectors.

Aldouri accused Powell of fabricating the audiotapes presented here and said "we have no relationship with Al Qaeda." He criticized Powell's presentation as nothing more than an effort to "sell the idea of war" without "legal, moral, or political justification."

In Baghdad, an adviser to Saddam, Lieutenant General Amir al Saadi, disparaged Powell's presentation. "From what we have heard, any third-rate intelligence outfit could produce such recordings," he told reporters. "It is simply not true and not genuine. The reason is simple — because we have nothing to hide."

"This is simply manufactured evidence," he added.

Amid speculation that the Bush administration is prepared to launch a war against Iraq by the middle of next month, China, France and Russia reasserted their desire Wednesday to see weapons inspections continue and advocated efforts to resolve the conflict peacefully.

Britain, which has allied itself with the U.S. in the debate and has sent troops to the Gulf, offered strong criticism of Iraq here Wednesday and supported Powell's contention that Iraq is not complying with weapons inspectors.

Germany's foreign minister, Joschka Fischer, who has not supported military action against Iraq, said on German television Wednesday that he believed Iraq could be brought into compliance if weapons inspectors are given more time to carry out their duties.

On Tuesday, Hans Blix, the chief UN inspector for biological and chemical weapons, said that the war clock with Iraq stands at "five minutes to midnight."

In presenting his speech, which was transmitted globally on live television, Powell was accompanied by the director of Central Intelligence, George Tenet, and the U.S. ambassador to the UN,

John Negroponte. Powell raised the curtain on his presentation by offering what he described as an intercepted telephone conversation between a colonel and a brigadier general in Iraq's elite Republican Guard last November that proved Iraq was playing cat and mouse with weapons inspectors.

In the conversation, the two officers banter about the pending arrival of Mohammed ElBaradei, the UN's chief nuclear weapons inspector. "What do we say if one of them sees it?" one of the officers asks, referring to a "modified vehicle" from the Al-Kindi company, an Iraqi concern suspected of producing prohibited weapons. "We evacuated everything," the other officer replies. "We don't have anything left."

Another phone conversation, intercepted in January, just four days after inspectors discovered 12 empty chemical warheads, has an Iraqi officer from Republican Guard headquarters referring to "forbidden ammo" and telling a field officer about a visit by inspectors.

"We sent you a message yesterday to clean out all of the areas, the scrap areas, the abandoned areas," the officer at headquarters says. "Make sure there is nothing there." The senior officer then orders his underling to "destroy the message, because I don't want anyone to see this message."

Powell accused Saddam himself of orchestrating the deception program through a high-level committee specifically established to spy on UN inspectors and prevent them from doing their jobs. Powell said the committee, headed by Iraq's vice president, Taha Yasin Ramadan, includes one of Saddam's sons as well as Lieutenant Amir al Saadi, the primary point of contact for UN inspectors and the Iraqi government.

Playing on continued concerns about the exact reach and movements of Al Qaeda operatives, Powell said that Baghdad's illicit weapons programs can be connected to terrorism and to terrorist organizations. "Iraq and terrorism goes back decades," he said.

The nexus with Al Qaeda, Powell said, originates with a branch headed by Abu Massab al Zaqawi, a senior associate of bin Laden. He said Zaqawi has a camp in the northeastern corner of Kurdish Iraq teaching terrorist operat-

ives how to produce ricin and other extremely lethal chemicals. He said Zaqawi has received medical treatment in Baghdad and that there are also other Zaqawi brigades operating in Baghdad.

"From his terrorist network in Iraq, Zaqawi can direct his terrorist network in the Middle East and beyond," Powell said. He also accused Zaqawi of providing money and weapons used in the killing of Lawrence Foley, an employee with the Agency for International Development, in Amman, Jordan last October. He noted that "Al Qaeda continues to have deep interest in acquiring weapons of mass destruction" and that Qaeda operatives trained with chemical weapons in Iraq between 1997 and 2000.

Powell presented satellite photos of the Taji weapons facility, one of 65 such facilities in Iraq that he said houses chemical weapons. He said Taji is home to 15 active chemical munitions bunkers, and that soldiers relocated munitions just before weapons inspectors arrived, indicating that the Iraqis had advance knowledge of the inspectors' schedule. He added that the White House has observed "this type of housecleaning" at 30 military sites.

He also said the Iraqis have limited access to their scientists, going so far as warning them that providing information was "punishable by death" and creating a false death certificate for one scientist who was then sent into hiding.

Powell brandished a small tube, noting that less than a teaspoon of anthrax had killed two postal workers in 2001. He said Iraq declared it had 8,500 liters of anthrax in 1995, while weapons inspectors estimated that Iraq had 35,000 liters and that Iraq had not accounted for "even one teaspoonful" of anthrax since then. He said that Iraq has a total stockpile of 100 to 500 tons of chemical agents.

He said Iraqi informants said Baghdad has 18 trucks that it uses as mobile biological weapons labs and played a taped communiqué of a few weeks ago in which an Iraqi officer identified as Captain Ibrahim told a colonel to remove the expression "nerve agents" wherever "it comes up" in wireless instructions shared by the military.

"This is evidence, not conjecture," Powell said. "Why should any of us give Iraq the benefit of the doubt? I don't."

## U.S. and Europe discuss plans for postwar Iraq

### Reconstruction costs put on fast track

By Thomas Fuller

International Herald Tribune

**BRUSSELS:** Although many European leaders continue to insist that war with Iraq is not inevitable, a senior U.S. diplomat said Thursday that negotiations with European countries about

paying for reconstruction in a post-Saddam Iraq were proceeding at a quick pace.

"There are very, very active discussions between the United States and Europe about a post-Saddam action plan," Rockwell Schnabel, the U.S. ambassador to the European Union, said in an interview. "That of course involves

all sorts of things, including financial commitments."

European officials have attempted to play down the idea of planning for a postwar Iraq because they say they want to avoid the impression that war is a foregone conclusion.

Officials are discussing such things as who will supply medical supplies and food to Iraq and the logistics of installing new power grids, Schnabel said.

In contrast with the Gulf War a decade ago, the negotiations over who pays for what have been much lower profile, diplomats and analysts say, partly because of the political sensitivities in Europe where a majority of people say they oppose the war.

"The only thing that's going on at this stage is considering different scenarios in terms of humanitarian assistance, not reconstruction," said Diego de Ojeda, a spokesman for the European Commission.

But analysts say the difference between humanitarian assistance and reconstruction is in some cases a question of semantics.

"They're doing a bit more than just humanitarian planning," said Steven Everts, a defense expert at the Center for European Reform in London. "There are real oil interests and other political interests that fully justify European contingency planning."

Everts said that reconstruction contingency plans were being drawn up in national capitals as well as among officials at the High Representative for Common Foreign and Security Policy, the EU's foreign policy office. U.S. sources said Thursday that the Depart-

ment of Defense was planning to announce soon a package of far-reaching plans for post-Saddam reconstruction.

Schnabel, the American ambassador, said he discussed the reconstruction of Iraq earlier this week with the European Union's two foreign policy chiefs, Javier Solana and Chris Patten.

"The Europeans are recognizing the need for very substantial financial assistance," Schnabel said. "There is a recognition on their part that they are go-

ing to have to do something in the area of rebuilding Iraq."

The ambassador said reconstruction would be "an incredibly costly thing to the world community," but said he could not give specific costs.

"There are numbers around and they are in the many billions," he said.

A postwar situation in Iraq would be very different from what the U.S. and its allies are faced with in Afghanistan,

diplomats say.

"They have a source of income, they have educated people, they have an economy that they can build on," Schnabel said of Iraq.

Last week, President George W. Bush authorized as much as \$15 million to be used to assist refugees in the event of a possible humanitarian emergency related to a conflict in Iraq. This money is viewed as just a fraction of the total money that would be needed.

Everts of the Center of European Reform said part of the reason that the U.S. wants to get allies involved in thinking about reconstruction was to "make sure that everyone sticks to the timetable that Washington has in mind."

"It's one of the pressure points that the U.S. can use," he said. "They can say, 'We are, of course, working with our European allies on providing a coherent and effective post-Saddam plan-ning.'"

**David Owen** Blair must not repeat past mistakes. This time, Saddam must be defeated

## Wage war in Iraq for the sake of peace in the Middle East

It is deeply troubling that there is not greater public support for George Bush and Tony Blair's readiness to enforce the existing UN resolutions which cover the dismantling of weapons of mass destruction in Iraq. In part this is because there are unlikely to be any new discoveries by the UN inspectors such as we saw after six years of looking in 1998. A deeper reason is the growing public awareness of the highly manipulative and dubiously covert way in which western governments have handled Saddam Hussein for the past 22 years.

To win over public opinion there has to be recognition of past errors, otherwise cynicism will prevail. In truth this war, if it comes, will be about asserting the authority of the UN charter, as part of the 1991 ceasefire after the Iraqi forces had been pushed out of Kuwait. It was the UN which ruled that Iraqi chemical, biological and nuclear weapons, as well as missiles, had to be destroyed. The sombre alternative to Saddam Hussein being seen to have triumphed is we ensure there is no chance of peace in the Middle East.

The fact that the US is ready to mount another military invasion, risk American lives and incur formidable costs, is solely due to what happened in New York

and Washington on September 11 2001. After Afghanistan, containing Islamic fundamentalist terrorism requires peace in the Middle East. The status quo in Iraq is neither stable

in geopolitical terms nor acceptable on humanitarian grounds. We have another chance after 12 years' failed containment to prevent Iraq becoming a nuclear weapon state and the opportunity to rethink many of the policies that have kept the Middle East in a state of permanent tension with frequent wars.

The first example of new wisdom is that the western democracies are no longer ignoring the Kurdish problem. British foreign policy has a dismal record since 1923 of believing that Iraq needs to suppress the Kurds to maintain the stability of the country and the region. This has to change and there are hopeful signs that the US negotiations are close to a solution based on full autonomy for the Kurdish people within Iraq and in a way that helps Turkey and Iran resolve their differences with their own Kurdish minorities.

If honestly accepted by all the Kurds, this would be the essential building block for any post-war settlement in Iraq. It could help if the western democracies admitted to only feeble protests when Saddam Hussein used gas in March 1988 to kill over 5,000

Kurds in Halabja.

In dealing with Iran, the western democracies need to acknowledge that by ignoring Saddam Hussein's flagrant breach of international law in September 1980 when he invaded Iran and then used gas warfare on the Iranians, we fed his megalomania. Sustaining Iraq through the eight-year Iran-Iraq war with information and arms was tempting,

given that the Iranian revolution under Ayatollah Khomeini saw the taking of US diplomats as hostages and flagrant abuses of human rights. We hoped the Iranian revolutionary zeal would be burned out in a regional war, but it put the west on the wrong side of international law, it encouraged Saddam Hussein to believe he could invade Kuwait and it fostered justified bitterness inside Iran.

The Iranian people may well over the next few years assert more forcibly their support for modernisation in their own country. They are more likely to challenge the rule of the ayatollahs if they are confident that any consequential instability in their own country will not be exploited by the western democracies. It is true that Iran is supporting international terrorism and developing weapons of mass

destruction, but even the US cannot take on both Iraq and Iran simultaneously.

Saudi Arabia would have no need for American troops on its territory once there is a new government in Baghdad and this would remove al-Qaida's main propaganda weapon.

### When Saddam used gas warfare on the Iranians in 1980, we fed his megalomania

As for Israel, the removal of Iraqi missiles which landed on their territory during the Gulf war would make it easier to reach a permanent settlement. It is essential that President Bush promises to follow in his father's footsteps and reinvigorate the Middle East peace process as happened in Madrid in 1991. It was never credible that Bush would do this before having dealt with Iraq for he needs to be able to restrain Ariel Sharon. But after any intervention there has to be pressure on Sharon to withdraw from most settlements in the West Bank.

It would help negotiations if we all admitted to Israel that we were wrong to have condemned its government for the bombing of Iraq's



French-built nuclear reactor in June 1981.

Had that action not been taken it is virtually certain that Iraq by now would be a nuclear weapon state and quite possibly before their 1990 invasion of Kuwait.

France was within weeks of supplying uranium to the reactor. If the reactor had gone critical, any future bombing would have risked radiation clouds over Baghdad.

Jordan also holds the key to creating stabilising links to Palestine on the West Bank. A country in which over 80% are Palestinians is being skillfully led by King Abdullah.

Indeed, Jordan could become the first truly democratic Arab state with the king becoming a constitutional monarch while perhaps holding special powers over the army. Iraq and Palestine could follow.

While there are grave risks involved in once more going to war with Iraq, they weigh less heavily in the balance against the enormous opportunities for peace and stability which the aftermath of any successful war offers in the Middle East. To maximise those opportunities, George Bush and Tony Blair must not seek to profit at the

expense of France and Russia, either politically or commercially over Iraqi oil, simply because they have not been prepared to fully participate either in the containment of Saddam Hussein or his defeat. Probably neither country will veto another security council resolution.

President Putin is pragmatically moving towards the US position but is unlikely to participate militarily. President Chirac will keep his options open. As for Chancellor Schröder, he has locked Germany into not participating even if the UN supports action. We will need the help of the EU as well as Islamic

countries in the post-war period and fortunately many are privately supportive.

Iraq has demonstrated to the UK what we should have learned over the premature recognition of Croatia: that we cannot accept in the EU any system where we can be outvoted in the common foreign and security policy. Issues of peace and war are for each individual nation to debate and decide.

*Lord Owen was Labour foreign secretary from 1977-79 and co-founded the SDP in 1981.*  
comment@guardian.co.uk

# Americans in talks on Turkish troops

## Plan would allow Ankara's forces to go into north Iraq, but Kurds are balking

By Dexter Filkins with C. J. Chivers

The New York Times

**ANKARA:** American diplomats are engaged in delicate negotiations to allow tens of thousands of Turkish soldiers to move in and occupy northern Iraq behind an advancing American Army, officials said here Thursday.

The plan, which is being hammered out in closed-door meetings in the Turkish capital, is being vigorously resisted by the leaders of Iraq's Kurdish groups, who fear that Turkey's leaders may be trying to realize a historic desire to dominate the region in a post-war Iraq without Saddam Hussein.

The Kurdish officials say they fear that a military intervention by the Turks could prompt a similar move by the Iranian Army into the region as well.

American diplomats and senior military leaders, led by President George W. Bush's special envoy, Zalmay Khalilzad, are said to be pushing the Kurdish leaders to accept Turkey's plans despite their objections.

American officials, who have strongly supported the autonomous Kurdish region in Iraq over the past decade, are at the same time trying to secure the permission of Turkey's leaders to use the country's bases for an attack into Iraq.

A deal between the Americans and the Turks moved a step closer to fruition Thursday when the Turkish Parliament, in a session barred to the public, voted to allow American engineers to begin preparing Turkish military bases for possible use by American troops.

The prospect of a massive Turkish

intervention in northern Iraq raises the prospect of ethnic conflict between the two historic enemies. The Turks, who controlled the region during the days of the Ottoman Empire, have spent the past decade quelling a bloody Kurdish insurgency within their own borders. They have sought assurances from American officials that the toppling of Saddam's government will not lead to the establishment of a Kurdish state on their borders.

"We have told the Americans and the Turks that any outside intervention would not be welcomed," said Safeen Dizayee, an official with the Iraq-based Kurdish Democratic Party who is taking part in the talks. "I hope it would not get out of control. But it could be suicidal to get into something like this if it undermines political stability."

A Turkish government official, speaking on the condition of anonymity, confirmed that his government was planning to send troops into northern Iraq in numbers that would be greater than those dispatched by the Americans. He said that the troops would not take part in combat against the Iraqis, but would rather seek to prevent the emergence of a Kurdish state in northern Iraq. The official said that the Turkish forces could also keep in check any re-emergence of the Kurdish guerrillas who operated in southeastern Turkey during the 1990s.

The official made it clear that the Turkish troops would act to protect themselves if they were attacked.

"Turkey's troops will not fight," the Turkish official said. "They are not trig-

ger happy. They are not looking to start something. Even if they are fired on, they will act with restraint. But if things get out of control, you know Turkish soldiers, they will gain the upper hand."

In remarks Wednesday to a group of Turkish newspaper reporters, the Turkish prime minister, Abdullah Gul, was quoted as saying that his government was preparing to send a large military force in the region.

The size of each projected military force — American and Turkish — is still unclear. Western diplomats say that American officials have sought to base as many as 80,000 military personnel in Turkey for an attack on Iraq, but that they scaled back their initial request.

In negotiations Thursday, Dizayee said, the Turkish officials stated that they wanted Turkish forces to outnumber American ones by a ratio of 2 to 1.

As a war in Iraq has loomed larger, Turkey's leaders have taken steps to ensure against a repeat of the Gulf War in 1991, when southeastern Turkey was swamped by a half million Kurdish refugees who were fleeing Iraq's relentless attacks. Turkish officials say that



Reuters

Prime Minister Gul said Thursday that he still held out hopes for a peaceful solution.

Friday, February 7, 2003

The New York Times

mixed in with the refugees were hundreds pro-Kurdish guerrillas, whom the Turkish military has been battling ever since.

To prevent that sort of the thing from happening again, Turkey's leaders had already considered sending troops to a narrow strip across northern Iraq to block refugees from crossing the border. Kurdish officials here say that the new Turkish plans appear to go much further, envisioning troops across the region.

Some 1,200 Turkish troops are already operating in parts of northern Iraq, mainly to hunt down pro-Kurdish guerrillas who might be trying to operate in Turkey.

Dizayee, the Kurdish official, called

the various Turkish rationales for intervention "pretexts." Like many Kurdish leaders, Dizayee expressed pride in the democratic institutions and public administration the Kurds have built during the 12 years of autonomy they have enjoyed in northern Iraq. He expressed dismay at the prospect that those institutions might be swamped by an American-led military attack.

"We think these democratic institutions have set a precedent for the rest of Iraq," Dizayee said. "If they were undermined, it would reflect badly on the whole operation."

The American-led negotiations unfolding in Ankara appear to be focused on choreographing the simultaneous entry of American combat troops and

Turkish soldiers into northern Iraq. One Kurdish official, speaking on the condition of anonymity, said that Khalilzad had called the meeting to give each group its final set of marching orders for the war.

There were signs that the negotiations, scheduled to continued Thursday, were not going as smoothly as the Americans had hoped.

One senior official with the Patriotic Union of Kurdistan, speaking on the condition of anonymity, said that his group was eagerly anticipating the arrival of American soldiers, but not that of the Turks. "We regard America as liberators," the official said, "and our neighbors as looters."

# Bush urges the UN to make a decision

## President pushes for war resolution; France says there is still an alternative

By Joel Brinkley

The New York Times

**WASHINGTON:** Turning up the heat on Iraq, President George W. Bush on Friday worked to persuade reluctant members of the Security Council to support a new resolution authorizing war, but he made no apparent headway with the French.

"The UN Security Council has got to make up its mind soon as to whether or not its word means anything," Bush said at a swearing in ceremony Friday morning for his new Treasury secretary, John Snow. "This is a defining moment for the UN Security Council."

But Jacques Chirac, the French president, speaking on French television, said, "There's still an alternative to war. It's the responsibility of each member of the Security Council to explore all the possibilities to the end."

At the same time Friday, the United States ordered another aircraft carrier to Iraq, the fifth, and military officials said American forces in the region now numbered 113,000, enough to carry out an attack in concert with an air assault, officials said. On Thursday afternoon, the army's 101st Airborne Division, the military's largest air assault unit, received orders to send more than 15,000 troops and nearly 300 combat helicopters to the Gulf.

Defense Secretary Donald Rumsfeld, visiting American troops at a base in Italy, said he did not expect any war with Iraq to last long. "It is not knowable how long that conflict would last," Rumsfeld said. "It could last six days, six weeks. I doubt six months."

United Nations weapons inspectors

are scheduled to meet with Iraqi officials over the weekend to discuss their clear public concern that Iraqi compliance with last autumn's UN resolution calling for disarmament has been inadequate. After that, they are to report to the Security Council on Feb. 14, which now appears to be a critical day. Jean-David Levitte, the French ambassador to Washington, said France would not make up its mind about whether to alter its position until after that report.

"We want more active cooperation," he said. "We'll see on the 14th where we are, and we'll decide together what are the next steps." In the meantime, Levitte said, speaking to the United State Institute of Peace, a government-funded research group, "let's have the inspectors do their job."

But Bush appears to have made up his mind already. Speaking of Saddam Hussein, the Iraqi president, he said, "If he wanted to disarm, he would have disarmed" already.

Saddam, he added, has "treated the demands of the world as a joke."

Bush spoke by phone to two members of the Security Council who remain recalcitrant, in his view: France and China. Neither offered him much solace. Speaking to Jiang Zemin, the Chinese president, Bush was told that China, like France, wanted to give the weapons inspectors more time, the Xinhua news agency reported.

Later Friday, Bush spoke to Chirac, who told him that they share a common objective, disarming Iraq. Still, Chirac added, "we can disarm Saddam Hussein without going to war," his spokesman reported after the phone call. Both France and China hold the power to veto any new Security Council resolu-

tion to authorize war. Britain has suggested it will offer one next week.

Almost every French official with responsibility in this area took the opportunity to speak out against war Friday. Jean-Marc de la Sabliere, the French ambassador to the United Nations, said that "the time has not come" for another resolution.

Rumsfeld took a slap at the French Friday, suggesting that it was Paris's policy to be contrary.

"They are frequently recalcitrant about a lot of things," he said in an interview with the Chicago television station WFLD, made public by the Pentagon on Friday. "Any given day or week, their role in NATO, they seem to be the country that disagrees with a lot of other countries."

Speaking to reporters at the White House on Thursday evening, Bush seemed not terribly concerned about the opposition he is facing from France and other countries.

"The United States, along with a growing coalition of nations is resolved to take whatever action is necessary to defend ourselves and disarm the Iraqi regime," he said, adding that he expected Saddam to begin another round of "empty concessions and transparently false denials."

"No doubt he will play a last-minute game of deception," Bush said.

Secretary of State Colin Powell's speech to the Security Council on Wednesday, laying out intelligence evidence against Iraq, was effective among the American public, several opinion polls have found. They showed that the number of Americans who support the idea of war has increased in the last 48 hours.

Tom Daschle, the Senate Democratic leader, seemed to fall in behind the president Friday when he said "the game is over" for Saddam, adding that Bush's comments "put Saddam Hussein on notice and sent a message to the United Nations that if they are going to act, they have to act soon."

In Baghdad on Friday, Agence France-Presse reported, the United States said it would close its last remaining diplomatic station in Iraq, the American interest section housed in the Polish Embassy.

The New York Times FEBRUARY 8-9, 2003

# Hilltop hideout in Iraq could be early U.S. target

*CIA officers there say a militant alliance should be routed.*

By Jonathan S. Landay  
INQUIRER WASHINGTON BUREAU

**SHINERWE MOUNTAIN, Iraq** — The remote slopes and valleys in front of Sarkawt Abdullah's hilltop mortar pit could become one of America's next battlefields.

CIA officers in Kurdish-controlled areas of northern Iraq have recommended that U.S. forces support an attack by the Patriotic Union of Kurdistan, a group that seeks to oust Iraqi President Saddam Hussein, on the 10-square-mile mountain bastion of the militant Islamic organization Ansar al-Islam ("Partisans of Islam").

Kurdish officials say dozens of Osama bin Laden's fugitive followers, most of them Arabs, have found refuge with Ansar. In their redoubt, a hatred of America shared by Hussein and al-Qaeda intersects.

"Those people are from Tora Bora," said Abdullah, gesturing at bunkers on nearby ridges and recalling the mountain bastion in Afghanistan from which bin Laden and many of his loyalists escaped a U.S.-led attack just over a year ago.

PUK officials said discussions were under way with CIA and U.S. military officers on a possible coordinated assault on an estimated 600 to 700 Kurdish and Arab fighters. PUK military and political officials said U.S. special-operations forces and aircraft armed with precision-guided bombs could support an assault by PUK fighters.

American operatives have been seen surveying Ansar's tiny stronghold from frontline bunkers and trenches held by PUK fighters on ridgelines atop Shinerwe Mountain, west of the town of Halabja.

"It is America's responsibility to eliminate them because it began a war on terrorism everywhere after Sept. 11," said Gen. Simko Dzayee, the chief of staff of the PUK militia.

Kurdish fighters have been unable to dislodge the Ansar militants because they lack enough heavy weapons, because local politics complicates the situation, and because the rough terrain is strewn with land mines.

The militants of Ansar are challenging the authority of the PUK and other secular Kurdish leaders by enforcing strict Taliban-style Islamic rule in a remote sliver of rugged territory that sits against the snow-draped peaks of Iraq's border with Iran.

The militants have set up defenses and training camps and

produced gory combat videos. Music is banned, as are schools for girls. Men must wear beards and pray five times a day. Women must cover themselves. Merchants must rip female images off the wrappers of soap and other goods.

CIA and Pentagon officials began planning an operation against Ansar some time ago, officials in Washington said. The officials declined to say whether President Bush had approved such an operation, however, and an early attack could complicate U.S. efforts to muster support for an attack on Iraq in the U.N. Security Council and from reluctant European and Mideast allies.

Rooting out Ansar could prove difficult. The group's stronghold is home to 10,000 civilians in 17 villages and hamlets, and PUK officials worry

that Iranian Revolutionary Guards could support Ansar with shell fire and close down Kurdish trade over the Iranian border.

PUK officials also say that two Islamic militias sympathetic to Ansar control the low ground on the flanks of its stronghold, serve as conduits for supplies, and provide the militants with fake ID cards that allow them to slip into PUK territory.

Yasir Abdullah Sherif, a spokesman for one of the parties, Komali Islami ("Islamic Society"), denied that it supported Ansar and said it would remain neutral. But he acknowledged that "the terrain is such that we are intermixed" and that Ansar's fighters "move freely in this area."

Officials in Washington leave



TOM PENNINGTON / Fort Worth Star-Telegram

**A Kurdish fighter in Iraq** makes his way along a frozen road to his frontline post along a Shinerwe Mountain ridge. Kurdish officials say dozens of followers of Osama bin Laden have found refuge nearby with a militant Islamic group. They want U.S. help in driving them out.

THE PHILADELPHIA INQUIRER February 7, 2003





little doubt that Ansar is likely to have a place in any U.S. plan to invade Iraq.

The officials, who spoke on condition of anonymity, said the group could pose a threat to U.S. troops using the Kurdish-controlled region as a staging area for a possible attack south into Hussein's Iraq. They said the militant Islamic group also could threaten coalition forces occupying Iraq after Hussein's ouster and any interim Iraqi government.

Many U.S. intelligence ana-

lysts initially were skeptical that Ansar posed much of a threat to U.S. interests, the officials said, but began changing their minds after the CIA set up a base in Kurdistan and the National Security Agency established listening posts in the area to intercept Ansar and Iraqi communications.

"Ansar and Saddam don't have much in common," one official said, "but they do have one thing: They both hate the United States."

PUK officials say Baghdad smuggles arms and money to Ansar, as do hard-liners in Iran's Islamic regime.

PUK officials and a former Iraqi intelligence officer in their custody also contend that Hussein has supplied the group with crude chemical weapons.

"Through me, Iraq sent money, weapons and raw materials to make chemical weapons," said the former intelligence officer, who uses the pseudonym Abu Iman al-Baghdadi.

"They've done tests on ani-

mals, and the people in the area have seen that," asserted Dza-ye, the PUK militia's chief of staff.

Baghdad denies that it is collaborating with Ansar, and so does the Iranian government.

Senior PUK officials say that Ansar also has become a key node in al-Qaeda's global network and that bin Laden operatives pass through Ansar's territory.

"Ansar and al-Qaeda have a friendship and are cooperating with each other," said Qays Ibrahim Khadir, an Ansar sympathizer who was arrested after a failed bid to kill Barham Salih, the PUK prime minister, in April.

Khadir, who in an interview arranged by the PUK said he sought and received al-Qaeda's blessing for the attack; spent more than three months last year with Ansar.

PUK officials also charged that two Iraqi intelligence officers — Sadoon Mahmood Abdulatif al-Ani, who uses the nom de guerre Abu Wa'il, and a Lt. Saad — were among the al-Qae-

da fighters with Ansar.

Gen. Shawkat Haji Mushir, a senior PUK commander who served as chief intermediary with Ansar, said that there were about 150 al-Qaeda fighters with the group; U.S. intelligence officials estimate that there may be several dozen.

Abu Musab Zarqawi, considered the leader of the al-Qaeda fugitives, was treated in a Baghdad hospital last year for a wound suffered while fighting in Afghanistan, they said.

Jordan is seeking Zarqawi for the killing of a U.S. Agency for International Development official in Amman in October.

PUK officials' contentions are based on al-Qaeda documents recovered in Afghanistan; information from informers, defectors and prisoners; intercepts of radio and telephone conversations; and intelligence that the United States began providing before the Sept. 11 attacks.

Contact reporter Jonathan Landay at 202-383-6012 or jlanday@krwashington.com.

ANSAR AL-ISLAM

# Saddam's al-Qaeda Connection?

Until Sept. 11, 2001, the radical Islamic group Ansar al-Islam was considered a local problem. Based in the Kurdish controlled areas of northern Iraq, with a membership of militant fundamentalists determined to impose Islamic rule, the group raised its profile three years ago by blowing up beauty parlors and sloshing acid in the faces of unveiled Kurdish women. Ansar, like Saddam Hussein, is arrayed against the separatist Kurds of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdistan Democratic Party (KDP), whose ragtag forces lie between it and Baghdad. Ansar hates all infidels, but mainly the ones in its neighborhood. "If they could get to Americans, they would spare no effort to do so," says a senior Kurdish intelligence official, "but since they cannot, they are happy to kill us instead."

The group is being touted by Bush Administration officials as a critical link between Saddam and al-Qaeda. Ansar has roughly 500 to 700 members, including several dozen so-called Arab Afghans, ethnic Arabs who trained in al-Qaeda camps in Afghanistan and fled to Ansar's enclave in Iraq after the fall of the Taliban. Kurds who have escaped the area say the group has set up a Taliban-like regime, under which women are veiled and Islamic law is honored—or else. According to a former Iraqi

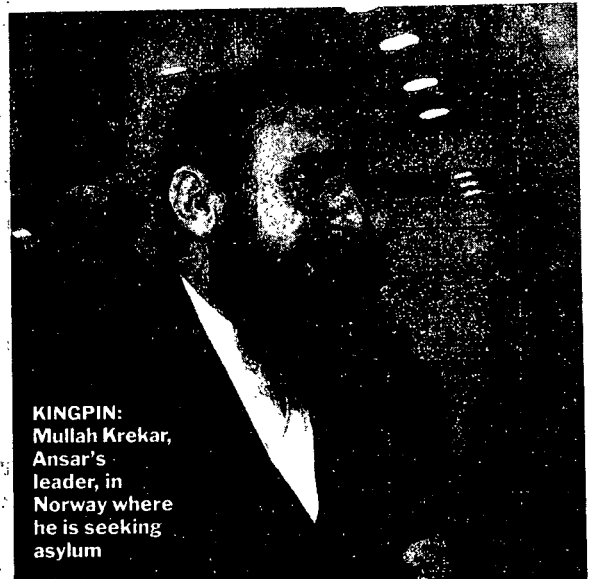
intelligence agent imprisoned by Kurdish authorities in northern Iraq, a member of Ansar's ruling council, Abu Wa'el, once worked for Saddam's intelligence agency, though PUK officials cannot confirm the link. But some connection between Ansar and Iraq seems clear.

The group continues to pose a threat to the anti-Baghdad Kurds. Last year Ansar assailants attempted to assassinate the PUK's prime minister in Suleimaniya, leaving five bodyguards dead in a gun battle that coincided with a visit by U.S. officials. Interviewed in prison, the sole surviving attacker said he was working for the glory of Allah and later hanged himself with his black cotton belt. There are indications, however, that Ansar's strength may be waning. The Iranian government last November forced it to move back from the Iranian border, robbing the group of the cover of high mountains there. U.S. and Turkish military officers have investigated the front line and reportedly come away unimpressed. A senior Turkish official dismissed Ansar as a "cult."

A big blow came with the arrest last fall of the group's leader, Mullah Krekar, while he was passing through the Netherlands en route to Norway, where he is applying for asylum. Krekar, a Marxist turned cleric whose real name is Najmuddin Faraj and who

fought the Soviets in Afghanistan, flatly denies that his group has ties to al-Qaeda or Saddam. "I never had links with Saddam's family, government, party—not in the past, not now, not inside Iraq or outside," he told the BBC last week in Oslo. Ultimately, Kurdish officials are less impressed with the group's significance than the Americans are. "They're newsworthy," says a senior KDP official. "But they have no importance for the future of Iraq." Or so he hopes.

—By Andrew Purvis/Wienna and Joshua Kucera/Erbil. With reporting by Massimo Calabresi/Washington



KINGPIN: Mullah Krekar, Ansar's leader, in Norway where he is seeking asylum

TIME FEBRUARY 10, 2003

# Irak : Powell accuse, l'ONU doute

Ecoutes téléphoniques et photos

satellite pour « une accumulation de faits et de comportements troublants »

## NEW YORK

de notre correspondant

Colin Powell a tenté, mercredi 5 février, de construire une démonstration par « l'accumulation de faits et de comportements troublants », multipliant les exemples de la volonté de Bagdad de se doter d'armes de destruction massive et de les soustraire aux inspections. Les éléments les plus forts se trouvaient au début et à la fin de son exposé : les communications interceptées entre officiers de la garde républicaine cherchant à dissimuler des armes ; les liens entre Bagdad et Al-Qaïda.

Dans l'ensemble, les experts reconnaissent que la démonstration de M. Powell a été plutôt convaincante sur la volonté irakienne de tromper les inspecteurs et de dissimuler. Sur les armes proprement dites, les preuves sont jugées plutôt décevantes. « Il n'en a pas montré de nouvelle. Il n'y a vraiment rien de ce côté-là », souligne Rolf Ekeus, ancien chef des inspecteurs de l'ONU. « Mais il a marqué des points sur la tromperie érigée en système », ajoute-t-il.

► **La dissimulation organisée des armes de destruction massive.** Colin Powell a présenté deux enregistrements de conversations entre officiers irakiens. Un premier dialogue est daté du 26 novembre 2002, le jour précédant le retour des inspecteurs, entre un général de brigade et un colonel de la garde républicaine. Les deux hommes parlent d'évacuer en urgence un « véhicule modifié » avant la venue des ins-

pecteurs. L'autre enregistrement remonte au 30 janvier, il y a une semaine. Un officier du quartier général de la garde républicaine s'adresse à un officier sur le terrain qui doit recevoir les inspecteurs. « Dans le cas où il y aurait des munitions interdites, nous avons envoyé un message hier demandant de nettoyer toute la zone. Soyez sûr qu'il n'y a rien là », est-il ordonné.

Selon Colin Powell, il ne s'agit pas d'actes isolés, mais « d'une politique de dissimulation et de tromperie qui existe depuis douze ans. Nous savons que des membres du gouvernement irakien et du parti Baas, et des scientifiques ont caché à leurs domiciles des documents et des équipements interdits. Dans d'autres cas, ils ont été mis dans des

véhicules. Les Irakiens déplacent aussi leurs armées ». Pour le prouver, M. Powell a présenté des images par satellite.

► **Les photographies de sites avant et après « nettoyage ».** La première est celle d'un dépôt de munition à Taji. Selon Colin Powell, il en existe environ 65 du même type en Irak. La photographie montre 15 bunkers dont 4 contenant des munitions chimiques. Ils se distinguent des autres par la présence de signaux et d'un camion de décontamination à proximité. M. Powell a montré ensuite une photographie du même site totalement « nettoyé » le 22 décembre, le jour de son inspection par une équipe de l'ONU.

Il a présenté plusieurs autres exemples de « déménagements », les 10 et 25 novembre 2002, sur un site d'assemblage de missiles balistiques et, toujours le 25 novembre, sur un site de production d'armes biologiques. « Nous avons vu ce grand nettoyage sur près de 30 emplacements », a déclaré M. Powell. Mais il reconnaît qu'il est difficile de savoir

quel était le chargement exact des camions.

Il a ensuite montré des images d'une intense activité en mai 2002 autour du site chimique d'Al-Mousayyib et la présence de camions de décontamination. Deux mois plus tard, une autre photographie

des installations d'Al-Mousayyib montre qu'elles ont été rasées et le sol nivelé.

Les Américains estiment que les stocks d'armes chimiques irakiennes sont compris aujourd'hui entre 100 et 500 tonnes. « Saddam Hussein et son régime ne cherchent pas seulement à cacher leurs armes, mais aussi les personnes. Au début du mois de décembre, Saddam Hussein a averti les scientifiques irakiens des sérieuses conséquences pour eux et leurs familles s'ils révélaient des informations sensibles aux inspecteurs », a insisté M. Powell.

► **Les laboratoires mobiles.** Selon des témoignages recueillis par les services de renseignement américains, l'Irak posséderait des laboratoires mobiles, sur roues ou sur rail, de production d'agents biologiques. « Ils sont conçus pour échapper aux inspecteurs et peuvent en quelques mois produire une quantité de poison équivalente à l'ensemble de ce que l'Irak a reconstruit avant la guerre du Golfe », a assuré M. Powell. Il existerait au moins 18 camions transformés en laboratoire mobiles.

« Je ne suis pas convaincu de l'existence de ces laboratoires mobiles », explique pour sa part Rolf Ekeus. « Il me semble très difficile de produire des armes dangereuses et de les manipuler dans des conditions aussi précaires. »

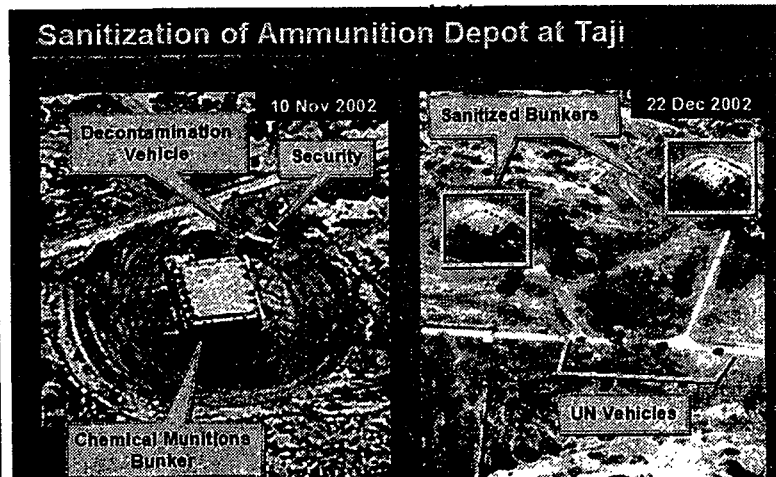
► **Le nucléaire.** Selon M. Powell, depuis le départ des inspecteurs en 1998, Saddam a consacré ses efforts dans le domaine nucléaire à acquérir le composant

qui lui manque pour fabriquer une bombe : du matériau fissile en quantité suffisante. Il dispose déjà du schéma d'une bombe et des scientifiques capables de la fabriquer. Il chercherait par tous les moyens à se doter de moyens d'enrichir l'uranium. Le secrétaire d'Etat a évoqué des tentatives d'achat auprès de onze pays de tubes d'aluminium pouvant être utilisés dans des centrifugeuses à gaz.

Il existe en fait une controverse sur les tubes d'aluminium que l'Irak a tenté d'importer frauduleusement. Les experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) estiment qu'ils étaient plus probablement destinés à fabriquer des lance-roquettes et qu'il faudrait profondément les modifier pour pouvoir les utiliser comme rotors de centrifugeuses.

► **Les missiles.** Les Américains considèrent que l'Irak n'a pas abandonné son programme de développement de missiles balistiques. Pour le prouver, Colin Powell a montré une photographie prise en avril 2002 d'un pas de tir permettant de tester les moteurs des missiles. Un nouvel équipement de test vient d'être construit dont la taille est cinq fois supérieure à l'ancien. « Le nouveau est clairement construit pour des missiles à longue portée de 1 200 kilomètres. Depuis avril 2002, un toit a été construit au-dessus de l'emplacement afin qu'il soit plus difficile pour les satellites d'observer », a-t-il déclaré.

Eric Leser



**Saddam fait le ménage.** Le 10 novembre, des munitions chimiques seraient entreposées dans un bunker. Le 22 décembre, à l'arrivée des inspecteurs, il est vide.

Le Monde  
7 FÉVRIER 2003

# A ce stade, la France opposerait son veto à une résolution autorisant le recours à la force

Le réquisitoire américain devant le Conseil de sécurité, le 5 février, n'a pas modifié la conception française, assure-t-on à l'Élysée, où l'on estime que rien, aujourd'hui, ne justifie une guerre

LA FRANCE n'a pas changé d'idée sur l'Irak, ont réaffirmé jeudi 6 février Jacques Chirac et Jean-Pierre Raffarin. Elle reste déterminée à assumer, le cas échéant, au Conseil de sécurité, un désaccord avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni sur le recours à la force, a-t-on ajouté de diverses sources à Paris.

Au lendemain de l'intervention du secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, à l'ONU et de celle du chef de la diplomatie française, Dominique de Villepin, dont certains passages paraissent traduire une évolution, les spéculations sur un inflexionnement de la position française ont redoublé. L'entourage de Jacques Chirac les dément, un commentateur autorisé de la pensée présidentielle allant même jusqu'à aborder le sujet qu'on a généralement pour règle d'éviter : celui d'un éventuel veto français.

« Si la question était posée aujourd'hui, la France dirait non à une résolution autorisant le recours à la force », dit-il, et elle maintiendra cette position « tant qu'il n'y aura pas échec patent du système des inspections, que les inspecteurs ne se diront pas empêchés de poursuivre leur mission, que l'existence et l'imminence d'un danger ne seront pas démontrées ».

Le président, qui plaide avec constance en faveur d'un monde multi-

polaire, ne reconnaît à aucun pays le droit de décider seul de la guerre, de l'imposer aux autres, explique son entourage : « la guerre est une affaire trop grave, seule la communauté internationale peut en décider ». Dans la situation actuelle rien ne la justifie.

On ne préjuge pas de la façon dont cette situation va évoluer, du côté irakien notamment, ni du comportement que la France adoptera le moment venu. « Nous pouvons tout imaginer dès lors que c'est cohérent avec notre position de fond, assure un responsable français ; si nous ne sommes pas d'accord, eh ! bien, nous ne serons pas d'accord. Et ce ne sera la fin de rien, pas plus que le retrait de l'OTAN décidé par de Gaulle ni le discours de Phnom Penh n'ont été la fin des relations franco-américaines. Ces relations ont la peau dure ».

Mais les membres du Conseil de sécurité auront-ils l'occasion de voter ? Neuf pays membres se sont exprimés le 5 février pour la poursuite des inspections et l'on estime à Paris que cette majorité peut tenir au-delà du 14 février, si le nouveau rapport des inspecteurs est de même nature que celui du 27 janvier, c'est-à-dire en demi-teinte. Si la majorité reste de ce côté, les Etats-Unis chercheront à éviter un vote sur une entrée en guerre, pour

laquelle ils s'estiment déjà mandatés par l'ONU. « La France le réclamera ! », affirme-t-on à l'Élysée. Mais pour l'instant on est dans le cadre de la résolution 1441 et aucun nouveau texte n'a à être mis aux voix à l'ONU. L'idée avait germé la semaine dernière, chez Tony Blair et George Bush, de proposer une nouvelle résolution difficilement récusable, une sorte de mise en demeure à Saddam Hussein, qui aurait fait éclater le « front de la paix » au Conseil de sécurité. Jacques Chirac n'a pas voulu entendre parler.

## PAS DE MENACE

Mais au-delà de ces considérations tactiques, l'essentiel, souligne l'entourage du président, ce sont « ses convictions sur le bon usage de la guerre » et sur ses méfaits. Le motif de la guerre - la menace - restera incertain, alors que « les conséquences humaines, économiques, politiques de la guerre sont en revanche une certitude ». Non que M. Chirac donne dans le pacifisme ou dans la complaisance envers les dictateurs : Saddam Hussein ne vaut certes pas mieux que Milosevic mais l'Irak n'est pas le Kosovo, le Moyen-Orient pas l'Europe et, en substance, George Bush n'est pas Bill Clinton. A quelle capacité d'influence, à quel pouvoir de veto con-

tre telle ou telle frappe collatéralement ravageuse la France pourrait-elle prétendre aujourd'hui si elle acceptait de participer à une intervention en Irak ? Elle n'a certes « pas exclu » une telle participation, mais seuls les militaires français s'inquiètent encore pour eux-mêmes de cette double négation.

Quant à l'autre interrogation tourmentante - l'Europe -, on l'aborde à l'Élysée avec la même décontraction qu'arborait Jacques Chirac, mardi dernier au Touquet, au côté de Tony Blair. On a relancé avec lui le projet d'une défense commune, et d'autre part « les Anglais seront dans la zone euro dans deux ans » ; alors où est le drame ? La lettre des « huit » ? On en rit : « curieusement, personne n'arrive plus à se souvenir de qui en a été à l'origine... ».

Le discours de M. de Villepin, mercredi à l'ONU, n'était pas fait d'un bout à l'autre du même métal. « Il a été relu ligne à ligne par le président », indique-t-on à l'Élysée. Relu et complété sans doute, pour adjoindre à une certaine déférence envers les obsessions américaines, à l'idée d'une urgence, des paragraphes qui rappellent la question de base : quelle est la menace qui justifierait la guerre ? Aujourd'hui, il n'y en a pas et demain, on verra.

Claire Tréan

## A contrecœur, la Turquie accède aux premières demandes des Etats-Unis

### ISTANBUL

de notre correspondante

Le Parlement turc a donné son feu vert, jeudi 6 février, par 308 voix contre 193, à la modernisation par les Etats-Unis de ses bases aériennes et de ses ports, en vue de leur utilisation lors d'une éventuelle guerre en Irak. Le gouvernement turc, réticent, a ainsi fait un premier pas concret vers une participation à une offensive contre Bagdad, à laquelle l'opinion turque est majoritairement opposée. Le Parti de la justice et du développement (AKP), au pouvoir, a souligné que la décision parlementaire n'implique pas une participation active aux combats. « Nous n'entrons pas en guerre. Confrontés à la possibilité d'un conflit, nous prenons des mesures pour protéger nos intérêts », a déclaré le dirigeant de l'AKP, Recep Tayyip Erdogan.

Malgré la forte pression de Washington, la Turquie a décidé d'attendre le 18 février, soit après Bayram - la fête religieuse de neuf jours qui débute ce week-end -, pour demander au Parlement de se prononcer sur l'envoi de soldats turcs à l'étranger et, surtout, sur la requête américaine la plus controversée : le déploiement de dizaines de

milliers de soldats américains sur sol turc, en vue de l'ouverture d'un front au nord de l'Irak. Il est probable que l'Assemblée nationale acceptera ce déploiement. « Nous aurons un rôle, mais pas celui d'allié », explique Mehmet Dülger, député AKP et président de la commission des affaires étrangères. A nos yeux, les plans des Américains sont pleins d'inconnues. Notre impression est qu'ils ne savent pas vraiment ce qui les attend en Irak. »

### LA QUESTION DES KURDES IRAKIENS

Les autorités ont indiqué que des soldats turcs pourraient être déployés au nord de l'Irak, dans le but d'éviter un afflux de réfugiés à la frontière turque, mais également pour empêcher les Kurdes irakiens de saisir les villes de Mossoul et de Kirkouk. « L'armée turque a l'appui inconditionnel du Parlement pour protéger notre pays, mais, pour les soldats américains, une décision claire des Nations unies est nécessaire », estime Emin Sirin, député AKP.

La Turquie a déployé des efforts diplomatiques considérables pour éviter un conflit à ses frontières. Mais elle estime désormais n'avoir pas d'autre choix que de se plier à la volonté de Wash-

ington pour limiter les dégâts politiques et économiques.

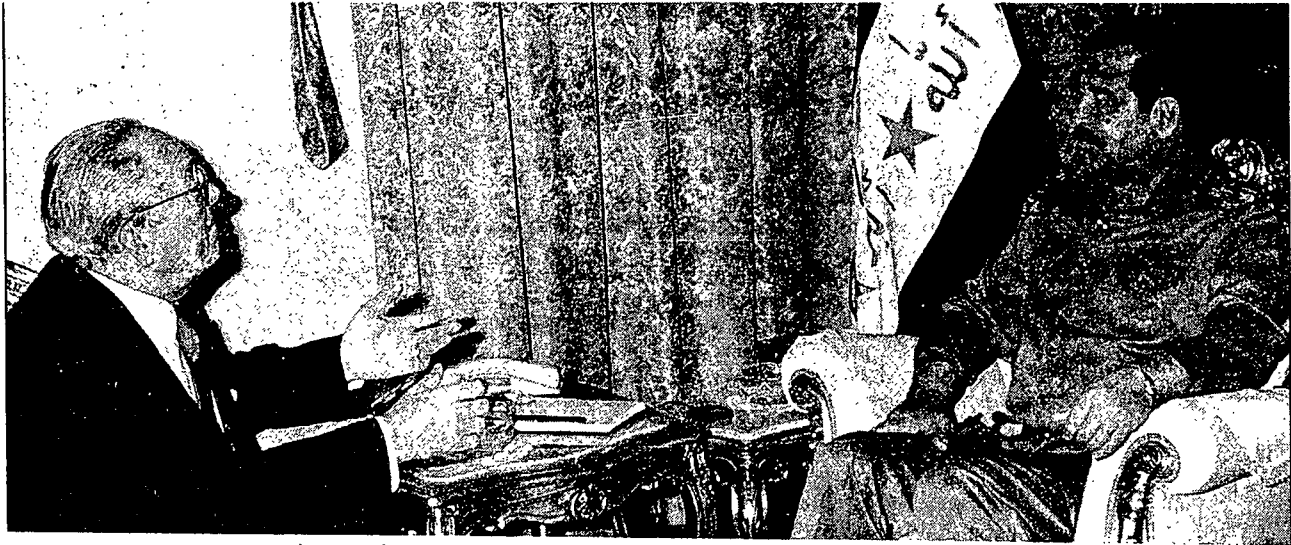
« Je suis perplexe face au silence des Européens, particulièrement de la France et de l'Allemagne, qui sont contre la guerre », déplore Soli Ozel, professeur de relations internationales à l'université Bilgi. Leurs appréhensions par rapport à la candidature turque à l'UE les a empêchés de soutenir correctement les efforts pour la paix fournis par la Turquie. Les Etats-Unis ont promis leur appui financier pour atténuer l'impact de la guerre sur l'économie turque. Le quotidien Hürriyet a révélé, le 6 février, que le numéro deux irakien, Taha Yassin Ramadan, avait secrètement visité la Turquie, lundi, pour un long entretien avec le premier ministre turc, Abdullah Gül, qui a conseillé à l'Irak de coopérer plus activement avec les inspecteurs de l'ONU.

En attendant, la Turquie poursuit ses propres préparatifs. Des forces supplémentaires ainsi que des quantités importantes d'équipement lourd et de blindés ont été envoyés vers le Sud-Est anatolien, en prévision d'un conflit éventuel.

Nicole Pope

**FN** Sa femme est rentrée hier à Paris après une visite à Bagdad

# Sur l'Irak, Le Pen accorde un bon point à Chirac



Le 18 mai 1996, Jean-Marie Le Pen rencontrait Saddam Hussein. Déjà en 1991, le Front national s'opposait à la guerre contre l'Irak. (Photo Pool/AP.)

LE FIGARO LUNDI 10 FÉVRIER 2003

Olivier Pognon

Jany Le Pen devait atterrir hier soir à l'aéroport de Roissy, de retour de Bagdad. La femme du président du FN, elle-même présidente et fondatrice de l'association « SOS enfants d'Irak », vient d'effectuer un voyage d'une semaine en Irak, en compagnie de Jean-Michel Dubois, secrétaire général de l'association, et de Farid Smahi, conseiller régional d'Ile-de-France. La délégation du FN a été reçue par des responsables irakiens et, selon Jean-Marie Le Pen, qui a téléphoné hier à sa femme, « elle a visité deux des sites désignés par Colin Powell au Conseil de sécurité de l'ONU comme des sites de production d'armes de destruction massive ». Les sites ainsi visités par Jany Le Pen étaient, a déclaré hier le président du FN, des « sortes de hangars désaffectés, rien qui puisse abriter des activités militaires quelles qu'elles soient ». Il y voit une preuve de plus que les raisons invoquées par les dirigeants américains ne sont que des « prétextes » pour « s'emparer du pétrole irakien ».

Depuis la première guerre du Golfe, l'Irak est un cheval

de bataille pour le Front national. Le mouvement lepéniste s'était opposé à la campagne contre l'Irak en 1991. Jany Le Pen a fondé l'association « SOS enfants d'Irak », qui se propose de venir en aide aux petits Irakiens victimes de l'embargo. Depuis 1995, la femme du président du FN s'est déjà rendue dix fois dans ce pays.

Il y a une différence cependant, avec 1991 : la grande majorité de la classe politique, droite et gauche confondues (à l'exception du PC), était alors

**« L'honnêteté m'oblige à dire qu'il exprime l'opinion de 90 % des Français »**

favorable à la participation de la France à la guerre, participation décidée par le président François Mitterrand et approuvée par le Parlement lors d'un vote solennel.

Il n'en va plus de même cette fois. L'opinion publique est majoritairement contre la guerre, et Jacques Chirac, pour qui le conflit « n'est pas inévitable », ne craint pas de braver les Etats-Unis. Le FN a plus de mal à exprimer un point de vue singulier. D'où le

haussement de ton du président du FN. Il déclare dans le dernier numéro de *Français d'abord*, l'organe mensuel du FN, que la France doit marquer son opposition à la guerre non seulement en usant de son droit de veto au Conseil de sécurité des Nations unies, mais aussi par la « rupture des relations diplomatiques avec les Etats-Unis ».

Le président du Front national se veut « plus radical » que le gouvernement français, qui réclame des éléments de

preuve de la culpabilité de l'Irak. « Il s'agit d'un tout petit Etat, sinistré, sans infrastructure industrielle, assassiné

dans ses enfants par l'embargo, qui fait partie des Nations unies et a donc le droit de pouvoir se défendre contre ses voisins, l'Arabie saoudite et l'Iran, qui ne lui sont pas forcément favorables. » Jean-Marie Le Pen accuse les Américains de se préparer à commettre un « crime contre l'humanité » en Irak.

Pourtant, dans la situation actuelle des relations internationales, Jean-Marie Le Pen - fait rarissime - ménage

Jacques Chirac : « Je ne suis pas un chiraquien inconditionnel, c'est le moins qu'on puisse dire, mais jusqu'à présent, j'apprécie la position de fermeté du président de la République et du gouvernement à l'égard de l'outrecuidance des Etats-Unis », déclarait hier au *Figaro* le président du Front national, avant d'ajouter : « L'honnêteté m'oblige à dire que Chirac exprime l'opinion de 90 % des Français. » Le Pen a aussi trouvé que Michèle Alliot-Marie avait « répondu de belle manière » aux Etats-Unis en utilisant l'autre jour le mot de Cambronne à l'adresse de Donald Rumsfeld.

Récemment, Jean-Marie Le Pen n'était pas aussi favorable à l'endroit du chef de l'Etat. Dans le numéro de février de *National-Hebdo*, il déclarait : « Jacques Chirac, comme souvent en des circonstances identiques, joue les tranche-montagnes. Mais quand la guerre sera déclarée, il se couchera. » Et, au milieu du mois dernier, en présentant ses vœux à la presse, le président du Front national déclarait « craindre que Chirac n'utilise pas son droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU, lui qui a voulu que l'Europe soit réduite à un simple protectorat américain ».

# «Saddam a déjà massacré 400 000 Kurdes»

**GUERRE** Les habitants du Kurdistan se battent pour se défendre. Mais il n'est pas question pour eux d'attaquer l'armée irakienne et de prendre Bagdad, affirme Kendal Nezan, le président de l'Institut kurde de Paris

Ian Hamel

**Les six millions de Kurdes d'Irak souhaitent en finir avec Saddam Hussein. «La plus monstrueuse et la plus sanguinaire dictature depuis les Mongols», assure Kendal Nezan, 53 ans.** Ce physicien à la fine moustache anime l'Institut kurde de Paris, qui possède la plus importante bibliothèque kurde en Occident. Favorable à une intervention américaine en Irak, l'homme-clé de la question kurde se préoccupe de l'après-Saddam Hussein, et de la création d'un Etat fédéral en Irak.

– Vous écrivez qu'en 1991 l'Irak possédait 360 tonnes d'armes chimiques. Existe-t-il encore des stocks?

– Bien évidemment. Le régime a une capacité de dissimulation extraordinaire. Il a construit des milliers de bunkers sous terre, de véritables villes. Par ailleurs, j'ai appris l'assassinat tout récemment d'une des meilleures spécialistes irakiennes des armes biologiques. Etrange, non?

– Que feront les Kurdes si les Américains attaquent l'Irak?

– Les 80 000 combattants kurdes défendront le Kurdistan, cette région grande comme la Suisse au nord de l'Irak. Mais il n'est pas question pour nous de servir de chair à canons et d'attaquer l'armée irakienne. Contrairement à l'Alliance du Nord en Afghanistan, nous ne tenterons pas de prendre Bagdad, qui n'est pourtant qu'à une heure et demie de voiture du Kurdistan.



1991 Des milliers de Kurdes avaient fui les exactions de Saddam Hussein. AP

– Et si Saddam Hussein attaque le Kurdistan?

– Nous avons demandé aux Américains de nous fournir des masques à gaz, comme aux Israéliens lors de la guerre du Golfe en 1991, de lancer une campagne de vaccination au Kurdistan. Pas de réponse. Toutes les vies humaines n'ont apparemment pas le même prix.

– Des combattants kurdes s'entraînent-ils actuellement en Hongrie?

– Non. Il y a des combattants arabes mais pas de Kurdes. En trois décennies, Saddam Hussein n'est pas parvenu à nous écraser. Il a pourtant massacré 400 000 Kurdes et détruit 90% de nos villages.

– Y a-t-il actuellement des militaires américains au Kurdistan?

– Oui. Il ne s'agit pas d'une présence secrète. Les Etats-Unis ont envoyé des experts. C'est plutôt une sécurité pour nous.

– Ne craignez-vous pas de passer pour un pro-américain?

– En 1991, 130 000 soldats irakiens s'étaient déjà rendus aux Kurdes. Nous avons demandé le soutien aérien des Américains pour renverser le régime. La suite est connue: les grandes puissances ont affaibli Saddam Hussein mais n'ont pas voulu le renverser. L'histoire m'a appris à ne pas être naïf.

## Les islamistes kurdes d'Ansar Al-Islam peuvent être liés à Al-Qaïda

NEW YORK

de notre correspondant

Les efforts faits mercredi par Colin Powell, le secrétaire d'Etat américain, pour démontrer devant le Conseil de sécurité l'existence de liens entre le régime de Bagdad et Al-Qaïda ont surpris les spécialistes. Il s'agissait de la partie la plus « originale » de son intervention et aujourd'hui la plus controversée. La thèse développée par Colin Powell repose sur deux éléments. D'abord, la coopération « technique » apportée à la fin des années 1990 par Bagdad à Al-Qaïda sous la forme de membres de l'unité 999, spécialisée dans la guerre chimique et biologique, envoyés en Afghanistan dans

un camp d'entraînement dirigé par Abou Mousab Al-Zarqawi. Ensuite, les liens actuels avec ce même Al-Zarqawi, Palestinien de 36 ans né en Jordanie.

Il aurait été soigné pendant deux mois à Bagdad l'an dernier après avoir été gravement blessé en Afghanistan lors de bombardements et amputé d'une jambe. Il aurait trouvé refuge ensuite avec ses lieutenants auprès du groupe islamiste kurde Ansar Al-Islam (partisans de l'islam).

Ansar Al-Islam contrôle une enclave au nord-est de l'Irak non loin de la frontière iranienne. Abou Mousab Al-Zarqawi aurait installé un nouveau camp d'entraînement près

du village de Khormal et organisé un réseau terroriste appelé parfois « Jund Al-Shams » (soldats du Levant), implanté au Moyen-Orient et en Europe. Un Irakien, connu sous les noms d'Abou Wa'el et de Saadoun Mahmoud Abdulatif Al-Ani, servirait d'agent de liaison entre Ansar Al-Islam et les services secrets de Bagdad. Un lien toutefois contesté même au sein de la CIA. Et pour Robert Malley, directeur du programme pour le Moyen-Orient de International Crisis Group, « il n'y a pas de doute que ce groupe a apporté beaucoup de malheur dans la zone qu'il contrôle. Mais c'est une région qui échappe au pouvoir de Bagdad et nous ne voyons pas de

preuve d'une alliance stratégique avec Saddam Hussein ».

La thèse est rejetée aussi par le mollah Krekar, 47 ans, un des fondateurs d'Ansar Al-Islam. Il vit en Norvège où il bénéficie du statut de réfugié. Il a été arrêté l'an dernier aux Pays-Bas et incarcéré quatre mois à la demande de la Jordanie qui voulait obtenir son extradition pour trafic de drogue. La justice néerlandaise a refusé de l'extrader et l'a expulsé en Norvège. « Powell essaye de créer un lien qui n'existe pas. Saddam Hussein est mon ennemi. Je n'ai jamais rencontré le moindre membre d'Al-Qaïda », a déclaré le mollah Krekar à Oslo le 5 février. Mais le même mollah Krekar affirmait en



public en juin 2001 qu'Oussama Ben Laden était « le joyau de l'islamisme ».

#### LE CAMP DE KHURMAL

Selon Barham Salih, le premier ministre de l'Union patriotique du Kurdistan, proche des Américains, Ansar Al-Islam est né de la fusion de trois mouvements et a pris le contrôle, pendant l'été 2001, d'une série de villages dans les montagnes autour de la ville d'Halabja. Un mois avant le 11 septembre, Abdulrahman Al-Shami, un responsable d'Al-Qaida, a été envoyé dans la petite ville kurde de Biyara afin d'organiser l'enclave d'Ansar Al-Islam. M. Shami a été tué en novembre 2001 lors de combats contre l'Union patriotique

du Kurdistan.

Un rapport d'Human Rights Watch, établi durant une mission au Kurdistan irakien en septembre 2002, dresse une longue liste des atteintes aux droits de l'homme perpétrées par les hommes d'Ansar Al-Islam. Il cite notamment « l'arrestation arbitraire de nombreux civils kurdes, les détentions prolongées et illégales, les mauvais traitements et tortures des prisonniers et l'exécution de combattants ennemis après leur reddition ». Selon des témoignages recueillis par Human Rights Watch, Ansar Al-Islam aurait reçu le renfort de dizaines de combattants arabes venus d'Afghanistan et passés par l'Iran. Sur les 900 militants d'Ansar

Al-Islam, environ 150 appartiendraient à Al-Qaida ou seraient d'anciens talibans.

Les révélations de Colin Powell ont aussi provoqué une polémique aux Etats-Unis. « Pourquoi ne pas avoir déjà détruit le camp de Khurmal, a demandé, jeudi 6 février, le sénateur démocrate Joseph Biden au secrétaire d'Etat devant la commission des affaires étrangères, s'il représente un tel danger et s'il forme des terroristes à produire et utiliser des toxines comme le ricin ? » Le camp se trouve au-delà de la zone d'exclusion aérienne au nord de l'Irak, mais les Etats-Unis ne manquent pas d'arguments même juridiques pour justifier une attaque. Se

refusant à répondre en séance publique, Colin Powell s'est contenté d'affirmer : « Je peux vous assurer que cet endroit est présent dans nos esprits. Nous suivons les personnes qui y sont passées et en sont reparties. »

Pour certains spécialistes, le gouvernement américain a décidé de ne pas détruire Khurmal afin de conserver un argument fort pour justifier une attaque contre Bagdad. « L'existence du camp n'étant plus secrète, il est prévisible maintenant qu'il va être déplacé. Nous prenons des risques », a déclaré la démocrate Jane Harman, membre de la commission du renseignement de la Chambre des représentants.

Eric Leser

# Extremists admit role in Kurds' deaths

The dead were part of a U.S.-backed alliance in Iraq. It is being pushed to act against militants.

By Jonathan S. Landay  
INQUIRER WASHINGTON BUREAU

SULAYMANIYAH, Iraq — An Islamic extremist group claimed responsibility yesterday for the assassinations of a senior Kurdish general and two top security officers, saying the killings were carried out by militants bound by a suicide pact.

Ansar al-Islam (Partisans of Islam), which U.S. officials and Kurdish leaders accuse of harboring followers of Osama bin Laden in Kurdish-controlled northern Iraq, said the killings Saturday night foiled a plot against it by the U.S.-backed Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

The killings have intensified pressure on the PUK to crack down on the militants in advance of a possible U.S.-led invasion of Iraq. But there was no sign yesterday that PUK leaders were preparing to act.

Instead, reinforcements arriving at the front lines said there were fears that Ansar might take advantage of a four-day Muslim holiday that begins today to attack the PUK-controlled town of Halabja. Police were stopping all minibuses en-

tering Halabja and requiring passengers to get out for questioning.

Two statements on Ansar's Web site, neither of which could be independently verified, said the PUK had offered 150 militants "unimaginable" amounts of cash to defect, to attack the militants' mountain stronghold from the rear, and to allow the PUK to recapture the area.

The Web site, in Arabic, Turkish and Kurdish versions, is at <http://66.246.51.215>.

In a claim that may have been intended to sow discord among Kurdish groups hostile to both Iraqi leader Saddam Hussein and to Ansar, the Web site said the defectors also were to attack the PUK's political rival, the Kurdistan Democratic Party.

"Brothers who swore an oath of death to God" and "abandoned the pleasures of the world for the sake of Doomsday" killed Gen. Shawkat Haji Mushir and the two senior PUK security officials, one statement on the Web site said. Shawkat was a veteran guerrilla who was on the PUK leadership council and was the party's chief negotiator with Ansar.

The three attackers escaped and took three PUK guards with them. The hostages reportedly were being held in the Ansar-controlled village of Byara.

Four civilians also were

killed, PUK-run television said. Eight other people, including the security chief of Halabja, were injured.

PUK officials, who said Shawkat was killed after he had been lured to a meeting with the militants in the village of Gamestapa on the pretext of completing a defection deal, had no immediate comment on Ansar's claim of responsibility.

The PUK is among the main Iraqi opposition groups that would assist a U.S.-led invasion of Iraq. The Bush administration also is counting on the PUK's 30,000-strong militia to help U.S. and other troops prevent ethnic and religious hatreds from splintering Iraq if Hussein is ousted.

"We've worked closely with the Patriotic Union of Kurdistan for many years," State Department spokesman Richard Boucher said yesterday, condemning what he called "this act of terror."

The PUK and the KDP have presided over quasi-democratic administrations in northern

Iraq since Hussein withdrew his forces from the Kurd-dominated area in 1991. But some political experts said the assassinations could make the PUK's job harder by encouraging new challenges to its authority.

The attack raised "not only doubts about their [PUK leaders'] abilities, but questions about why they don't act," said Asos Hardi, editor-in-chief of Hawlati, an independent newspaper in Sulaymaniyah, where the party has its headquarters.

Senior PUK officials say that rugged terrain, a shortage of heavy weapons, and a threat of Iranian intervention on Ansar's behalf are blocking an assault on Ansar's stronghold.

Contact reporter  
Jonathan S. Landay at  
[jlanday@krwashington.com](mailto:jlanday@krwashington.com).

THE PHILADELPHIA INQUIRER

February 11, 2003

Trudy Rubin *Worldview*

# The Kurdish question: Will U.S. keep bargain?

*On eve of war, memories linger of former betrayals.*

THE PHILADELPHIA INQUIRER February 12, 2003

**S**ULAYMANYAH, Iraq — This is “free Iraq,” the portion of northern Iraq where 4 million Kurds enjoy virtual autonomy from Saddam Hussein because they are protected by a U.S. air umbrella.

The Kurds, a non-Arab Muslim people who inhabit this beautiful, mountainous region along with adjacent parts of Syria, Iran and Turkey, are America’s closest Iraqi allies. U.S. troops may soon enter Kurdistan from Turkey on their way to Baghdad.

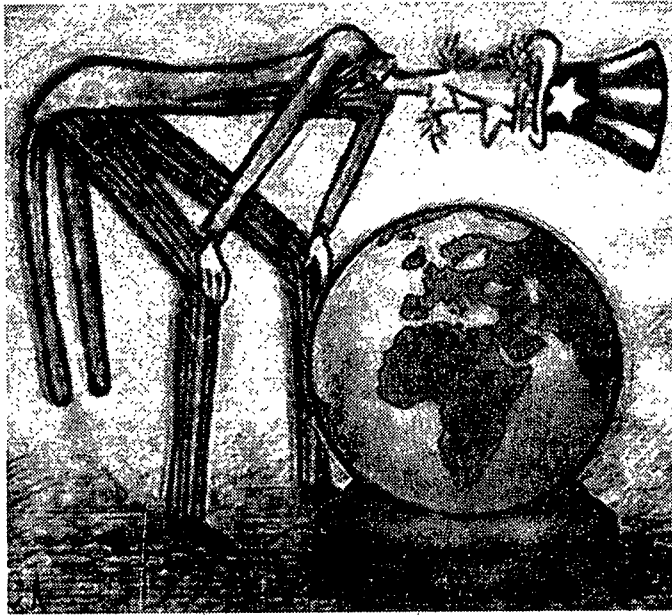
The Kurds hate Saddam Hussein, who slaughtered them by the tens of thousands with bullets and poison gas in the 1980s. Yet the Kurds distrust the United States.

Two weeks ago, the independent Kurdish newspaper Hawlati did a survey in which respondents were asked, “Do you trust the U.S. to protect Kurdistan?” in the event of a war with Saddam. “Fifty-five percent said no,” I was told by Aso Harti, the gutsy editor of this pioneering paper.

A prime reason for this skepticism: the Kurds fear U.S. officials will let Saddam gas them again.

For six months, Kurdish leaders have been asking the United States to help them prepare for the possibility that Saddam may attack them with weapons of mass destruction. They have repeatedly requested mobile clinics, gas masks, antibiotics like Cipro, and antidotes to biological agents such as atropine, all of which they are lacking.

Help has been promised, but nothing has arrived yet. And war may be only a few weeks away.



STEVE ANSUL

“They might send us masks and medicine — after the war,” says Interior Minister Freydoun Abdul Kheder wearily. As the man in charge of the emergency committee of regional ministers, which deals with potential war disasters, he is facing a critical shortage of normal medical supplies, and a near-absence of means to protect against biochemical attack.

Kheder worries about Saddam’s large arsenal of short-range rockets, which were not banned by the 1991 Gulf War cease-fire and can be fitted with chemical warheads. He fears small attacks by terrorists enlisted by Saddam to use chemicals or toxins to destabilize the Kurdish region.

“Our fear,” he says, “is that some diseases might be spread which have disappeared from the world.”

Such concerns are not academic. In 1988, Iraqi airforce helicopters dropped mustard gas and nerve agents on the Kurdish town of Halabja and may even have disseminated biological agents like aflatoxin. Several thousand men, women and children were killed, and Halabja residents continue to suffer hideous health complications.

At the time, U.S. officials knew of the gassing, but the Reagan administration chose to downplay it because it supported Saddam in his war against Iran’s Ayatollah Khomeini. This is only one of several bitter betrayals of the Kurds by various U.S. administrations.

A prime example: George H.W. Bush urged Iraqis to rise up in 1991 and then let Saddam slaughter them when they responded. Only when CNN recorded a million desperate Kurds fleeing to Iran and Turkey did Bush establish the no-

fly zone that still protects much of Iraqi Kurdistan.

So it is an outrage that U.S. officials have yet to respond to Kurdish requests for protection. All the more so when Saddam’s use of poison gas against the Kurds is cited by the Bush administration as proof the Iraqi dictator must be removed.

U.S. troops have been issued preventive suits against his chemical weapons. The Bush administration has sent Patriot antimissile batteries to Israel and Jordan to protect against chemical warheads. Only the Kurds — in far more danger than Israel — have gotten nothing.

The Kurds can’t turn for medical supplies to the United Nations, which works through Baghdad. They can’t turn to international humanitarian agencies, as regional Health Minister Muhammad Khoshnaw found out last week: “I told them the war is coming nearer day by day and we have nothing. They say no one will give them funds [for this crisis] before the war starts.”

If the Kurds fear they won’t be protected against poison gas they may once again flee to the mountains, says Gen. Simko Dizayee, head of the peshmerga (Kurdish military) general staff. That would cause a major humanitarian crisis. Or, if they stay put, and some are gassed, “America will create new enemies in the region by betrayal.”

Why would the United States risk that? Maybe U.S. officials think the war will end so soon that Saddam won’t have time to lob VX gas at Kurdish cities. But if those officials are wrong, America will never live down the shame.

Contact columnist Trudy Rubin at 215-854-5823 or [trubin@phillynews.com](mailto:trubin@phillynews.com).

# Paris et Berlin préparent un plan d'inspections renforcées

Russie et Chine pourraient soutenir l'initiative, qui braque Washington

PARIS et Berlin ont démenti, dimanche 9 février, les informations parues dans le magazine *Der Spiegel* la veille, sur l'existence d'un « plan secret » franco-allemand prévoyant l'envoi de casques bleus en Irak pour appuyer la mission d'inspection. Après avoir quelque peu entretenu la confusion la veille, le ministre allemand de la défense, Peter Struck, a déclaré lundi qu'il n'était « pas question de l'envoi de casques bleus » mais qu'il s'agissait d'augmenter le nombre des inspecteurs en désarmement. Paris avait fait ce rectificatif samedi, par les voix de la ministre de la défense, Michèle Alliot-Marie, ainsi que des porte-paroles de l'Elysée et du quai d'Orsay.

« Il n'y a pas de "plan secret" mais des propositions qui ont été publiquement présentées, mercredi 5 février, au Conseil de sécurité » par le ministre français des affaires étrangères, Dominique de Villepin. Ces suggestions, arrêtées après une concertation avec les Allemands et d'autres partenaires, consistent en un renforcement des moyens dont disposent les inspecteurs.

## SANS NOUVELLE RÉOLUTION

Dominique de Villepin avait notamment suggéré, le 5 février, le doublement ou le triplement de leurs effectifs ainsi qu'une augmentation des moyens d'observation. Toutes ces propositions, souligne-t-on à Paris, s'inscrivent dans le cadre de la résolution 1441 « dont toutes les possibilités n'ont pas encore été explorées ». Elles ne nécessitent pas l'adoption d'une nouvelle résolution par le Conseil

## Le cardinal Etchegaray en mission à Bagdad

Le cardinal français Roger Etchegaray, 80 ans, habitué des missions diplomatiques spéciales au nom du pape, s'est rendu à Bagdad, lundi 10 février. Le but de cette visite auprès des dirigeants irakiens, selon Joaquin Navarro-Valls, porte-parole du Vatican, est de « montrer la sollicitude du pape en faveur de la paix » et d'« aider les autorités irakiennes à faire une sérieuse réflexion sur le devoir d'une coopération internationale active, basée sur la justice et le droit international, en vue d'assurer à ces populations le bien suprême de la paix ».

S'apprêtant à recevoir au Vatican, le 14 février, Tarek Aziz, vice-premier ministre, et, quatre jours plus tard, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, Jean Paul II a déclaré, samedi 8 février, devant la communauté de Sant'Egidio réunie à Rome pour son 35<sup>e</sup> anniversaire : « Il ne faut pas se résigner comme si la guerre était inévitable (...). Il faut multiplier les efforts. On ne peut pas s'arrêter face aux attaques du terrorisme, ni devant les menaces qui se lèvent à l'horizon. »

de sécurité.

A l'issue d'un entretien avec le président russe, Vladimir Poutine, à Berlin dimanche, le chancelier Schröder a fait état d'un large accord entre l'Allemagne, la France, la Russie et la Chine en faveur d'un désarmement pacifique de l'Irak. « Nous sommes tous deux d'avis, a-t-il dit à propos du président Poutine, que les inspecteurs doivent poursuivre leur travail et que, si c'est nécessaire, le système de

contrôle et le système de sanctions doivent être étendus ». « D'après nos estimations, la majorité des membres du Conseil de sécurité partagent notre approche » (celle de Paris, Berlin et Moscou), a, pour sa part, indiqué M. Poutine.

Dans un entretien diffusé dimanche par France 3, le président russe, qui a commencé, lundi, une visite d'Etat de trois jours en France, a

déclaré : « Une action unilatérale [des Etats-Unis en Irak] serait une grande erreur mais la conséquence la plus grave serait la menace de fracture au sein du Conseil de sécurité et la fin de la coalition anti-terroriste ».

Les idées avancées dans le « plan » du *Spiegel* ont elles été débattues et conjointement écartées dans la concertation franco-allemande préalable au 5 février ? Ou l'Allemagne s'apprête-t-elle à « faire des propositions qui peuvent venir s'ajouter aux propositions françaises » développées à l'ONU par Dominique de Villepin, comme l'a laissé entendre M<sup>me</sup> Alliot-Marie dimanche, en notant le désir de Berlin de « revenir dans le jeu » ?

L'édition de samedi de l'hebdomadaire allemand a en tout cas engendré un certain cafouillage à Munich où la conférence sur la sécurité rassemblait le Gotha inter-

national du monde de la défense. Le ministre allemand de la défense,

Peter Struck, n'a, dans un premier temps, pas démenti l'idée d'un déploiement de casques bleus en Irak. « L'affaire se traite au plus haut niveau, confiait cependant un proche de la chancellerie, Chirac et Schröder n'ont pas arrêté de se téléphoner, les ministres de la défense ne sont pas dans le coup. [Le ministre allemand des affaires étrangères, Joschka] Fischer, seul, est tenu au courant ». Lequel Joschka Fischer, d'après la presse allemande de lundi, n'aurait pas caché son irritation contre la chancellerie, d'où le *Spiegel* affirme tenir ses informations. Dimanche soir, les invités des nombreux « talk show » dont les chaînes allemandes sont friandes n'ont parlé que du fameux « plan », aucun des intervenants ne mettant en doute son existence mais seulement ses chances de succès, faibles, sinon nulles, d'après la plupart des commentateurs.

Cet épisode confirme les préoccupations du chancelier à propos de l'Irak, qui s'ajoutent aux difficultés économiques, sociales et politiques du moment. La guerre qui s'annonce n'est pas populaire en Allemagne où, ce week-end encore, des dizaines de milliers de manifestants ont défilé dans plusieurs villes. Mais, contrairement à l'automne dernier, le chancelier, cette fois, ne parvient pas à canaliser à son profit le courant antiguerre.

Avec de plus en plus d'audience, l'opposition, mais aussi une partie des troupes qui forment sa coalition rouge-vert, estiment que Gerhard Schröder a mal manœuvré, que ses déclarations à l'emporte-pièce contre toute participation allemande à la guerre, « avec ou sans mandat de l'ONU », l'ont enfermé et ont porté atteinte au crédit international de l'Allemagne.

La France inquiète aussi en continuant de dire qu'elle « n'exclut aucune option », message réitéré à Munich par Michèle Alliot-Marie. Deux semaines à peine après les célébrations, en grande pompe, du 40<sup>e</sup> anniversaire du Traité de l'Elysée, cette petite phrase est pour le chancelier un cauchemar.

Georges Marion (à Berlin)  
et Claire Tréan

## Les principales propositions

Selon l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, Français et Allemands se seraient mis d'accord pour proposer au Conseil de sécurité de l'ONU de mettre l'Irak sous tutelle onusienne, « peut-être pour plusieurs années ».

- Des milliers de casques bleus entreraient en Irak pour permettre à des centaines d'inspecteurs aidés de vols d'observation continus de poursuivre leur mission jusqu'au désarmement complet du pays.
- Le ciel irakien serait totalement interdit à l'aviation de Saddam Hussein.
- Des sanctions seraient prévues pour punir non plus les Irakiens

mais le dictateur et les siens en cas de violation des différentes mesures édictées par l'ONU.

- Un tribunal spécial des Nations unies sanctionnerait les atteintes aux droits de l'homme perpétrées par le régime.
  - Saddam Hussein, écrit l'hebdomadaire, « demeurerait formellement à la tête du pays ».
- Si, du fait de ce traitement, le régime de Saddam Hussein finissait par « implorer », selon l'expression prêtée à un conseiller de Gerhard Schröder par *Der Spiegel*, personne ne s'en plaindrait. Mais, « contrairement aux faucons américains, cette issue ne serait pas l'objectif de l'exercice ».



# Turcs et Kurdes divergent sur l'après-Saddam Hussein

## EXPLICATIONS

**F**ace à une guerre à ses frontières, la Turquie se retrouve dans une situation pleine d'ambivalence. Membre de l'Otan depuis 1952, le pays est un allié traditionnel des États-Unis, y compris le nouveau gouvernement AKP issu des élections de novembre. Mais la Turquie redoute les effets de la guerre, à la fois économiques et géopolitiques.

L'accord passé avec les Américains prévoit le déploiement d'un premier contingent de techniciens et d'ingénieurs américains pour rénover et mettre aux normes des bases militaires aériennes et des ports du pays, pendant une période de trois mois, afin qu'ils puissent servir à une intervention contre l'Irak. Quelque 3 500 GI's pourraient arriver prochainement en Turquie, selon la presse du pays. Le Parlement turc doit encore se prononcer, le 18 février, sur un feu vert plus large.

Mais l'autorisation a un prix. « La guerre du Golfe, en 1991, a coûté très cher à notre pays, rappelle l'influent homme d'affaires Aldo Kaslowski, numéro deux de l'organisation patronale turque Tüsiad. Nous avons dû mettre fin au commerce important que nous avions avec l'Irak, sans compensation. Les Américains nous ont dit : « Vous avez été chics. » Cette fois, nous ne pouvons pas nous permettre de l'être ! »

L'important pour la Turquie, c'est en effet l'après-Saddam Hussein, à la fois chez elle et en Irak. Pour sa propre économie, elle négocie avec Washington une compensation financière pour soulager les effets de la guerre, dont la seule perspective paralyse déjà les investissements et éloigne les touristes. La facture présentée aux États-Unis pourrait s'élever à 15 milliards de dollars (13,76 milliards d'euros) et prendrait la forme d'une garantie de crédit par le Trésor américain.

Pour le nouvel Irak issu de la guerre, la Turquie redoute le dépeçage du pays et la création d'un Kurdistan indépendant. « La priorité la plus importante est d'être impliqué dans la forme que prendra le nord de l'Irak », a déclaré mardi Tayyip Erdogan, le chef du nouveau parti au pouvoir, l'AKP, aux députés de sa formation.

Le chef de l'AKP est revenu sur son opposition initiale à une guerre contre l'Irak, faisant valoir que « si elle (la Turquie) reste hors jeu au début des opérations, il ne sera plus possible de peser sur la suite des événements après les opérations ». Un argument de poids pour l'opinion publique turque, hostile à la guerre mais qui craint une remontée d'actions terroristes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) d'Abdullah Ocalan. « Les autorités turques se sont réparti les rôles, observe un

homme d'affaires français du secteur pétrolier basé à Istanbul. D'un côté, le gouvernement AKP montre qu'il a tout essayé pour préserver la paix, de l'autre, l'armée négocie avec les États-Unis et espère bien administrer le nord de l'Irak après la guerre. » Le premier ministre turc Abdullah Gul, n'en n'a pas fait mystère en déclarant : « Les forces armées turques ne vont pas se battre en Irak, mais leur présence pourrait être nécessaire pour prévenir des massacres, des vagues de réfugiés et l'établissement d'un État (kurde) indépendant. »

De leur côté, les Kurdes d'Irak sont opposés à toute présence militaire de grande envergure sur leur sol de la Turquie, leur ennemi juré. Certes, Ankara dispose déjà d'une base militaire au Kurdistan d'Irak, à la sortie du village de Baramane, au nord. Cette présence fait suite à la signature d'un accord passé avec les Kurdes pour lutter contre les agissements du PKK. Si Ankara devait intervenir massivement au Kurdistan, ce serait interprété par les Kurdes comme une tentative de contrôle de cette zone par la Turquie.

C'est Zalmay Khalizad, envoyé spécial de George Bush d'origine afghane, qui est chargé de ces négociations tripartites délicates. D'un côté, Washington — qui a déjà envoyé des militaires au Kurdistan fin



**Convol turc se dirigeant vers la frontière irakienne. Ankara a renforcé son dispositif militaire sur ses frontières orientales pour pouvoir s'opposer à d'éventuelles tentatives séparatistes des Kurdes.**

janvier — a besoin de la Turquie pour mener une opération contre l'Irak. De l'autre, l'administration Bush s'est engagée auprès des Kurdes à ce qu'ils conservent une forte autonomie après la chute de

Saddam Hussein. La partie est serrée pour concilier des intérêts contraires. Les Kurdes n'ont guère d'atouts à offrir aux Américains. Ils ne peuvent aligner qu'un nombre limité de soldats, peu entraînés et faiblement armés, ainsi que des combattants, les peshmergas, certes aguerris, mais inefficaces face à des chars et des attaques aériennes. Surtout, ils ont le souvenir d'une trahison passée de Washington.

George Bush père avait encouragé les Kurdes à se révolter contre Bagdad, puis les avait abandonnés au milieu du gué.

Aussi, pour rassurer la Turquie, les dirigeants des deux factions kurdes qui contrôlent le nord du pays — le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union démocratique du Kurdistan (UPK) — ont proclamé haut et fort leur attachement à un État unitaire en Irak. Jalal Talabani, chef de l'UPK, a récemment affirmé à Ankara que lorsque « l'armée américaine nous libérera de la dictature irakienne, (...) il ne sera plus question (pour nous) de faire sécession ». Les Turcs

comme les Kurdes ont les yeux rivés sur Kirkouk et Mossoul — que chacun revendique — et dont la région regorge de pétrole.

Lors d'une rencontre tripartite vendredi, Zalmay Khalilzad a mis en garde la Turquie contre une intervention militaire unilatérale, affirmant que « toute action et conflit en Irak doit se faire dans le cadre d'un commandement coalisé ». Il a suggéré, comme compromis, que les troupes turques entrent dans le nord de l'Irak sous commandement américain. « Une insulte ! », a réagi hier Tayyip Erdogan.

Sébastien MAILLARD  
et Agnès ROTIVEL

## Une exaspération croissante s'exprime à Munich

Les échanges entre Américains, Français et Allemands tournent à l'aigre

### MUNICH

de notre envoyé spécial

Rarement dans l'histoire de l'OTAN, les divergences entre les Américains et certains de leurs alliés européens se sont exprimées avec autant d'acrimonie, de hargne parfois, que lors de la 39<sup>e</sup> Conférence internationale sur la politique de sécurité, ce « Davos » annuel de la défense qui s'est tenu, samedi 8 et dimanche 9 février, à Munich. Et cette incompréhension transatlantique, qui se cristallise sur l'attitude de la France et de l'Allemagne, a eu

pour conséquence d'exacerber les divergences entre Européens.

Donald Rumsfeld, le secrétaire américain à la défense, s'est efforcé de faire apparaître la France et l'Allemagne comme deux pays irresponsables. Non seulement ils « baissent les bras devant le danger représenté par les armes de destruction massive de Saddam Hussein mais, en outre, ils mettent en péril la solidarité atlantique, a expliqué en substance M. Rumsfeld.

Relayé par plusieurs sénateurs américains, mais aussi par quelques responsables européens, Donald Rumsfeld a été confronté à la réaction pugnace de Michèle Alliot-Marie, ministre française de la défense, et au plaidoyer passionné de Joschka Fischer, ministre allemand des affaires étrangères. La conférence de Munich s'était pourtant ouverte sur un ton conciliant, les uns et les autres se montrant soucieux de faire baisser la tension. M. Rumsfeld avait évoqué avec humour ses propos sur la « vieille Europe » et les deux ministres européens avaient rappelé avec conviction les liens d'amitié durables qui lient leur pays à l'Amérique. Ces amabilités énoncées, le naturel a repris le dessus. M. Rumsfeld a pressé les Européens de rejoindre les « 90 pays, presque la moitié du monde, soit la plus importante coalition de l'Histoire » qui se dresse contre l'Irak, et a mis en garde la France et l'Allemagne, qui risquent « de s'isoler elles-mêmes, plutôt que d'isoler les Etats-Unis ».

Le secrétaire américain à la défense affirme, par ailleurs, que « la fuite de Saddam Hussein (...) avec sa famille et quelques amis proches » serait son « premier choix », la « priorité » de la communauté internationale devant être « d'entrer en Irak pour y éliminer les armes de destruction massive ».

Le secrétaire à la défense a pris ses distances avec une seconde résolution des Nations unies — « Ce ne serait pas la deuxième, mais la dix-huitième sur l'Irak ! » —, avec l'idée selon laquelle les inspecteurs de l'ONU seraient en mesure de trouver par eux-mêmes les armes de destruction massive irakiennes, avec un éventuel projet d'« endi-

guer » le danger que représente Saddam Hussein, enfin avec une quelconque solution pacifique : « Depuis douze ans, on a tout essayé : la diplomatie n'a pas fonctionné ».

### ATAQUE EN RÈGLE

Dans une série d'allusions à la France et à l'Allemagne, il s'est ensuite livré à une attaque en règle contre ces deux pays. « Il y a plus de différences entre Européens qu'entre les Etats-Unis et l'Allemagne », a-t-il observé, et il y a des pays qui « ont le sentiment d'être plus courageux » s'ils affrontent une superpuissance. Leurs gouvernements « sont davantage préoccupés par les Etats-Unis qu'ils ne le sont par les Etats terroristes ».

Estimant qu'il serait « inexcusable » que des pays s'opposent plus longtemps aux demandes formulées par la Turquie dans le cadre de l'OTAN, il a souligné que ce ne serait pas la Turquie qui, in fine, serait « touchée, blessée, mais l'OTAN ».

Chacun dans son registre, Joschka Fischer et Michèle Alliot-Marie ont maintenu leurs réserves par rapport à la position américaine. Soucieux de corriger l'idée que l'Allemagne serait uniquement pacifiste, le ministre allemand des affaires étrangères a rappelé que Berlin s'est nettement engagé militairement au Kosovo lorsqu'il s'est agi de faire barrage à Slobodan Milosevic.

Pourquoi, aujourd'hui, cette priorité irakienne, s'est interrogé M. Fischer, en faisant référence aux menaces qui découlent du 11 septembre : « Je ne suis pas convaincu ; je ne peux pas convaincre le public allemand si je ne suis pas moi-même convaincu ! », a-t-il insisté. Vous promettez qu'il y aura une « démocratie florissante en Irak », a-t-il poursuivi : « Je n'y crois

pas ! ».

C'est sur un mode nettement plus combatif que M<sup>me</sup> Alliot-Marie a répondu à son homologue américain. « Être alliés, c'est un statut qui implique le dialogue et le respect des partenaires ; cela veut dire qu'on évite les accusations infondées, les assertions mensongères ; être alliés, a-t-elle poursuivi, c'est savoir se con-

sulter pour trouver le consensus ». « Ce n'est pas de dire : « Mon idée est forcément la bonne et ceux qui ne sont pas d'accord avec moi doivent être écartés ou exclus » ; être alliés, cela implique un égal partage, dans la durée, des risques et des responsabilités », a lancé la ministre française. Les « coalitions ad hoc », a-t-elle, d'autre part, rappelés, ont leur intérêt, comme en Afghanistan, mais elles « ne peuvent en aucun cas se substituer à l'Alliance ».

Au fur et à mesure des débats, une véritable ligne de partage s'est manifestée à propos des inspections de l'ONU en Irak. Les Américains ont insisté sur leur inefficacité, contrairement aux Français et aux Allemands, qui ont repris à leur compte l'affirmation de Kofi Annan, le secrétaire général des Nations unies, pour qui, de 1991 à 1998, « les inspecteurs de l'ONU ont détruit beaucoup plus d'armes et d'installations que tous les bombardements de la coalition pendant la guerre du Golfe ».

Plusieurs intervenants favorables à Washington ont fait montre d'une véritable exaspération s'agissant de l'initiative franco-allemande visant à intensifier le régime des inspections de l'ONU, quitte à débêcher sur place des casques bleus de l'ONU chargés de superviser le désarmement de l'Irak. « On ne peut pas faire de progrès en donnant à Saddam Hussein davantage de temps ou en augmentant le nombre d'inspecteurs », a déclaré le vice-ministre de la défense britannique, Adam Ingram.

Laurent Zecchini

Crushing German dissent ■ By William Pfaff

# Why the U.S. fears Europe

**D**espite Secretary of State Colin Powell's brief appearance center-stage last Wednesday, Defense Secretary Donald Rumsfeld was the Bush administration's star of the week, seeking the political destruction of Chancellor Gerhard Schröder and regime change in Germany.

This seems the real current priority of the Bush administration and its more ardent supporters in the press. Germany seems to Washington the vulnerable member of the resistance by "old Europe" to the Bush administration's Iraq policy. France is regarded as a hopeless case.

President George W. Bush can hardly have been surprised that Schröder made opposition to an Iraq war part of his campaign platform in the parliamentary election last September: Bush, too, is a killer politician who knows a winning issue and how to use it. But he is shocked that Schröder has stuck with his promise to the electorate. The U.S. administration and its supporters believe that the precedent the chancellor set by running on an anti-American issue must not be allowed to stand. He must be humiliated as an example to others.

The neoconservative theory that currently governs official thinking in Washington identifies Europe as the principal future rival and potential challenger of the United States. And Germany, whatever its current difficulties, is the most powerful economy in the European Union, and will remain a leader of Europe no matter what happens.

This is the first time that a German government has taken a stand against Washington and refused to back down. The chancellor who does this must not, in the current Washington view, be allowed to get away with it. What Schröder has done is all the more dangerous to Washington because he reflects popular opinion across Europe.

The statement by eight European leaders that was published Jan. 30 in European and American newspapers called for Atlantic solidarity and resolute application of Security Council resolutions, but did not endorse U.S. policy as such.

Its effect was nonetheless to align the conservative governments of Italy and Spain, subsequently

joined by much of Central and Eastern Europe, with traditionally Atlanticist Britain and Denmark, in support of the United States and in opposition to Germany and France.

The letter was meant to split Europe. It actually demonstrated that the split that exists is between politicians and public. While European governments do not have a common foreign policy, on some issues the European public does.

This is important. Prime Ministers Tony Blair of Britain, Silvio Berlusconi of Italy and José Maria Aznar of Spain are all — with qualifications — supporters of President Bush on Iraq, but the people they govern are not. The people can elect new prime ministers, but the prime ministers can't elect new peoples.

There is another split in Europe, a permanent one, between those who want Europe to be a united and autonomous actor in world affairs, and those who are frightened by the possibility that Europe might lose the Atlantic attachment. The latter is true for the former Communist countries, and some of the smaller West European states. It is a force in German opinion.

As there cannot be a wholly independent Europe which does not sooner or later experience some clash of interests or policy with the United States, it follows that only a small number of European states are serious candidates for a European foreign and security alliance capable of playing an influential role in world affairs.

This group consists essentially of the core states of the old European Community, possibly without the Atlanticist Netherlands and Italy, and possibly including Spain — a nation with ambitions, an imperial history, and no great love for the United States.

It follows that while a common European foreign policy — concerned with other than trivial matters — is a quixotic ambition for a 25-member or larger EU, the core European states might conduct a common policy, with France and Germany at its center. Washington sees this as a threat, which in a sense it is. This explains why the Bush administration is determined to crush Germany's dissent on Iraq.

Tribune Media Services International

International Herald Tribune  
Tuesday, February 11, 2003

Le Monde

11 FÉVRIER 2003



« Avec notre sang, nous te protégerons, Saddam ! »

Tikrit, la ville natale de Saddam Hussein, a affiché son soutien au président irakien, samedi 8 février. Plusieurs milliers de membres de l'« Armée Al-Qods » (Jérusalem), ont exprimé leur allégeance à l'homme fort de l'Irak, au cours d'un défilé marquant le 40<sup>e</sup>

anniversaire de l'accession du parti Baas au pouvoir. Les journalistes étrangers avaient été conviés par les autorités à Tikrit (180 km au nord de Bagdad) pour assister au défilé des miliciens scandant : « Avec notre sang, avec notre âme, nous te protégerons, Saddam ! »

Les défilés militaires se multiplient en Irak depuis quelques semaines

# Les soldats de bois de l'armée irakienne

Tikrit :  
de notre envoyé spécial  
Adrien Jaulmes

La grosse caisse marque sourdement la cadence. La musique joue les premières mesures d'une marche militaire célèbre dans le monde arabe depuis l'époque de Nasser, et le défilé commence. Précédées de drapeaux irakiens vert blanc rouge qui claquent au vent, les femmes s'avancent en rangs par huit sur l'avenue principale de Tikrit, la ville d'origine de Saddam Hussein. Elles passent au pied de la tribune aux cris de « Vive Saddam ! ». Certaines portent le voile, d'autres pas. Certaines marchent au pas, d'autre moins. Car l'armée d'al-Qods, baptisée d'après le nom arabe de Jérusalem, n'est pas une armée régulière. Les uniformes sont parfois dépareillés, ornés de brassards et d'écharpes, et les chaussures d'une réjouissante variété.

Sandales, mocassins vernis, bottines et godillots marquent le pas en cadence, avec un mouvement glissé hérité de l'armée

britannique, alors que se succèdent des adolescents à peine pubères et des hommes grisonnants, qui passent en rentrant le ventre et en balançant haut les bras vers l'avant. Les compagnies sont généralement rassemblées par classes d'âges, par provinces d'origine ou par corps de métiers. Défilent ainsi des mécaniciens en combinaisons bleues, des Bédouins en keffieh, qui passent en désordre en brandissant de vieux fusils anglais Enfield et des mousquetons de cavalerie, puis une escouade en masque à gaz.

Pendant deux heures, plus de 35 000 hommes et femmes se succèdent inlassablement. Enfin des véhicules ferment la marche, pick-up bricolés portant des affûts de mitrailleuses, side-cars pétaradants et camionnettes. Coiffé du béret noir du parti Baas, roux et moustachu comme un major anglais, Izzat Ibrahim, vice-président du Conseil de la révolution et numéro deux du régime, salue mécaniquement les troupes du haut d'un balcon baroque. Le 8 février est le jour anniversaire du coup d'État des frères Aref, qui

renversent en 1963 le général Kassem, tombeur de la monarchie irakienne. Le parti Baas prend alors le pouvoir pendant quelques mois, avant d'être évincé par le clan Aref. Mais l'intermède propulse sur le devant de la scène un jeune activiste du parti de retour de son exil en Égypte : Saddam Hussein.

Créée fin 2000 pour « libérer Jérusalem », l'armée d'al-Qods est présentée comme un corps de volontaires, dont ferait partie un tiers de la population irakienne, soit plus de 7 millions de personnes, de tous les âges et de toutes les conditions. Selon les autorités irakiennes, 2 millions et demi de recrues ont déjà terminé leur entraînement dans ce corps. Cette instruction rudimentaire dure deux mois, pendant lesquels sont pris en charge les uniformes, la nourriture et le transport des soldats. L'entraînement ne dépasse cependant pas le maniement des armes légères et les techniques de base du combat à pied.

Les capacités opérationnelles de l'armée d'al-Qods sont donc réduites. Les soldats semblent destinés à des tâches de défense

civile, et de maintien de l'ordre en cas de bombardements américains. Ce qui n'empêche pas les défilés de militaire de se multiplier en Irak depuis quelques semaines. Des parades ont eu lieu à Mossoul, dans le nord du pays, et à Bassora, dans le sud puis à Tikrit. Alors que les menaces d'une attaque américaine se précisent de jour en jour, l'Irak, accusé de détenir des armes modernes de destruction massive, met l'accent sur le soutien populaire du régime, plutôt que sur ses troupes régulières qui restent invisibles.

Il n'y a jusqu'à présent presque pas de préparatifs militaires perceptibles. On aperçoit des embossements pour blindés creusés dans les collines qui entourent Mossoul, face aux régions autonomes du Kurdistan, où les forces spéciales américaines sont déjà déployées. Quelques chars soviétiques et quelques postes de combat sommaires, sortes de levées de terre et de sacs de sable bâtis au bord des autoroutes qui sortent de Bagdad sont aussi visibles.

Selon la télévision irakienne, Saddam Hussein rencontre pourtant quotidiennement les responsables militaires. Au cours de ces réunions filmées, où siège aussi son fils cadet Qoussaï, qui dirige les unités d'élite du régime, et le ministre de la Défense Sultan Hachem Ahmad, Saddam Hussein apparaît étonnement détendu. Dans un décor blanc presque onirique, cigare à la main, il questionne ses officiers sur les préparatifs. « Si l'ennemi persiste à vouloir nous agresser, nous allons lui briser le cou », prévient Saddam Hussein. « Nous souhaitons qu'un conflit militaire à large échelle n'ait pas lieu entre nous et l'Amérique », ajoute-t-il, « mais nous les mettons en garde pour qu'ils n'aient pas l'illusion que l'Irak sera une proie facile », conclut-il.



Le 8 février dernier, des soldats d'al-Qods ont défilé à Tikrit, ville natale de Saddam Hussein, pour fêter le quarantième anniversaire du coup d'état qui a porté le parti Baas au pouvoir. Créée fin 2000, cette armée est présentée comme un corps de volontaires, dont ferait partie un tiers de la population irakienne, de tous les âges et de toutes les conditions. (Photo Naamani/AFP.)

# En Syrie, l'inquiétude secrète du pouvoir alaouite

LE FIGARO MARDI 11 FÉVRIER 2003

**Damas :**  
de notre envoyé spécial  
**Claude Lorieux**

Tranchant sur ses voisins, la Syrie affiche un calme imperturbable malgré la tempête qui s'annonce à ses portes, dans l'Irak voisin.

La Jordanie, l'Égypte et l'Arabie saoudite sont écartelées entre leurs vieilles alliances avec l'Amérique et leurs opinions publiques révoltées par le soutien de George Bush à Israël et son acharnement contre l'Irak. Les attaques de la presse new-yorkaise et les leçons de démocratie venues d'outre-Atlantique ont pris Riad et Le Caire à contre-pied, laissant les gouvernants décontenancés et perplexes sur les intentions du chef de la Maison-Blanche à leur égard.

A s'en tenir aux apparences, rien de tel en Syrie, régime autoritaire toujours inscrit sur la liste américaine des « Etats soutenant le terrorisme », mais qui aide les Etats-Unis à lutter contre Ben Laden, « leur donnant des informations qui ont sauvé des vies américaines », rappelle M<sup>me</sup> Hussaina Chaabane, directrice de la presse au ministère des Affaires étrangères. On dirait que le souffle brûlant de l'actualité glisse sur la carapace du pouvoir alaouite.

Alors que, soucieux d'éviter l'exploitation politique de la guerre par les islamistes, le roi Abdallah II de Jordanie ajourne la date des élections, le président Bachar el-Assad confirme les législatives du 2 mars. A la différence de son voisin et contemporain – les deux appartiennent à la jeune génération des chefs d'Etat arabes –, Bachar el-Assad n'a pas à redouter une montée en puissance des Frères musulmans à la faveur des élections.

La sélection des candidats est conduite par les services de sécurité qui « interviennent et téléphonent pour inciter les uns à se présenter, les autres à retirer leur candidature », témoigne un politicien.

Le Rassemblement national démocratique, qui regroupe

cinq partis, a jugé ce scrutin trop efficacement cadré par le pouvoir pour y participer. Il le boycottera donc. « La loi électorale n'a pas été modifiée ? » déplore son leader ? Hassan Abdel Hazim, l'un des défenseurs des dix intellectuels condamnés l'an dernier.

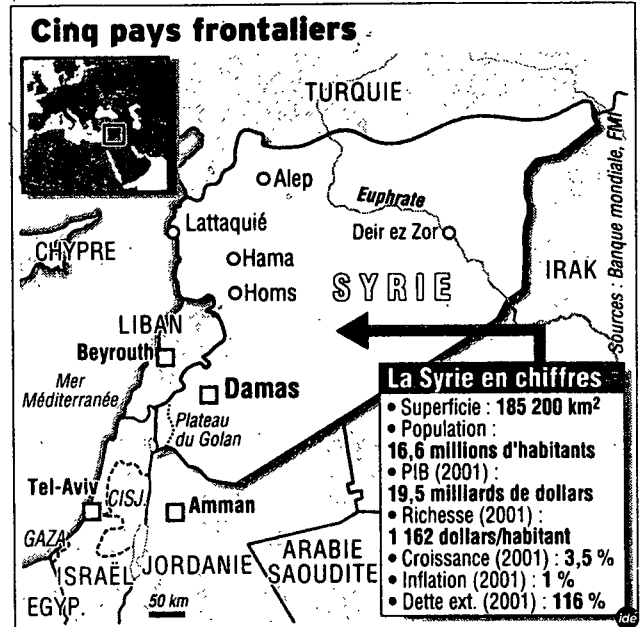
Paradoxalement, il ne sera vraisemblablement pas question de l'Irak pendant la campagne. Un candidat explique qu'« il est très difficile de parler de politique au Proche-Orient et que sur un sujet comme l'Irak on laisse la parole au gouvernement ».

Israël, Irak... le régime affiche la sérénité des consciences en paix. M<sup>me</sup> Hussaina Chaabane explique : « Notre situation en Syrie est plus facile à gérer qu'ailleurs. Nous avons une diplomatie indépendante et notre population l'apprécie. »

A ce stade, tout au moins, le

**Au fil des ans, l'Irak est véritablement entré dans l'économie syrienne. En bouleversant ces flux commerciaux, la guerre ne peut que gêner Damas**

« dossier irakien est d'autant plus facile à gérer que Damas refuse catégoriquement d'envisager publiquement la réalité de la guerre. « Notre diplomatie s'active pour l'écartier », insiste une haute personnalité. Accusé d'avoir violé ce tabou et franchi une ligne rouge, le correspondant à Damas du journal panarabe *al-Hayat*, Ibrahim Hamidi a été embastillé. Il avait révélé « à tort » que Damas se préparait à un afflux de plusieurs centaines de milliers de réfugiés irakiens fuyant les bombardements américains... « Hamidi a touché à la politique étrangère », explique une personnalité à propos d'une arrestation qui risque de ternir l'image d'ouverture que souhaite donner le président Bachar el-Assad. Quant au ministre de l'Information, Adnan Omran, il rétorque qu'en « en France, après tout, il existe des lois qui interdisent au philo-



sophe Roger Garaudy et à l'abbé Pierre de dire des choses que nous autres Syriens considérons comme normales ».

Second couac : après avoir toléré, fin 2002, une manifestation de Kurdes syriens, les Moukhrabarats de la police politique ont arrêté deux de leurs leaders. Malgré les assurances officielles selon lesquelles « les Kurdes sont intégrés dans la société syrienne », existerait-il un problème kurde suffisamment réel pour que les autorités s'inquiètent des retombées éventuelles de la guerre sur cette minorité non arabe ? Hussaina Chaabane s'interroge sur les conséquences non seulement sur la Turquie et l'Iran, mais aussi sur la Syrie de bouleversements en Irak du Nord.

« Les leaders kurdes irakiens Barzani et Talabani disent vouloir un Irak unifié. Mais qu'advient-il si la guerre éclate ? Les engagements de Barzani et de Talabani résisteront-ils à des événements qu'il est aujourd'hui difficile de prévoir ? » Comment affirmer en effet qu'à la différence de leurs cousins de Turquie ou d'Iran, les Kurdes de Syrie seraient insensibles à des change-

ments en Irak du Nord ?

Contrairement à son attitude lors de l'invasion du Koweït en 1990, la Syrie « ne participera à aucune guerre » contre l'Irak. Elle juge que « les Etats-Unis sous-estiment les conséquences d'un conflit sur la région », selon un officiel.

Il y a le dit et le non-dit. Un exemple : les Iraniens craignent, si les Américains tien-

nent l'Irak, d'être entourés d'Etats évoluant dans l'orbite de Washington. Le ministre de l'Information, Adnan Omran, n'évoque pas cette inquiétude à propos de la Syrie. Il rappelle seulement qu'en 1950 Damas avait qualifié la présence de la VI<sup>e</sup> flotte en Méditerranée de menace.

Au fil des ans, et malgré la rivalité historique des partis Baas au pouvoir à Damas et à Bagdad, l'Irak est véritablement entré dans l'économie syrienne. Bagdad a offert un marché important aux productions d'Alep ou de Lattaquié. Le brut irakien qui arrive discrètement par le pipe-line Kirkouk-Méditerranée alimente l'économie syrienne et permet à Damas d'exporter sa production. En bouleversant ces flux commerciaux, la guerre ne peut que gêner le gouvernement du président Bachar el-Assad.

Une invasion de l'Irak ne risque-t-elle pas de provoquer la



colère de la « rue syrienne » ? Un diplomate juge que « la Syrie est le pays arabe le moins vulnérable à l'agitation populaire, mais que les dérapages ne peuvent être exclus ». Un Damascène évoque à ce propos le prêche entendu le vendredi précédent à la mosquée. « On manifeste en Europe et aux Etats-Unis contre la guerre, pas chez nous. Et les Irakiens sont nos voisins. Tenez vous prêts à réagir ! », clamait le cheikh dans ce que ce fidèle qualifiait de « quasi appel au djihad contre les Etats-Unis ».

Il y a plus ! L'Amérique n'est pas seule concernée. Qu'ils prêtent ou non à George Bush l'intention de changer la carte politique du Proche-Orient, les intellectuels arabes s'accordent à penser que la chute du régime irakien ébranlera plus ou moins fortement d'autres systèmes politiques.

Certains s'en réjouissent dans la région. A preuve la confiance d'un intellectuel damascène : « D'Occident, dit-il, vous avez l'impression que tous les Arabes soutiennent Saddam Hussein et l'Irak contre Bush. En réalité, beaucoup pensent qu'il faut que quelque chose se passe. Sinon, rien ne changera jamais ! »

L'écrivain Mîcheî Kilo, une des voix libres de la scène damascène, va plus loin : « La disparition du régime irakien sera très importante pour le régime syrien. Elle ouvrirait une nouvelle phase dans la région. »

Pour l'avocat Haitham Maleh, animateur de l'Association des droits de l'homme, dont le procès doit s'ouvrir ces jours-ci, « le pouvoir est nerveux. Ce qui se prépare est dangereux pour lui ».

Et pourtant, le président Bachar el-Assad conserve une

véritable popularité. Les plus critiques en conviennent. Antoun Makdissi, un des grands anciens des lettres syriennes, dit : « Bachar n'a pas l'envergure de son père. Il est bien, mais il ne peut pas tout faire. »

Dans les milieux proches du pouvoir, on fait valoir que la réforme de l'administration est en route, que celle des structures économiques se met en place, mais que l'« on ne peut pas engager la troisième étape, celle de la réforme politique, avant les deux autres ». Un ancien fonctionnaire constate que « Bachar commence à pénétrer le mur de ciment des mauvaises habitudes ». Le président se donnait deux ans pour changer le pays. Il en aurait dorénavant besoin de cinq, estime un intellectuel. Le contexte régional ne facilite pas les choses, ajoute-t-on. Un industriel s'inquiète que « l'opposition aux réformes soit de plus en plus remuante ». Il

souhaite que « le président brise rapidement les chaînes qui le bloquent ».

Diagnostic pessimiste d'un résident étranger : « La population voulait participer à la vie politique, mais on ne le lui a pas permis. Le régime emprisonne des gens qui ne représentent qu'eux-mêmes et ne sont donc pas menaçants. » Et pourtant, malgré la mise au pas du « Printemps de Damas », la société civile syrienne ne baisse pas complètement les bras. Elle serait même devenue, depuis les attentats du 11 septembre, un « facteur majeur ». « Les gens parlent. Ils ont peur, mais ils parlent », témoigne l'écrivain Michel Kilo.

La façade impassible d'une Syrie immuable se fissure. Selon Michel Kilo, « le régime est inquiet. C'est la première fois depuis trente ans ».

## Les Français restent sceptiques face au réquisitoire de Powell

Le moins que l'on puisse dire, c'est que Colin Powell n'a pas convaincu les Français : seuls 14 % d'entre eux estiment qu'il faut intervenir en Irak.

Un quart des Français pensent que les éléments présentés

par le secrétaire d'Etat américain prouvent que l'Irak dissimule à l'ONU des armes chimiques et à peine plus d'un tiers qu'ils prouvent un lien entre Ben Laden et le régime irakien. Même parmi ceux qui ont cru

aux démonstrations du secrétaire d'Etat, une nette majorité estime que cela n'est pas suffisant pour légitimer une intervention militaire.

Les Français jugent par ailleurs extrêmement positive la divergence franco-américaine sur le sujet, l'estimant positive « pour l'avenir de la place de la France dans le monde ».

« Notre sondage démontre combien les Français sont aujourd'hui partisans d'une forte opposition aux Etats-Unis à propos de la crise irakienne, allant même bien au-delà de la position actuelle de la diplomatie

française, indique Gaël Sliman, directeur adjoint du département « Opinion » de l'institut de sondages BVA. Il est plus que vraisemblable qu'un infléchissement de la position française aurait des répercussions très négatives sur la popularité de Jacques Chirac ».

« En voyant ces résultats, conclut Gaël Sliman, on a le sentiment que Jacques Chirac et la diplomatie française sont allés tellement loin dans leur opposition aux Etats-Unis qu'il serait maintenant très difficile pour eux de faire marche arrière. »

S. K.

## Ben Laden annonce de nouveaux attentats suicides

La guerre annoncée en Irak a fait sortir Oussama ben Laden de son silence. Dans un message sonore que lui attribue la télévision qatarie al-Jezira, le chef terroriste dénonce « les préparatifs des croisés pour réoccuper l'ancienne capitale de l'Islam », Bagdad, et menace les ennemis de l'islam de nouveaux attentats suicides semblables à ceux « qui ont terrorisé les Américains (11 septembre) et les Israéliens (Mombasa au Kenya) comme jamais auparavant ».

Selon lui, une guerre contre l'Irak « viserait tous les musulmans », et pas uniquement le régime de Saddam Hussein. Le milliardaire saoudien a donc émis une fatwa autorisant les musulmans à combattre aux côtés des « socialistes apostats » du parti Baas au pouvoir à Bagdad « contre les croisés ». Et ajouté : « Tous ceux qui coopèrent avec les Américains contre l'Irak sont hostiles à l'islam. »

Ben Laden, qui se cachait toujours dans

la zone tribale pakistanaise, ne s'était pas exprimé depuis le 14 novembre 2002. Pour éviter toute interception, il communique dorénavant par talkie-walkie avec un intermédiaire, qui ignore où il se trouve et qui l'enregistre. Hier, avant la diffusion de ces menaces, Washington avait mis en garde contre une nouvelle campagne d'attentats qui pourraient viser les Etats-Unis et l'Arabie saoudite où se déroule en ce moment le pèlerinage de La Mecque.



## La France est devenue la cible préférée des attaques de l'administration Bush et de ses partisans

WASHINGTON

de notre correspondant

La position adoptée par la France, l'Allemagne et la Belgique, au Conseil de l'Atlantique-Nord, lundi 10 février, a fait monter d'un degré l'exaspération qui se fait entendre, aux Etats-Unis, à l'égard des alliés européens hostiles à une guerre en Irak. George Bush, à qui on demandait s'il était en colère, a répondu qu'il était seulement « déçu que la France empêche l'OTAN de venir en aide à la Turquie ». « Je pense que cela affecte l'alliance de façon négative », a ajouté M. Bush. Observant que « la France est une amie de longue date des Etats-Unis » et que les deux pays « ont beaucoup de choses en commun », le président américain a regretté la « décision à courte vue » prise par Paris, et souhaité qu'elle soit « reconsidérée ».

Plus tôt dans la journée, Donald Rumsfeld, secrétaire à la défense, avait souligné que le rapport des forces était de 16 contre 3 au sein de l'OTAN, et déclaré « inexcusable » le comportement des trois pays récalcitrants. Il a indiqué, aussi, que les Etats-Unis aideraient la Turquie dans le cadre de leurs relations bilatérales. Les dirigeants américains affirment que ce qui est en question n'est pas l'Irak, mais la protection que l'alliance doit à un de ses membres, en l'occurrence la Turquie. Ils estiment, en outre, que les divergences entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne d'un côté, la France et l'Allemagne, de l'autre, renforcent Saddam Hussein.

M. Bush a rejeté les concessions faites par l'Irak, la dernière en date étant, lundi, l'autorisation de survol du territoire par des avions de surveillance américains, russes et français. « La raison pour laquelle nous avons besoin de ces [avions] U-2, c'est qu'il ne désarme pas », a déclaré le président américain en

parlant de Saddam Hussein. « Il cherche seulement à gagner du temps », a ajouté M. Bush, après un entretien avec le premier ministre australien, John Howard, qui soutient la position américaine. Le porte-parole du département d'Etat, Richard Boucher, a déclaré insignifiants les autres gestes irakiens, annoncés à Bagdad, la veille, par les chefs des inspections, Hans Blix et Mohamed ElBaradei.

Les dirigeants américains estiment en outre que la proposition française et allemande, approuvée par la Russie, de renforcer les inspections, n'a pas de sens. Comme l'a dit, dimanche, le secrétaire d'Etat, Colin Powell, ou bien les Irakiens acceptent de désarmer, et il n'est pas nécessaire d'envoyer davantage d'inspecteurs pour le constater ; ou bien ils refusent, et ce ne sont pas les inspecteurs, quel que soit leur nombre, qui les feront changer d'avis.

### « SINGES CAPITULARDS »

Alors qu'une épreuve de force diplomatique est engagée avant le nouveau rapport que M. Blix et M. ElBaradei doivent faire, vendredi, au Conseil de sécurité, le gouvernement américain et ses partisans mettent en cause particulièrement la France devant l'opinion.

Ainsi M. Bush, interrogé sur ce qui s'était passé à l'OTAN, a-t-il désigné du doigt la France, et non l'Allemagne ou la Belgique. Le terrain a été préparé par des journaux et des éditorialistes conservateurs qui, depuis une quinzaine de jours, se sont spécialisés dans les attaques haineuses non seulement contre le gouvernement français, mais contre les Français en tant que tels.

Le *Wall Street Journal* a ainsi publié dans ses pages « débats », le 6 février, un dessin représentant un Français, muni du béret caracté-

ristique, mais avec une tête de rat. Le dessin accompagnait un article d'un essayiste anglais vivant aux Etats-Unis, Christopher Hitchens, décrivant les Français comme un peuple de lâches et de corrompus.

Le *Weekly Standard*, hebdomadaire néoconservateur, a publié plusieurs articles et éditoriaux présentant Jacques Chirac et son gouvernement comme alliés de Saddam Hussein pour des raisons économiques – le pétrole – et les Français comme des antisémites.

La *National Review*, autre magazine de droite, qualifie les Français de « singes capitulards amateurs de fromages ». L'éditorialiste George Will, qui écrit dans le *Washington Post* et l'hebdomadaire *Newsweek*, appartenant au même groupe, et qui s'exprime aussi sur la chaîne de télévision ABC, a écrit qu' Dominique de Villepin est un personnage « oléagineux » et que personne ne sait combien il faut de soldats pour défendre Paris, « car il y a si longtemps qu'on n'a pas essayé ! ».

Le thème de la lâcheté et de l'es-

prit munichois revient constamment dans ces attaques, de même que l'accusation d'avoir laissé les troupes allemandes envahir le pays sans combattre en 1940. Lundi, un quotidien de New York, le *New York Post*, apostrophait les Français, en première page, avec ces mots : « Nous nous sommes fait tuer pour vous ! », référence au débarquement du 6 juin 1944.

M. Powell a fait écho aux caricatures antifrançaises lorsqu'il a déclaré, dimanche, sur ABC, que les inspecteurs de l'ONU n'ont pas pour fonction de « jouer les détectives ou les inspecteurs Clouseau ». L'inspecteur Clouseau est le personnage principal de « La Panthère rose », une série de films comiques où Peter Sellers, avec moustache et gabardine, incarne un policier français prétentieux et ridicule.

Concentrer les attaques sur la France semble permettre de diminuer, aux yeux de l'opinion américaine, les difficultés auxquelles se heurte le gouvernement Bush. « Les Français ont des accords économiques avec Saddam Hussein et ils s'opposent systématiquement à la puissance américaine », déclarait sur la chaîne publique PBS, lundi soir, James Wosley, ancien directeur de la CIA. Le sous-entendu est que, dans ces conditions, les objections françaises à la politique de M. Bush sont sans valeur.

Patrick Jarreau

Le Monde

12 FÉVRIER 2003

### Le soutien à une guerre en Irak se renforce

Le soutien des Américains à la politique irakienne de George Bush, même dans le cas d'un conflit, s'est renforcé depuis le discours du président américain sur l'état de l'Union, le 28 janvier, et celui de Colin Powell devant le Conseil de sécurité de l'ONU, le 5 février. Selon un sondage effectué pour ABC News et le *Washington Post*, du 6 au 9 février auprès de 1 001 personnes, le taux d'approbation de M. Bush, qui avait régulièrement baissé depuis le 11 septembre 2001 jusqu'à atteindre 62 % fin janvier, est remonté à 64 %, contre 34 % qui désapprouvent sa politique. 66 % (contre 31 %) des personnes interrogées sont prêtes à soutenir une action militaire pour chasser Saddam Hussein ; 50 % (contre 47 %) sont prêtes à le faire, même si l'ONU s'y oppose ; le soutien à une intervention armée remonte à 57 % (contre 40 % qui y seraient opposés) si, en dépit de l'opposition de l'ONU, quelques alliés comme la Grande-Bretagne, l'Australie et l'Italie soutenaient les Etats-Unis.

Près de 7 Américains sur 10 sont convaincus que l'Irak a des armes chimiques et biologiques, et 6 sur 10 qu'il cherche à se doter d'armes nucléaires.

### L'antiaméricanisme européen en débat

Pendant que les Français s'interrogent sur l'image que se forment d'eux les Etats-Unis à l'occasion de la crise irakienne, des Américains se préoccupent des sentiments d'hostilité soulevés, à l'étranger, par leur politique. Dans son édition du 11 février, le *Washington Post* publie une enquête sur l'antiaméricanisme en Europe de l'Ouest, intitulée « Sarcasmes d'outre-Atlantique ». L'auteur de l'article, Glenn Frankel, prend pour exemple l'Allemagne, la France et « même la Grande-Bretagne, le plus cher allié des Etats-Unis ».

Bien qu'« émotionnel, spontané et contradictoire », « sans chef, ni programme ni idéologie » et même sans appellation revendiquée, « l'antiaméricanisme ouest-européen se répand », écrit-il, « débordant les habituels intellectuels de gauche et les universitaires » pour toucher une géographie politique plus large. Né des désaccords avec la politique américaine à l'égard de l'Irak après les attentats du 11 septembre 2001, ce « sentiment s'est rapidement élargi pour inclure un sens plus général de l'aliénation à l'égard de la société américaine », estime l'auteur.

Prises de Bec

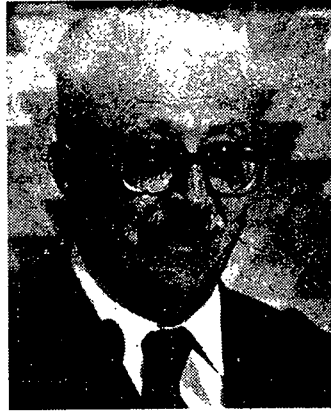
Tarek Aziz

# Le ministre de l'extérieur

*L'inamovible voix de son maître Saddam est de religion chrétienne, mais n'est pas toujours très catholique.*

Le Canard Enchaîné 12 février 2003

« **L** E F A C - T E U R », disait de lui l'ancien conseiller de Gorbatchev Evguéni Primakov, ce qui, dans sa bouche, ne se voulait pas flatteur. Dès qu'il s'agit du « vice-Premier ministre (irakien) chargé des Relations extérieures de l'Etat et du parti (unique) Baas », Tarek Haziz (ou Aziz), soixante-sept ans, on retombe inmanquablement sur la même question : joue-t-il les simples factotums ou pèse-t-il d'un poids plus consistant à Bagdad ? La réponse se situe dans un entre-deux : notre ami est depuis des lustres pour l'extérieur la voix de son maître Saddam, mais il assure la fonction avec un brio et une connaissance des dossiers dont nul autre n'est jugé capable en Irak.



Il n'y a pas un an et demi, d'aucuns l'avaient enterré un peu vite. Son fils Zyad Tarek Haziz (un autre, une vraie surprise, se prénomme Saddam) venait de se faire placer en résidence surveillée pour encaissement - indu - de pots-de-ven de sociétés étrangères. La plainte émanait - on se pince ! - des rejetons de Saddam, et plus particulièrement du violent fiston Oudaï. Oudaï Hussein dénonçant la corruption, c'est un peu comme (le défunt) Francis le Belge dénonçant le grand banditisme ! Aujourd'hui oublié, l'épisode n'a pas vraiment nui à papa Tarek. De-

puis des mois, il ne se passe pas de jour qui ne le montre, à la télé de Bagdad, au côté du Raïs. Pour les jours sans, prière de se reporter aux photos de la presse écrite.

Voilà très exactement quarante ans qu'Haziz côtoie Saddam. Il l'a croisé, dit-il, pour la première fois en 63 à un congrès du Baas. Le début d'un long compagnonnage fourni. Dès 72, Tarek, qui était, bien sûr, du coup d'Etat de 68, devient ministre de l'Information. Il passe ensuite à la Culture, puis aux Affaires étrangères, qu'il abandonne huit ans plus tard. Officiellement pour couvrir plus tendrement encore ses premiers petits-enfants. Plus sûrement, parce qu'il faut bien que quelqu'un paie - un tout petit peu - pour la gigantesque dégelée de 1991. Il n'en perd pas pour autant quelques prérogatives. A ce jour, il est tou-

jours membre du Conseil (restreint) du Commandement de la Révolution, alors que le ministre en titre des Affaires étrangères ne l'est pas.

A lire certaines gazettes, Haziz passerait presque pour un personnage romanesque. Plus inspirés encore, certains journalistes lui ont trouvé - pour cause de petite taille, de mine ronde et de moustache frétilante - un faux air de Charlie Chaplin, sinon de Greuchon Marx. Cette fois, son sempiternel cigare - un Cohiba, s'il vous plaît - doit y être pour quelque chose. Une habitude contractée, avec Saddam bien sûr, au sommet des non-alignés de La Havane en 79.

Par surcroît, dans un pays dit laïque, mais à très forte majorité musulmane, Tarek est chrétien, de l'historique et multimillénaire communauté des Chaldéens, rattachée à Rome au XVI<sup>e</sup> siècle. Notre homme ne pratique guère, mais il aura tout loisir d'évoquer la dévotion de sa parentèle ce vendredi 14 lors de l'audience, la deuxième en neuf ans, que lui accordera Jean-Paul II, hostile, comme on le sait, à la deuxième guerre d'Irak. Une sorte de dé-marche de la dernière chance.

Avec ses interlocuteurs occidentaux, qu'il aborde dans un anglais sûr, Tarek sait jouer de tous les registres : l'ironie, la colère (d'autant plus noire qu'elle est feinte), la référence historique ou

littéraire, la confiance culinaire (sur l'art d'accueillir le poisson), etc. Un sujet au moins cependant le laisse quasiment muet, mais l'œil furibard (1) : c'est celui des droits de l'homme bafoués dans son pays, « calomnie » évidente de l'impérialisme US. Lui-même n'a pas mis la main à la pâte de la répression, mais il ne s'en est jamais dissocié. Pis, en 80, un attentat raté contre lui sert de prétexte à Saddam pour se déchaîner contre les chiites : entre 500 et 1 000 exécutions sommaires, selon un historien informé (2). Mais Jean-Paul en apprendra sûrement plus vendredi.

Evidemment, depuis quelques semaines, Tarek se fait plus militaire que littéraire. Et multiplie les avertissements sur les « nouveaux Vietnams » que les Américains ne manqueraient pas de déclencher en Irak. Un spectaculaire retour de flamme offensif. Voilà trois ans, interrogé par une télé libanaise, Haziz, quasi déboussolé, confiait qu'il « aimerait finir ses jours dans la ville de la lumière, Paris ». Pour jouer les paisibles retraités des bords de Seine, il n'a peut-être pas choisi le meilleur chemin.

Patrice Lestrohan

(1) Comme a pu, entre autres observateurs, le constater à plusieurs reprises le confrère Patrick Denaud, auteur du tout récent « Irak, la guerre permanente, entretiens avec Tarek Aziz » (Editions du Félin).

(2) Saïd K. Aburish, « Le vrai Saddam Hussein » (Editions Saint-Simon).

## Washington s'inquiète des projets nucléaires de l'Iran

TÉHÉRAN. Après l'annonce, par le président iranien, Mohammad Khatami, de la découverte et de la prochaine exploitation d'une mine d'uranium près de Yazd, dans le centre de l'Iran, puis de la construction de deux usines, près d'Ispahan, qui produiront le combustible destiné à des centrales civiles, les Etats-Unis ont exprimé, lundi 10 février, « leur

grande inquiétude » à propos des projets nucléaires de Téhéran. Le département d'Etat craint que « l'Iran utilise son programme nucléaire supposé pacifique pour faire progresser un programme d'armement nucléaire », a expliqué son porte-parole, Richard Boucher.

A la fin du mois de février, le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Mohamed ElBaradei, doit se rendre à Téhéran pour obtenir que l'Iran, signataire du traité de non-prolifération (TNP), adhère aussi à un protocole additionnel qui autorise des inspecteurs de l'Agence de Vienne à mener des investigations sur des sites suspects. - (AFP)

Le Monde

12 FÉVRIER 2003

# Les Etats-Unis mettent en avant l'« alliance » Bagdad - Al-Qaida

WASHINGTON

de notre correspondant

Colin Powell a prolongé, devant une commission du Sénat américain, mardi 11 février, sa prestation de la semaine précédente au Conseil de sécurité de l'ONU. Présentant aux sénateurs le budget de son ministère pour 2004, le secrétaire d'Etat, dont l'audition était retransmise en direct par les chaînes câblées, a annoncé que la télévision par satellite Al-Jazira allait diffuser une nouvelle déclaration d'Oussama Ben Laden appelant les musulmans à défendre l'Irak.

Pour M. Powell, le chef du réseau terroriste Al-Qaida affirme, dans cette déclaration, son « partenariat avec l'Irak ». Al-Jazira a commencé par démentir ce « scoop » des services de renseignement américains, puis a admis avoir reçu l'enregistrement en question, qu'elle a diffusé mardi soir.

## MENACES IMMINENTES

Pour le gouvernement américain, l'appel de Ben Laden à la solidarité avec l'Irak a deux aspects. D'un côté, il tend à démontrer une collusion entre Saddam Hussein et Ben Laden, et à donner tort à ceux qui mettent en avant une différence de nature, voire une opposition irréductible entre le régime irakien et le fondamentalisme religieux.

Dans sa déclaration du 12 novembre, Ben Laden reprochait aux Etats-Unis la guerre du Golfe et l'embargo sur l'Irak. Cette

fois, a commenté un collaborateur de la Maison Blanche, « au mieux, c'est un terroriste qui fait cause commune avec un dictateur brutal, et, au pis, cela démontre une alliance au service de la terreur ».

D'un autre côté, la déclaration de Ben Laden, considérée comme authentique par les services américains, confirme les informations qui ont amené les autorités à renforcer le niveau d'alerte. Entendu, mardi, par la commission du renseignement du Sénat, George Tenet, directeur de la CIA (Agence centrale de renseignement), a affirmé que les indications recueillies par les services spécialisés sont « les plus spécifiques » depuis septembre 2001. De nouveau, Al-Qaida apparaît comme une menace plus imminente que l'Irak.

M. Tenet a insisté sur le fait que les communications interceptées par les services de renseignement ne révèlent pas un simple « bavardage » entre dirigeants terroristes, mais des intentions précises,

visant les Etats-Unis et l'Arabie saoudite après la fin du Hadj, le pèlerinage à La Mecque qui se termine à la fin de cette semaine. Le directeur de la CIA a précisé que ces conversations évoquent des opérations « comportant l'utilisation de dispositifs de dispersion radiologique, de poisons et de substances chimiques ». La dispersion radiologique désigne ce qu'il est convenu d'appeler une « bombe sale », c'est-à-dire un engin à explosif classique, mais muni d'une charge irradiante.

Robert Mueller, directeur du FBI (Bureau fédéral d'investigation), a déclaré, devant la même commission sénatoriale, qu'Al-Qaida « est, clairement, la menace la plus urgente pour les intérêts américains ». Selon M. Mueller, il y a, aux Etats-Unis, « plusieurs centaines d'extrémistes islamiques liés à Al-Qaida » ; ils s'emploient, a-t-il précisé, à collecter des fonds et à recruter et à former des militants, mais ils pourraient être affectés à des opérations terroristes.

Pour M. Powell, « le lien entre les terroristes et des Etats qui fabriquent des armes de destruction massive ne peut plus être ignoré ».

Les responsables du renseignement et du contre-terrorisme sont allés dans le même sens, M. Tenet affirmant que les informations dont il a déjà été fait état sur la coopération entre Saddam Hussein et Al-Qaida « sont basées sur des fondations solides » et corroborees

par plusieurs sources. Toutefois, le directeur de la CIA, pressé de questions par les sénateurs, a admis ne pas pouvoir affirmer qu'Al-Qaida est « sous le contrôle » de Bagdad. M. Mueller a exprimé la crainte que l'Irak ne fournisse des moyens non conventionnels à Ben Laden, « pendant une guerre avec les Etats-Unis, pour venger la chute de son régime ». Le vice-amiral Lowell Jacoby, qui dirige l'Agence de renseignement de la défense (DIA), a déclaré aux sénateurs que Saddam Hussein pourrait déclencher des opérations terroristes contre les Etats-Unis et contre Israël, soit par ses propres moyens, soit en recourant à Al-Qaida.

En affirmant solidaire de l'Irak, Ben Laden facilite la tâche de George Bush, qui est décidé à invoquer la légitime défense contre Saddam Hussein si le Conseil de sécurité refuse d'autoriser l'emploi de la force. Condoleezza Rice, conseillère du président pour la sécurité nationale, est allée à New York, mardi matin, pour rencontrer, dans les locaux de la mission américaine auprès de l'ONU, Hans Blix, chef des inspections des Nations unies en Irak. Cet entretien n'avait pas été annoncé. Selon la presse américaine, M<sup>me</sup> Rice aurait indiqué à M. Blix que, aux yeux des Etats-Unis, il ne fait aucun doute que l'Irak viole la résolution 1441, comme il a violé les seize résolutions précédentes.

## VOLS DE SURVEILLANCE

Les concessions faites ces derniers jours, en particulier sur les vols de surveillance, sont accompagnées de conditions telles qu'elles ne peuvent être considérées, selon Washington, comme un pas vers le respect des décisions de la communauté internationale.

Les dirigeants américains espèrent toujours que le nouveau rapport que M. Blix et le directeur de l'AIEA, Mohamed ElBaradei, présenteront au Conseil de sécurité, vendredi, justifiera une résolution autorisant le déclenchement des hostilités contre Bagdad. Dans le cas contraire, ils peuvent compter sur Ben Laden.

Patrick Jarreau

## VERBATIM

### « Entraîner l'ennemi dans un combat long et éreintant »

Voici les principaux extraits de la bande sonore attribuée à Oussama Ben Laden et diffusée, mardi 11 février, par la chaîne Al-Jazira.

« Message à nos frères musulmans en Irak. Nous suivons avec une grande inquiétude les préparatifs de guerre des croisés pour réoccuper l'ancienne capitale de l'islam et instaurer un gouvernement fantôme qui suit ses maîtres à Washington et Tel-Aviv, comme tous les autres gouvernements arabes traîtres et collaborateurs. Le combat doit être mené au nom de Dieu et non pas pour assurer la victoire des gouvernements païens omniprésents dans les pays arabes, dont l'Irak. Dieu seul donne la victoire et il faut seulement nous préparer au djihad. »

Nous avons constaté, lors de nos combats contre l'ennemi américain, qu'il compte principalement sur la guerre psychologique et sur les raids aériens massifs pour cacher ses principaux points de faiblesse : la peur, la lâcheté et le manque de combativité des soldats américains. S'ajoute à cela la haine croisée et personnelle de Bush père. La méthode la plus efficace pour minimiser la portée de la puissance aérienne de l'ennemi croisé est de creuser beaucoup de tranchées armées et camouflées.

Nous relevons l'importance d'entraîner les forces ennemies dans un combat long et éreintant car l'ennemi craint la guerre des rues qui peut lui infliger de lourdes pertes humaines. Nous insistons sur l'importance des attentats-suicides qui ont fait leurs preuves en Israël

et aux Etats-Unis. Les musulmans doivent se mobiliser pour se libérer du joug des régimes apostats, asservis par l'Amérique. Parmi les pays qui devraient être libérés figurent la Jordanie, le Maroc, le Nigeria, le Pakistan, l'Arabie saoudite et le Yémen.

Cette guerre croisée concerne en premier lieu tous les musulmans, que le Parti socialiste [Baas] et Saddam [Husseïn] restent au pouvoir ou pas. Les musulmans en général et les Irakiens en particulier doivent se livrer sérieusement au djihad. Dans les circonstances actuelles, il n'y a pas de mal à ce que les intérêts des musulmans convergent avec ceux des socialistes dans la lutte contre les croisés, même si nous croyons et déclarons que les socialistes sont des apostats. »

## Les vingt-six Kurdes de Bordeaux régularisés par l'Ofpra

L'ambiance était hier matin à la fête à Bordeaux, dans le local paroissial où 26 Kurdes de Turquie sans-papiers venaient de recevoir chacun une lettre de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) lui annonçant qu'il bénéficiait du droit d'asile politique. Ils vont pouvoir désormais travailler légalement, car nombre d'entre eux étaient employés clandestinement sur des chantiers en cours dans le centre de Bordeaux.

Pour la plupart déboutés une première fois par l'Ofpra, ils avaient mené une grève de la faim pendant 38 jours et n'avaient arrêté leur mouvement que pour que la préfecture accepte de rouvrir leurs dossiers. La grève de la faim, largement médiatisée en Turquie, constituait selon l'administration un fait nouveau autorisant une nouvelle procé-

dure. Trois agents de l'Ofpra s'étaient donc rendus à Bordeaux à la fin du mois de janvier pour auditionner les demandeurs.

L'histoire se termine bien pour les Kurdes de Bordeaux, mais elle a jeté le trouble parmi les associations locales. Certaines étaient en effet opposées à la grève de la faim et à l'action collective des Kurdes. Le 21 octobre, l'archevêché de Bordeaux avait accepté d'accueillir le groupe. à sa demande,



mais s'était désolidarisé en considérant que la grève de la faim rompait l'engagement des Kurdes. La Cimade a d'ailleurs préféré rester à l'écart du dossier. La lutte collective des Kurdes a payé. Elle devrait donner des idées aux sans-papiers qui se heurtent ailleurs au principe du cas par cas en matière de régularisation imposé par Nicolas Sarkozy.

Divided over Iraq ■ By Thomas L. Friedman

## Forge a trans-Atlantic compromise for unity's sake

**WASHINGTON**  
The tension that is now rising within the Western alliance, NATO and the United Nations over how to deal with Iraq is deeply disturbing. It raises fears that the postwar security system, which stabilized the world for 50 years, could come unglued if America intervenes alone in Iraq. At the birth of this security system, Secretary of State Dean Acheson wrote a memoir titled "Present at the Creation." Can we deal with Iraq and still ensure that Secretary of State Colin Powell's memoir is not titled "Present at the Destruction"?

Yes, we can — if the Americans, the Russians, the Chinese and the French all take a deep breath, understand our common interests and pursue them with a little more common sense and a little less bluster.

That means the Bush hawks need to realize they cannot achieve their ultimate aim of disarming and transforming Iraq without maximum international legitimacy. And the Euro-doves need to realize they cannot achieve their aims of a peaceful solution in Iraq and preserving the United Nations and the whole multilateral order without a credible threat of force against Saddam Hussein.

Let's start with the Bush hawks. The first rule of any Iraq invasion is the pottery store rule: You break it, you own it. We break Iraq, we own Iraq — and we own the primary responsibility for rebuilding a country of 23 million people that has more in common with Yugoslavia than with any other Arab nation. I am among those who believe this is a job worth

doing, both for what it could do to liberate Iraqis from a terrible tyranny and to stimulate reform elsewhere in the Arab world. But it is worth doing only if we can do it right. And the only way we can do it right is if we can see it through, which will take years. And the only way America can see it through is if it has the maximum number of allies and UN legitimacy.

The United States doesn't need a broad coalition to break Iraq. America can do that on its own. But the United States does need a broad coalition to rebuild Iraq, so that the American taxpayer and army do not have to bear that full burden or be exposed alone at the heart of the Arab-Muslim world. If President George W. Bush alienates the allies from going to war — the part we can do alone — he will deprive himself of allies for the peace — the part where America will need all the friends it can get.

Saddam would never have let the UN inspectors back in had Bush not unilaterally threatened force. But if Bush keeps conveying to China, France and Russia that he really doesn't care what they think and will go to war anyway, their impulse will be to never come along and just remain free riders.

The allies also have a willful blind spot. There is no way their preferred outcome, a peaceful solution, can come about unless Saddam is faced with a credible, unified threat of force. The French and others know that, and therefore their refusal to present Saddam with a threat only guarantees U.S. unilateralism and undermines the very UN structure that is the best vehicle for their managing U.S. power.

LE FIGARO MERCREDI 12 FÉVRIER 2003

Herald Tribune  
February 13, 2003

We need a compromise. America needs to say to the French, Russians and Chinese that it will stand down for a few more weeks and give Saddam one last chance to comply with the UN disarmament demands — provided they agree now that if Saddam does not fully comply they will have the UN authorize the use of force.

If war proves inevitable, it must be seen as the product of an international decision, not an American whim. The timing cannot be determined by the weather or the need to use troops just because they are there. You cannot launch a war this important now simply because it's going to be hot later. I would gladly trade a four-week delay today for four years of allied support after a war. I would much prefer a hot, legitimate, UN-approved war with the world on

America's side to a cool, less legitimate war that leaves Americans owning Iraq by ourselves.

France, China and Russia have to get serious, but so does the United States. The Bush talk that America can fight this war with just a "coalition of the willing" — meaning Latvia, Lithuania and Estonia — is dangerous nonsense. There is only one coalition that matters to the average American and average world citizen. It is one approved by the United Nations and NATO. America may not be able to garner it, but needs to be doing everything it can — everything — to try before it goes to war.

Why? Because there is no war we Americans can't win by ourselves, but there is no nation we can rebuild by ourselves — especially Iraq.

## La Grande-Bretagne dénonce les « attermoissements » franco-allemands

### LONDRES

de notre correspondant

La photo des GI débarquant sur les plages de Normandie s'étale à la une du *Daily Mail*, journal de droite populiste et deuxième tirage de la presse britannique. Elle est surmontée d'un titre accusateur : « Monstrueuse ingratitude » et barrée d'un rappel historique : « 135 576 soldats sont morts pour libérer l'Europe pendant la deuxième guerre mondiale ».

Le journal exprime son « mépris absolu pour l'ingratitude honteuse et abominable de nos prétendus alliés, la France et l'Allemagne » et recommande à ses lecteurs : « Ne faites jamais confiance aux Belges. » Pour le *Mail*, les trois pays qui ont provoqué la crise au sein de l'OTAN forment « un trio misérable ». Le *Sun*, premier tirage national, évoque la « trahison » de « la bande des trois » et clame « Honte à vous, Chirac », sur fond d'une autre photo normande, celle d'un cimetière militaire.

Au contraire, le *Mirror* (gauche), farouchement hostile à la guerre, rend hommage à l'Europe « audacieuse ». La presse tabloïd de droite ne pouvait laisser passer une si belle occasion de vitupérer, dans un même élan atlantiste, deux de ses cibles favorites : l'Allemagne et la France. Son déchaînement en dit tout de même long sur l'ampleur des divergences irakiennes entre Londres d'un côté, Paris et Berlin de l'autre. « Il est clair que certains pays ne sont pas sur la même longueur d'onde que nous », reconnaissait mardi 11 février le porte-parole de Tony Blair, qui avait pourtant tenté la veille de minimiser la crise au sein de l'Alliance.

Mais pour Londres, ce sont Paris, Berlin et Bruxelles qui sont isolés : « Nous sommes dans une situation

où 16 des 19 membres de l'OTAN ont un point de vue, et 3 sur 19 ont un point de vue différent. » Le chef de la diplomatie britannique, Jack Straw, a souligné mardi que son gouvernement « n'était pas d'accord avec la position prise par la France, l'Allemagne et la Belgique » à l'OTAN.

### « C'EST UNE AFFAIRE GRAVE »

« Dans le cadre du traité de l'OTAN, si un Etat membre s'estime menacé, il est en droit de solliciter le soutien des autres membres de l'Alliance. Ce soutien doit être fourni. C'est la raison d'être de l'Alliance. Nous voulons voir cette crise réglée. » Le secrétaire au Foreign Office a fait ces commentaires au terme d'un discours devant l'Institut international d'études stratégiques de Londres, où il venait de se dire « très préoccupé » par la crise au sein de l'OTAN : « C'est une affaire grave. L'immobilisme face à une menace pesant sur un pays membre risque d'entamer les engagements

son comportement d'une quelconque façon. Elles ne marcheront pas.

Une zone d'exclusion aérienne totale exigerait l'immobilisation complète et permanente de l'armée de l'air irakienne, autrement dit une coopération encore plus grande que celle requise par la résolution 1441. » Quant au déploiement de casques bleus de l'ONU — une idée dont Paris et Berlin ont démenti la paternité —, « il supposerait que l'armée irakienne reste dans ses casernes, et, à nouveau, un degré de coopération active infiniment plus grand que tout ce qui a été manifesté jusqu'ici ».

Pour Jack Straw, les choses sont plus simples : « Si Saddam se plie aux exigences de l'ONU et coopère rapidement, à quoi servirait-il d'avoir un plus grand nombre d'inspecteurs ? S'il maintient son refus de coopérer, en quoi cela serait-il utile ? Des virus mortels peuvent être produits dans un local équivalent à un salon de taille moyenne. En l'absence d'une coopération irakienne, même si l'on multipliait par mille les capacités des inspecteurs, nous ne pourrions pas établir avec la moindre fiabilité que l'Irak a désarmé. »

Londres ne juge toujours pas la guerre « inévitable ». « Nous devons, a souligné M. Straw, déployer tous les efforts possibles, même à ce stade tardif, pour l'éviter,

pour forcer Saddam à se rendre compte qu'il doit obtempérer, pour lui proposer ainsi qu'à son entourage la porte de sortie de l'exil. Si une action militaire s'avère nécessaire, d'immenses efforts seront faits pour nous assurer que la souffrance du peuple irakien soit aussi limitée que possible. » En attendant, « les arguments en faveur d'une deuxième résolution seront écrasants » si le prochain rapport des inspecteurs, vendredi, « confirme » que l'Irak est toujours en situation de « violation

patente » de ses engagements envers l'ONU.

Ce langage officiel ne « passe » toujours pas auprès des Britanniques. Selon un sondage publié mardi par le *Times*, 34 % seulement des personnes interrogées estiment que Washington et Londres ont produit des arguments assez convaincants pour justifier une guerre ; 86 % d'entre elles souhaitent que les inspecteurs disposent de plus de temps. Cette enquête révèle aussi une chute de popularité des travaillistes, au plus bas depuis dix ans, et surtout une érosion de la confiance du public en Tony Blair.

Jean-Pierre Langellier

## Le Monde

13 FÉVRIER 2003



« Même si l'on multipliait par mille les capacités des inspecteurs, nous ne pourrions pas établir [...] que l'Irak a désarmé »

JACK STRAW

solennels qui sont à la base du traité et de saper les relations transatlantiques en matière de défense. »

Dans ce même discours, M. Straw a rejeté les propositions franco-germano-russes de renforcement des inspections en Irak, qui ne sont, selon lui, qu'« une recette pour des attermoissements et des délais ». « Rien dans le passé de Saddam Hussein, a-t-il poursuivi, ne peut nous faire croire que la moindre de ces propositions pourrait changer



**IRAN** Alors que le « rêve américain » fait recette parmi les enfants de la révolution islamique

# Les mollahs durcissent leur discours contre Bush

Derrière les cérémonies officielles, le 24<sup>e</sup> anniversaire de la révolution, qui vient d'être célébré à Téhéran, a perdu sa ferveur d'antan. A l'heure où l'Iran durcit son discours contre les Etats-Unis, les Iraniens sont les premiers consommateurs de culture américaine.

**Téhéran :**  
de notre correspondante,  
Delphine Minoui

« Mort à l'Amérique, mort au Grand Satan ! » Perché sur un camion rouge, un mollah, turban blanc sur la tête et keffieh autour du cou, hurle dans son haut-parleur. En plein cœur de l'avenue de la Révolution, il est suivi par une dizaine de *bassidjis* (miliciens islamistes), venus célébrer à Téhéran les vingt-quatre ans de la révolution islamique.

L'un d'entre eux brandit fièrement une marionnette sans tête de l'oncle Sam. « Nos parents ont fait couler du sang pour lutter contre le chah soumis à l'impérialisme américain. Nous n'allons pas nous laisser récupérer par les Etats-Unis », s'exclame-t-il.

L'Iran, classé dans l'« axe du Mal » et accusé de produire des armes de destruction massive, pourrait bien être le prochain pays sur la liste de George W. Bush, après l'Irak. L'annonce, dimanche, par le président Khatami, de la découverte d'uranium au centre du pays, et la construction de deux nouvelles usines, à Ispahan et Kashan, destinées à la production de combustible pour des centrales nucléaires, n'ont pas manqué de renforcer la grogne américaine.

« Nous continuons d'avoir de grandes inquiétudes sur le fait que l'Iran utilise son programme nucléaire supposé pacifique, y compris la construction du réacteur de Bouchehr, pour faire progresser un programme d'armement nucléaire », a déclaré le porte-parole du département

d'Etat, Richard Boucher.

Mais dans un récent discours à la grande prière du vendredi, l'ancien président Rafsanjani n'a pas hésité à montrer que les conservateurs iraniens ne se soumettraient pas au bon vouloir des Etats-Unis, au regard de l'actuelle crise irakienne : « Nous considérons que la présence américaine dans notre région est plus dangereuse que la possession d'armes de destruction massive par Saddam Hussein », a-t-il déclaré à la cantonade.

Cette année, les slogans anti-américains ont rythmé, plus que jamais, les cérémonies commémorant la chute du chah et l'installation de la République islamique. De la distribution de tracts caricaturant le « Grand Satan » aux émissions spéciales à la radio, les autorités iraniennes n'ont pas fait les choses à moitié.

Le mois dernier, la publication du livre de Massoumeh Ebtekar sur la prise d'otage à l'ambassade américaine en novembre 1979 a rappelé la longue histoire de la rupture des relations diplomatiques avec l'Amérique. En septembre dernier, la justice conservatrice irannienne a également marqué le coup en arrêtant les membres d'un institut de sondage dont

l'enquête révélait que les trois quarts des Iraniens étaient favorables à une reprise des négociations avec les Etats-Unis.

Difficile pourtant d'étouffer une réalité bien criante, dans un pays où tout le monde se vante d'avoir un cousin aux Etats-Unis. La capitale iranienne est peut-être l'une des rares villes du monde où le « rêve américain » ait encore son sens. Sur tout auprès de la nouvelle génération, ces fameux « enfants de la révolution », qui représentent plus de 60 % de la population, et qui ne se reconnaissent pas dans les valeurs révolutionnaires. Musique, vêtements, objets de décoration. Tout ce qui est marqué « made in USA » est accueilli comme du pain béni.

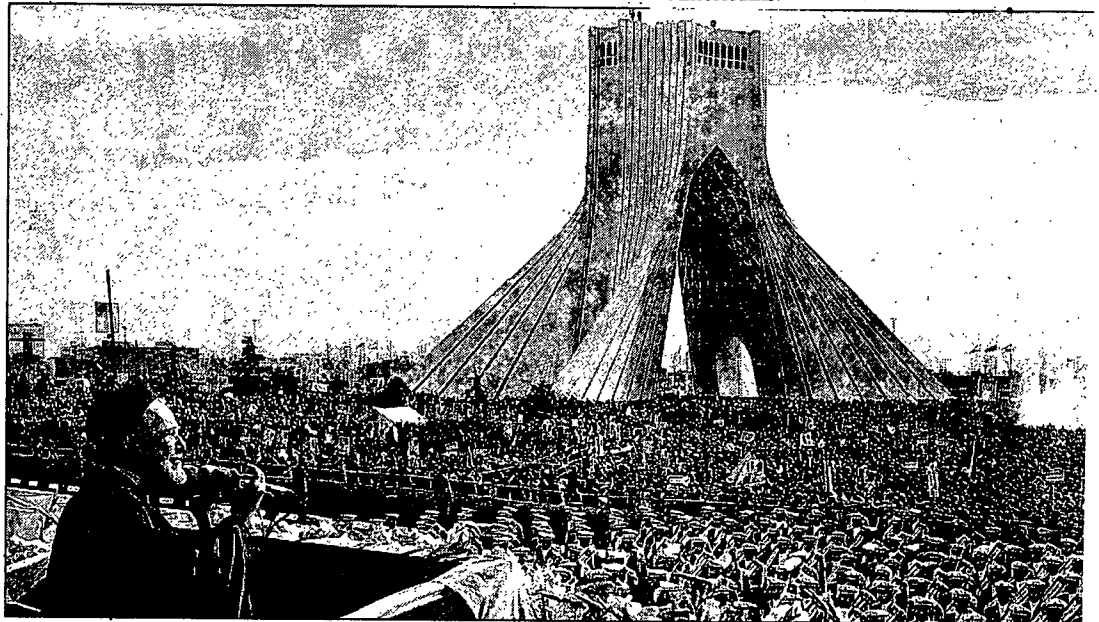
Le cortège révolutionnaire de mardi, parti de la place de la Révolution pour rejoindre l'avenue du même nom, en est la meilleure illustration. A quelques mètres du camion du jeune mollah, les petits vendeurs de rue faisaient écho en bradant leurs canettes... de Coca-Cola. Les Iraniens ont fait de cette boisson gazeuse leur breuvage quotidien. Si des milliers de fidèles se sont empressés, avant-hier, comme tous les ans, vers la place Azadi, les rues de Téhéran n'ont jamais été aussi vides. La

plupart des Iraniens de la capitale ont profité des vacances révolutionnaires pour s'échapper sur les chemins de randonnée, le long des montagnes qui entourent Téhéran.

Les plus fortunés ont choisi l'option Dubaï. A une heure en avion de Téhéran, ce petit Los Angeles au milieu du désert des Emirats Arabes Unis est devenu la destination la plus prisée des jeunes branchés iraniens. Pour cette semaine, toutes les compagnies aériennes affichent complet sur cette destination. Là plupart d'entre elles avaient pourtant doublé leurs vols.

Vingt-quatre ans après la révolution, la lassitude des iraniens face à un régime qui ne parvient pas à satisfaire leurs attentes trouve finalement son écho dans une consommation à outrance de tout ce qui vient des Etats-Unis.

Pour preuve : le succès de l'Internet, mais aussi des chaînes de télévision par satellite de la diaspora iranienne, exilée en Californie. A l'appel de l'une d'entre elles, des centaines d'Iraniens (surtout des femmes et des jeunes) s'étaient rassemblés à trois reprises, bougie à la main, sur une place du nord de Téhéran, après les attentats du 11 septembre, pour apporter leur soutien aux Américains.



Le président Khatami s'adresse aux Iraniens à l'occasion du vingt-quatrième anniversaire de la révolution islamique. Cette année, les slogans anti-américains ont rythmé, plus que jamais, les cérémonies commémorant la chute du chah. (Photo Hasan Sarbakhshian/AP.)



## Washington critique avec modération l'interdiction d'un parti kurde turc



WASHINGTON, 13 mars (AFP) - 0h53 - Les Etats-Unis ont très modérément critiqué, pour le "principe", l'interdiction jeudi du principal parti kurde de Turquie, le Hadep, par la Cour constitutionnelle turque.

"Par principe, les Etats-Unis considèrent que la fermeture d'un parti loyal envers les principes et les pratiques démocratiques est contraire aux normes internationales en matière de démocratie", a déclaré une porte-parole du département d'Etat, Brenda Greenberg, sans mentionner directement ce parti.

"Nous ne sommes pas en mesure de faire une évaluation des motivations légales de cette affaire", a-t-elle affirmé, en ajoutant que Washington "ne soutient ni ne s'oppose à aucun parti turc" et "n'intervient pas dans les processus intérieurs, politiques ou judiciaires", de ce pays.

L'interdiction par la Cour constitutionnelle, au terme d'une longue procédure judiciaire, du Parti de la Démocratie du peuple (Hadep) intervient à un moment où les tensions s'accroissent dans le sud-est anatolien en raison des rumeurs de guerre contre l'Irak voisin.

Elle risque par ailleurs d'être mal accueillie par les autorités européennes qui reprochent à Ankara des manquements à la démocratie alors que le pays est candidat à l'Union européenne (UE).

Les Etats-Unis tentent actuellement d'obtenir de la Turquie l'autorisation de déployer quelque 60.000 hommes pour ouvrir un front nord contre l'Irak dans la perspective d'un conflit avec Bagdad.

Le parlement a rejeté une première motion sur ce sujet, le 1er mars dernier, mais pourrait être amené à revoir sa position. Washington est prêt à apporter une aide économique spéciale de 6 milliards de dollars à Ankara si ce déploiement est accepté.

---

### Terrorist Turkmen group arrested in South Kurdistan

KurdishMedia.com By Bryar Mariwani February 12, 2003

London: A terrorist group of the pro-Turkish the Turkmen Front Party were arrested in Hawler on the 12th of February, a Kurdistan Regional Government spokesman announced, reported Kerkuk-kurdistan.com.

The terrorist group were members of the Turkmen Front, led by Abdulmir Izzet. The Turkmen Front does not have a party license in South Kurdistan and refuses to recognize the Kurdistan Regional Government.

The terrorist group were armed with varied weapons. The Turkmen group refuses to hand over its military arsenal to the Kurdistan Regional Government.

Observers believe that Turkey supports opportunist people in South Kurdistan to keep its influence in the region. Turkish expansionist attitude undermines the stability of the region. The Turkish aim is to inflate the existence of the Turkmen in the region and look for a scenario similar to that of Cyprus, forgetting that after nearly three decades of occupation, Turkey is losing Cyprus and the Turkish community in Northern Cyprus passionately desire a unification with the south to enter the European Union.

---

AFP February 14, 2003

### Iraqi Turkmen leader warns Kurds

Arbil, Iraq - An ethnic Turkmen leader in northern Iraq has warned the main Kurdish faction here that its drive towards federalism could ignite a civil war, and threatened to call in Turkish military support if the Kurds seek to grab key cities in the event of a US-led invasion.

The president of the Iraqi Turkmen Front, Sanan Ahmet Aga, also accused the Kurdistan Democratic Party (KDP) of conducting a campaign of political intimidation against his minority, saying Ankara must be quick to protect fellow Turks when war breaks out. "If there is any attack on Iraq, it is natural for Turkish soldiers to be here," he said, before adding: "The Kurds should be very careful not to provoke US in a way that leads US to call in the help of other countries."

Ethnic Turkmen groups here have often been accused by the KDP of being a fifth column for their powerful northern neighbour.

Cette guerre a déjà fait des ravages

# Premières victimes: l'Europe et l'Otan

le NOUVEAU  
**Observateur**

13-19 FÉVRIER 2003

● par François Heisbourg\*

Les dégâts collatéraux de l'obsession américaine d'aller de l'avant, de passer par-dessus les oppositions de ses alliés avant même que la guerre n'ait éclaté, sont terribles



**Le Nouvel Observateur.** – *La première guerre du Golfe sanctionnait une violation explicite du droit international et une menace directe pour la paix. La guerre est-elle aujourd'hui le seul moyen d'en finir avec Saddam Hussein ?*

**François Heisbourg.** – Je reviens, traumatisé, de la conférence sur la sécurité de Munich. Jamais la nécessité de jouer le temps et d'épuiser tous les recours avant de déclencher une guerre ne m'a paru aussi fondée. La question que vous posez est double : une guerre contre l'Irak serait-elle légale ? Serait-elle nécessaire ? Légale oui, selon les critères définis par la résolution 1441 dans laquelle la diplomatie française a joué un rôle actif : 1) d'après le premier rapport du chef des inspecteurs, la coopération de l'Irak dans la recherche des armes de destruction massive n'a été ni substantielle ni inconditionnelle ; 2) les éléments de preuves fournis par Colin Powell dans les domaines biologiques et balistiques tendent à montrer qu'il y a eu fausse déclaration. Si demain les Etats-Unis et leur allié britannique voulaient entrer en guerre, ils pourraient donc se baser sur la résolution 1441 qui leur donne une base juridique plus solide que lors de la guerre du Kosovo.

Je réponds de façon très différente à la question de la nécessité. Rien de ce qui a été dit par Hans Blix ou Colin Powell ne permet d'affirmer qu'il y aurait un péril sérieux à autoriser les inspecteurs à poursuivre leur travail avec des moyens renforcés, de façon à permettre des investigations plus approfondies et à obtenir aussi la pleine coopération des Irakiens.

**N. O.** – *De ce point de vue, la proposition qualifiée de « plan franco-allemand » et prévoyant le renforcement du nombre et des moyens des inspecteurs, avec la capacité d'assurer leur propre sécurité sur place, peut-elle constituer une alternative à la guerre ?*

**F. Heisbourg.** – Ce plan ressemble beaucoup à un scénario proposé en septembre 2002 par la Fondation Carnegie pour une paix internationale. Tel qu'il était formulé à l'époque, il pa-

raissait difficile à appliquer. Dans les circonstances actuelles – et autant qu'on puisse connaître les suggestions françaises et allemandes –, c'est une alternative préférable à l'option de guerre. Pour la France, qui réclame une seconde résolution au cas où il y aurait emploi de la force et qui est aujourd'hui prise au mot par les Etats-Unis, ce dispositif lui évite de s'enfermer dans la simple contestation. C'est une stratégie proactive sur laquelle la France peut espérer fédérer des soutiens.

**N. O.** – *Et contre l'« unilatéralisme » américain...*

**F. Heisbourg.** – Attention au terme d'unilatéralisme, il est réducteur : encore une fois, en passant devant l'ONU, les Etats-Unis donnent à leur intervention un fondement juridique plus fort que celui de la guerre du Kosovo.

**N. O.** – *Au cœur de la nouvelle doctrine du président Bush, il y a quand même la légitimation d'une guerre préventive, c'est-à-dire l'unilatéralisme...*

**F. Heisbourg.** – Nous sommes là dans un débat doctrinal compliqué. Le document sur la « National Security Strategy of the United States » de septembre décline en fait la prévention sur le mode de la préemption face à une menace imminente. En clair, il légitime le fait de tirer le premier dès lors qu'un adversaire présente, avec des indices matériels avérés, un danger imminent. Exemple : la guerre des Six-Jours. On n'est pas très loin, dans cette hypothèse, du chapitre « prévention » de la loi de programmation militaire française adoptée il y a quelques semaines. Nous devons en revanche nous méfier de tout ce qui ressemble à la légitimation de l'emploi de la force sans motif visible, clairement identifiable. C'est là où le concept américain de guerre préventive-préemptive trouve ses limites.

En Irak, la volonté de l'Amérique d'atteindre coûte que coûte ses objectifs me semble plus exprimer une politique de puissance qu'un simple unilatéralisme. Ce qui m'a frappé à Munich et d'une façon plus générale dans l'attitude américaine ces derniers temps, c'est cette

volonté sans partage de balayer toute opposition, enrôlant les uns ou divisant les autres au gré de leur intérêt. Les dégâts collatéraux de cette obsession d'aller de l'avant, de passer par-dessus les oppositions de ses alliés avant même que la guerre n'ait éclaté, sont terribles. Voyez l'Otan, divisée entre d'une part les Allemands, les Français, les Belges, d'autre part ceux qu'un responsable démocrate-chrétien allemand a qualifié de « vassaux » de l'Amérique. L'Alliance nord-atlantique est déchirée, donc inopérante. Comme le pacte de Varsovie après la chute du mur de Berlin, elle est en train de devenir une institution vidée de son contenu.

L'Union européenne est également en crise. En jouant sur la fameuse « lettre des huit », signée par les deux tiers des Européens, les Américains ont enrôlé avec une grande intelligence et une totale brutalité contre la « vieille Europe »

leurs alliés traditionnels associés cette fois aux nouveaux membres de l'Union. Ce pilonnage de la vieille Europe a atteint son paroxysme à Munich quand Donald Rumsfeld, le secrétaire d'Etat américain à la Défense, a eu cette phrase extraordinaire : « Les gouvernements qui ne sont pas avec nous dans cette affaire devront bien finir par changer de position, sinon ils auront à en répondre un

jour devant leur électoral. » L'Alliance nord-atlantique cassée en deux, l'Union européenne profondément divisée : à la Convention sur l'Avenir de l'Europe, le président Giscard d'Estaing aura beaucoup de mal à entretenir l'idée que notre continent puisse demain parler sécurité et défense d'une même voix : une politique étrangère commune ou un ministre des Affaires étrangères commun n'ont guère de contenu aujourd'hui.

**N. O.** – *Rien en tout cas qui puisse contrer la puissance de l'empire américain...*

**F. Heisbourg.** – Je préfère l'expression hégémonie. Un empire, c'est quelque chose de fortement territorialisé. Or la puissance américaine ne se fait pas par colonies interposées. L'hégémonie me semble mieux exprimer cette



PH. O. SPA

prise de conscience par l'Amérique de la nature de sa place dans le monde marquée par une forte capacité à se démultiplier. Mais il ne faut pas, comme Paul Kagan, surestimer le pouvoir de l'appareil militaire. Contrairement à l'idée reçue, je ne crois pas que les Etats-Unis puissent gérer simultanément deux ou trois crises de forte ampleur mais de nature différente. Ce qui était possible pendant la Seconde Guerre mondiale, avec un défi mondial structuré autour de l'axe italo-germano-japonais, serait beaucoup plus difficile avec deux crises simultanées, mais de nature différente, en Irak et en Corée du Nord. On ne peut focaliser un appareil d'Etat et une population sur deux défis, dès lors que ceux-ci ne font pas partie d'un même ensemble.

ration Tempête du Désert, mais plus d'efficacité militaire. Les Américains escomptent d'ailleurs que l'armée irakienne, massée aux frontières et beaucoup plus faible qu'il y a douze ans, n'offrira que peu de résistance. La résistance viendra essentiellement de la garde républicaine, qui se battra avec énergie autour de Bagdad et avec l'énergie du désespoir dans Bagdad.

**N. O.** - *Quelle sera la durée du conflit ?*

**F. Heisbourg.** - La guerre de mouvement avec la prise des grandes villes du nord et du sud de l'Irak (Mossoul, Kirkuk, Bassora...) sera vraisemblablement très courte : cinq à dix jours. La deuxième phase - prise de Bagdad - plus longue : trois jours ? trois semaines ? trois mois ? Bagdad est une métropole

**F. Heisbourg.** - Sur cette question, je voudrais mettre les choses au point. D'abord il est totalement faux de dire qu'ils n'ont pas pensé à l'après-guerre. Qu'il s'agisse du débat théorique de l'occupation durable ou des préparatifs pratiques (avec l'entraînement de forces irakiennes de l'opposition en Hongrie), ils sont en plein dedans. Les réponses américaines ne sont pas forcément bonnes, mais au moins ils posent les bonnes questions... Ce qui n'est pas le cas des Européens, qui ont très peu réfléchi à cette question. Les opinions publiques européennes risquent ainsi de découvrir à l'occasion de la chute de Saddam Hussein des choses terribles et les Américains comptent bien leur rappeler alors leur hésitation à renverser une des dictatures les plus atroces du moment.

Seconde observation : l'Irak est un vrai pays, avec ses divisions mais aussi une intelligentsia, des cadres intermédiaires, des jeux politiques complexes qui vont immédiatement reprendre. Ces gens-là ne vont pas simplement jouer les « caniches » des Américains. Les nouveaux dirigeants irakiens chercheront vite à renouer le dialogue avec les Européens et, même si nous aurions pu nous intéresser à eux un peu plus tôt, mieux vaut tard que jamais.

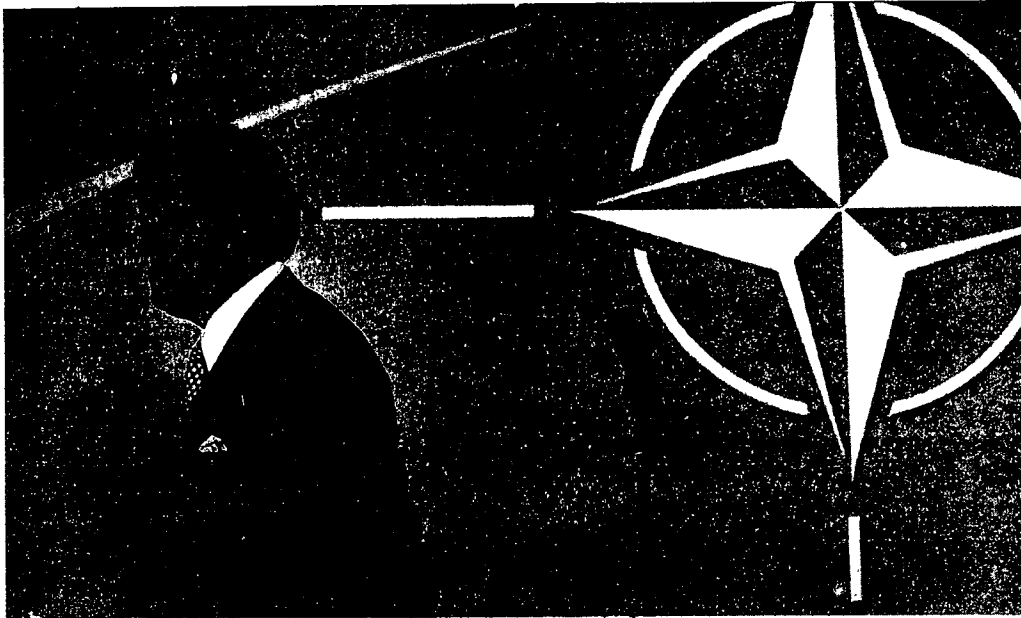
**N. O.** - *L'Amérique plaide pour l'idée d'un cercle vertueux, la démocratisation de l'Irak faisant boule de neige dans la région...*

**F. Heisbourg.** - Pendant les guerres révolutionnaires et napoléoniennes, la France a exporté dans toute l'Europe et en Egypte son concept d'Etat-nation, de peuple souverain. Elle a été finalement bat-

tue à la bataille de Leipzig en 1813, par une coalition de ces nations qu'elle avait contribué à constituer. J'ai bien peur que ce soit la même chose en Irak. La démocratie ne s'impose pas par la force. Les deux personnes les plus haïes dans la région sont Saddam Hussein et George W. Bush. La guerre risque de cristalliser un sentiment anti-américain et anti-occidental dont nous pouvons faire les frais. Certains de mes amis américains me disent que, sitôt le problème irakien résolu, ils vont relancer le processus de paix israélo-palestinien, sans Yasser Arafat et sans tolérer non plus de nouvelles colonies de peuplement. Mais ils seront alors en pleine année électorale et, compte tenu du poids de la coalition chrétienne qui croit dur comme fer que la Galilée et la Samarie sont des parties indissociables d'Israël, je vois mal le redémarrage d'un processus de paix façon Camp David. C'est la raison pour laquelle, je le répète, la guerre ne doit éclater qu'en dernier ressort, après épuisement de toutes les possibilités d'un règlement pacifique.

*Propos recueillis par*  
**JEAN-GABRIEL FREDET**

\* Directeur de la Fondation pour la Recherche stratégique.



**George Roberston, secrétaire général de l'Otan, le 10 février après les veto de la France, de l'Allemagne et de la Belgique. « L'Alliance nord-atlantique est déchirée, donc inopérante... »**

**N. O.** - *Les Américains peuvent-ils gagner sans difficulté une guerre contre l'Irak ?*

**F. Heisbourg.** - Cette guerre, qui verra un certain nombre d'innovations de l'art militaire, sera en tout cas différente de la première guerre du Golfe. Les phases aérienne et terrestre seront probablement simultanées alors qu'en 1991 il y avait eu d'abord cinq semaines de guerre aérienne puis quatre jours de guerre terrestre. Nous verrons aussi l'emploi massif, comme en Afghanistan, de munitions intelligentes, c'est-à-dire d'armes de grande précision par rapport à la cible concernée. Autre innovation, l'emploi sur une grande échelle de ces armes « non létales », qui ne sont faites ni pour tuer ni même pour détruire mais pour mettre hors service : nous en avons eu un aperçu à Belgrade, pendant la guerre du Kosovo, avec ces paillettes de carbone qui court-circuitaient les réseaux électriques. Les Américains utiliseront probablement aussi les nouvelles armes dites d'hyperfréquence, dont les ondes provoquent un dysfonctionnement des réseaux électroniques (ordinateurs) et une disjonction des systèmes de commande électrique.

Moins de bruit et de fureur que pendant l'opé-

de 4 millions d'habitants, mais cisailée par des autoroutes permettant de la « segmenter » en zones, en quartiers dont certains - comme le quartier chiite - peuvent accueillir les Américains comme des libérateurs. Une fois arrivés aux portes de Bagdad, mieux vaudra d'ailleurs qu'ils ne soient pas trop pressés. Les Américains ne recommenceront pas leurs erreurs de Mogadiscio en 1992, où ils ont fait l'expérience sanglante de la guérilla urbaine somalienne. Les risques associés ? C'est le chimique sur le champ de bataille ou l'envoi d'obus ou de missiles chimiques sur des points repérés d'avance au Koweït, où les troupes américaines ont des bases logistiques. Il sera peut-être tentant pour les Irakiens d'utiliser du VX, gaz neurotoxique puissant, qui peut faire des ravages non tant parmi les troupes américaines dotées d'équipements de protection que dans la population civile.

**N. O.** - *Les Américains peuvent-ils gagner la paix ?*



**L'armée turque a prévu de mobiliser 80000 hommes pour occuper tous les territoires irakiens situés au nord du 36<sup>e</sup> parallèle, soit le Kurdistan autonome.**

# Faut-il aider la Turquie?

par KENDAL NEZAN

**R**econnaissions à Saddam Hussein au moins une qualité: sa diabolique habileté tactique à diviser ses adversaires qui reste l'une des clés de l'exceptionnelle longévité de son régime.

Voici donc le Conseil de sécurité de l'ONU, qui affichait il y a encore à peine deux mois une belle unanimité, écartelé aujourd'hui entre des alliés de longue date qui s'entre-déchirent tandis que l'Europe assiste impuissante à l'éclatement de sa fragile unité et se trouve réduite à ce qu'elle prétendait ne plus être: une simple zone de libre-échange.

Le tyran de Bagdad doit boire du petit-lait à voir le spectacle des joutes épiques entre le vieux couple franco-allemand, dans le rôle de chevaliers de la Vertu, défenseurs intransigeants du Droit, et l'empire américain dans celui de cow-boys justiciers invoquant la morale pour secourir la population martyrisée de Mésopotamie et désarmer les hors-la-loi. La plus grande satisfaction pour son ego démesuré sera probablement d'avoir réussi ce que, hormis la contestation solitaire du général de Gaulle, personne avant lui n'était parvenu à faire: diviser la toute-puissante Otan et provoquer une crise existentielle au sein de cette alliance vieille d'un demi-siècle qui fut tant redoutée aux beaux jours de la guerre froide. La France et ses alliés du «front du refus» ont eu raison d'opposer leur veto à la demande d'aide de la Turquie inspirée par Washington. Celle-ci n'est pas menacée par l'Irak, qui a d'autres chats à fouetter et qui a été depuis trente ans son principal partenaire commercial au Proche-Orient. En fait, c'est Ankara qui fait allégrement fi des sentiments antiguerre de la quasi-totalité de sa population et se prépare depuis des mois à envahir l'Irak. Selon les plans discutés début février entre les chefs militaires turcs et américains, l'armée turque va mobiliser une force expéditionnaire de 80000 hommes, appuyée par des centaines de chars, d'avions et d'hélicoptères pour occuper tous les territoires irakiens situés au nord du 36<sup>e</sup> parallèle, c'est-à-dire le Kurdistan autonome. Les Turcs déclarent refuser catégoriquement d'être enrôlés dans une coalition multilatérale ou soumis au commandement américain. Ils veulent agir pour leur propre compte, pour «la défense de leurs intérêts

nationaux» qui ne sont pas difficiles à imaginer: écraser les institutions autonomes de la démocratie naissante kurde; et assujettir la population kurde qui, après tant d'épreuves et de malheurs, a réussi à reconstruire son pays dévasté. Outrés, les dirigeants kurdes ont déjà fait savoir aussi bien à Washington qu'à Paris, Berlin et Bruxelles qu'ils s'opposeraient par tous les moyens, y compris par la résistance armée, à la mainmise turque sur leur pays. Leur voix sera-t-elle entendue en cette période agitée dominée par les bruits de bottes des uns et le tintamarre des manœuvres diplomatiques des autres? Seront-ils, une fois de plus, sacrifiés sur l'autel des calculs froids et cyniques de grandes puissances d'hier et d'aujourd'hui comme aux lendemains de la Première Guerre mondiale et de la guerre du Golfe?

La «vieille Europe», qui n'a assurément plus les moyens de peser seule sur les affaires du monde, pourrait encore, du moins, ose-t-on l'espérer, exercer un certain contrôle sur l'utilisation de ses propres ressources militaires et financières. Ce n'est pas à elle de protéger les arrières d'une armée turque se lançant dans des aventures extérieures et se livrant à son exercice favori: casser du Kurde. L'Europe ne devrait pas non plus gaspiller l'argent de ses contribuables pour subventionner l'économie en faillite d'une Turquie qui consacre cependant 5,14 % de son PIB et la part du lion de son budget à entretenir la deuxième armée de l'Otan après celle des Etats-Unis. Elle devrait, dès à présent, prévenir Ankara qu'une invasion du Kurdistan irakien, s'ajoutant à l'occupation du nord de Chypre depuis près de trente ans, sonnerait définitivement le glas de ses ambitions d'adhésion européenne. Une telle invasion risquerait

**L'Europe devrait prévenir Ankara qu'une invasion du Kurdistan irakien sonnerait définitivement le glas de ses ambitions d'adhésion européenne.**

d'ailleurs de provoquer une intervention militaire iranienne et entraîner l'Otan dans un conflit avec l'Iran, ce qui probablement ne déplairait pas aux faucons du Pentagone. Au point où en sont les choses, la seule façon d'éviter une catastrophe humanitaire majeure dans une région déjà fort éprouvée serait que de Paris à Washington en passant par Moscou, Berlin et Londres, tous ceux qui ont armé, conseillé, financé la monstrueuse dictature de Saddam Hussein et contribué à son maintien

s'unissent pour parler d'une même voix, agissent ensemble afin de déloger de gré ou de force le Frankenstein qu'ils ont créé et qui les manipule aujourd'hui.

Les jeux politiques consistant à maintenir, sous des prétextes de Droit ou de paix ce régime sanguinaire, exaspèrent la population irakienne car ils le privent de tout avenir. Elle n'a pas le souvenir que ce fameux Droit international fut invoqué ni lors de l'invasion de l'Iran par l'armée irakienne ni lors du gazage des Kurdes à Halabja. Les promesses de libération de Washington, non assorties d'un projet précis pour la période d'après-Saddam, déjà peu convaincantes en raison de l'expérience malheureuse de manquements successifs des Américains à leur parole, perdraient toute crédibilité si ces derniers, par cynisme ou par des considérations militaires, concrétisaient leur projet insensé de sous-traiter à l'armée turque la libération du Kurdistan irakien!

La dictature de Saddam Hussein, en trente-cinq ans d'existence, par ses guerres du Kurdistan, d'Iran, du Koweït et leurs conséquences a déjà fait près de deux millions de morts. Les Irakiens ruinés, à bout, pourraient accepter quelques milliers de sacrifices de plus si une action concertée, prophylactique, sous l'égide de l'ONU, au nom du droit d'ingérence ou de devoir de service après-vente de la *Realpolitik*, ou de tout autre concept à inventer, excluant toute ingérence des Etats voisins, devait enfin leur assurer un avenir de paix et de liberté ●

**Kendal Nezan** est président de l'Institut kurde de Paris.

Quel avenir pour le Kurdistan irakien ?

# La crainte du grand dépeçage

LE FIGARO VENDREDI 14 FÉVRIER 2003

Les pechmergas, littéralement « les hommes allant au-devant de la mort », ont décidé de choisir la paix. Deux séjours au Kurdistan irakien ces dernières se-

PAR  
AYMERI  
DE MONTESQUIOU\*

maines m'ont fait découvrir une région où le climat de paix et une autonomie de fait ont permis une transformation insoupçonnée. Cette région du Moyen-Orient de 40 000 km<sup>2</sup> pour près de 4 millions d'habitants, enclavée, où alternent montagnes arides et riches plaines, a réussi par son développement une démonstration d'autant plus exemplaire qu'elle était improbable.

La région du Kurdistan fut dévastée par une guerre qui n'a connu que de courtes interruptions, et cela depuis les années 60. En 1975, l'accord entre l'Irak et l'Iran, signé sous l'égide des Etats-Unis, sacrifiait le désir d'autonomie des Kurdes. Quelques années plus tard, la guerre opposa à nouveau ces deux pays. Si la paix fut effective en 1988, les Kurdes furent très durement frappés par le gouvernement de Bagdad. Chacun a en mémoire l'effroyable gazage par les Irakiens de la population d'Halabja, qui fit près de 5 000 morts.

En 1991, après la signature du cessez-le-feu mettant fin à la guerre du Golfe entre l'Irak et la coalition menée par les Etats-Unis, l'armée irakienne se retourna à nouveau contre les Kurdes, qui résistèrent. Le président Massoud Barzani l'arrêta aux portes de Shaqlawa mais ce furent les Nations unies, par la résolution 688 inspirée par la France, qui décrétèrent zone d'exclusion aérienne le nord du 36° parallèle, et protégèrent ainsi la région kurde des armées de Saddam Hussein. Le gouvernement central irakien fait

néanmoins peser une menace aux frontières de la zone d'exclusion.

Hélas, pendant six ans et en dépit des élections de 1992, les querelles endémiques opposant les principales factions kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), dégénèrent en combats fratricides auxquels mit fin l'accord de Washington de 1998. Le 8 septembre 2002 scella la réconciliation qui se concrétisa par l'élection démocratique d'une Assemblée. On peut considérer que la région du Kurdistan irakien n'est en paix que depuis quatre ans.

Ces quatre années ont suffi à démontrer la capacité des Kurdes à bâtir. Tous les axes principaux que j'ai empruntés entre les villes les plus importantes sont parfaitement asphaltés et carrossables. Aux 527 écoles construites entre 1921, année de création de l'Etat irakien (indépendant en 1932), et 1991, se sont ajoutées 2 470 nouvelles. Les universités fleurissent, celle de Salahaddin existait

## Les opposants kurdes au régime de Bagdad se considèrent tous comme Irakiens

déjà à Erbil et une nouvelle université a été construite à Dohuk. J'ai visité celle de Soulemaniya dont la vitalité démontre l'aspiration de la jeunesse à s'instruire.

Quelles sont les ressources ? 13 % des sommes générées par l'accord pétrole contre nourriture, les droits de douane, la générosité de la diaspora kurde... L'autonomie agricole est atteinte et il faut regretter que les Nations unies importent aujourd'hui du blé australien, qui est distribué aux populations et concurrence directement la production locale. Un équipement obsolète permet de faire face à 40 % des besoins en pétrole transformé en essence par une vieille raffinerie de sucre.

Cette économie à la fois traditionnelle et embryonnaire a permis de créer et d'entretenir une

administration. Il faut rappeler que, depuis 1991, Bagdad a retiré ses fonctionnaires, les professeurs, les policiers, les juges, les percepteurs. Il est peu vraisemblable d'imaginer un retour à l'état antérieur. Les Kurdes ont démontré qu'ils savaient gérer leur province et les élections législatives qui se dérouleront d'ici à l'été désigneront un nouveau gouvernement, mettant fin à un bicéphalisme un peu étrange : il y a en effet deux présidents et deux gouvernements à compétence géographique.

Cette zone apaisée qui a réussi, malgré la présence à moins de 16 km d'Erbil de l'armée irakienne, un développement spectaculaire, risque d'être totalement déstabilisée par la guerre. Les Kurdes ont toujours été les premières victimes des guerres régionales. En 1991, les Américains sollicitèrent les Kurdes puis les abandonnèrent à la vindicte de Saddam Hussein. Personne n'a oublié là-bas les 5 000 morts d'Halabja, les 180 000 disparus, les 4 500 villages rasés sur les 5 000 existants, les forêts brûlées. Aujourd'hui, ils désirent bien sûr un changement à Bagdad, ils ont goûté à la démocratie et veulent qu'elle s'étende à tout le pays. Connaissant le refus absolu de la Turquie, de l'Iran et de la Syrie à la création d'un

grand Kurdistan regroupant la partie kurde de leur pays, ils y ont formellement et solennellement renoncé.

La guerre leur apparaît probable mais ils en redoutent les conséquences. Ils n'ont pas de réponse pour se débarrasser de Saddam Hussein sans guerre. Son exil apparaît comme illusoire car quelles garanties pourraient lui être données ? Aucune protection ne peut être pérennisée alors que des Etats ou des proches de ceux qu'il a massacrés veulent l'éliminer. De plus, le Tribunal pénal international serait de toute évidence saisi, et aucune immunité ne saurait lui être accordée.

Quant aux conséquences pour le Kurdistan irakien, si les représailles de Saddam Hussein peuvent être redoutées, d'autres

menaces apparaissent. Il existe peut-être un projet américain de redistribution des cartes au Moyen Orient avec un redécoupage des frontières. La constitution d'un grand Israël, projet avéré d'Ariel Sharon, signifierait l'exil ou le déplacement des Palestiniens vers la Jordanie à qui il serait donné en compensation une fraction de l'Irak. Ce début de dépeçage de l'Irak entraînerait très vraisemblablement une revendication des Turcs. Ceux-ci ont toujours considéré que le Vilayet, c'est-à-dire la région de Mossoul et de Kirkouk, était terre turque. Les Iraniens ne resteraient pas indifférents à l'avancée turque vers le Golfe et réagiraient.

De plus, les Turcs ont négocié l'autorisation du passage des troupes américaines. Dans un premier temps, ils ont accordé le transit de 15 000 hommes alors que les Américains en veulent 90 000. On peut imaginer qu'ils feront payer un droit de passage ; des sources différentes donnent une fourchette de 14 à 29 milliards de dollars, on peut aussi imaginer une revendication territoriale. Ils peuvent participer comme membres de la coalition à l'occupation de l'Irak ou de leur propre initiative sous prétexte de prévenir des troubles et de canaliser un flux de réfugiés ; c'est ce que rapporte le quotidien turc *Milyet*. L'état-major turc avait signifié dès l'automne dernier son intention de créer une zone tampon dans le Kurdistan irakien.

Les Kurdes ont été très clairs, ils n'accepteront en aucun cas cette occupation turque et prendront les armes. On peut, sans risque d'erreur, faire l'hypothèse qu'ils trouveront dans la région les armes antichars et antihélicoptères qui leur manquent pour résister à la Turquie. Un état de guerre opposant ceux qui veulent se débarrasser de Saddam Hussein donnerait une image désastreuse et aurait des répercussions évidentes sur le monde arabe et le monde musulman. Ceux-ci ont présent à l'esprit l'axe Etats-Unis-Turquie Israël et, tout comme le voisin immédiat l'Iran, ils ne resteraient pas inertes.

Les conséquences d'une guerre probable contre l'Irak

n'ont jamais été évoquées clairement par Washington ; Saddam Hussein a eu l'habileté de saisir au bond l'imprudence verbale de George W. Bush parlant, après le 11 septembre, de croisade. Tout le monde musulman est infiniment sensible à ce terme et on ne peut imaginer que, du Maroc à l'Indonésie, il n'y ait pas un pays qui ne soit déstabilisé par une réaction populaire très forte et qu'une flamme de terrorisme sanglant ne soit alimentée par ce djihad.

Si la guerre en Irak doit avoir lieu, on ne pourra éviter son cortège de malheurs et de pertes civiles. En effet, celle-ci

ne se déroulera pas comme celle de 1991, les Irakiens ne se battront pas en rase campagne en utilisant le modèle soviétique des divisions blindées faisant face à l'ennemi. Elle se déroulera dans les villes et en particulier à Bagdad. Si l'armée irakienne, connaissant l'issue certaine du conflit, ne combattra guère, on peut penser qu'un pourcentage, même faible, de la Garde républicaine évaluée à 250 000 hommes et que les tenants du régime se battront. Alors, à moins de sacrifier par des bombardements massifs des populations civiles qui,

elles, aspirent à la disparition de Saddam Hussein, il faudra

se résigner à une guerre où l'avantage absolu de la technologie américaine sera moins efficace. Les combats de rue, immobile par immobile, se dérouleront surtout kalachnikov contre M 16 et seront très coûteux en vies américaines et irakiennes.

S'il y a guerre, pour en limiter les retombées, les Nations unies ou les Américains, s'ils n'ont pas l'appui de celles-ci, doivent prendre des engagements. S'engager, d'une part, à la mise en place d'une fédération irakienne

voulue par toute l'opposition à Saddam Hussein et permettant à tous les représentants d'une population très hétérogène de s'exprimer dans un système démocratique. D'autre part, à ce que l'Irak soit maintenu dans ses frontières car les opposants au régime se considèrent tous comme Irakiens.

La guerre est la pire des solutions mais, si c'est la seule, faisons en sorte que ses conséquences à l'intérieur de l'Irak et à sa périphérie soient les moindres.

\* Sénateur du Gers, vice-président du Parti radical.

## Le Monde 14 FÉVRIER 2003

# La mission « aux limites de l'espoir » du cardinal Etchegaray en Irak

### BAGDAD

de notre envoyé spécial

L'émissaire du pape, Mgr Roger Etchegaray, attend de rencontrer Saddam Hussein. Le pouvoir tient le jour, l'heure et le lieu du rendez-vous secrets, comme pour tout visiteur étranger du raïs irakien. Arrivé mardi à Bagdad par un vol de l'ONU, le cardinal français, diplomate du Vatican et homme de confiance de Jean Paul II, s'est entretenu, mercredi 12 février, avec le vice-président irakien, Taha Yassiné Ramadan, et le vice-premier ministre, Tarek Aziz, lequel doit lui-même être reçu, vendredi, en audience par le pape à Rome.

Nul ne sait précisément quel message Mgr Etchegaray doit délivrer au président irakien. A sa descente d'avion, il a simplement déclaré que « le pape cherche à pousser jusqu'à l'extrême limite les chances d'une paix devenue si précieuse en Irak ». « En son nom, je viens encourager les autorités irakiennes à intensifier leur collaboration avec les Nations unies, fondée sur la justice et le droit international, à poursuivre le cardinal. Le pape encourage également les responsables politiques de tous pays à déployer sans cesse leurs forces en faveur de la paix. » Pour l'émissaire papal, « la guerre ne saurait être seulement la dernière, elle est aussi la pire des solutions, et nul ne peut s'y résigner ».

Lors d'une messe célébrée, mercredi, en l'église chaldéenne Saint-Joseph, Roger Etchegaray a loué le « courage » de la population irakienne en ces jours d'« angoisse » et d'« épreuves ». Pour le troisième et ultime jour de prière et de jeûne en mémoire du prophète Jonas, envoyé par Dieu parmi les Ninivites, dans le nord de l'Irak actuel,



Le cardinal Etchegaray, envoyé par le Vatican, est arrivé à Bagdad depuis mardi 10 février, en mission de la dernière chance. « Je viens encourager les autorités irakiennes à intensifier leur collaboration avec les Nations unies », a-t-il déclaré. Mercredi, il a rencontré le vice-président irakien, Taha Yassiné Ramadan (à droite sur la photo).

des centaines de catholiques irakiens sont venus assister à la « prière pour la paix » de l'envoyé de Rome, qui a martelé « Salam ! Salam ! Salam ! » (« paix » en arabe)

## L'émissaire du pape appelle à l'« union » entre chrétiens et musulmans

sous les applaudissements, avant de noter que la célébration intervient au moment de la fête musulmane du sacrifice d'Abraham, l'Aïd el-Kebir, et d'appeler à « l'union » entre croyants chrétiens et musulmans. L'Irak compte environ 800 000 chrétiens, dont une très forte majorité de chaldéens,

pour 25 millions d'habitants.

Auparavant, dans la matinée, M. Ramadan avait affirmé que « les Etats-Unis cherchent à conduire le monde à une grande catastrophe en voulant mener une agression contre l'Irak ». Qui n'est, pour Taha Yassiné Ramadan, qu'« une agression injuste en vue d'imposer une hégémonie et de s'emparer des richesses de l'Irak ».

Tous les Irakiens ne partagent toutefois ni l'espoir de Mgr Etchegaray ni l'opinion de M. Ramadan. Prêtre dans cette paroisse de Bagdad, où le vice-premier ministre, Tarek Aziz, et sa famille, de confession chaldéenne, assistent parfois aux offices, le Père Albert, désormais retiré dans un couvent, ose émettre quelques doutes à la fois sur la diplomatie vaticane et sur la politique irakienne. « La paix ne dépend ni du pape ni du cardinal, c'est évident, dit-il. La paix,

en fait, ne dépend que de l'Irak, de « notre bonhomme » [Saddam Hussein]. S'il se retirait, Bush n'aurait plus aucune raison de faire cette guerre. »

Le Père Albert pense, comme la plupart des Irakiens, qu'il n'y a « aucune solution » à la crise, parce que le raïs « ne désarmera pas » et « n'abandonnera jamais le pouvoir ». Comme presque tous les Irakiens, il est extrêmement désabusé. Lui, au moins, peut encore dire que « parfois Dieu réalise des choses inattendues, inespérées ». Mais il écoute Mgr Etchegaray parler de paix sans y croire un seul instant, sans croire que le Vatican puisse arrêter l'engrenage de la guerre. Debout dans le fond de l'église Saint-Joseph, derrière des rangées de fidèles éplorés, émus, anxieux, le Père Albert sourit tristement.

R. O.



## Nous ne manifesterons pas ce samedi !

LE FIGARO SAMEDI 15 - DIMANCHE 16 FÉVRIER 2003

Parce que l'histoire nous a appris que crier « Vive la paix » n'est pas nécessairement le meilleur moyen de faire reculer les agressions et les dictatures ;

Parce que nous nous sentons solidaires des populations d'Irak soumises à une dictature sanguinaire ;

Parce que nous n'avons aucune confiance dans la parole de Saddam Hussein assurant n'avoir ni armes de destruction massive ni liens avec les terroristes ;

Parce que nous croyons qu'un nouvel Irak plus démocratique changera positivement la donne économique et politique dans un monde moyen-oriental qui s'enfonce dans la misère et l'amertume ;

Parce que l'inaction comporte parfois des risques plus graves que l'action ;

Parce que nous ne croyons pas les Cassandre qui nous promettaient déjà les pires catastrophes avant l'intervention libératrice en Afghanistan ;

Parce qu'il ne s'agit pas d'une « guerre américaine pour le pétrole » - il n'y en avait ni en Afghanistan en 2002, ni au Kosovo en 1999, ni en Normandie en juin 1944 ;

Parce que la chute de la dictature irakienne sera un avertissement aux apprentis sorciers nord-coréens ;

Parce que nous aurions l'impression de vivre un mauvais rêve en nous disant d'accord à la fois avec l'extrême droite et l'extrême gauche.

Parce que ce défilé n'empêchera pas la guerre, nous ne manifesterons pas ce samedi 15 février.

Stéphane Baumont, juriste  
 Claire Brière-Blanchet, journaliste  
 Arthur Kriegel, médecin  
 Stephen Launay, politologue  
 Denis Lefebvre, journaliste  
 Pierre Lorrain, politologue  
 Marc Ozouf, correcteur  
 Jean-Louis Panné, historien  
 Robert Pépin, traducteur  
 Jean-Michel Perraut, pasteur  
 Robert Redeker, philosophe  
 Jacques Rigoulot, médecin  
 Pierre Rigoulot, historien  
 André Sénik, philosophe  
 Pierre-André Taguieff, chercheur  
 Florence Taubmann, pasteur  
 Michel Taubmann, journaliste  
 Guy Tissier, ingénieur  
 Shmuel Trigano, philosophe  
 Ilios Yannakakis, historien.

## Exil ou coup d'Etat : l'idée revient en force pour éviter la guerre

La campagne visant à déstabiliser l'entourage de Saddam Hussein s'intensifie

LE SECRÉTAIRE américain à la défense, Donald Rumsfeld, assure que c'est son premier choix. Le président George W. Bush dit qu'il s'en satisferait. D'après le secrétaire d'Etat, Colin Powell, les Etats-Unis sont disposés à envisager une telle solution, qui devrait à son avis impliquer les Nations unies. A en croire la presse sud-africaine, l'ancien président Nelson Mandela aurait été sollicité de toutes parts - y compris par des dirigeants arabes - pour aller à Bagdad en convaincre Saddam Hussein. L'idée de proposer au président irakien de partir en exil pour épargner une guerre à son pays est de nouveau d'actualité.

Evoquée une première fois avec insistance, début janvier, et alors imputée à l'Arabie saoudite, l'idée est relancée aujourd'hui, alors que les bruits de bottes se rapprochent de l'Irak. Le quotidien saoudien *Asharq al-Awsat* a affirmé, jeudi 13 février, que ce serait à présent la Jordanie qui s'efforcera de convaincre les Etats-Unis de l'adopter et de garantir un exil « sûr », dans un pays arabe, au dictateur irakien et à une cinquantaine de ses plus importants collaborateurs s'ils

acceptent d'abandonner le pouvoir. La Jordanie, ajoute le quotidien, citant des sources « haut placées » dans le royaume, s'efforcera de faire inclure cette idée dans toute nouvelle résolution du Conseil de sécurité relative à l'Irak. « Le président irakien, prévoient ces sources, la refusera très certainement ; mais ce faisant, il s'isolera des autres membres de la direction irakienne » ; ce qui, ajoute *Asharq al-Awsat*, qui a publié l'information en première page, pourrait inciter ces derniers à le tuer ou à le renverser.

### FAIBLE PROBABILITÉ

Certaines sources au sein de l'opposition irakienne n'excluent pas un possible départ en exil de Saddam Hussein, tout en admettant que la probabilité en est bien faible. Pour la première fois, font valoir ces sources, les pays de la région sont acquis à cette idée, ou en tout cas disent l'être. L'accentuation de la pression militaire extérieure pourrait pousser le président irakien, « le seul à compter à ses propres yeux », à envisager un éventuel départ, surtout si la pression croît de l'intérieur même du régime.

Qu'en pense un spécialiste des

affaires arabes, excellent lecteur de l'échiquier régional et connaisseur des arcanes des pouvoirs en place ? Réponse : bien qu'un exil de Saddam Hussein soit à leurs yeux un moyen d'éviter une guerre aux conséquences imprévisibles, les dirigeants arabes craignent de créer ainsi un précédent. Rien ne leur garantit, en effet, qu'on ne leur demandera pas un jour, à leur tour, d'abdiquer, assure cet expert sous couvert d'anonymat. Ils savent par ailleurs très bien que Saddam Hussein n'est pas homme à entendre raison.

L'objectif de la campagne menée sur ce thème est d'ordre psychologique. Elle vise à « briser le noyau dur » autour du raïs de Bagdad, à encourager un retournement de situation intérieure en Irak, à montrer à une partie au moins de l'appareil du régime que « le jeu n'est pas à somme nulle et qu'il leur reste un espoir de sortie » pour peu qu'ils se désolidarisent du dictateur. Quel cas, précise encore ce spécialiste, on pourrait assister à un coup d'Etat une fois que les bombardements américains auront brisé « le système névralgique du régime ».

Mouna Naïm

## L'après-Saddam Hussein selon Colin Powell

Le secrétaire d'Etat américain Colin Powell a indiqué, jeudi 13 février, devant une commission du Congrès, qu'en cas de renversement du président irakien Saddam Hussein, le pays serait d'abord dirigé par le chef du commandement central des forces américaines dans le Golfe « pour la période la plus courte possible ».

Cette administration militaire américaine passerait ensuite le relais à une « direction civile », assurée par un Américain encore, ou une « personnalité internationale ». Dans un troisième temps, le pouvoir serait remis à un « gouvernement représentatif » irakien.

« Si nous réussissons à renverser ceux qui dirigent [le pays], nous essaierons de nous appuyer autant que possible sur les institutions et les infrastructures qui existent », a précisé M. Powell, pour qui l'Irak dispose « d'institutions qui fonctionnent, d'une bureaucratie efficace, d'une classe moyenne, d'une population éduquée ». - (AFP.)

The Economist February 15th 2003

**Iraqi opposition groups**

**Hi, leave it to us**

SULAYMANIYAH

**Iraq's opposition is dismayed at plans for an American occupation of Iraq**

WHEN Iraq's opposition groups—the six that enjoy American support—met in London at the end of last year, they had fond hopes that George Bush would anoint them to be Saddam Hussein's successors. They are now expressing dismay, and a sense of betrayal, at having this belief corrected. After a meeting in Turkey last week between three of the six groups and Zalmay Khalilzad, the American president's envoy, they learnt that, in the event of Mr Hussein's fall, America intended to turn Iraq over to an American military governor for a year or so, and to put American officers in the main ministries.

Ahmad Chalabi, an opposition leader who did not attend the meeting with Mr Khalilzad—he says he was invited late in the day—rages at what he calls America's unworkable plan. The best, he says, that opposition luminaries can hope for is membership of an advisory council to be chosen by the military governor, and, after about a year, election to a constitution-drafting body. In the meantime, he says, Mr Khalilzad envisages a temporary constitution, drafted by a judicial council whose members will be appointed by the Americans. Under these circumstances, say Mr Chalabi's supporters, Iraqis will regard America as an occupying force.

Iraq's Kurds are no less disappointed, even if they express themselves more diplomatically. Their autonomous northern zone is now administered by the two main Kurdish groups, the PUK and the KDP. In Sulaymaniyah, the PUK capital, officials say that Mr Khalilzad has turned his back on the political statement that emerged from the London conference, a statement that America had appeared to endorse.

In this document, the six groups conferred on themselves a central role "in all stages of the expected process of change". They firmly rejected "occupation, foreign or local military rule, external trusteeship or regional intervention". And they committed themselves to a federal structure that would, in effect, legalise the Kurds' de facto autonomy from Baghdad.

In deference to his Turkish hosts, who fear that Iraqi federalism could galvanise their own restless Kurds, Mr Khalilzad refused to commit himself to a federal Iraq. To the alarm of the Kurds, he spoke of a possible Turkish military incursion, ostensibly to provide humanitarian aid, but probably to dissuade the Kurds from expanding their territory, and block moves

to independence. The Turks also say they will allow, subject to parliament's ratification, tens of thousands of American troops to use Turkey as the jumping-off point for a southwards thrust against Iraq.

The Iraqi opposition detects the particular imprint of Saudi Arabia, a Sunni monarchy with a Shia minority, on Mr Khalilzad's support for a very staggered transition to democracy. Saudi Arabia is at least as keen as America is to limit the influence of the Iran-backed Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq (SCIRI), the biggest Shia opposition group. Unsupervised democracy, they both fear, might well allow this group to ride to power. As a first step, America has told the SCIRI to keep its Iranian-armed standing force away from the fighting.

**Keep out of Kirkuk**

The Kurds, like the SCIRI, have been told to stay put. One reason is that the Americans are determined to reach the oil-rich city of Kirkuk, which the Kurds briefly held after the 1991 Gulf war, before anyone else can take control of the city and its wealth.

Although the opposition groups have forsworn any desire to set up a government-in-exile, they had been hoping to use a second conference, with Mr Khalilzad in attendance, to develop their ideas for a transitional administration. They now blame America for delays in holding this meeting, scheduled for mid-February in Iraqi Kurdistan, and accuse Mr Khalilzad of trying to foist his appointees on to the secretariat that will supervise the conference. Their own democratic credentials may be pretty dubious, but the opposition groups now increasingly question the sincerity behind America's stated desire to shine a beacon of democracy into their benighted corner. ■



Your plan's no good, says Chalabi

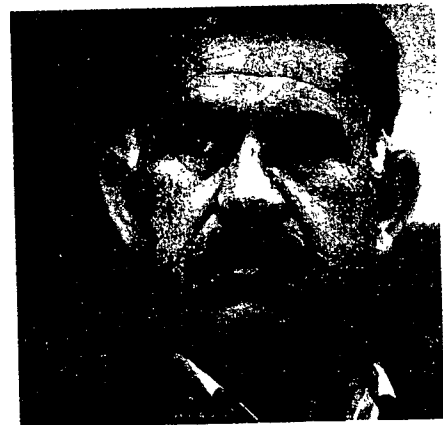
**Turkey and its Kurds**

**Back to bloodshed?**

ISTANBUL

**As war drums roll nearby, will violence between Turks and Kurds resume?**

WHATEVER has happened to Abdullah Ocalan, the Kurdish rebel leader who was captured in 1999 and has been held in a Turkish island prison for the past three years? His lawyers and family say they have been out of touch for more than



Ocalan, alive but alone

11 weeks. Why so? One possibility is that his isolation could presage a resumption of fighting between Turks and Kurds.

One of Mr Ocalan's lawyers says that he and his colleagues have been denied access to the Kurdish leader since November 27th, the day before Turkey's new government, led by the conservative Justice and Development party, won the parliamentary vote of confidence that secured its place in power. Mr Ocalan's disciples in his separatist Kurdistan Workers' Party, better known as the PKK, have said that his isolation must end by February 15th or their guerrillas may resume their campaign of violence not just in Turkey's predominantly Kurdish south-eastern provinces but across the entire country. Several hundred Kurds have been arrested for protesting against Mr Ocalan's plight.

Since his capture, a rebel ceasefire has largely held. But sporadic clashes have recently begun to occur. In the worst incident, seven Turkish soldiers and 12 rebels were killed last month in Lice, in the country's south-east. Sensing that Iraq may be attacked soon, some Kurds may think they have a chance to benefit from the chaos that may ensue. And Turkey's generals may think they should take pre-emptive action against Kurds preparing to rise up.

As for Mr Ocalan, the Turkish authori-

ties say he is perfectly well. They explain that his relations and lawyers have been unable to visit him only because of bad weather. That, say the lawyers, is rubbish.

Mr Ocalan, who founded the PKK, led a violent 15-year campaign for independence for Turkey's 12m or so Kurds, until he was nabbed by Turkish special forces in Kenya. After being sentenced to be hanged for treason, he abandoned demands for Kurdish independence as the price for saving his life. He called on his men to stop fighting and told them to withdraw to

Kurdish-controlled northern Iraq, where about 5,000 PKK fighters have since remained. His sentence was commuted to life imprisonment after Turkey's parliament abolished the death penalty last year to boost the country's efforts to join the EU.

The Turkish government may be isolating Mr Ocalan in order to disrupt communication (via his lawyers and family) with his fighters, who apparently still obey his every word. As part of a proposed deal between Turkey and the Americans, Turkish forces are poised to enter northern Iraq if a war

begins, while thousands of American troops using Turkey as their base will open a second front against Saddam Hussein's forces (see page 43). In addition, the Turks will try to prevent an influx of Kurdish refugees from Iraq. They are adamantly opposed to the Kurds having their own state—in Iraq or anywhere else. In other words, while keeping Mr Ocalan out of touch with his people, the Turks may be tempted to give the PKK another bashing. ■

Occupational hazards ■ By William Pfaff

## U.S. plans ignore Iraq's clans

INTERNATIONAL  
Tribune  
February 15-16, 2003

PARIS  
Last week I was on a platform with Gudrun Harrer, the foreign affairs editor of the Vienna daily *Der Standard* and a Middle East specialist. She had just returned from the region and was asked her expectations about the war that seems about to take place.

She said that until recently she had thought U.S. forces would probably overrun Iraq relatively easily but that she'd changed her mind when Saddam Hussein declared he would hold the tribal or clan leaders of the country responsible for defending their own regions and was arming them accordingly. This made a serious difference, she said, particularly as the Iraqi dictator would undoubtedly have any of the leaders who faltered killed, as an example to others.

To talk seriously about societies such as Iraq, it is essential to appreciate the family or clan structure that provides most of its members with their fundamental social attachment, and which is the basis of their political and military commitments.

Iraq is a manufactured state, which only came into existence in 1920, as a British mandate, although Iraqi (or Mesopotamian) society itself has existed since the beginnings of civilization.

Before 1920, the people had been members of three Ottoman Empire provinces. No doubt they would have identified themselves first as Muslims and then as subjects of the distant Sultan.

Real authority in most matters was exercised by "more or less self-sufficient communities ruled by their own forces, authorities and hierarchies, with the Ottoman state as a remote imposition with a predominantly fiscal concern," according to the British scholar Sami Zubaida, writing in the May 2000 issue of *The International Journal of Middle East Studies*.

The state collected taxes, not always successfully, and imposed military conscription, "a particularly detested and resisted practice."

After World War I destroyed the Ottoman state, the fractious communities of what became Iraq were pulled together by a British-imposed monarchy. It controlled resources and their allocation, state employment and education, which provided the qualifications for employment and imposed a standardization of language. Out of this emerged a "national" intelligentsia and political class.

However the fundamental components of Iraq remained communal or clan, regional and religious.

Clan or family was the one solid and secure relationship people possessed. Family gave protection against rivals and the arbitrary power of the state. Careers, state commissions, business investments, contracts and jobs came mainly through through family members well placed in society or in government.

Wealth and possessions were also held by the family group. This encouraged consanguineous marriage among cousins and related families. It intensified the bonds of family and the webs of advantage, and kept clan wealth concentrated.

On the other hand, secular political forces affecting the new Iraqi state included Arab nationalism — the idea of an independent Arab state made up of all the Arabs. This idea was launched in Lebanese Christian circles in the 1920s and inspired the Ba'ath parties of both Syria and Iraq.

Saddam Hussein is a Ba'ath ruler. The Ba'ath idea is of a secular Arab nation (which is why Christians originated it and support it today), rather than one defined by Islamic religion.

Today's Islamic fundamentalists and the Saudi Arabians and other theocratic Muslims condemn the Ba'ath idea. In Iraq's early years, the political dividing line was between the pan-Arab idea and the emerging notion of an Iraqi nation, dominated by the Sunni minority, which is what Iraq is today.

Zubaida nonetheless warns that to say the Iraqi nation is a reality "is not to imply that this reality is one of solidarity or loyalty." The vital forces remain its component ethnic or religious groups, and its clans and families.

Last week representatives of the Bush administration explained to a Senate committee its sketchy plans for rebuilding Iraq as a democracy. There will be revised laws and a constitution. There will be "advisory committees" made up of returned Iraqi exiles, bureaucrats, professionals and local leaders to advise General Tommy Franks during the military occupation. The officials differed on whether the occupation would last two years or more.

There was no discussion of the relationship of laws and advisory committees to Iraq's real social structure. A critic might say they sounded like babes in the woods discussing the gingerbread house they are going to rebuild after knocking it down. They were also talking about all this with a confidence that suggested they just might be tempting fate.

Tribune Media Services International

# Our hopes betrayed

## How a US blueprint for post-Saddam government quashed the hopes of democratic Iraqis

### Kanan Makiya



**THE UNITED STATES** is on the verge of committing itself to a post-Saddam plan for a military government in Baghdad with Americans appointed to head Iraqi ministries, and American soldiers to patrol the streets of Iraqi cities.

The plan, as dictated to the Iraqi opposition in Ankara last week by a United States-led delegation, further envisages the appointment by the US of an unknown number of Iraqi quislings palatable to the Arab countries of the Gulf and Saudi Arabia as a council of advisers to this military government.

The plan reverses a decade-long moral and financial commitment by the US to the Iraqi opposition, and is guaranteed to turn that opposition from the close ally it has always been during the 1990s into an opponent of the United States on the streets of Baghdad the day after liberation.

The bureaucrats responsible for this plan are drawn from those parts of the administration that have always been hostile to the idea of a US-assisted democratic transformation of Iraq, a transformation that necessarily includes such radical departures for the region as the de-Baathification of Iraq (along the lines of the de-Nazification of post-war Germany), and the redesign of the Iraqi state as a non-ethnically based federal and democratic entity.

**THE PLAN IS** the brainchild of the would-be coup-makers of the CIA and their allies in the Department of State, who now wish to achieve through direct American control over the people of Iraq what they so dismally failed to achieve on the ground since 1991.

Its driving force is appeasement of the existing bankrupt Arab order, and ultimately the retention under a different guise of the repressive institutions of the Baath and the army. Hence its point of departure is, and has got to be, use of direct military rule to deny Iraqis their legitimate right to self-determine their future. In particular it is a plan designed



**A Kurdish fighter guards Iraqi refugees south of Erbil in northern Iraq. Kanan Makiya calls the opposition 'natural allies of the US'.** Photograph by Abdullah Zaheeruddin/Getty

Kanan Makiya is professor of Middle East studies at Brandeis University, Massachusetts

to humiliate the Kurdish people of Iraq and their experiment of self-rule in northern Iraq of the last 10 years, an experiment made possible by the protection granted to the Kurds by the United States itself. That protection is about to be lifted with the entry into northern Iraq of much-feared Turkish troops (apparently not under American command), infamous throughout the region for their decades-long hostility to Kurdish aspirations.

All of this is very likely to turn into an unmitigated disaster for a healthy long-term and necessarily special relationship between the United States and post-Saddam Iraq, something that virtually every Iraqi not complicit in the existing Baathist order wants.

I write as someone personally committed to that relationship. Every word that I have committed to paper in the last quarter of a century is, in one way or another, an application of the universal values that I have absorbed from many years of living and working in the West to the very particular conditions of Iraq. The government of the United States is

about to betray, as it has done so many times in the past, those core human values of self-determination and individual liberty.

We Iraqis hoped and said to our Arab and Middle Eastern brethren, over and over again, that American mistakes of the past did not have to be repeated in the future. Were we wrong? Are the enemies of a democratic Iraq, the 'anti-impe-

rialists' and 'anti-Zionists' of the Arab world, the supporters of 'armed struggle', and the upholders of the politics of blaming everything on the US who are dictating the agenda of the anti-war movement in Europe and the US, are all of these people to be proved right?

Is the President who so graciously invited me to his Oval Office only a few weeks ago to discuss democracy, about to have his wishes subverted by advisers who owe their careers to those mistakes?

WE, THE DEMOCRATIC Iraqi opposition, are the natural friends and allies of the United States. We share its values and long-term goals of peace, stability, freedom and democracy for Iraq. We are here in Iraqi Kurdistan 40 miles from Saddam's troops and a few days away from a conference to plan our

next move, a conference that some key administration officials have done everything in their power to postpone.

None the less, after weeks of effort in Tehran and northern Iraq, we have prevailed. The meeting will take place. It will discuss a detailed plan for the creation of an Iraqi leadership, one that is in a position to assume power at the appropriate time and in the appropriate place. We will be opposed no doubt by an

American delegation if it chooses to attend. Whether or not they do join us in the coming few days in northern Iraq, we will fight their attempts to marginalise and shunt aside the men and women who have invested whole lifetimes, and suffered greatly, fighting Saddam Hussein.

To the President who so clearly wants to see a democratic Iraq, and to the American public that put its trust in him, I say: support us.

# Iraqi opposition slams plan for military governor

by Luke Harding

Sulaymaniyah, northern Iraq

A LEADING figure in Iraq's opposition last night rounded on American plans to install a US military governor in Baghdad to rule post-war Iraq, describing the plans as an 'unmitigated disaster', 'deeply stupid' and a 'mess'.

In an interview with *The Observer*, Kanan Makiya, an adviser to Iraq's main opposition group, the Iraqi National Congress, said America now appeared to have dumped its commitment to bring Western-style democracy to Iraq. Instead, under pressure from Saudi Arabia and the Arab Gulf states, Washington was preparing to leave Iraq under the control of President Saddam Hussein's Baath Party.

'This would be an unmitigated disaster for the long-term relationship between the US and the Iraqi people,' he said. 'The Iraqi opposition is going to become anti-American the day after liberation. It is a great irony.'

Iraq's democratic opposition parties are meeting this week in Kurdish-controlled northern Iraq to finalise plans for a transitional government. But their vision of a post-Saddam administration is deeply at odds with proposals set out last week by President George Bush's special envoy to Iraq Zalmay Khalilzad - and apparently endorsed by the Foreign Office. Under the plan a US military governor would rule post-war Iraq for up to a year.

The infrastructure of Saddam's ruling Baath party would remain largely intact,

with the top two officials in each Iraqi ministry replaced by US military officers.

'The plan is bizarre. It is Baathism with an American face,' said Makiya, an Iraqi author and professor at Brandeis University in Massachusetts.

The country needed to undergo a process of 'de-Baathification' similar to the de-Nazification of post-war Germany, he added.

The White House has been badly stung by Makiya's criticism, and urged him last week not to publish a hostile opinion piece, arguing it would be 'counter-productive'. *The Observer* today prints his article in full.

Yesterday the chairman of the Iraqi National Congress, Ahmad Chalabi, who many people had expected to become Iraq's new president, also derided Washington's proposals. 'The vision of having US military officers three deep in every ministry is not workable,' he told *The Observer*.

Chalabi, who lives in London, said demonstrators who attended anti-war protests

across Britain yesterday were misguided. 'I would urge them to think again,' he said.

'War is a horrible thing to wish on anyone. But I firmly believe that the Iraqi people want the US to get rid of Saddam. Blair is doing the right thing.'

Chalabi was especially scathing of the German government, which he said was led by 'ageing German leftists wishing to absolve their conscience at the expense of the Iraqi people'. It was Germany which had supplied Saddam with chemical weapons in the 1980s, he pointed out.

The Pentagon and the vice-president Dick Cheney are broadly in favour of introducing Western-style democracy to Iraq but the State Department under Colin Powell and the CIA believe it could have a destabilising influence on the region.

Iraq's neighbours, Saudi Arabia and Turkey, are also vehemently opposed to any federal arrangement that gives power to Iraq's Kurds or Shiites.

Chalabi said he was dismayed that the British gov-

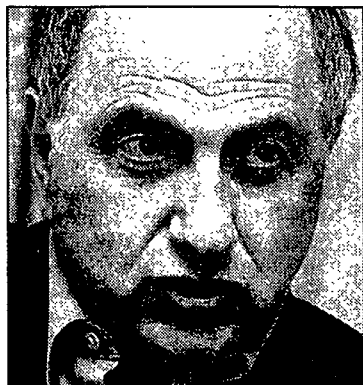
ernment apparently endorsed a plan that would leave the minority Sunni elite, which has run Iraq for decades, in power, even though most of Iraq's 23 million inhabitants are Shiite.

The Iraqi opposition is also deeply suspicious of an agreement between Washington and Turkey that will see thousands of Turkish troops enter northern Iraq, ostensibly for humanitarian purposes. Turkey, with its own disaffected Kurdish population, wants its military to occupy northern Iraq to prevent Kurdish groups from seizing the oil-rich northern city of Kirkuk and proclaiming an autonomous Kurdish homeland.

The two Kurdish parties which have controlled a mountainous enclave of northern Iraq since 1991 insist that they want only a regional government. It now seems that their militias will play virtually no role in liberating Iraq and that, following pressure from Washington, they will leave the job to the American military.

An Iraqi opposition conference scheduled for this week has so far been delayed three times, with Washington making it clear it regards the meeting as an unhelpful distraction. Khalilzad has now reluctantly agreed to turn up.

Chalabi said opponents in Britain of a US-led war in Iraq preferred to ignore the brutal reality of Saddam's regime. 'There is a strong streak of anti-Americanism in Britain and Europe that blinds them.'



'I firmly believe the Iraqi people want the US to get rid of Saddam'

Ahmad Chalabi



SEMAINE DU 13 AU 19 FÉVRIER 2003



## EN COUVERTURE France-Irak Le dessous des cartes



Le raïs irakien devant un Mirage F 1, à Istres, en 1975.

**A**vouloir, une fois encore, faire entendre sa différence à propos de l'Irak, la France, comme on le prétend outre-Atlantique, s'égarerait-elle ? Comme voilà douze ans déjà, au moment où s'élevaient à Paris des voix discordantes, alors que Washington appelait ses alliés européens à serrer les rangs pour bouter les troupes de Saddam Hussein hors du Koweït, les Américains crient aujourd'hui à la déraison des *Frenchies*, voire à leur trahison. Certains talk-shows, où les services de communication de la Maison-Blanche semblent souffler quelques répliques, dénoncent ce peuple français « prompt à retourner sa veste face au danger... » En fait, on peut tout reprocher à la France, certainement soucieuse d'exister à l'occasion de cette crise, mais certainement pas de virer à 180 degrés. Elle ne s'égare pas tout à coup, et la route qu'elle emprunte pour Bagdad, elle l'a tracée voilà plus de trente ans. Evidemment, elle peut apparaître sinueuse et loin de la voie sacrée de la solidarité atlantique ou encore du sentier de la guerre où George W. Bush nous conjure de le rejoindre.

Souvenons-nous. C'était hier. Ministres ou opposants, haut gradés, marchands d'armes, pétroliers ou banquiers : pour rien au monde ils n'auraient manqué la réception organisée chaque année le 17 juillet, à l'occasion de la Fête nationale irakienne, par l'ambassade d'Irak. Le Tout-Paris de la politique et des affaires se pressait ce jour-là dans les jardins de la résidence, à Passy. Serge Dassault et Jean-Luc Lagardère, les PDG de Dassault-Breguet et de Matra, y croisaient Jean-Pierre Chevènement et Jacques Chirac ou Charles Pasqua. Dans le même

temps, les restaurants de luxe de la capitale irakienne, comme L'Orient-Express de l'hôtel Palestine-Méridien, bruisaient des chuchotements d'hommes d'affaires accourus de l'Hexagone pour négocier de juteux contrats : routes, aéroports, centraux téléphoniques, usines clefs en main, radars... Et voilà un an seulement, malgré l'embargo, 80 entreprises françaises avaient encore leur stand à la Foire de Bagdad. Ce n'était pas l'apanage du business. S'il y a un domaine où la continuité de l'Etat français s'est exercée, c'est bien vis-à-vis de l'Irak. Georges Pompidou et Michel Jobert, Jacques Chirac puis Raymond Barre, François Mitterrand et Claude Cheysson : tous ont apporté leur pierre à l'édifice.

### Un partenaire solvable

**C'**est le 15 juin 1972 que tout commence. Ce jour-là, Georges Pompidou reçoit à l'Élysée le vice-président irakien du Conseil de commandement de la révolution. A 35 ans, Saddam Hussein est, officiellement, le n° 2 du régime de Bagdad. Mais il en est, déjà, l'homme fort. Depuis plusieurs mois, l'ambassadeur de France à Bagdad, Pierre Cercle, plaide pour que Paris lui tende la main. La France, affirme ce diplomate, a les moyens de contrebalancer l'influence de l'URSS en Irak. Et le régime baasiste est demandeur. Sensible à l'argument, le chef de l'Etat français a donc invité le jeune dirigeant irakien, dont c'est la première sortie en dehors du monde arabe. A Pompidou, Saddam affirme qu'il a « choisi la France ». Il lui promet aussi que les Français n'auront pas à souffrir de la nationalisation du pétrole irakien, qu'il a décrétée quinze jours plus tôt (voir l'encadré pages 86-87).

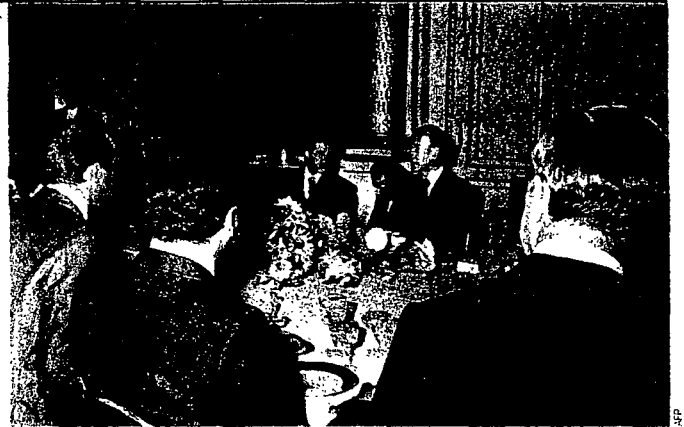
A l'époque, la visite ne fait guère de bruit. Elle marque pourtant le début de la relation franco-irakienne. Le choc pétrolier qui intervient l'année suivante va accélérer le rapprochement entre Paris et Bagdad. En quelques mois, la facture pétrolière de la France est multipliée par trois. Sous l'impulsion d'André Giraud, alors patron du Commissariat à l'énergie atomique, et de Michel Jobert, ministre des Affaires étrangères, les autorités françaises réagissent sur deux fronts : le développement du nucléaire comme source d'énergie alternative, et une démarche systématique de conquête des marchés dans les pays du Golfe et du Moyen-Orient producteurs d'or noir. C'est cette « politique des comptes extérieurs » qui est, en grande partie, à l'origine de ce que l'on appelle alors la « politique arabe » de la France.

Les Français jouent sur du velours. Car ces pays sont eux-mêmes très désireux de se rapprocher de Paris. Longtemps sous tutelle britannique, ils souhaitent diversifier leurs relations internationales. Et la France leur apparaît comme un interlocuteur privilégié. Elle est le seul pays occidental à avoir, par la voix du général de Gaulle, condamné en 1967 l'Etat d'Israël pour la guerre de Six-Jours. « Nous étions bien accueillis partout », se souvient Serge Boidevaix, qui était à l'époque le directeur du cabinet de Michel Jobert et sera ensuite, en 1974, le conseiller diplomatique de Jacques Chirac à Matignon. L'Irak va d'emblée occuper une place importante dans cette politique, du fait de ses incontestables atouts. Le pays n'est pas seulement une éponge à pétrole. Il a aussi des ingénieurs et des techniciens. Et de l'eau, ce qui n'est pas la moindre des richesses dans la région. Bref, c'est un partenaire solvable, avec un immense potentiel de développe-





Jacques Chirac et Saddam Hussein visitent la centrale nucléaire de Cadarache, le 6 septembre 1975.



Réception à l'Élysée, le 9 septembre 1975.

## “La sécurité de l'Irak est un impératif de défense nationale”

ment. En outre, ses dirigeants se réclament du Baas (« renaissance »), un mouvement nationaliste arabe de sensibilité laïque et socialiste. Ils ont fait de la modernisation du pays leur objectif prioritaire. Et ils ont besoin, pour y arriver, de la technologie occidentale. L'ancienne Mésopotamie va donc très vite devenir le pays des mille et une affaires.

Premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing à partir du 27 mai 1974, Jacques Chirac va poursuivre et amplifier la politique amorcée à la fin des années Pompidou. Il est séduit par Saddam Hussein, en qui il voit le modernisateur de l'Irak. Il s'agissait, affirme Serge Boidevaix, d'une approche essentiellement « pragmatique ». L'Irak apparaît alors comme « un terrain favorable à une politique active d'expansion de l'influence française, dans tous les domaines ». Saddam, de son côté, est d'autant plus réceptif qu'il vient d'éliminer les communistes irakiens et que les Soviétiques lui en veulent.

Le 1<sup>er</sup> décembre 1974, Chirac est à Bagdad. Il y tient un discours enthousiaste : « Le nationalisme au meilleur sens du terme et le socialisme comme moyen de mobiliser les énergies et d'organiser la société de demain sont des sentiments très proches au cœur des Français. » Il rentre à Paris avec des promesses de contrats pour les exportateurs français. Et, surtout, un gros dossier qui n'a pas fini de faire parler de lui : celui de la coopération nucléaire.

C'est en réalité quelques mois plus tôt que le sujet a été abordé pour la première fois entre Français et Irakiens. En août 1974, une délégation irakienne débarque à Paris pour préparer la visite de Chirac en Irak. Elle est reçue par André Giraud, à l'époque patron du Commissariat à l'énergie atomique. La France cherche à vendre des centrales et Giraud vante les

mérites de son matériel. Les Irakiens sont intéressés. Mais ils veulent une centrale de type graphite-gaz. C'est à partir d'un tel réacteur que la France, ils le savent, a pu se doter de l'arme nucléaire. Les discussions vont se poursuivre pendant plusieurs mois. En fait, les Irakiens devront abandonner la filière graphite-gaz, que la France a arrêtée. En échange, Michel d'Ornano, alors ministre de l'Industrie, leur propose de leur livrer un réacteur de recherche, copie conforme du réacteur Osiris en fonction à Saclay. Les Irakiens acceptent : le réacteur utilise de l'uranium enrichi à 93 %, donc propice à des applications militaires.

Lorsque Chirac accueille Saddam Hussein à Paris, le 5 septembre 1975, le dossier est bouclé. Et les relations entre les deux hommes, au zénith. Chirac assure le raïs irakien de son « amitié », et de son « affection ». Après une visite des installations nucléaires de Cadarache, les deux hommes passent le week-end à L'Oustaou de Baumanière, une auberge très réputée près des Baux-de-Provence où Chirac recevait aussi Deng Xiaoping. De retour à Paris, le Premier ministre offre à son hôte un dîner de gala au palais de Versailles. L'Irak, dit-il, « est en train de mettre au point un programme nucléaire cohérent » et la France entend « s'associer à cet effort ». Au cours de cette visite, Saddam Hussein est également reçu à l'Élysée par Valéry Giscard d'Estaing. Les Français ignorent qu'un journal libanais, *Al Ousbou' Al Arabi* (La Semaine arabe), vient de publier une interview dans laquelle l'homme fort de Bagdad affirme que l'accord avec la France est « le premier pas concret vers la production de l'arme atomique arabe »...

L'accord de coopération nucléaire est signé le 18 novembre 1975 à Bagdad. La France s'engage à livrer à l'Irak deux

réacteurs : un petit de 800 kilowatts et un autre, beaucoup plus important, de 70 mégawatts, fonctionnant à l'uranium enrichi à 93 %. Les Français les appellent Isis et Osirak. Les Irakiens les baptiseront Tamouz I et Tamouz II. La livraison est prévue pour la fin de 1980. Le contrat prévoit aussi la formation de 600 ingénieurs et techniciens.

Personne à l'époque, dans les sphères dirigeantes, ne paraît s'interroger sur les risques de prolifération – la France vendra d'ailleurs à peu près à la même époque quatre centrales nucléaires à l'Iran. Les États-Unis ne s'en offusquent pas non plus. L'Irak n'a-t-il pas signé le traité de non-prolifération nucléaire qui l'oblige à se soumettre aux contrôles de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ? Seuls les Israéliens font campagne contre Osirak, qu'ils finiront par bombarder, le 7 juin 1981, moins d'un mois après l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand.

### Coopération militaire

Dans le domaine des ventes d'armes aussi, les affaires sont les affaires. Le premier contrat est signé en 1973. Radars, hélicoptères, blindés : Saddam paie cash. Et ce n'est qu'un début. Le client est riche, et il veut ce qui se fait de mieux. Un accord « relatif à l'équipement des armées irakiennes » est signé le 1<sup>er</sup> septembre 1974. A Paris, on se frotte les mains. Les achats irakiens vont faire tourner les usines d'armement et permettre à l'armée française de s'équiper à moindre coût. En outre, en s'engageant dans une politique de coopération militaire avec l'Irak, la France s'assure un approvisionnement régulier en pétrole. En 1975, Dassault ●●●

## France-Irak Le dessous des cartes



J. PAVLOVSKY/CORBIS SYGMA



L'Irakien Tarek Aziz, alors ministre des Affaires étrangères, rencontre Claude Cheysson, son homologue français, à Bagdad, en 1983, et François Mitterrand, à Paris, en juin 1986.

●●● propose à Bagdad son Mirage F 1. Un accord portant sur une première tranche de 36 appareils sera signé en décembre 1979. Jacques Chirac n'est alors plus Premier ministre. Mais qu'importe. Aussitôt installé à Matignon, Raymond Barre a fait savoir aux Irakiens que rien se serait changé. C'est d'ailleurs Chirac qui lui a présenté Saddam Hussein, en janvier 1976. Au retour d'une visite en Inde, les deux hommes avaient fait escale à Bagdad en compagnie de leurs épouses pour un dîner privé, racontent Claude Angeli et Stéphanie Mesnier dans leur livre documenté *Notre allié Saddam* (Olivier Orban, 1992). Dans ce climat, la fusillade de l'ambassade d'Irak, en août 1978, au cours de laquelle un policier français est abattu en pleine rue du XVI<sup>e</sup> arrondissement fait à peine quelques vaguelettes.

Le 22 septembre 1980, l'armée irakienne

franchit la frontière iranienne. C'est le début d'une guerre qui va durer huit ans. Trois jours après, le vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz est à Paris, où il est reçu par Giscard d'Estaing. Il veut l'assurance que les livraisons d'armes se poursuivront. Il est aussitôt rassuré. Les quatre premiers Mirage français sont livrés à Bagdad le 31 janvier 1981. Presque au même moment, trois vedettes lance-missiles commandées par l'Irak sous le règne du Chah et payées à 90 % sont interdites de livraison et bloquées à Cherbourg... L'Irak est alors le deuxième fournisseur pétrolier de la France. Les seuls contrats signés en 1980, civils ou militaires, représentent plus de 26 milliards de francs. Mais l'encours de la dette atteint déjà 27 milliards de francs, dont 17 pour la dette civile.

L'élection de François Mitterrand, en mai 1981, est fort mal accueillie à Bagdad.

Le Parti socialiste n'a-t-il pas, à maintes reprises, dénoncé la politique « mercantile » de la droite ? Et le nouveau chef de l'Etat a la réputation d'être un ami d'Israël. François Mitterrand et le gouvernement socialiste vont pourtant, très vite, assumer l'héritage, et poursuivre sur la voie tracée par les gouvernements précédents. Peu de temps après son arrivée au Quai d'Orsay, Claude Cheysson est invité à se rendre au Caire par Anouar el-Sadate. Ce dernier lui fait part de sa préoccupation. Une victoire de l'Irak risquerait de provoquer une flambée de fanatisme religieux dans tout le monde arabe. L'Egypte elle-même ne serait pas à l'abri. Il est donc essentiel que la France soutienne l'Irak. De retour à Paris, Cheysson transmet le message à François Mitterrand. Sans le convaincre. Sadate revient à la charge, alerte ses pairs. Ce sont

## Paris-Bagdad: un monde de brut

Depuis quatre-vingts ans, la France s'intéresse à l'or noir irakien

Tout commence dans les années 1920. Aux lendemains de la Grande Guerre, la France, qui avait failli être à court de carburant pour alimenter ses chars d'assaut, a enfin compris l'importance stratégique du brut. Clemenceau s'était mordu la langue d'avoir lancé un jour : « Moi, quand je veux du pétrole, je vais chez mon droguiste. » Le gouvernement français a vite fait le tour du problème : les approvisionnements pétroliers sont aux mains des « sept sœurs », cinq

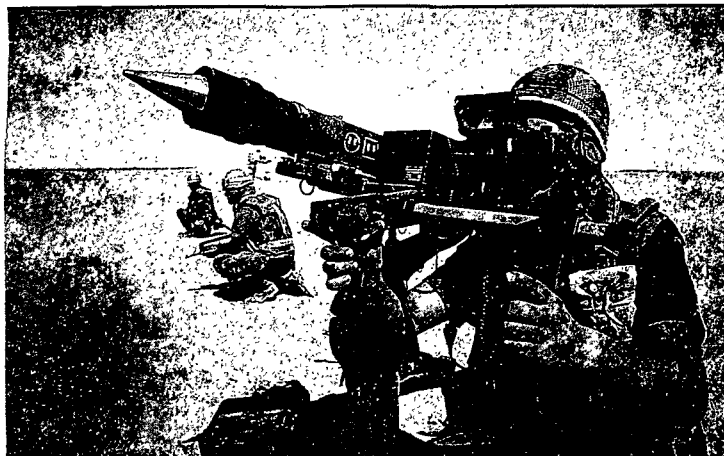
américaines et deux anglo-saxonnes. Jouer dans la cour des grands paraît impossible. L'occasion va être le démantèlement de l'empire allemand. Dans la corbeille, Paris récupère la participation de la Deutsche Bank dans la Turkish Petroleum Company. En 1924, Raymond Poincaré crée la Compagnie française des pétroles, la CFP, futur Total, dans laquelle l'Etat prend 25 %. Son premier terrain de manœuvre — qui restera longtemps le seul — est

l'Irak. La naissance de l'Etat irakien sur les ruines de l'Empire ottoman coïncide exactement avec la découverte du brut et l'arrivée de la France à la table du grand jeu pétrolier moyen-oriental. La Turkish n'est pas une inconnue. Son vrai patron s'appelle Calouste Gulbenkian. Cet Arménien de Turquie, fils de banquier et de pétrolier, a flairé depuis longtemps l'éponge à brut irakienne. Secret, rusé et méfiant, celui que l'on connaîtra bientôt sous le surnom de

« M. 5 % » a coutume de dire : « Les amitiés pétrolières sont poisseuses. » Rien de plus vrai sur les bords de l'Euphrate. Avertis que la British Petroleum anglaise et la toute jeune CFP française vont se partager les espoirs irakiens, les Américains font le forcing pour avoir, eux aussi, accès au gâteau du Moyen-Orient. C'est qu'ils ont peur — déjà ! — que leurs réserves ne suffisent pas à alimenter leur consommation. Les Anglais cèdent. En 1929, l'ancienne Turkish devient

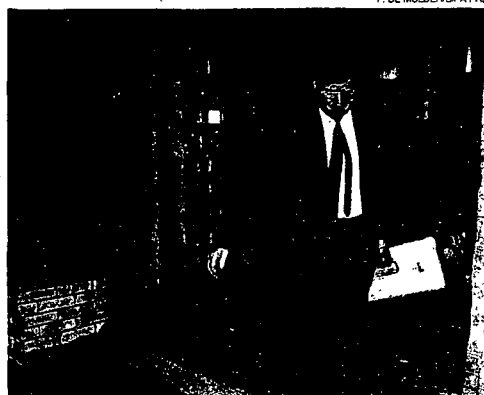


l'Irak Petroleum Company (IPC), qui obtient des concessions jusqu'en l'an... 2000. Exxon et Mobil siègent aux côtés de la BP, de la CFP et de Gulbenkian.



Soldats français en Arabie saoudite avant la guerre du Golfe, fin 1990.

André Janier, chargé d'affaires, quitte l'ambassade de France à Bagdad, le 15 janvier 1991, la veille des premiers raids.



F. DE MULDER/SIPA PRESS

## "L'action préventive est une doctrine extrêmement dangereuse"

alors tous les chefs d'Etat arabe – à la seule exception du Syrien Hafez el-Assad, qui a choisi le camp de l'Iran – qui vont appeler l'Elysée pour plaider la cause de Bagdad. François Mitterrand finit par s'incliner. Dès l'été 1981, Paris proclame sa décision de maintenir les engagements militaires pris avant l'élection présidentielle. En novembre 1981, lors d'un comité interministériel sur les ventes d'armes qu'il préside à Matignon, Pierre Mauroy affirme que les ventes d'armes à l'Irak doivent même s'intensifier, afin de lui permettre de tenir face à l'Iran. Une position que personne ne conteste au sein du gouvernement : Charles Hernu est de toute façon favorable au développement des ventes d'armes françaises, qu'il juge indispensables au maintien en France d'une industrie de l'armement ; Jacques Delors, au ministère

de l'Economie et des Finances, fait valoir que la dette irakienne à l'égard de la France est telle que la France a tout intérêt à continuer à soutenir Bagdad, pour ne pas risquer de tout perdre en cas de défaite de ce pays ; Claude Cheysson, enfin, est convaincu que l'Iran islamiste constitue une grave menace pour la stabilité du monde arabe et qu'il faut par conséquent tout faire pour aider l'Irak jacobin, séculier et moderniste, à « tenir » face aux mollahs passésistes et fanatiques.

### Soutien sans faille

Tarek Aziz arrive à Paris, dès le 19 août 1981, avec une très nombreuse délégation de civils et de militaires. Les Français déploient le tapis rouge : il est reçu à l'Elysée par

François Mitterrand et à Matignon par Pierre Mauroy. Il voit Claude Cheysson aux Relations extérieures, Charles Hernu à la Défense, Jean-Pierre Chevènement au ministère de la Recherche, Michel Rocard au Plan, Alain Savary à l'Education... La liste des commandes irakiennes est impressionnante. L'Irak a besoin à la fois de remplacer le matériel détruit pendant les premiers mois du conflit et de renforcer son potentiel. Mitterrand donne rapidement son feu vert – d'autant plus rapidement sans doute que la plupart de ces armes seront payées par... l'Arabie saoudite et le Koweït (!) – et la livraison est fixée à 1985.

Au total, les commandes irakiennes d'armements atteindront 14,5 milliards de francs en 1981, et 13 milliards en 1982. En novembre 1981, au Caire, Mitterrand déclare que la France souhaite que ●●●



Une raffinerie de pétrole à Bassora (Irak), en 2001.

Un premier match perdu. La cloche du deuxième round sonne dans les années 1960. Quand l'Irak, comme d'autres pays pétroliers, décida de nationaliser ses ressources en réduisant à presque rien les droits historiques de l'IPC et en créant l'Irak National Oil Company. Les outsiders se ruent en Irak quand Bagdad propose au plus offrant d'exploiter le gisement géant de Roumeïla-Nord. Devant les manœuvres américaines, la CFP cale. C'est

une autre compagnie française, l'Erap, l'ancêtre d'Elf, qui va porter, en Irak, un des coups les plus durs au vieil ordre pétrolier mondial. Marquant le retour offensif de la France sur la scène internationale et la volonté de Paris de faire à Bagdad une place de choix dans sa politique arabe. L'Erap, créée pour être le bras armé de l'Etat en opposition avec une CFP jugée « trop-Quai d'Orsay », ne s'est jamais embarrassée de principes. En Irak, elle innove : avance des sommes nécessaires à l'exploitation, aide à la commercialisation, limitation de ses droits dans le temps,

accès limité au brut produit et communication de toutes les informations aux Irakiens – le contrat de novembre 1967 a de quoi satisfaire Bagdad, qui y voit un soutien ouvert de la part du gouvernement de Georges Pompidou. La lune de miel durera jusqu'en 1990. L'Irak n'a pas oublié que la France l'avait soutenu en coulisses en 1972 quand il achevait de nationaliser son brut. En février 1973, alors que les Saoudiens ont humilié les Français venus négocier un accord de livraisons, la CFP signe, sans problème, un contrat portant sur dix ans de fournitures. A un bon prix.

Depuis la guerre du Golfe, le vent a fraîchi. Certes, Total et Elf – aujourd'hui fusionnés – n'ont pas tardé à se représenter à Bagdad. Mais les sanctions décidées par l'ONU limitent largement leurs marges de manœuvre. Si les négociations concernant les gisements géants de Bin Umr et de Majnoon sont bien avancées, rien n'a été signé. Demain, la guerre pourrait déboucher sur l'éviction des Français. A Paris, on tente de se rassurer : l'avenir n'est pas entièrement politique et l'Irak à reconstruire aura besoin de toutes les compétences. ●

Georges Dupuy

Pendant une quarantaine d'années, l'Irak servira de base aux offensives lancées par la CFP pour tenter désespérément de contrer les majors américaines.



## France-Irak Le dessous des cartes

Tarek Aziz  
reçu au Quai  
d'Orsay par  
Alain Juppé,  
alors ministre  
des Affaires  
étrangères,  
le 6 janvier 1995.

Ici, avec  
le Premier  
ministre  
Lionel Jospin,  
à Matignon,  
le 14 mai 1998.



●●● « l'équilibre millénaire entre le monde arabe et le monde perse soit préservé ». « Nous ne voudrions pas, ajoute-t-il, que l'Irak soit vaincu dans cette guerre. » Cette politique permet aussi à l'industrie française de l'armement de conserver ses autres clients arabes. L'Arabie saoudite – qui, fin 1982, prêtera 4 milliards de dollars à la France – les Émirats, le Koweït achètent à leur tour des armes à la France. Le soutien à l'Irak va par ailleurs permettre à François Mitterrand de réussir une vraie percée diplomatique dans les pays modérés du Moyen-Orient et du Golfe où son image, mauvaise au tout début, est très vite corrigée. En aidant l'Irak – bien plus qu'en soutenant les Palestiniens ! – la France reste à leurs yeux « l'amie des Arabes ».

À l'automne 1982, deux ans après le début de leur conflit avec l'Iran, les Irakiens sont en mauvaise posture sur le terrain. Ils ont perdu la bataille de Khorramchahr, et se sont retirés sur leurs frontières. Ils cherchent le moyen de porter leurs coups sur les points sensibles de l'Iran, c'est-à-dire ses deux terminaux pétroliers, et les pétroliers qui viennent s'y approvisionner. Pour cela, en attendant la livraison en 1985 des Mirage F1 équipés pour tirer des missiles Exocet, ils vont demander à la France de lui fournir cinq Super Etendard. Mais il y a un problème : la chaîne de fabrication des Super Etendard, chez Dassault, est arrêtée. Pour livrer à l'Irak ces appareils, une seule solution : il faut les prélever sur les stocks de la marine française et les prêter à l'Irak. Qu'importe. « La sécurité de l'Irak, déclare Charles Hernu, est un impératif de défense nationale. » Les cinq appareils sont livrés à l'Irak au début du mois d'octobre 1983. La France est au seuil de la cobelligérance.

Le représentant de Téhéran à l'ONU

dénonce « une participation directe de la France au conflit ». A Paris, certains ont, cette fois, l'impression qu'on est allé trop loin et commencent à plaider pour un inflexionnement de la politique française en direction de Téhéran. C'est le cas de Roland Dumas et, au Quai d'Orsay, de Marc Bonnefous, alors directeur du département du Moyen-Orient. Mais on n'en est pas encore là. La livraison des Super Etendard ouvre une nouvelle guerre : celle que l'Iran livre à la France avec ces armes non conventionnelles que sont les actions terroristes et les prises d'otages.

### Fin d'une époque

Dans la matinée du 22 mars 1985, près de l'avenue Clemenceau à Beyrouth-Ouest, deux employés de l'ambassade de France au Liban et la fille de l'un d'eux sont enlevés. Le rapt est revendiqué par le Jihad islamique, qui exige « l'arrêt de l'intervention directe et indirecte de la France dans la guerre entre la République islamique et l'Irak ». Deux mois plus tard, ce sera au tour de Jean-Paul Kauffmann et Michel Seurat d'être enlevés, et l'année suivante, d'une équipe d'Antenne 2. Désormais, l'affaire des otages du Liban va dominer, et empoisonner, toute la politique française dans la région. Les Iraniens portent aussi la guerre dans les rues de Paris. La capitale est le théâtre, au début de 1986, d'une vague d'attentats sanglants, tous revendiqués par un mystérieux « Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes du Moyen-Orient ». L'enquête mettra en évidence les liens des terroristes avec l'Iran et débouchera sur la rupture des relations diplomatiques avec ce pays en juillet 1987.

La guerre Irak-Iran prend fin en juillet 1988. Pendant les deux années qui suivent, jusqu'à l'invasion du Koweït, les relations franco-irakiennes vont être dominées par les négociations sur le rééchelonnement de la dette irakienne, estimée à 4 milliards de dollars. Si la grande époque des relations franco-irakiennes a vécu, Bagdad reste néanmoins un partenaire privilégié.

L'invasion du Koweït va tout changer. Dès le début de la crise, François Mitterrand est convaincu que la France doit « coller » aux États-Unis si elle veut pouvoir revendiquer sa place, ensuite, dans le nouvel ordre mondial que dessine déjà l'effondrement de l'URSS. Il va tirer, sans états d'âme, un trait sur dix-huit années d'amitié franco-irakienne. Craignant les conséquences régionales du conflit qui s'annonce, il tente, cependant, pendant les mois qui précèdent l'entrée en guerre de la coalition, de convaincre Saddam Hussein d'accepter une porte de sortie. Mais le dictateur irakien, muré dans son autisme, ne saisira aucune des perches tendues. Paris met aussi l'accent sur la nécessité d'établir un lien entre la libération du Koweït, que la communauté internationale est déterminée à imposer, et l'ouverture de négociations sur le conflit israélo-palestinien. « Il serait catastrophique, déclare Roland Dumas le 9 octobre 1990, que, dans la situation actuelle, l'ONU accrédite l'idée qu'il peut exister deux poids, deux mesures dès lors que l'on touche aux problèmes du Proche-Orient. » C'est le seul point sur lequel la France, plus sensible que ses alliés occidentaux aux frustrations de la « rue arabe », fera vraiment entendre sa différence.

Le 15 janvier 1991, dans l'après-midi, l'ambassade de France à Bagdad, la dernière des chancelleries occidentales en-



La France à la Foire du commerce de Bagdad, en octobre 2002.



Mohamed el-Baradei (à g.) et Hans Blix, responsables des inspections en Irak, à Paris, le 17 janvier.

**“On parle de preuves, mais, moi, ces preuves, je ne les ai pas encore vues !”**

core ouverte, reçoit l'ordre d'évacuer ses locaux « le plus vite possible ». L'ultimatum donné à Saddam Hussein expire dans quelques heures. Les Irakiens, qui espéraient encore la visite de Roland Dumas – un Concorde était prêt à décoller de Paris, mais Mitterrand mettra finalement son veto à ce projet – comprennent que, désormais, la guerre est inéluctable. Dans la grosse bâtisse en brique rose qui abrite l'ambassade, le chargé d'affaires, André Janier, et ses trois collaborateurs passent les derniers papiers à la broyeuse avant de prendre, dans la nuit, la route d'Amman. Le lendemain, le ciel de Bagdad s'embrase. Ce sont les premiers raids de la coalition. Une dizaine de jours plus tard, le ministre de la Défense, Jean-Pierre Chevènement, décide, enfin, de donner sa démission. Ce pro-arabe convaincu avait eu, depuis l'été, bien du mal à « fermer sa gueule » !

Quelques semaines après la fin de la guerre, Roland Dumas dénoncera le « mythe » de la « politique arabe de la France »... Jusqu'à la fin des années Mitterrand, la France officielle ne va plus s'intéresser que de loin au dossier irakien. Quelques politiques et des hommes d'affaires vont, à partir du printemps 1993, prendre le relais. On assiste en effet à ce moment-là, comme si un délai de viduité était passé, à la reconstitution d'un nouveau lobby pro-irakien. Ce ne sont plus les marchands d'armes d'antan qui l'animent, mais des pétroliers et des entrepreneurs qui rêvent aux fabuleux contrats de l'après-embargo, et des nostalgiques de la politique arabe. Les relais politiques sont pour l'essentiel au RPR. A l'Assemblée nationale, Roselyne Bachelot préside avec conviction le tout nouveau groupe d'amitié franco-irakien. Le 6 janvier 1995, Tarek Aziz est reçu of-

ficiellement à Paris, pour la première fois depuis la fin de la guerre du Golfe, par Alain Juppé, alors ministre des Affaires étrangères, qui lui annonce la décision de la France d'ouvrir une section d'intérêts à Bagdad.

Les amis de l'Irak espèrent que l'élection de Jacques Chirac à la présidence de la République le 7 mai 1995 va changer la donne. Ils organisent même un colloque de soutien à l'Irak au palais Bourbon le jour où Chirac entre à l'Elysée ! Soucieux d'être considéré comme un allié fiable par les Américains, le nouveau président se montre plus prudent qu'ils ne l'espéraient. Après le refus de Bagdad, en février 1998, de laisser les inspecteurs de l'ONU pénétrer dans les sites présidentiels, il va cependant s'investir personnellement pour tenter de trouver une sortie de crise. Il s'agit de convaincre Saddam d'accepter une ultime revue de détail de son arsenal prohibé en échange d'un engagement du Conseil de sécurité pour une levée, à court terme, des sanctions.

## La guerre des mots

**A** la fin d'octobre 1998, le dossier paraît bouclé. Mais à la dernière minute, Saddam se dérobe. Chirac est à la fois furieux et déçu. Et l'épisode aura un effet dissuasif. Désormais le président français ne se mêlera plus du dossier irakien.

Du moins jusqu'à l'été 2002. A l'occasion d'une rencontre en Allemagne, le 30 juillet, avec le chancelier Gerhard Schröder, Jacques Chirac monte à nouveau en ligne pour s'opposer à la fois à une action unilatérale des Etats-Unis contre le régime baasiste et à l'automatisme d'une riposte en cas d'entrave dé-

libérée au travail des inspecteurs en désarmement de l'ONU. « Une frappe militaire est un geste très grave, qui justifie [...] que le Conseil de sécurité en débâte », insiste le président français. C'est que George W. Bush, exaspéré par la duplicité du dictateur de Bagdad, mais aussi soucieux de faire incarner par ce vieil ennemi « l'axe du Mal » qu'il s'est juré d'anéantir après les attentats du 11 septembre 2001, entreprend déjà de mettre son armada en ordre de bataille aux frontières de l'Irak. « L'action préventive est une doctrine extraordinairement dangereuse », insiste encore Jacques Chirac, qui s'étonne : « On parle de preuves, mais, moi, ces preuves, je ne les ai pas encore vues ! » Avant même que résonne le fracas des bombes dans le ciel irakien, la guerre des mots fait rage entre l'Elysée et la Maison-Blanche. En ce mois de février, à l'heure où le cinquième porte-avions fait route vers le Golfe, le président français, en concertation avec Berlin, propose encore une alternative à la guerre sous forme d'un « plan de désarmement complet » de l'Irak, tandis que, de son côté, George W. Bush déclare que d'ores et déjà « la partie est finie ». Pourtant, il va bien falloir, si Saddam n'y met pas du sien, que la France choisisse au bout du compte entre sa « différence » à propos de l'Irak et son alliance avec les Etats-Unis en cas de vote au Conseil de sécurité.

Ce qui est sûr, c'est que cet ultime combat diplomatique inspiré par trente années de relations particulières avec l'inflexible raïs ne nous vaudra, de sa part, aucune gratitude. Ainsi lançait-il perfidement, voilà dix ans, lors de la guerre du Golfe : « La France actuelle travaille uniquement pour servir ses propres intérêts sans se soucier de ses principes [...]. Elle n'a plus de rôle à jouer sur la scène internationale. » ● **D.L. et A.L.**



# Baghdad's strategy is said to rely on delay, then street battles

By Michael R. Gordon

The New York Times

**WASHINGTON:** Iraq's strategy to thwart a U.S.-led attack calls for slowing U.S. troops' advance toward Baghdad and then confronting them with the prospect of a bloody street battle in the Iraqi capital, according to U.S. intelligence.

To impede U.S. and allied forces, Saddam Hussein's administration has developed plans to blow up dams, destroy bridges and ignite oil fields, U.S. Defense Department officials say. They say Iraq may also deny food to Iraqi civilians in the southern parts of the country to try to create a crisis that would saddle advancing allied forces with the responsibility of caring for millions of desperate Iraqi civilians.

Once U.S. and allied forces approach Baghdad, they will encounter two defensive rings of elite Republican Guard forces, the U.S. officials say. Many of the Republican Guard forces are now dispersed, a move that is intended to help them survive the air strikes that will open the allied campaign. But as allied ground forces approach Baghdad, the Iraqis are expected to rush to fighting positions that have been stocked with ammunition and supplies.

Some Republican Guard units are equipped with chemical protective gear, as are Special Republican Guard units and some intelligence and securi-

ty forces inside Baghdad, according to intelligence reports. This is one of several signs that have led U.S. officials to conclude that Iraq will try to use poison

gas or germ weapons against the U.S. and allied forces.

American intelligence agencies have also concluded that it is likely that Iraq will try to strike Israel with Scud missiles, weapons that officials said could be armed with poison gas or germ warheads.

"We have indications that their goal is to delay, impede and deny U.S. forces a clear and quick victory," a defense official said. "The basic strategy can be summed up as disperse, absorb and move to military operations in urban terrain."

As the United States, Britain, Australia and other members of President George W. Bush's "coalition of the willing" prepare for military action to topple Saddam, U.S. intelligence is working hard to figure out Iraq's intentions. U.S. officials say Iraq's deployments and even statements by Saddam provide an indication of Baghdad's strategy.

Senior U.S. military officials say they are aware of Iraq's options but confident of achieving a decisive victory and avoiding a prolonged war. Allied ground forces are far better trained and equipped than Iraqi troops, and allied air forces already command the skies.

The Iraqi Army is about a third of its size during the Gulf War of 1991. There

are mounting indications that the morale within Iraq's regular army and even some of the Republican Guard forces is low. Saddam faces multiple threats: one from the U.S.-led invasion force and another from a restive Shiite population and perhaps some elements of his armed forces that would rather try a coup than see the United States invade and occupy the country.

"At the end of the day, if called on, win we will," General Tommy Franks, the head of the U.S. Central Command, said in an interview.

Iraq, however, is striving to take a weak hand and make the best of it. Its objective is much different than in the 1991 conflict. During that war, Iraq's goal was to hold on to Kuwait, and it positioned the bulk of its ground forces far from its capital.

But this time, Saddam has one overriding goal: survival. His aim seems to be to force the Bush administration to seek a political compromise that stops short of ending his administration by spurring fears of extensive allied casualties, dragging out the war and raising concern around the world over the fate of Iraqi civilians.

"There is no victory option for Iraq," said General Joseph Hoar, a retired Marine and former chief of the U.S. Central Command. "The question for Iraq is how to prolong the conflict. For Saddam, the goal is to inflict casualties and allow the Arab news networks



Ahmad Al-Rubaye/Agence France-Presse

Iraqi soldiers digging trenches in Tikrit, 150 kilometers north of Baghdad. U.S. intelligence says in the event of war, the Iraqis will try to slow allied forces by destroying bridges and igniting oil fields, but then rush to positions to defend Baghdad.



broadcast pictures of civilians dying. He will try to gather international support and try to find a place in history."

A U.S. defense official said: "What lessons have they learned from the last war? They have learned that the possession of weapons of mass destruction is a force multiplier even if they are not used. And they have learned that they should not deploy forces out in the open but disperse them and then move into urban terrain and intermingle with the civilian population."

Drawing on its experience during the Gulf War, Iraq is not mounting a major defense of its borders. But it is taking several steps to try to bog down U.S. and allied forces as they try to advance to Baghdad. American defense officials said Iraq had shipped rail cars full of ammunition and demolition equipment to its oil fields. That raised concerns that Iraq planned to blow them up to hamper the invasion and portray it as an economic and environmental catastrophe.

Iraq has also considered plans to destroy dams and flood the Euphrates River, a move that could make it more

difficult for American forces to cross the river, slowing an offensive, U.S. officials said.

Iraq's 11th Infantry Division has been stationed near the city of Nasiriya, where it can try to put down a Shiite rebellion in the city and guard the crossing points over the river. Iraq has also moved some light infantry and artillery south to the Basra area.

"If hostilities begin, Saddam is likely to employ a 'scorched earth' strategy, destroying food, transportation, energy and other infrastructures, attempting to create a humanitarian disaster significant enough to stop a military advance," Vice Admiral Lowell Jacoby, the director of the Defense Intelligence Agency, advised Congress last week. Jacoby said the Iraqis would try to blame American forces for the damage.

Iraq is also positioning surface-to-surface missiles. Iraq has placed Al Samoud missiles north and west of Baghdad. U.S. intelligence says the missile can travel much farther than the 145-kilometer (90-mile) range that is allowed by the United Nations. Iraq has

also placed Ababil-50 missiles, Ababil-100 missiles and Soviet-designed Frog rockets north of the capital.

American defense officials say the missiles have been put in place both to strengthen Iraq's defenses in the north and to threaten population centers like Kirkuk and Mosul if they fall into the hands of U.S. or Kurdish forces. To threaten Kuwait and U.S. forces there, Iraq has also deployed mobile missile systems in the south near Basra.

American intelligence has reported that Saddam has authorized his commanders to use chemical and perhaps biological weapons.

It is difficult for intelligence experts to determine if the munitions being sent to Iraqi forces have chemical or conventional warheads. But U.S. intelligence has noted that protective gear against chemical attack has been given to Special Republican Guard forces as well as intelligence and security personnel charged with defending Baghdad and other cities. It has been given to some Republican Guard units outside Baghdad as well.

America and Europe ■ By David L. Phillips

## Building peace in Iraq

**W**HAT started as a trans-Atlantic tiff has become a full-blown diplomatic crisis over Iraq. Instead of continuing to throw barbs at one another, the United States and Europe should recognize that no one wants war.

If Saddam Hussein fails to cooperate with the United Nations weapons inspectors and, as a result, the United States leads an international coalition to disarm his regime, humanitarian action and post-conflict peace-building would provide an opportunity for improving international cooperation.

UN Secretary-General Kofi Annan has endorsed contingency planning as necessary and "prudent." But so far the European Union has been reluctant to get involved. It sees any planning as a tacit endorsement of military action.

Visiting Athens, I have been discussing Iraq with leading Greek think tank representatives, scholars and journalists. Greek elites are much like their counterparts across Europe; public opinion is solidly in favor of letting the UN process run its course. Europeans mostly reject preemptive action, as evidenced by the weekend's large anti-war demonstrations.

Many peace protestors recognize, however, that if Iraq continues its non-cooperation with the United Nations, military action may ultimately be necessary. They worry about the 2.2 million Iraqis who the UN estimates could be displaced by conflict.

Europeans take pride in their tradition of providing humanitarian assistance and helping war-torn societies. The European Stabilization and Association Process is regarded as a road map for post-conflict peace-building and strengthening ties to the West.

The Bush administration can constructively engage its European allies by showing them that they are not taken for granted. To this end it should recognize European priorities and appeal to European strengths.

In the 1990s the United States and Europe established a track record of working together in Bosnia, Kosovo and East Timor. Drawing on shared experience, they have defined basic principles to guide nation-building: Coordinate security efforts with humanitarian and reconstruc-

tion activities; measure progress in milestones, not calendar months; and cooperate with local partners to avoid resentment and create conditions for sustainable peace.

In the event of war, the United States and Europe should apply such principles to help Iraqis and rebuild Iraq. Consultations should start now to enhance advantages for Iraq and foster U.S.-European cooperation.

The U.S.-led international security force should play a role in meeting the emergency humanitarian needs of persons displaced by conflict. To help maintain order and stability, the force should try to work with reformed elements of the Iraqi army. To control revenge-taking, an orderly process will be needed to arrest war criminals, while initially preserving a role for many local Ba'ath Party officials not directly involved in atrocities.

To democratize Iraq, a population census should be taken. It would be followed by internationally supervised elections for local government, modeled on similar elections in Bosnia and Kosovo. As in East Timor, local and international experts would develop a constitution embodying a federal system of governance. The constitution would be disseminated, debated and ratified. National elections would follow.

Iraqis should be involved at every stage of relief, rehabilitation and reconstruction. And they should determine how the country's oil wealth would be used for the betterment of the Iraqi people.

Greece demonstrated its leadership by convening a European Union summit recently. As the current EU president, Greece will continue to play an important role in any European involvement in Iraq.

The United States wants the EU to be involved. EU participation lends legitimacy and helps share the burden. European countries want a constructive role to prove that they are relevant. One way to counter anti-Americanism in Europe is by focusing on peace-building.

Both the United States and Europe want to ensure that, in the event of war, the people of Iraq will benefit, not suffer, from the outcome.

*The writer is deputy director of the Center for Preventive Action at the Council on Foreign Relations in New York.*

# Millions join rallies against a war

## In cities worldwide, marchers demand peaceful solution

By Barry James

International Herald Tribune

**PARIS:** Millions of people in hundreds of cities, from Hollywood to Baghdad demonstrated over the weekend in an attempt to turn back the tide toward a war in Iraq.

The demonstrations, in about 600 cities around the world, were capped Sunday by a massive protest in Sydney.

But there was no sign that the protests were deflecting the Bush administration from its course.

Asked on the Fox News Channel if the administration was rattled, the U.S. national security adviser, Condoleezza Rice, replied, "no, nothing could be further from the truth."

"People have the right to protest," she said. "People can say what they think. But the fact is, they're not saying what they're thinking in Baghdad, because that's a regime that cuts people's tongues off" when they speak out.

Both Prime Ministers Tony Blair of Britain and John Howard of Australia — two leaders who have deployed combat forces to the Gulf in support of the U.S. military buildup there — also said they would not be deflected from their purpose by the outpouring of protest, the largest of its kind since the Vietnam War.

Howard said that he was not convinced that an estimated 400,000 marchers in Australia spoke for the country and that he had not been influenced by them. "What I am doing here is what I consider right for Australia," he said. "This is not something where you read each opinion poll or you mea-

sure the number of people at demonstrations."

But a demonstrator in Hobart replied, "I just don't think the government is listening to its people."

In New York, where protesters included relatives of victims of the terrorist attack on the World Trade Center, some people carried posters that read "Thank you France and Germany," referring to the two countries that have spearheaded diplomatic efforts to avoid a conflict and allow more time for UN weapons inspectors to ensure

that Iraq conceals no weapons of mass destruction.

"In cities across Europe, people were clearly showing that they did not want war," said Prime Minister Guy Verhofstadt of Belgium, who has supported the French and German position. He said he hoped this would help the European Union "to find a common position on Monday," when the Union's leaders hold a summit meeting in Brussels.

In Cairo, the Greek foreign minister, George Papandreou, said "the amazing demonstrations" along with the discussions Friday at the UN Security Council showed "a desire by the whole world to work together to find a peaceful solution."

But he warned Saddam Hussein not to take the debate and the demonstrations as a sign of weakness. "If he thinks that this division is something which means that he doesn't have to comply, then I fear that would be a signal that would carry us to a conflict," he said.

Organizers said 1.5 million people

marched in London in what was said to be the biggest demonstration of its kind, although the police confirmed a figure only half as high. Blair begged the peace demonstrators to consider that they were outnumbered by the victims of Saddam's wars and repressions.

Some of the biggest demonstrations in Europe were held in those countries that like Britain have sided with the United States against France and Germany. In Spain, the authorities reported a total of more than a million people marched in Madrid and Barcelona, with hundreds of thousands more protesting in other cities. The police said 600,000 people marched in Rome, but organizers put the total at 3 million.

The demonstrations received prominent coverage in Iraq's tightly controlled news media, which suggested that President George W. Bush rather than Baghdad was under pressure now. "These demonstrations expressed in their spirit, meaning and slogans the decisive Iraqi victory and the defeat and isolation of America," said the government daily Al-Jumhuriya. A headline in the newspaper read, "The world rises against American aggression and the arrogance of naked force."

The Iraqi deputy prime minister, Tariq Aziz, returning home after a visit to Pope John Paul II, said, "My message to the United States is that it should hear the voice of the international public opinion." In Iraq itself, tens of thousands of people, many carrying assault rifles and portraits of Saddam, took to the streets of several cities to pledge their loyalty to the leader.

Demonstrations also took place in



Dan Peled/The Associated Press

Anti-war protests in cities around the world continued Sunday as thousands took to the streets in Sydney. Australia is the only country other than Britain thus far to have deployed any of its troops in support of the U.S. military buildup in the Gulf.

Monday, February 17, 2003

INTERNATIONAL  
Herald Tribune

many American cities, including Hollywood, where thousands of people led by the actor Martin Sheen — he plays the U.S. president in the TV series "West Wing" — marched on Sunset Boulevard.

"The government is not representing our concerns," said the actress Susan Sarandon at a demonstration near the UN headquarters in New York. "There are alternatives to war. Nothing has been proved so far that warrants an invasion of Iraq."

Other demonstrations took place in Los Angeles, Chicago, Seattle and San Francisco. The police in Colorado Springs, near the headquarters of the U.S. Joint Military Homeland Defense Command, drove back about 3,000 demonstrators with tear gas.

Senator John McCain, Republican of Arizona, said Sunday on Fox News,

when asked about the protests, that he respects people's right to speak freely, adding, "I applaud the right of everyone to be unwise and foolish."

"I respect the right of these people to protest," he added, "but please, please, please don't protest in behalf of the Iraqi people. The Iraqi people have been slaughtered in the hundreds of thousands" by Saddam. "It's just foolish to think that the Iraqi people are living under anything but an oppressive, repressive government."

They "will be far, far better off" after Saddam is toppled, he said.

Even in Asian cities like Bangkok and Hong Kong, far removed from a potential conflict, many thousands of people demonstrated against war.

In Tunisia, even though the government is anti-war, any kind of demon-

stration it seems, can get a peace-loving marcher into trouble. The police in the city of Sfax stormed into a crowd of about 3,000 demonstrators beating people on the head with their nightsticks.

In one of the rare protests in the Gulf region, a couple of hundred women in Oman, wearing flowing black robes and head scarves, marched for peace in the capital, Muscat.

But one country where the anti-war movement attracted little support was Israel, where people broadly support a U.S. attack on Iraq.

The defense minister, Shaul Mofaz, said at the weekly cabinet meeting Sunday that a coming U.S. offensive would be "massive, intensive and short," and would neutralize the Iraqi threat to Israel.



15 ET 16 FEVRIER 2003

## Dominique de Villepin

### «Donner la priorité au désarmement dans la paix»

«**N**ous sommes tous conscients que le succès des inspections suppose que nous aboutissions à une coopération pleine et entière de l'Irak. La France n'a cessé de l'exiger. Des progrès réels commencent à apparaître. Ces progrès nous confortent dans la conviction que la voie des inspections peut être efficace. Personne ne peut affirmer aujourd'hui que le chemin de la guerre sera plus court que celui des inspections. (...) Dans ce contexte, l'usage de la force ne se justifie pas aujourd'hui. Il y a une alternative à la guerre: désarmer l'Irak par les inspections. De plus, un recours prématuré à l'option militaire serait lourd de conséquences. La France l'a toujours dit: nous n'excluons pas la possibilité qu'un jour, il faille recourir à la force, si les rapports des inspecteurs concluaient à l'impossibilité pour les inspections de se poursuivre. En tout état de cause, dans une telle éventualité, c'est bien l'unité de la communauté internationale qui serait la garantie de son efficacité. De même, ce sont bien les Nations Unies qui resteront demain, quoi qu'il arrive, au cœur de la paix à construire. La lourde responsabilité et l'immense honneur qui sont les nôtres doivent nous conduire à donner la priorité au désarmement dans la paix. Et c'est un vieux pays, la France, un vieux continent comme le mien, l'Europe, qui vous le dit aujourd'hui, qui a connu les guerres, l'occupation, la barbarie. Un pays qui n'oublie pas et qui sait tout ce qu'il doit aux combattants de la liberté venus d'Amérique et d'ailleurs.» ●



Villepin et Powell, vendredi, à New York.

## Colin Powell

### «Nous n'avons pas besoin de plus d'inspections»

«**J**e me dois de répéter ce que les inspecteurs n'ont cessé de rappeler, qu'ils ont encore rappelé ce matin et qu'ils rappellent depuis plus de onze ans: nous n'avons pas besoin de plus d'inspections. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une pleine coopération, immédiate, active, inconditionnelle de la part de l'Irak. Ce dont nous avons besoin, c'est que l'Irak désarme. L'objectif de la résolution 1441 n'était pas les inspections. L'objectif de la résolution 1441 était le désarmement de l'Irak (...). Nous sommes toujours sans réponses quand à l'anthrax, le botulisme, le gaz VX, les agents biologiques, les bases de culture, 30000 munitions chimiques et biologiques (...). Plus d'inspecteurs? Désolé, ce n'est pas la bonne réponse. Nous voulons une coopération immédiate (...). Plus d'inspections, plus de temps pour les inspections ne nous feront pas oublier le cœur du problème auquel nous sommes confrontés: l'Irak n'a pas respecté la résolution 1441. La menace d'usage de la force doit être maintenue. Bien sûr, la force doit toujours être un ultime recours. J'ai prêché cela pendant toute ma vie professionnelle, comme soldat, comme diplomate. Mais ce doit être un recours. Nous ne pouvons pas laisser ce processus traîner éternellement (...). La situation requiert que ce conseil commence à penser aux conséquences (...) et que, dans un futur très proche (...), nous décidions s'il est temps, ou non, de considérer le recours aux sérieuses conséquences prévues par la résolution 1441.» ●

# The Left isn't listening

The Stop the War coalition is the greatest threat to any hope for a democratic Iraq

The Observer 16 February 2003

WITHOUT PREJUDICE  
Nick Cohen



WHEN SADDAM IS sent to rendezvous with a judge in The Hague, or a rope on a lamppost, the democratic opposition in Iraq will need help. It has many enemies: Turkey, Saudi Arabia, the CIA and the Foreign Office want to replace the old tyrant with a new, compliant dictator – a Saddam without a moustache. As the moment of decision arrives, Iraqi democrats and socialists have discovered that their natural allies in the European Left don't want to know them. They must add the shameless Stop the War coalition to the enemies list.

Iraq is the only country in the Arab world with a strong, democratic movement. Yet I wonder how many who marched yesterday know of the dissenters' existence. The demonstration's organisers have gone to great lengths to censor and silence. How else could the self-righteous feel good about themselves? The usual accusation when whites ignore brown-skinned peoples is that of racism. It doesn't quite work in the Stop the War coalition's case. The Socialist Workers Party, which dominates the alliance, was happy to cohost the march with the reactionary British Association of Muslims. The association had blotted its copybook by circulating a newspaper which explained that apostasy from Islam is 'an offence punishable by death'. But what the hell. In the interests of multi-culturalism, the SWP ignored the protests of squeamish lefties and let that pass. The Trots aren't Islamophobes, after all. The only Muslims they have a phobia about are secular Iraqi Muslims who, shockingly, believe in human rights.

The Iraqis made a fruitless appeal for fraternal solidarity last month. The Kurdish leader Barham Salih flew to a meeting of the Socialist International in Rome to argue for 'the imperative of freedom and liberation from fascism and dictatorship'. Those marchers who affect to believe in pluralism should find his arguments attractive, if they can suppress their prejudices long enough to hear him out. Salih explained that the no-fly zones enforced by the RAF and USAF had

allowed his Patriotic Union of Kurdistan and the Kurdish Democratic Party to build a fair imitation of democratic state in liberated northern Iraq. The Kurds promote the freedom of journalists, women and religious and racial minorities. Naturally, the local supporters of al-Qaeda agree with Baghdad that this intolerable liberal experiment must end, and the Kurds are having to fight both Saddam and the fundamentalists.

Salih was prepared for that: what he wasn't prepared for was the enmity of the anti-war movement. Foolishly, he

tried to reason with it. He pointed out that the choice wasn't between war or peace. Saddam 'has been waging war for decades and he has inflicted hundreds of thousands of civilian casualties.' Indeed, he continued, the ethnic cleansing of the Kurds who are still under Baghdad's control continues to this day. 'I do not want war and I do not want civilian casualties, nor do those who are coming to our assistance,' he said. 'But the war has already begun.'

What, he then asked, about the strange insistence of the anti-war movement that Iraqis must not be liberated until Israel withdraws from the occupied territories? Would the converse apply? If the Palestinians were on the verge of seeing Israeli rule overthrown, would hundreds of thousands take to the streets of London and bellow that Palestinians could not get rid of Sharon until Iraqis got rid of Saddam? Salih doubted it and also had little time for those who say war should be opposed because 'it's all about oil'.

So what? he asked. 'Iraqis know that their human rights have too often been ignored because Iraqi oil was more important to the world than Iraqi lives. It would be a good irony if at long last oil becomes a cause of our liberation – if this is the case, then so be it. The oil will be a blessing and not the curse that it has been for so long... So to those who say "No War", I say, of course "yes", but we can only have "No War" if there is "No Dictatorship" and "No Genocide".'

Readers with access to the internet can read the whole speech at [www.puk.org](http://www.puk.org). I urge

you to do so because you're never going to hear democratic Iraqi voices if you rely on the anti-war movement. For most of the time, the comrades pretend the Iraqi opposition doesn't exist.

HAROLD PINTER is the most striking member of a British Left with its hands over its ears. In 1988 he staged *Mountain Language*, a play about the banning of Kurdish in Turkey. The conceit was all too realistic: the world would never know of the suffering of the Kurds because the Kurds would never be allowed to speak. ('Your language is forbidden,' an officer bellows at Kurdish women. 'It is dead. No one is allowed to speak your language. Your language no longer exists. Any questions?') In 2003 when Iraqi Kurds found the words to ask for aid in an anti-fascist struggle, Pinter turned Pinteresque. He refused to hear the mountain tongue he had once defended and became a noisy supporter of the Stop the War coalition. The current issue of the left-wing magazine *Red Pepper* takes evasion into outright falsehood. It condemns journalists – well, one

journalist, me – for being conned into believing the Iraqi opposition supports war. Only American stooges in the Iraqi National Congress want war, it announces with mendacious self-confidence. The main Iraqi parties – which *Red Pepper* lists as the Kurdish Democratic Party, Supreme Council for the Islamic Revolution and the Patriotic Union of Kurdistan – are with the peace protesters.

It's a convincing case, spoilt only by the fact that the Iraqi National Congress is an umbrella organisation whose members include the Kurdish Democratic Party, the Supreme Council for the Islamic Revolution and, indeed, the Patriotic Union of Kurdistan, whose leader flew to Europe to beg the Left to get its priorities right and support a war against tyranny.

If evasion and lies won't do, vilification is the last resort. The writings of the Iraqi intellectual Kanan Makiya have inspired the opposition and brought him

many enemies, not least Saddam Hussein, who wants him dead. Edward Said has been only slightly less forgiving. Makiya, he wrote recently, is a man 'devoid of either compassion or real understanding, he prattles on for Anglo-American audiences who seem satisfied that here at last is an Arab who exhibits the

proper respect for their power and civilisation... He represents the intellectual who serves power unquestioningly; the greater the power, the fewer doubts he has.

I like a good polemic and used to have some time for Said. But he too has fled into denial. Like the rest of anti-war movement he refuses to acknowledge that Makiya, Salih and their comrades are fighting the political battle of their lives against those 'Anglo-American audiences' in the powerhouses of London and Washington who oppose a democratic settlement. (See Makiya's article on page 20.) The democrats are struggling without the support of Western liberals and socialists

because they don't fit into a pat world view.

Here's why. The conclusion the Iraqi opposition has reluctantly reached is that there is no way other than war to remove a tyrant whose five secret police forces make a palace coup or popular uprising impossible. As the only military force on offer is provided by America, they will accept an American invasion.

This is their first mistake. American and British power is always bad in the eyes of muddle-headed Left, the recent liberations of East Timor, Sierra Leone and Kosovo notwithstanding.

Then the uppity wogs compound their offence and tell their European betters to think about the political

complexities. The British and American governments aren't monoliths, they argue. The State Department and the CIA have always been the foes of Iraqi freedom. But they are countered by the Pentagon and a US Congress which passed the Iraq Liberation Act in 1998 - a law which instructs the American government to support democracy. Not one Iraqi I have met trusts the Foreign Office. However, they have had a grudging admiration for Tony Blair ever since he met the Kurdish leaders and gave them a fair hearing - a courteous gesture which hasn't been matched by the Pinters, Trotskyists, bishops, actresses and chorus girls on yesterday's march.

The Iraqis must now accept that they will have to fight for democracy without the support of the British Left. Disgraceful though our failure to hear them has been, I can't help thinking that they'll be better off without us.

## George Bush : « L'Amérique agira avec la plus grande armée du monde »

Les Irakiens « ont violé la résolution 1441 tous les jours depuis qu'elle a été adoptée », affirme Condoleezza Rice

WASHINGTON  
de notre correspondant

Avant même de l'avoir déclarée, les Etats-Unis sont en guerre avec l'Irak. Le Pentagone a confirmé, en fait, des informations qui avaient déjà transpiré il y a un mois et que le *Washington Post* a reprises, jeudi 13 février. Des unités des Forces spéciales et des groupes d'action de la CIA, l'Agence centrale de renseignement, sont déjà en activité, depuis plusieurs semaines, sur le territoire irakien, non seulement au Kurdistan, région qui échappe au contrôle de Saddam Hussein, mais aussi dans d'autres zones.

Ces indications ont été authentifiées, officieusement, par la Maison Blanche. Elles l'ont été aussi, d'une autre manière, par le ministre de la défense, Donald Rumsfeld. Interrogé par la commission de la défense du Sénat, M. Rumsfeld, comme souvent en pareil cas, s'est emporté contre les auteurs des « fuites » dont a bénéficié la presse. « Ils devraient être en prison ! », a-t-il lancé, en leur reprochant de mettre des vies en danger. Les faits dont il s'agit sont donc avérés.

Les Etats-Unis sont en guerre avec l'Irak depuis dix-sept mois. A la veille de la nouvelle réunion du Conseil de sécurité, George Bush a revêtu son blouson d'aviateur de la Garde nationale pour aller à la base navale de Mayport, en Floride, haranguer la marine et, à travers elle, l'ensemble des forces armées. « Le monde a changé le 11 septembre 2001 », a dit le président améri-

cain. « Nous avons vu ce que les terroristes pouvaient faire avec pour armes quatre avions, a-t-il continué. Nous n'allons pas attendre de voir ce qu'ils peuvent faire avec des armes encore plus meurtrières. »

M. Bush a assimilé le combat contre Saddam Hussein et ses armes de destruction massive à la « guerre contre le terrorisme ». S'il le faut, a-t-il dit, « l'Amérique agira de façon réfléchie, décisive et victorieuse, avec la plus grande armée du monde ».

Washington maintient des précautions de langage si fines qu'on peut voir au travers. Lorsque M. Bush s'affirme confiant dans le fait que « les nations libres ne permettront pas que les Nations unies s'effacent dans l'histoire en devenant un cercle de discussion impuissant et inutile », il faut traduire : les Etats-Unis et leurs alliés imposeront à l'Irak, avec ou sans l'accord de l'ONU, le respect des résolutions que celle-ci a adoptées depuis douze ans. Il faut comprendre aussi qu'il y a, d'un côté, des nations libres, de l'autre des pays esclaves de leurs intérêts et de leurs peurs. « Les nations libres, a-t-il insisté, prouveront qu'el-

les ont une colonne vertébrale et du courage face aux vraies menaces qui pèsent sur la paix et sur la liberté. »

Qu'il ne soit plus temps de discuter, Condoleezza Rice, conseillère de M. Bush pour la sécurité nationale, l'a fait comprendre, d'une autre manière, dans un entretien accordé à l'agence russe Itar-Tass. Certes, a-t-elle encore pris soin de dire, « nous sommes dans une phase diplomatique, dans laquelle nous procédons à des consultations », mais l'affaire est entendue : « [Les Irakiens] ont violé la résolution 1441 tous les jours depuis qu'elle a été adoptée. » Il n'est pas question de se demander dans quelle mesure Saddam Hussein coopère ou non avec les inspecteurs. Il est vain de chercher à évaluer l'ampleur des infractions commises.

« L'Irak continue à défier les Nations unies », a résumé M<sup>me</sup> Rice. Point final. La conclusion de ce que Hans Blix et Mohamed ElBaradei allaient dire, vendredi, au Conseil de sécurité était tirée avant qu'ils ne parlent.

La conseillère de M. Bush a corrigé, par la même occasion, certains des propos de Colin Powell, le secrétaire d'Etat, qui, mercredi, devant une commission parlementaire, avait évoqué de nouveau la possibilité que Saddam Hussein abandonne le pouvoir et, « avec ses cohortes », parte en exil. Elle a précisé qu'aucun pourparler n'est engagé par les Etats-Unis, avec personne, à ce sujet.

Elle a ajouté que si le dictateur choisissait cette solution, Washing-

ton ne s'y opposerait pas et pourrait même lui éviter de passer en jugement, en considération des souffrances que son départ éviterait aux Irakiens. Néanmoins, il doit être clair que l'objectif n'est plus vraiment d'éviter la guerre, mais de la gagner.

Pour y parvenir, les Etats-Unis seraient-ils prêts à employer, pour la première fois depuis 1945, une arme nucléaire ? Edward Kennedy, sénateur démocrate du Massachusetts, obstinément opposé à la politique de M. Bush, a posé cette question à M. Rumsfeld.

Le ministre de la défense a réitéré la règle habituelle, selon laquelle « l'emploi des armes disponibles, quelles qu'elles soient, n'est ni annoncé, ni écarté ». Il a rappelé que l'Amérique a combattu, depuis 1945, « en Corée, au Vietnam et ailleurs », sans jamais utiliser l'arme atomique. Le 25 janvier, le *Los Angeles Times* affirmait que des spécialistes américains de la défense étudiaient des cibles irakiennes susceptibles d'être visées par des armes nucléaires tactiques.

Patrick Jarreau

Le Monde

15 FÉVRIER 2003

« Les nations libres prouveront qu'elles ont du courage »

GEORGE BUSH

# The price of my conviction

This is an edited extract of the Prime Minister's speech to delegates at the Labour Party's spring conference in Glasgow yesterday



Tony Blair tells critics of war that leaving Saddam in power has a 'blood cost'

I CONTINUE to want to solve the issue of Iraq and weapons of mass destruction through the UN. Dr Blix reported to the UN yesterday and there will be more time given to inspections. But let no one forget two things. To anyone familiar with Saddam's tactics of deception and evasion, there is a weary sense of *déjà vu*. As ever, at the last minute, concessions are made. And, as ever, it is the long finger that is directing them. The concessions are suspect; unfortunately, the weapons are real.

The time needed is not the time it takes the inspectors to discover the weapons. They are not a detective agency. We played that game for years in the 1990s. The time is the time necessary to make a judgment: is Saddam prepared to co-operate fully or not? If he is, the inspectors can take as much time as they want. If he is not, if this is a repeat of the 1990s - and I believe it is - then let us be under no doubt what is at stake.

By going down the UN route, we gave the UN an extraordinary opportunity and a heavy responsibility. The opportunity is to show that we can meet the menace to our world today together, collectively and as a united international commu-

nity. What a mighty achievement that would be. The responsibility, however, is indeed to deal with it.

Remember: the UN inspectors would not be within 1,000 miles of Baghdad without the threat of force. Saddam would not be making a single concession without the knowledge that forces were gathering against him. I hope, even now, Iraq can be disarmed peacefully, with or without Saddam. But if we show weakness now, if we allow the plea for more time to become just an excuse for prevarication until the moment for action passes, it will not only be Saddam who is repeating history. The menace will grow, the authority of the UN will be lost and the conflict when it comes will be more bloody.

11 SEPTEMBER DID NOT just kill thousands of innocent people. It was meant to

bring down the Western economy. It did not do so, but we live with the effects of it even today. It was meant to divide Muslim and Christian, Arab and Western nations, and to provoke us to hate each other. It didn't succeed, but that is what it was trying to do.

States developing weapons of mass destruction, proliferating them, importing or exporting the scientific expertise, the ballistic missile technology, the companies and individuals helping them don't operate within any international treaties. They don't conform to any rules.

And with terrorist groups already using chemical and biological agents with money to spend, do we really believe that if al-Qaeda could get a dirty bomb they wouldn't use it? Think of the consequences. Think of a nation using a nuclear device, no matter how small, no matter how distant the land. That is why

Saddam and weapons of mass destruction are important.

At every stage, we should seek to avoid war. But if the threat cannot be removed peacefully, please let us not fall for the delusion that it can be safely ignored.

Al-Qaeda attacked the US, not the other way round. Were the people of Bali in the forefront of the anti-terror campaign? Did Indonesia 'make itself a target'? The terrorists won't be nice to us if we're nice to them. When Saddam drew us into the Gulf war, he was not provoked. He invaded Kuwait.

No one seriously believes Saddam is yet co-operating fully. In all honesty, most people don't really believe he ever will. So what holds people back? What brings thousands of people out in protests across the world? And let's not pretend that in March or April or May or June people will feel different. It's not really an

issue of timing or 200 inspectors versus 100. It is a right and entirely understandable hatred of war. It is moral purpose, and I respect that.

BUT THE MORAL case against war has a moral answer: it is the moral case for removing Saddam. It is not the reason we act. That must be according to the UN mandate on weapons of mass destruction. But it is the reason, frankly, why if we do have to act, we should do so with a clear conscience.

Yes, there are consequences of war. If we remove Saddam by force, people will die, and some will be innocent. And we must live with the consequences of our actions, even the unintended ones.

But there are also consequences of 'stop the war'. There

will be no march for the victims of Saddam, no protests about the thousands of children that die needlessly every year under his rule, no righteous anger over the torture chambers which if he is left in power, will remain in being.

I rejoice that we live in a country where peaceful protest is a natural part of our democratic process. But I ask the marchers to understand this.

I do not seek unpopularity as a badge of honour. But sometimes it is the price of leadership and the cost of conviction.

If there are 500,000 on the [Stop the War] march, that is still less than the number of people whose deaths Saddam has been responsible for. If there are one million, that is still less than the number of people who died in the wars he started.

So if the result of peace is Saddam staying in power, not disarmed, then I tell you there are consequences paid in blood for that decision too. But these victims will never be seen, never feature on our TV screens or inspire millions to take to the streets. But they will exist none the less.

I want us to be a Government which has the intelligence, the vision and the foresight to see that there is nothing inconsistent in saying that we will increase our aid to development and give hope to Africa, yet be prepared if necessary to fight to defend the values we believe in.

This is the testing time, the difficult, the tough time, but if we come through it the prize is not just a Government able to carry on; it is far more important than that: it is a signal that we will have changed politics for good.



'There will be no marches for Saddam's victims.'



# Disunity on Iraq risks war, U.S. says

## France, bolstered by weekend rallies, insists on more time for UN inspectors

By Brian Knowlton

International Herald Tribune

**WASHINGTON:** President George W. Bush's national security adviser said Sunday that war with Iraq would become difficult to avoid unless UN Security Council members united soon behind a tough, common approach to Baghdad.

But France, its position comforted by global anti-war protests, insisted that United Nations inspectors be given more time in Iraq.

They spoke as U.S. and British diplomats refined the wording of a possible new Security Council resolution, to be introduced as early as Tuesday, affirming that Iraq was still patently in defiance of UN disarmament demands and invoking again a threat of "serious consequences," meaning armed attack.

Such a resolution could not be used as a "delaying tactic," said Condoleezza Rice, the U.S. national security adviser. But if it affirmed the earlier findings of Resolution 1441, that Iraqi violations demanded firm action, she said, "then we would find that welcome."

U.S. officials also pondered setting a final set of clear and specific tests of Iraqi cooperation, measurable within the coming few weeks. Their hope was that if Baghdad failed those tests, which could include the destruction of illegal missiles, and permission for scientists to leave the country for interviews, UN support for military action would grow to the point where the Security Council could pass a new resolution.

The United States and Britain continued to face strong resistance, however, in their efforts to persuade France, Germany, Russia and other Security Council members that granting more time for UN inspections is pointless.

The French foreign minister, Dominique de Villepin, said Sunday that no second resolution was needed so long as inspections were showing progress. Rice strongly disagreed. "I don't understand how anyone can say inspections are working," she said.

"Continuing to talk about more time and more time and more time is simply going to relieve pressures on the Iraqis to do what they must do," she said on NBC-TV. "It is time for this to end." She denied that any deadline had been set.

President Jacques Chirac of France, whose calls for further UN inspections received new UN support after the latest reports Friday by the arms in-

spectors, argued Sunday for expanding the inspectors' mission.

"We have to give the inspectors time," he said in an interview posted on the Time magazine Web site. "And probably — and this is France's view — we have to reinforce their capacities, especially those of aerial surveillance." He added, "For the moment, nothing allows us to say inspections don't work."

Washington has not abandoned hopes of working through the UN to obtain 11th-hour unity there, which is the strong preference of London, its staunchest ally on the issue.

"We are in a diplomatic window here," Rice said, but one that "cannot last very much longer."

But the likelihood of war seemed ever greater.

A former U.S. secretary of state, Lawrence Eagleburger, said Sunday that war was "95 percent inevitable"; a former U.S. director of central intelligence, R. James Woolsey, agreed; and so did a former supreme commander of NATO, Wesley Clark, all speaking in television interviews.

Rice herself said that it was "hard to imagine the circumstances" in which Iraq could now persuade the world that it was ready to disarm.

The administration sought to make two key points Sunday: that if war is to be averted, it will only be if a united Security Council leaves Iraq no choice but to disarm immediately; and that if the Security Council fails to do so, and rejects force, the United States and a "coalition of the willing" will move ahead regardless.

"Everyone knows war is a last resort," said Rice. "But you need to keep the pressure on Saddam Hussein. If that pressure releases, I can assure you that we're not going to get to a peaceful solution."

The latest idea for increasing such pressure — the tests, or benchmarks — is supported by Britain. Its ambassador to the United States, Christopher Meyer, said on ABC-TV that an Iraqi failure to destroy missiles banned because of their range "would be a material breach" of UN resolutions, potentially justifying war.

But his French counterpart, Ambassador Jean-David Lavitte, said that only the Security Council could decide whether any Iraqi action or inaction would constitute such a breach. He said, nonetheless, that he was "confi-



Freddie Lee/The Associated Press

"I don't understand how anyone can say inspections are working," Condoleezza Rice said.

dent that these missiles will be destroyed."

Anger continued to boil up in Congress against those opposing the U.S. position, but particularly the French, who have led the opposition.

Senator John McCain of Arizona, a Republican foreign-policy specialist, said that he was "confident of the restoration of our relations with the Germans," who have aided the U.S. effort in Afghanistan. "I don't have that confidence about France," he said.

Rice generally played down the tensions with allies.

She described the French and Germans as "friends and allies." Asked about angry calls by some in the Congress for punitive trade sanctions against French food, wine or bottled water, she said simply, "The French are carrying out their views," and added, "We don't need to allow this to become a street fight."

At the same time, she invoked emotional imagery of the days before World War II, when allied delays in confronting Hitler led to his continued aggression. "Tyrants don't respond to any kind of appeasement," she said.

Chirac, too, appeared eager to minimize the trans-Atlantic breach, and perhaps lay the groundwork for a last-minute shift. The use of force

was an option if expanded inspections failed, he said. And he said that only the huge U.S. military deployment in the Gulf region, now nearing 150,000 troops, had created even the possibility of peaceful Iraqi disarmament.

He said that France and the United States shared the goal of eliminating weapons of mass destruction, but added, "We think this goal can be reached without starting a war."

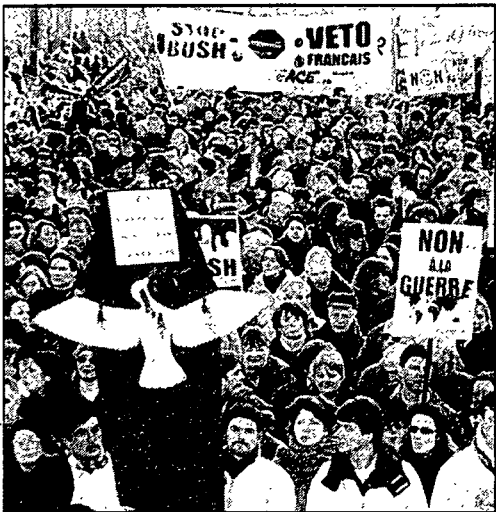
Rice denied reports that the administration was "rattled" by the size of anti-war protests over the weekend, but conceded that the divisions among allies were serious, saying, "The world needs to pull itself back together here."

INTERNATIONAL  
Herald Tribune  
FEBRUARY 17, 2003

# Des milliers de manifestants anonymes ont nourri la manifestation parisienne

Dans un climat grave mais souriant, les antiguerre ont bousculé l'ordonnancement du défilé

Le Monde 18 FÉVRIER 2003



PIERRE VERDY/APP

## PARIS

Au moins 150 000 manifestants ont défilé, samedi 15 février, entre les places Denfert-Rochereau et de la Bastille. Des milliers d'« anonymes » se sont glissés au hasard entre les organisations politiques, syndicales et autres associations, dans une ambiance calme et posée.



GERRY PENNY/APP

## LONDRES

Ce manifestant en treillis militaire et portant un masque à gaz s'est juché sur le célèbre lion de Trafalgar Square, dans la capitale britannique, samedi 15 février. Des centaines de milliers de personnes ont convergé vers Hyde Park en empruntant deux itinéraires différents.



KARIM SAHIB/APP

## BAGDAD

Un portrait géant de Saddam Hussein dominait la manifestation organisée, samedi 15 février, dans les rues de la capitale irakienne, à l'appel du parti Baas. Environ 100 000 personnes y ont participé.

**ATMOSPHÈRE,** atmosphère. Oui, cette manifestation avait une « gueule d'atmosphère ». Qu'importe le nombre exact de ceux qui ont défilé, samedi 15 février à Paris, entre Denfert-Rochereau et Bastille – assurément plus de 150 000 –, c'est un climat, un état d'esprit qui s'est peu à peu répandu dans les rues de la capitale.

Festive avec retenue, agressive sans excès, la protestation des antiguerre a oscillé entre détermination souriante et gravité muette. Les responsables ? Ces milliers d'anonymes qui ont rejoint le cortège en cours de route, en famille ou entre amis, avec leurs petites pancartes bricolées, leurs slogans tout simples scotchés sur la poussette du petit dernier.

Ils ont surgi par les petites rues, mettant en crue le boulevard Saint-Michel, bousculant l'ordre si longuement négocié des organisations politiques et syndicales, des comités, associations et autres groupuscules. Les organisateurs et les services d'ordre ont vite été débordés, noyés par une houle citoyenne.

Ce couple de retraités par exemple, Hélène, 62 ans, et Henri, 75 ans, qui s'est inséré au hasard dans le défilé. Ils sont venus de la banlieue Sud : « On a même reporté d'une journée notre départ pour aller voir nos petits-enfants. »

Louise, 39 ans, est canadienne. Elle est venue avec ses deux filles, Azad, 8 ans, et Adèle, 6 ans. « Je ne me définis pas comme pacifiste, affirme-t-elle, mais cette guerre est injustifiée. Si Colin Powell nous avait apporté des preuves de la présence là-bas d'armes de destruction massive ou de liens avec les réseaux terroristes, peut-être que j'aurais été ébranlée. Mais là, non. »

Sur le trottoir, Daniel, jeune étudiant originaire de Boston, observe le cortège, avec Cécile, sa copine française. En tant qu'Américain, il ne se sent « pas agressé ». « C'est pas anti-américain, c'est anti-Bush », nuance-t-il. Plusieurs dizainants du Mouvement immigration-banlieue (MIB). Des vieux travailleurs coiffés d'un calot blanc, des jeunes filles voilées, des étudiants issus de l'immigration. Quelque chose se dessine, comme une solidarité interarabe. « Nous sommes tous des Irakiens », affirment plusieurs banderoles. Mais tous les dictateurs arabes sont coñspués par le MIB, qui en dresse la liste. A peine une poignée, des membres de l'Union juive française pour la paix sont applaudis.

Pour Hadrien, 22 ans, un

employé des Yvelines venu avec un copain, c'est « [sa] deuxième manif », après « celle du 1<sup>er</sup> mai, contre Le Pen ». Cette mobilisation de ses compatriotes se sont groupés derrière une bannière « Américains contre la guerre », ils scandent « no Bush, no war », dénoncent la « politique unilatéraliste des Etats-Unis » et recueillent des applaudissements nourris.

Pas question de faire l'amalgame entre l'administration Bush et son peuple : un adolescent arrivé du « 9-3 » avec un drapeau américain barré d'une croix gammée est rapidement invité à le rouler discrètement.

Les musulmans sont nombreux, mais pas en groupe, saupoudrés tout au long du cortège, avec les étudiants de Nanterre ou les mili-

de la présidentielle, beaucoup y font référence ! « Chirac + veto : 82 % enfin mérités », clame un écrivain. Jean-Yves, un écologiste de 53 ans, est venu d'Aveyron avec un petit groupe d'amis, « défendre la position de Chirac. Un peu comme au second tour de l'élection présidentielle. » Malicieux, il glisse : « On le mandate pour quelque chose cette fois. »

## LE FN INVISIBLE

En tête de la manifestation ont pris place les responsables des organisations – toutes de gauche – signataires de l'appel *Non à la guerre, oui à un monde de paix, de justice et de démocratie*. José Bové, porte-parole de la Confédération paysanne, voisine avec Bernard Thibault (CGT). Se côtoient également Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF, Jean-Pierre Chevènement, Noël Mamère, député Verts de Gironde, Régis Passerieux, responsable des questions internationales du PS, et Alain Krivine (LCR).

François Hollande, le premier secrétaire du PS, a salué la tête de manif avant de rejoindre le cortège socialiste où l'on remarque Laurent Fabius, Elisabeth Guigou et Julien Dray. Après le bloc des anarchistes, Arlette Laguiller défile avec ses militants de Lutte ouvrière, tout comme Daniel Gluckstein, candidat du PT à la présidentielle.

Si le FN et l'Action française avaient invité leurs membres à participer, aucun militant connu n'est visible. Comme mis en quarantaine entre le groupe des sans-papiers et celui de la FSU, quelques membres et sympathisants de l'Entente souverainiste, de l'Union gaulliste et du

RPF, arborant à bout de bras d'immenses drapeaux français frappés de la Croix de Lorraine, impassibles à quelques invectives, défilent « au nom du gaullisme, pour défendre la voie diplomatique et la place de la France dans les instances internationales ». Seuls parlementaires de droite dans la rue, Jean-Christophe Lagarde, député UDF de Seine-Saint-Denis, et Maurice Leroy, député UDF du Loir-et-Cher, sont derrière la banderole de l'hebdomadaire *Marianne*, dont ils avaient signé l'appel.

Chacun à sa manière, les manifestants disent leur dégoût de toutes les guerres. Soit avec gravité, comme les militants de Droit au logement, Droits devant ! AC 1 : (« Non à la guerre contre les pauvres »). Soit avec un humour provocant, comme ces militants gays, tout de rose vêtus, qui brandissent une banderole : « La sodomie, pas les fusils ; la fellation, pas les canons. »

Des manifestations ont également eu lieu dans quelque 70 villes en France. Plus de 20 000 person-

nes ont défilé dans le Sud-Ouest, dont plus de la moitié à Bordeaux, où les trois quarts des porteurs de pancarte (« ferme ta Bush », « l'Europe ni pute ni soumise ») manifestaient pour la première fois de leur vie.

Avec 13 000 à 15 000 manifestants, selon la police, Lyon n'avait plus accueilli une foule aussi dense depuis les manifestations contre l'alliance de Charles Millon avec le Front national, en 1998. Ni le maire de Lyon, le socialiste Gérard Collob, ni les élus de droite n'étaient présents. Au milieu du cortège des anonymes, une pancarte brandie par un jeune homme représentait une photo de Jacques Chirac sur laquelle on pouvait lire : « Digne fils de de Gaulle, tu es notre fierté. »

A Nantes, plus que le nombre de manifestants, c'est leur diversité qui frappait, au-delà des partis et syndicats de gauche : autonomistes bretons, chevènementistes, militants antiracistes, association de défense des palestiniens, musulmans, paysans, enseignants, etc.

## Les chrétiens sous une bannière commune

A Paris et dans de nombreuses villes de province, les chrétiens ont été nombreux à s'afficher en tant que tels dans les cortèges. Dans la capitale, pour la première fois, le Secours catholique, le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), la Cimade et l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT) ont défilé sous la même bannière. Assez timidement, coincés entre la LCR et Alternative libertaire, ils ont fait entendre un chant, d'une voix fluette, comme un cantique : « Chrétiens, agissons pour la paix... »

Cette présence des associations chrétiennes était encore plus visible à Nantes. Ainsi, rapporte notre correspondant, un militant de l'ACAT, Thomas, portait une pancarte sur laquelle était écrit le psaume 34, « Recherche et poursuis la paix ». Pour lui, afficher sa religion et non ses idées politiques ou syndicales, comme dans d'autres manifestations, allait de soi.

Le cortège toulousain (entre 7 000 et 10 000 personnes selon la police) a alterné slogans et moments de silence. A Tours, où ils étaient entre 3 500 et 10 000, un proche du PCF constatait, amer : « Une fois de plus, c'est le peuple de gauche

qui soutient Chirac, la droite est absente. »

Jean-Jacques Bozonnet,  
Caroline Monnot,  
Xavier Ternisien,  
et Laetitia Van Eeckhout (avec  
nos correspondants régionaux)

## A l'OTAN, les mesures de protection de la Turquie sont adoptées, mais la France a été partiellement isolée

### BRUXELLES

de notre bureau européen

Avec un art consommé de la litote, lord Robertson, secrétaire général de l'OTAN, a indiqué, peu avant minuit, dimanche 16 février, que « la solidarité de l'Alliance atlantique a prévalu », ajoutant : « Nous avons été capables, collectivement, de dépasser l'impasse ». Celle-ci se prolongeait depuis près d'un mois au sein du Conseil de l'Atlantique Nord (NAC), où siègent les ambassadeurs des dix-neuf Etats-membres de l'OTAN : la France, l'Allemagne et la Belgique s'étaient opposées à l'octroi des mesures de protection réclamées par la Turquie afin de se prémunir contre les conséquences d'un conflit avec l'Irak, estimant que l'aide demandée par Ankara ferait entrer l'Alliance dans une « logique de guerre ».

Paris, Berlin et Bruxelles, qui demandent une prolongation de la mission des inspecteurs de l'ONU en Irak, souhaitaient en tout état de cause que le Conseil de sécurité entende au préalable les rapports de Hans Blix et de Mohamed ElBaradei. Ce préalable levé, Paris s'était fait une raison à ce qu'une décision intervienne dans le cadre du Comité des plans de défense (DPC), organisme de planification de l'Alliance au sein duquel la France n'est pas représentée depuis qu'elle a quitté

la structure militaire intégrée de l'OTAN en 1966. C'est ce qui s'est passé dimanche.

Si cette décision a été si laborieuse, c'est en raison de l'insistance de la Belgique (et dans une moindre mesure de l'Allemagne) à obtenir

des garanties allant dans le sens de la position des trois pays. La décision du CPD signifie que SHAPE, le quartier général de l'Alliance situé à Mons (Belgique), va pouvoir commencer la planification militaire des mesures envisagées, lesquelles devront faire l'objet d'une décision politique du CPD ou du NAC (donc avec ou sans la France). Celles-ci sont au nombre de trois :

- déploiement d'avions de surveillance AWACS pour des missions relevant de la seule « défen-

- envoi éventuel de batteries de missiles antimissiles Patriot (fournis sur une base bilatérale par les Pays-Bas et l'Allemagne, ils seront cependant connectés au réseau radar de l'OTAN) ;

- déploiement éventuel de capacités de lutte contre la guerre chimique et biologique (équipements tchèques).

Ce « paquet » avait été expurgé, la semaine dernière, d'autres dispositions initialement demandées par les Etats-Unis qui visaient à impliquer l'OTAN dans une intervention armée contre Bagdad.

Sur l'insistance de la Belgique, plusieurs rappels politiques figurent dans les conclusions du DPC : le soutien à la mise en œuvre de la résolution 1441 des Nations unies, ainsi que les efforts de l'ONU pour rechercher « une solution pacifique à la crise ». Le dispositif a un caractère « défensif » et ne saurait préjuger de futures décisions de l'OTAN et des Nations unies.

Pour faire bonne mesure, la France, l'Allemagne et la Belgique ont publié dimanche soir, une déclaration commune pour lever toute ambiguïté s'agissant de leur plein soutien à la Turquie et leur attachement « au lien transatlantique ». Les trois capitales réaffirment leur objectif d'un « désarmement complet et effectif de l'Irak », soulignent

« Nous avons été capables, collectivement, de dépasser l'impasse »

LORD ROBERTSON

se » de la Turquie (ce qui exclut que ces appareils contribuent à une offensive militaire) ;

« l'usage de la force ne pourrait constituer qu'un ultime recours, et que toutes les possibilités offertes par la résolution 1441 n'ont pas encore été exploitées ». Paris, Berlin et Bruxelles rappellent enfin qu'il appartient à l'Irak d'apporter « une coopération active immédiate » aux inspecteurs de l'ONU.

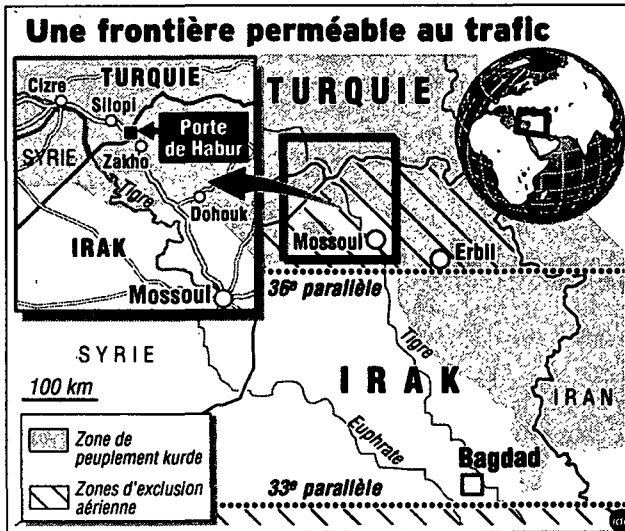
La crise que vient de traverser l'Alliance a eu pour effet d'isoler partiellement la France (qui n'a pas pris part aux décisions concernant la Turquie), et d'affaiblir le secrétaire général de l'OTAN, lord Robertson, à qui plusieurs diplomates ont reproché à la fois sa gestion de la crise et une défense trop zélée des intérêts de Washington.

L. Z.

Le Monde

18 FÉVRIER 2003

# L'armée turque se renforce près du Kurdistan irakien



**Porte de Habur**  
(frontière turco-irakienne) :  
de notre envoyé spécial  
Eric Biégala

C'est là que la longue plaine mésopotamienne vient buter sur le rempart des monts Zagros. Prenant appui sur les deux fleuves qui coulent en contrebas, le Tigre et le Zab, les frontières turque, syrienne et irakienne se rejoignent à la porte de Habur. Au-delà, les montagnes enneigées du Kurdistan d'Irak montent à l'assaut du ciel et disparaissent dans les nuages. C'est également à Habur que la route de Bagdad s'arrête : « *Demi-tour, vous n'irez pas plus loin !* », indique martial, un sergent de la « *jan-darma* », la gendarmerie turque.

Mais ce qui frappe surtout, au-delà du paysage grandiose, c'est l'odeur. Depuis la ville de Cizre jusqu'à la frontière, de tenaces effluves de pétrole emplissent l'atmosphère. Les bas-côtés de la route, qui étaient autrefois le lieu d'un florissant trafic d'essence, sont aujourd'hui un mouiroir pour poids lourds. Par centaines, les citernes, les châssis, les remorques et autres parties de camion, gisent de part et d'autre de la longue ligne droite. « *La*

*porte de Habur est fermée et pour nous, c'est la fin* », résume Mesut, quarante-trois ans, chauffeur de camion qui, aujourd'hui, marche à pied.

Pour les Kurdes de la région, les années fastes furent celles de l'embargo contre l'Irak, particulièrement depuis qu'un Kurdistan autonome s'est développé dans le Nord irakien après la guerre du Golfe. Kurdes de Turquie, bientôt relégués par des Turcs et même quelques Arabes, tous se sont adonnés à un très profitable trafic d'essence. Il s'agissait essentiellement de faire parvenir dans le Kurdistan d'Irak, toutes sortes de denrées – des agrumes à la bière en passant par l'électroménager – et d'en ramener pétrole ou mazout pour le revendre ensuite à la moitié du tarif officiel en Turquie.

Les Kurdes d'Irak, jouant les intermédiaires entre Saddam et les transporteurs, se sont ainsi constitué une solide cagnotte qui leur a permis de transformer le Kurdistan irakien en un territoire nettement plus viable que le reste de l'Irak.

En fait, il reste bien quelques camions qui passent la porte de Habur, revenant d'Irak avec leur chargement de pétrole. Ali est de ceux-là. Propriétaire de son véhicule, il travaille exclusivement pour l'une des quatre

compagnies de transport agréées par les pétroles turcs. « *La Turquie achète du pétrole directement à Saddam et nous allons en prendre livraison à Mossoul, en zone arabe. Depuis six mois, il n'y a plus rien qui passe pour les Kurdes* », explique-t-il. En fait, les Kurdes d'Irak continuent de prélever une sorte de taxe de transit sur les camions qui descendent vers Mossoul ou Bagdad : « *50 euros par personne !* », s'indigne Mehmet qui s'appête à passer avec son 36 tonnes, rempli de pneus russes en provenance de Kazan.

Bien sûr, il y a aussi la corruption qui permet à certains de passer tout de même à Zakho, première ville du Kurdistan irakien et d'en ramener quelques centaines de litres de mazout, mais il semble que les autorités serrent peu à peu la vis et mettent tout en œuvre pour court-circuiter le Kurdistan d'Irak. « *Chaque fois qu'un ministre turc se rend à Bagdad, dans les trois jours nous avons des restrictions supplémentaires sur le commerce avec le Kurdistan d'Irak* », se plaint Mesut. Il faut dire que l'objectif numéro un annoncé de la Turquie est d'empêcher le développement d'un Kurdistan autonome en Irak.

Hier matin, dans la zone douanière de la porte de Habur, une nouvelle rencontre a réuni les Kurdes d'Irak et les militaires turcs. Objectif probable de la réunion, à laquelle devait participer un émissaire américain : définir une sorte de *modus vivendi* quant à la présence de l'armée turque dans le Kurdistan d'Irak. Hier soir, rien n'avait encore filtré de l'entrevue.

La Turquie, qui dispose déjà dans la région d'une présence musclée, ne cache pas sa volonté de renforcer considérablement son contingent militaire dans le Nord irakien. Dans la région de la porte de Habur, on ne peut que constater le renforcement des unités combattantes.

Les convois se succèdent sur les petites routes comme sur les axes principaux qui mènent à la frontière. Chars M 60, obusiers autotractés de 155 millimètres, trains de véhicule du service des essences, ou postes de commandement de campagne reconnaissables à leurs antennes : les caravanes militaires déambulent dans un nuage de poussière d'un bout à l'autre du Kurdistan turc. Même des unités de

Thrace, à l'autre bout du pays, ont été récemment déplacées. Selon un responsable politique kurde de Turquie, l'armée d'Ankara aurait massé jusqu'à 120 000 hommes dans la région frontalière et certaines unités seraient déjà passées en Irak pour y rejoindre les quelques milliers de soldats qui y sont installés à demeure.

L'autre manière pour la Turquie d'être présente dans le Nord irakien est de jouer la carte humanitaire. Ankara prévoit d'installer une dizaine de camps susceptibles d'accueillir d'éventuels réfugiés dans le Kurdistan irakien. D'autres pourraient être positionnés en Turquie même, tel celui que l'on peut déjà apercevoir à la porte de Habur. Quelques dizaines de tentes s'alignent dans un ordonnancement tout militaire sur le bas-côté de la route. Défendue par un réseau de barbelés et une enceinte, la zone est interdite « *et le Croissant-Rouge n'est pas habilité à parler à la presse* », indique un sous-officier.

Pour Zalmay Khalilzad, l'envoyé spécial de l'Administration Bush dans la région, les craintes des Turcs en matière humanitaire sont « *légitimes* », même si l'hypothèse d'une contre-offensive irakienne d'envergure et d'un afflux de réfugiés semblent peu probables. A vrai dire, l'un des seuls événements qui pourrait faire totalement dégénérer la situation dans le Kurdistan irakien serait l'affrontement des & kurdes avec les troupes d'Ankara.

**LE FIGARO**

18 FÉVRIER 2003

# Reaching accord, EU warns Saddam of his 'last chance'

By Thomas Fuller

International Herald Tribune

**BRUSSELS:** Fresh from winning a hard-fought breakthrough at NATO, leaders of the European Union warned Iraq on Monday that it was facing its "last chance" to disarm.

But the Union failed to resolve a fundamental split between Britain and France, the two countries whose positions appear to define the deep divisions in Europe over the Iraqi crisis.

While Britain has sent about 35,000 troops to the Gulf to participate in an eventual American attack, the French Navy said Monday that the country's only aircraft carrier, the nuclear-powered Charles de Gaulle, would return to its home port of Toulon next week "as planned," after a tour of the eastern Mediterranean that included exercises with a U.S. carrier.

President Jacques Chirac of France said Monday that war should not be an option until UN arms inspectors decided themselves to call it quits.

"We are committed in the framework of UN Resolution 1441 to the path of disarmament through the inspectors, who alone can stop this process," Chirac said as he arrived at the summit meeting.

British leaders, by contrast, played down the power of inspectors, pushing instead for a set of political deadlines for Iraq to comply with calls to disarm.

"The best thing to do is to make a judgment of whether Saddam is cooperating or not," said Prime Minister Tony Blair. "That's why we require a timetable."

"We came together to send a message to the world: Europe is united," said Romano Prodi, the president of the European Commission.

The message from inside the meeting room, where leaders drank Greek

wines and dined on fish and "osso buco de lotte," was of discord.

A phrase in the leaders' joint communiqué pushed by Britain — that "time is running out" for Iraq — was deleted by Germany.

"That was not acceptable for us," the German chancellor, Gerhard Schroeder, told reporters.

The communiqué made an apparent reference to the massive anti-war demonstrations over the weekend. Saying that the objective of the EU was "full and effective disarmament" in accordance with the UN resolution, it said: "We want to achieve this peacefully."

"It is clear that this is what the people of Europe want," the communiqué said.

The documents said that "war is not inevitable" and that "force should be used only as a last resort." Although the communiqué said "inspections cannot continue indefinitely in the absence of full Iraqi cooperation," it did not specify who should decide when inspections should stop — and force used.

"There's still a lot of debate to be had on that issue," Blair said.

Britain's hard-line stand appeared to be backed by Spain and the Netherlands. On the other side of the divide were France, Germany and Belgium — notably the same three countries that blocked a decision over military aid to Turkey at the North Atlantic Treaty Organization last week.

That deadlock was broken late Sunday after a marathon negotiating session in a committee that does not include France.

Lord Robertson, NATO's secretary-general, helped shepherd the compromise by moving the debate from the North Atlantic Council, which includes all 19 NATO members, to the organiza-

tion's military planning committee, which excludes France.

France withdrew from all military planning at NATO in 1966 and now only takes part in political decisions.

The compromise agreement was reached Sunday after Belgium and Germany received assurances that the military equipment to be supplied to Turkey would be used for defensive purposes only.

According to the deal, AWACS aircraft to be dispatched to Turkey would be used "for surveillance, early warning and maintaining the integrity of Turkish airspace."

The document hashed out by the 18 ambassadors recalled provisions of NATO's founding treaty, "in particular the undertaking of allies to refrain in their international relations from the threat or use of force in any manner inconsistent with the purposes of the United Nations."

"This decision relates only to the defense of Turkey, and is without prejudice to any other military operations by NATO, and future decisions by NATO or the UN Security Council," the final document said.

Belgium diplomats said they hoped the breakthrough at NATO would help the EU find common ground.

Pat Cox, president of the European Parliament, said what was at stake for the EU now is to show it has credibility in the Iraqi crisis.

"The Iraqi question has exposed in a very clear way the gap between Europe's aspirations and Europe's capacity," he said after discussions with EU leaders Monday.

"No matter what is written down, if it is not animated by political will it runs the risk of being nice but empty," Cox said.

Several leaders repeatedly used the same wording to describe how pressure should be applied to Saddam — "diplomacy backed by a credible threat of force."

German leaders, who have consistently opposed war even if sanctioned by the UN Security Council, seemed to indicate they would not block wording in a final text about the use of force as a last resort.

"We are not standing in the way of a compromise," the German foreign min-

INTERNATIONAL  
Herald Tribune

February 18, 2003



Foreign Minister Dominique de Villepin of France, left, with his German counterpart, Joschka Fischer, President Jacques Chirac of France and Chancellor Gerhard Schroeder of Germany as they met Monday to try to find a common policy with Britain.



ister, Joschka Fischer, told reporters. "But I think that is the wrong discussion. The question is, what must we do so that we do not come to the use of military means," he added.

Kofi Annan, the UN secretary-general, addressed the leaders about the "very precarious" humanitarian situation looming in the Iraqi crisis and urged them to go through with contingency planning in case of war.

Annan said afterward that he was

concerned with tensions in the trans-Atlantic relationship and that these could be resolved to a large degree if the question of Iraq were resolved.

He also urged leaders not to ignore problems outside the Middle East, saying, "what happens in Iraq will not happen in a vacuum."

In the days leading up to the summit meeting, leaders had disagreed on the guest list. Britain and Spain sought to invite the 10 mostly East European

countries scheduled to join the Union next year — most of them relatively pro-American and not averse to a hard line on Iraq.

France and Germany lobbied successfully to have these countries excluded — an argument that won the day when Greece, which currently holds the Union's rotating presidency, invited the 10 countries scheduled to join next May for a briefing about the meeting Tuesday — but not to the meeting itself.

## Turkey Demands \$32 Billion U.S. Aid Package if It Is to Take Part in a War on Iraq

By DEXTER FILKINS  
with ERIC SCHMITT

ISTANBUL, Feb. 18 — Turkish and American officials continued their diplomatic brinkmanship today, as the Turks said they were waiting for the Bush administration to answer their demand for an economic aid package worth as much as \$32 billion to ensure their participation in a war with Iraq.

The American ambassador to Turkey, Robert Pearson, was summoned to the Turkish Foreign Ministry after 10 p.m. on Monday and handed the proposal, which he forwarded to Washington, American officials said.

The Turkish request is about \$6 billion higher than what American officials said over the weekend was their final offer. Of the \$28 billion Washington has offered, \$20 billion is in loan guarantees and \$6 billion in direct grants. Although a Western diplomat said the Turks were seeking about \$10 billion in direct aid, the White House is adamant that \$6 billion is the limit for direct aid.

It remains to be seen whether negotiations will begin anew or whether the administration's plan to use Turkey as a launching pad for an invasion of northern Iraq will fall through. That prospect seemed to put an unusual strain on the relationship between the longtime allies, who have been speaking of each other in increasingly harsh tones.

As of this evening, Turkish officials said they had received no answer from the Americans. As the day began in Washington, Ari Fleischer, President Bush's spokesman, called on the Turkish leaders to approve the deal that the Americans had put in front of them.

"We continue to work with Turkey as a friend, but it is decision time," Mr. Fleischer said.

As Mr. Fleischer spoke, senior administration officials gathered at the White House to discuss the Turkish proposal, still hoping, at least in public, that Turkish leaders would ap-

prove the smaller economic package.

That seemed increasingly unlikely here, as the day passed without a vote by Parliament on the deployment of American combat troops. Turkish officials had scheduled one, but canceled it on Monday, saying they would go forward only after they reached an agreement on an economic aid package.

There is a growing sense on both sides that time is running short. American military planners have drawn up two sets of war plans: one that includes Turkey as a staging area and one that does not.

Two senior American military officials said today that without Turkish consent by the end of the week, the Pentagon would be forced to shift to a less desirable backup plan.

"Two or three more days is about all that's left," said one of the senior officials.

With ships carrying equipment for more than 15,000 soldiers of the Fourth Infantry Division now approaching Turkish ports, the military can wait only so long before planners need to divert the equipment to the Persian Gulf in time to unload it and have it ready for troops there by early March.

Turkish leaders publicly warned that they might ultimately refuse to take part in an American operation against Iraq. In a speech that seemed intended for an American audience, Taysip Erdogan, the leader of the majority Justice and Development Party, said Parliament's recent vote authorizing American engineers to upgrade Turkish military bases did not mean that the Turks would agree to open their bases to thousands of American troops.

"Our American friends should not interpret this decision to mean that Turkey has embarked on an irreversible road," Mr. Erdogan said. "It is not possible for us to accept anything which we don't approve of, which we don't believe as necessary

or which we can't explain to our people."

Pentagon officials, seeking to put the best face on a bad situation, said that starting a northern offensive from Turkey, while desirable, was not essential to victory.

But officials clearly want to move ahead, one way or another, Paul D. Wolfowitz, the deputy defense secretary, told a Turkish reporter last week that ships ferrying American soldiers were in the Mediterranean Sea and could not wait indefinitely for an agreement.

"We can no longer keep our troops waiting on ships, wandering around the eastern Mediterranean," Mr. Wolfowitz said in the interview, printed in *Hurriyet*, a Turkish newspaper. Without a decision soon, he said, "it is highly likely that we would order our ships in the eastern Mediterranean to shift their direction to the gulf."

The deadlock seemed to grow out of the belief, held by each country, that it holds the upper hand in the negotiations. Turkish leaders believe that the Americans, whatever they say privately, desperately need the country's participation in a war against Iraq.

It is not just that a northern front would make an invasion easier, it is that Turkey is a Muslim country that is democratic and secular — precisely the kind of government the Bush administration hopes an invasion of Iraq might help bring about in other corners of the Middle East.

At the same time, the Turkish public overwhelmingly opposes a war. For many here, the potential war with Iraq seems to promise a repeat of the Persian Gulf war of 1991, when Turkey was swamped with half a million refugees and its trade with Iraq plummeted.

For their part, the Americans believe that Turkey cannot afford to turn them down, and that Turkey's leaders will ultimately understand that.



Peut-on prendre position publiquement en faveur des thèses de Washington ?

# Pour le droit de dire « J'aime l'Amérique ! »

A la notable et courageuse exception d'Alain Madelin dans ces mêmes colonnes, nul homme politique, nul artiste, nul intellectuel français n'aurait l'in-

faute de vecteurs d'utilisation efficaces, mais que cela pourrait changer demain, et vos commensaux regarderont le plafond avec lassitude.

Osez dire que la résolution onusienne ne fait pas obligation d'établir la preuve de la présence de telles armes, ce qui équivaldrait à prouver la présence de l'aiguille dans la meule, mais oblige l'Irak à prouver la destruction d'armes dont elle a préalablement reconnu l'existence et on vous taxera de juridisme étroit.

Si, conscient de l'impossibilité de développer sereinement un raisonnement aussi factuel, vous décidez de vous lancer dans le jeu des références historiques, vous vous rendrez bientôt compte de sa vanité.

L'Amérique, sauveur du nazisme ! Et pourquoi pas évoquer la guerre de Cent Ans, pendant que vous y êtes, vous rétorquera courtoisement une personne pourtant prompte à évoquer cent fois la Shoah et Vichy.

L'Amérique, sauveur du communisme ! Une sorte de silence gêné accueillera cette touchante coquecigrue énoncée candidement dans un pays où l'on célèbre encore, sans les ébrécher, les mémoires des camarades Marchais et Krasucki, aussi sévères et clairvoyants hier avec Staline que d'autres aujourd'hui avec Saddam.

Après avoir échoué lamentablement dans le domaine historique, vous pourriez être tenté par le raisonnement politique et décider, par exemple, de porter un coup fatal aux pacifistes, qui ne voyaient pas d'inconvénients, il y a peu, à régler son compte à Milosevic, sans passer, qui plus est, par l'ONU.

On vous répondra que cela n'a rien à voir. Et vous devrez vous contenter de cette réponse. Que l'on ne se méprenne pas sur mon propos, je suis loin de penser que les adversaires aux projets entreprenants de George Bush sont tous des Munichois bornés. On peut parfaitement objecter que la lutte contre le ter-

rorisme islamiste ne passe pas forcément par Bagdad, on peut pertinemment considérer les projets américains comme, pour le moins, aventureux.

Mais, ce qui fait problème, ce qui doit forcément obliger à la réflexion, c'est cet unanimisme français antiaméricain, notamment lorsqu'il émane des pourfendeurs habituels de la pensée unique.

Jean-François Revel a su, mieux qu'un autre, faire un sort à cette américanophilie qui s'est emparée à nouveau de la majeure partie de la classe politico-médiatique de notre pays.

*Ce qui doit forcément obliger à la réflexion, c'est cet unanimisme français antiaméricain*

qui rappelle, osons le dire sans trop de crainte, ces chansonniers de Radio Paris, qui aimaient rien tant que railler « l'Amérique, pays judaïque ».

C'est dans notre pays, et pas dans un autre, qu'en guise de commémoration du 11 septembre, un soi-disant humoriste pouvait écrire sans crainte d'être taxé de racisme :

« 9-11. Faut vraiment être bouché comme un Amerloque pour désigner le 11 septembre de cette façon...  
Il n'y a que ce

peuple obèse et simpliste pour inverser les chiffres de cette façon idiote. Il faut être solide ces jours-ci pour résister à la tentation d'être injuste et grossier envers cette bande de pignoufs patriotards. On a souvent une envie irrépressible de se torcher avec leurs drapeaux étoilés et de pisser dans les haut-parleurs qui diffusent leur hymne national » (1).

On imagine aisément les cris d'orfraie, si d'aventure, un Houellebecq ou une Falacci s'étaient gaussés de la sorte des souffrances endurées par les musulmans pendant la guerre d'Algérie...

Il est vrai, qu'au lendemain de l'écroulement des deux jumelles, un philosophe germanopratin pouvait déjà dissenter sereinement sur l'exultation que lui avait procurée la punition administrée à la trop riche nouvelle Babylone.

Alors, quitte à passer à la fois, pour primaire, naïf, ringard, j'ose. Oui, je redoute cette montée de l'américanophilie dans une France qui n'a cessé de singer, maladivement, l'Amérique et ses travers. Oui, les chefs d'État européens qui ont signé une déclaration de solidarité avec Washington ne se sont pas déconsidérés.

Oui, la souveraineté nationale et européenne devrait davantage aujourd'hui se mesurer à l'aune de notre capacité à résister aux pays islamiques autocratiques et à la réaction de la si obsequieusement révéérée « rue arabe » plutôt qu'à l'égard d'un allié démocratique qui n'a plus grand effort à effectuer pour démontrer sa solidarité effective.

Oui, l'alignement récent de la politique française sur les positions pacifistes d'une Allemagne verdâtre n'incarne peut-être pas emblématiquement le courage et la détermination de la nouvelle Europe face au danger qui point.

Oui, j'aime l'Amérique !

\* Président d'Avocats sans frontières.  
Président de Droit à la sécurité.  
(1) Le Figaro du 31 janvier.  
(2) Charlie hebdo, septembre 03.

LE FIGARO MERCREDI 19 FÉVRIER 2003

PAR  
GILLES WILLIAM  
GOLDNADEL

conscience de prendre actuellement position publiquement en faveur des thèses de Washington dans la question irakienne.

Sauf à passer, à la fois, pour un esprit primaire et naïf, et un suppôt ringard du capitalisme mondialiste et du lobby belluciste pro-Sharon.

Un quotidien du soir s'est plu récemment à moquer la presse américaine, considérée comme monolithiquement suiviste à l'égard du président américain.

Mais un Huron de passage en France aurait bien du mal à trouver la moindre gazette parisienne ou provinciale disposée à publier une ligne de soutien à la position de notre « allié » atlantique.

Essayez donc de suggérer timidement dans un dîner en ville que vous ne pensez pas que le pétrole soit la raison première de la détermination américaine d'en découdre s'il le faut, ne serait-ce que parce qu'il serait plus facile, dans cette hypothèse, de s'emparer de l'Arabie saoudite désertique moyennant le prétexte commode et non fallacieux d'un wahhabisme prompt à susciter le terrorisme, et vous provoquerez des sourires goguenards.

Tentez bravement de soutenir, qu'effectivement, Saddam est un type dangereux qui dispose d'armes de destruction massive dont il ne peut pas encore actuellement faire usage.

La guerre, précondition au remodelage du Moyen-Orient ?

# Chaliand : « Le pari de la stratégie américaine »

Spécialiste des conflits, Gérard Chaliand vient de publier, avec Arnaud Blin, *America is back. Les nouveaux Césars du Pentagone* (Bayard).

Propos recueillis par Joseph Macé-Scaron

LE FIGARO. – Peut-on dire, aujourd'hui, qu'un nouvel ordre international se met en place ?

Gérard CHALIAND. – La guerre, malgré les apparences, est inéluctable et il est bon de rappeler qu'elle dépend des États-Unis qui, seuls, disposent de la force. Le nouvel ordre international s'est progressivement mis en place depuis la guerre contre l'Irak de 1991. La tension actuelle, dans des institutions comme l'Otan mises en place dans le cadre de la guerre froide, est aussi la conséquence de la fin de celle-ci et de la nouvelle prépondérance américaine. Il était patent que l'Europe n'était plus le centre du monde depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ; cependant la bipolarité, de la crise de Berlin, en 1948, à la disparition du mur en 1989, mettait encore, stratégiquement, l'Europe au centre des enjeux. La crise des SS 20 l'avait rappelé, au début des années 80. Ce temps est révolu. Ceux, parmi les Européens, qui souhaitaient doter l'Europe d'une volonté politique mesurent le prix d'un élargissement

trop rapide. L'intégration, en 2004, d'États hier membres du Pacte de Varsovie, a tout naturellement renforcé l'influence des États-Unis. Faut-il rappeler que, un demi-siècle après la Seconde Guerre mondiale, l'Union européenne est incapable d'assurer pleinement sa sécurité et que, par deux fois, la tâche de régler les conflits de l'ex-Yougoslavie a été assumée par les États-Unis ? Le bras de fer diplomatique en cours, au Conseil de sécurité et la résistance opposée à la guerre, si elle n'a pas l'aval des Nations unies, par la France, l'Allemagne et la Russie, entre autres, tient moins du soutien à un régime détestable qu'à faire obstacle à la tentation de l'unilatéralisme du Pentagone.

**Quelle place occupe la question irakienne au sein de ce dispositif ?**

Le Moyen-Orient est aujourd'hui au cœur du projet des faucons de l'Administration Bush. Le changement de régime à Bagdad est la précondition d'un remodelage régional. Le pari de la grande stratégie américaine, qui entend peser sur le Moyen-Orient au mieux des intérêts américains, comporte, comme tout pari, une série de risques. Ceux de la guerre sont les moindres. Aucun enlèvement n'est à

craindre. Les Américains seront vraisemblablement accueillis, par une partie de la population irakienne, comme des libérateurs. Mais dans le même temps, les Américains seront perçus par une majorité de musulmans, et plus particulièrement par les Arabes comme des agresseurs, compte tenu du laisser-faire de l'Administration Bush, concernant la colonisation accélérée, menée par le Likoud en Cisjordanie.

La stratégie des attentats suicides des Palestiniens a eu des conséquences catastrophiques, dans la mesure où elle n'a pas su ou voulu choisir de s'en prendre aux seuls colons mais s'est aliénée l'ensemble de la population israélienne qui a, par voie de conséquence, en majorité voté pour ceux qui paraissent le mieux garantir leur sécurité. Il ne fait aucun doute que le dynamisme engendré par la guerre va grossir les rangs des islamistes radicaux, même si les liens entre l'Irak et al-Qaida, que veulent établir les États-Unis ne sont pas convaincants.

**Comment évaluez-vous les chances de réussite de la stratégie américaine ?**

L'objectif proclamé était d'installer après Saddam Hussein un régime à vocation démocratique et qui serait fédéral. C'est-à-dire un régime dans lequel les trois grandes composantes de l'Irak : les Arabes chiites (55 % environ de la population), les Arabes sun-

nites (22 % peut-être) et les Kurdes (20 %) partageraient le pouvoir à Bagdad, tandis que d'autres minorités (Turkmènes, chrétiens d'obédiences diverses, Yésidis, etc.) jouiraient de droits. Or, depuis quelques jours, les États-Unis paraissent avoir donné leur accord pour que les troupes turques pénètrent, à l'occasion du conflit, au Kurdistan d'Irak. L'éventualité de l'entrée des troupes turques en Irak du Nord, lors du conflit augurerait de façon sinistre du futur régime dont il était question qu'il serait démocratique et fédéral. Le fédéralisme déplaît à la Turquie qui n'accorde quasiment aucun droit à ses propres Kurdes. Souvenons-nous qu'il y a dix ans, la perspective d'une montée au pouvoir des Chiites d'Irak, si Saddam Hussein était balayé par la coalition américaine a reconduit le dictateur jusqu'à aujourd'hui, et cela surtout à cause de l'Arabie saoudite ! Un proconsulat américain qui entamerait son mandat dans ces conditions paraît mal parti pour inspirer la confiance. Gageons que cela va renforcer les éléments les plus conservateurs en Iran. La démocratie coercitive que veut implanter l'Administration Bush dans la région paraît bien idéologique et risque de se révéler plus porteuse de contradictions que de solutions, à moins de supposer qu'il était surtout question d'être présent militairement pour mieux peser sur le Moyen-Orient.

LE FIGARO JEUDI 20 FÉVRIER 2003

The Guardian

February 21 2003

## Exiled leader attacks US plan

Luke Harding in Irbil, northern Iraq

The Bush administration's plans to impose a US military governor in Iraq who would leave the infrastructure of Saddam Hus-

sein's bureaucracy largely intact has been dismissed as unworkable by one of the key figures in the Iraqi opposition.

Dr Ahmad Chalabi, the 58-year-old chairman of Iraq's main opposition group, the Iraqi National Congress (INC), ridiculed the idea. "Their vision is of US military officers three deep in every ministry. It isn't workable," he said.

Dr Chalabi, the best known member of Iraq's exiled opposition, has spent 30 years in exile — he lives in London with his wife and four children — and has made several disastrous attempts to depose Saddam. He founded the anti-Saddam INC

in 1992.

Instead of a US military governor, the INC wants a transitional government made up of Iraqis to take over, working in tandem with the US military, to rebuild the country. The INC's vision is of a democratic Iraq in which Iraq's Shia majority and downtrodden Kurds are, for the first time, fairly represented.

Relations between Washington and the INC have always been stormy. The CIA bankrolled the organisation at its inception, but then fell out with it in 1995 when the INC, together with Kurdish troops, launched a doomed offensive from the opposition-controlled

north into Iraqi government territory.

In 2000 the US state department renewed funding to the INC — Iraq watchers estimate the INC has received about \$100m (£65m) in funding from the US over the past 10 years. Recently the money has dried up. Dr Chalabi's critics accuse him of sleaze, an accusation he denies.

The scion of one of Baghdad's wealthiest families, Dr Chalabi took a PhD at the University of Chicago and later became the chairman of the Petr bank in Jordan.

The bank collapsed and he was convicted in his absence of multimillion dollar fraud.

Betrayed again? ■ By Peter W. Galbraith

## The Kurds don't want to be Iraqis

WASHINGTON  
Zalmay Khalilzad, President George W. Bush's special envoy to the Iraqi opposition, went to Ankara this month and told top Kurdish leaders to accept that a large deployment of Turkish troops — supposedly for humanitarian relief — would enter northern Iraq after any American invasion.

He also told the Kurds that they would have to give up plans for self-government, adding that hundreds of thousands of people driven from their homes by Saddam Hussein would not be able to return to them.

For the Kurds this brought bitter memories. They blame Henry Kissinger for encouraging them to rebel in the early 1970s and then acquiescing quietly as the shah of Iran made a deal with Iraq and stopped funneling American aid to them. (Kissinger's standing among Kurds was not helped by his explanation: "Covert action should not be confused with missionary work.")

After the Gulf War, the first President Bush called on the Iraqi people to overthrow Saddam. When the Kurds tried to do just that, the American military let the Iraqis send out helicopter gunships to annihilate them.

The elder Bush partly salvaged his standing with the Kurds a month later when he cleared Iraqi forces from the

region, thus enabling the creation of the first Kurdish-governed territory in modern history.

In the latest buildup to war, the Kurds took comfort from their special status as the only Iraqi opposition group to control a territory, to possess a significant population and to have a substantial military force.

But Turkish consent to the deployment of American troops for a northern front is considered an important element in American planning. In addition to billions in cash, Turkey has demanded ironclad assurance that there will not be a separate Kurdish state.

The Kurds did their best to meet Turkish and American concerns. They promised that they would not seek independence, confining their ambitions to a self-governing entity within a federal Iraq. They also promised not to take Kirkuk, an oil-rich city that they describe as their Jerusalem.

However, this proved inadequate for the Turks. They fear that federalism could be a way station to Kurdish independence — and they may be right. The 4 million Kurds who live in the self-governing area overwhelmingly do not want to be Iraqis. After 12 years of freedom, the younger people have no Iraqi identity and many do not speak Arabic. The older generation associates Iraq with poison gas and mass executions.

Still, Washington sided with Turkey. The Kurds were told that federalism would have to wait for deliberation by a postwar elected Iraqi Parliament, in which they would be a minority.

The Bush administration may have got the power calculus wrong. The Kurds have established a real state within a state, which meets all governmental responsibilities from education to law enforcement. Their militias number 70,000 to 130,000, and there is a real risk of clashes with any Turkish "humanitarian" force.

The democratically elected Kurdistan assembly has completed work on a constitution that would delegate minimal powers to a central government in Baghdad, and could submit it for a popular vote. Short of arresting Kurdish leaders and the assembly, a U.S. occupation force might have no practical way of preventing the Kurds from going ahead with their federalist project.

The younger Bush's war has always had a moral component to it: liberation of the Iraqi people from a brutal regime. If it sides so completely with Turkey in putting down the democratic hopes of Iraq's Kurds, the administration looks shortsighted and cynical. And not just to the Kurds.

The writer is a former U.S. ambassador to Croatia.

Friday, February 21, 2003

INTERNATIONAL  
Herald Tribune

## Les Etats-Unis soupèsent l'utilité d'un nouveau vote du Conseil de sécurité sur l'Irak

WASHINGTON  
de notre correspondant

Les Etats-Unis travaillent à une nouvelle résolution du Conseil de sécurité sur l'Irak, mais ils soulignent avec insistance qu'ils n'en ont pas besoin. « La résolution 1441 a suffisamment d'autorité par elle-même, pour que l'on puisse agir si l'Irak ne se soumet pas et ne coopère pas », a déclaré le secrétaire d'Etat, Colin Powell, mercredi 19 février, dans un entretien accordé à Radio-France. Mardi, le président George Bush a expliqué qu'« une seconde résolution serait utile », mais n'est pas nécessaire. Selon Washington, le texte adopté par le Conseil de sécurité des Nations unies, à l'unanimité, le 8 novembre, autorise à employer la force contre l'Irak si celui-ci persiste à ne pas désarmer.

Dès lors, l'enjeu d'une seconde résolution n'est pas de contraindre Saddam Hussein, mais de sauvegarder le rôle de l'ONU. Pour les dirigeants américains, il s'agit de savoir si les Nations unies prennent au sérieux leurs propres décisions et les font respecter.

S'il y a une seconde résolution,

« elle sera simple et directe », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, Ari Fleischer. Des sources officielles ont indiqué que les Etats-Unis pourraient ne pas chercher vraiment à l'obtenir. Ils sont loin d'être sûrs d'obtenir la majorité requise au Conseil de sécurité, soit neuf voix sur 15. En



« La résolution 1441 a suffisamment d'autorité pour que l'on puisse agir si l'Irak ne se soumet pas »

COLIN POWELL

fait, les Britanniques sont les seuls à tenir vraiment à un nouveau vote. Les Français, qui en faisaient une condition lors de la discussion de la résolution 1441, ne tiennent pas à être mis au pied du mur et à devoir choisir d'utiliser leur droit de veto ou de s'abstenir.

Les Américains seraient embarrassés d'être mis en minorité. La position de Washington est toujours, officiellement, de soutenir une seconde résolution, qui serait proposée par la Grande-Bretagne,

mais M. Bush anticipe déjà sur le cas où elle ne pourrait pas aboutir.

Dans son entretien à Radio-France, M. Powell a rappelé qu'aux termes de la résolution 1441, l'Irak est en « violation patente » de ses obligations au regard des précédentes décisions de l'ONU. « L'Irak est déjà inculpé et déclaré coupable, a dit le secrétaire d'Etat. Les preuves sont accablantes, et toutes les nations du Conseil de sécurité, y compris la France, ont été d'accord là-dessus quand la 1441 a été votée. » Pour le gouvernement américain, le vote du 8 novembre a accordé à l'Irak une « dernière chance » de se conformer aux décisions de la communauté internationale. Il n'est pas question, d'ailleurs, de lui accorder une nouvelle « dernière chance », a précisé M. Bush, à qui on demandait si une seconde résolution fixerait à l'Irak un délai pour se soumettre. Washington estime que la légitimité d'une action militaire contre Saddam Hussein est déjà établie.

Une deuxième raison, pour les Etats-Unis, de souhaiter l'accord de l'ONU est la prise en charge de l'Irak après la guerre et le renverse-

ment du régime de Saddam Hussein. Or, les responsables américains ont indiqué de façon de plus en plus nette, ces derniers jours, que les forces américaines devront peut-être rester longtemps en Irak. « Pendant deux ans », a dit Marc Grossman, sous-secrétaire d'Etat chargé des affaires politiques, le 13 février, devant une commission du Sénat. « Les Etats-Unis s'engageront à assurer la stabilité de l'Irak à long terme », a déclaré, mardi, M. Fleischer. S'agissant du coût de la reconstruction, le porte-parole de la Maison Blanche a expliqué que les ressources naturelles de ce pays, particulièrement le pétrole, y pourvoient.

Les manifestations antiguerre du week-end montrent que « le monde ne perçoit pas Saddam Hussein comme une menace », a dit M. Bush. « Je suis, respectueusement, en désaccord », a-t-il observé, puis il a conclu : « Saddam Hussein est une menace pour l'Amérique, et nous allons nous en occuper. » Il pouvait difficilement être plus clair.

Patrick Jarreau

20 FÉVRIER 2003

Le Monde

## **KADEK breaks off peace process**

Turkish Daily News by Serdar Alyamac February 20, 2003

With the approaching of American military action against Iraq, the United States and its war allies, particularly England and Israel, have gone on top alert to protect themselves against terror offensive attacks. Turkey, a NATO and U.S. ally, is also a likely country to be targeted by these attacks, besides her bloody problem with the Kurdistan Workers' Party (PKK) [its name was changed to Kurdistan Freedom and Democracy Congress (KADEK)] for the past two decades.

The first signs of a probable rise of KADEK activities came with clashes in Southeastern Turkey last month. Anti-war demonstrations included KADEK supporters that shouted slogans pro- Abdullah Ocalan, the leader of KADEK, and caused unrest. These activities of KADEK may increase day-by-day in this chaotic atmosphere, caused by the looming US-led war on Iraq.

KADEK determined its new line as carrying out democratic serhildans (public uprisings) and a war of legal defense together in its written statement released recently. They also stressed that the time previously given to the Turkish government to take steps to solve the Kurdish question, to lift the isolation, to put an end to repression and to declare a general amnesty ended on February 15, calling this time a period administered with unilateral sacrifices. KADEK also sees public uprising as a main instrument in its "war of legal defense".

Following this statement released by KADEK leaders and demonstrations of its supporters, slipped into the anti-war protests in all parts of Turkey, it is unavoidable to say that unrest will rise in Turkey again.

In KADEK's statement, it is claimed that international cooperation was set up against Kurds with increasing pressure on KADEK by Iran and Syria. The most substantial indicator of a cornered KADEK is that their activities will cover the entire region -- including Iran, Syria and Iraq too.

In this so-called low-intensity war between the Turkish Armed Forces and PKK in the Southeastern Turkey, in which nearly 36,000 people have been killed, Southeastern Turkey, and Turkey as a whole, will be a scene of unrest triggered by activities of a KADEK pushed into a northern Iraq dominated by an undeclared Kurdish Federation formed by the Kurdistan Democracy Party (KDP) and Patriotic Union of Kurdistan (PUK). The Kurdish groups in northern Iraq assumed an indefinite attitude changing to current conditions against PKK's settlement in their region.

The current discontent of Kurdish groups, which come to an agreement with each other to set up a Kurdish federation that is undeclared, on PKK's existence in northern Iraq and Turkish Armed Forces' cross into northern Iraq because of anxiety of a US-led war on Iraq may legalize the current situation of the Kurdish federation in the Kurdish enclave in Iraq and push KADEK to panic.

Following the call of Ocalan for armed members of the PKK to leave their guns and get out of Turkey, ending its armed campaign to seek peaceful resolution to the Kurdish question, PKK activists holed up in the mountainous terrain of northern Iraq.

The PKK wanted to renew its image and reviewed its strategy by changing its name to KADEK and reviewing its armed sections in order to carry their struggle to the political arena by taking the support of some European countries. However, Turkey's efforts to exhaust PKK's existence and activities in both Turkey and in some European countries marred its plans. KADEK, which lost its leader and put to sleep its armed militants for four years in the mountains of northern Iraq to propel the question into the international arena, was cornered.

KADEK use the situation of Abdullah Ocalan in Imrali prison and unimplemented human rights reforms related to the Kurdish question to stir its separatist activities in Turkey. They claim Ocalan was not well-treated in prison and legislated human rights reforms related to the Kurdish question remained unimplemented.

The power balances in the region are being reshaped. Kurdish groups in northern Iraq want KADEK to be excluded from the region. The Turkish army also aims to extinguish the existence of KADEK in northern Iraq by crossing neighboring Iraq.

In this frame, KADEK will use the unimplemented human rights reforms related to the Kurdish question and Ocalan's situation in prison to incite the Kurdish people to uprising in the major cities of Turkey. Admittedly, Turkey has made remarkable reforms on human rights in the last year.

However, these reforms, including Kurdish broadcasting and Kurdish language education, were suspended due to the looming the U.S.-led war on Iraq. It is a foregone conclusion that Turkey will domestically have to overpower separatist activities of KADEK and try to break the impasse it has landed in.

## Au Kurdistan, M. Madelin plaide le « devoir d'ingérence »

TAKIYA (Kurdistan irakien)  
de notre envoyé spécial

C'est un camp de réfugiés relativement confortable compte tenu des circonstances : ici, dans des habitations moitié maison-moitié tente, mais chauffées, construites dans la plaine fouettée par les vents de l'hiver kurde, vivent depuis plusieurs mois une soixantaine de familles. La plupart des personnes déplacées par le régime de Saddam Hussein dans les provinces kurdes sous contrôle de Bagdad sont rapidement intégrées dans la population du Kurdistan irakien « autonome », dirigé par les partis en lutte depuis des lustres avec Bagdad. Restent donc ceux, peu nombreux, qui n'ont pas encore pu s'implanter ailleurs et doivent vivre dans ce camp de transit dressé par l'ONU. En douze ans, depuis la première guerre du Golfe, plus de 100 000 personnes se seraient réfugiées dans la région.

C'est ici que, en ce glacial mardi 18 février, Alain Madelin, militant globe-trotter en pays rebelle qui, selon ses propres mots, « se shoote aux peuples opprimés », a commencé son séjour au Kurdistan. Cela fait des années que l'ancien ministre de Valéry Giscard d'Estaing et de Jacques Chirac, aujourd'hui député UMP d'Ille-et-Vilaine, parcourt les zones de conflit pour soutenir, jadis, des causes anticomunistes et, désormais, celles du nouvel ordre – ou désordre – mondial. M. Madelin ne s'en cache pas : contrairement à sa famille politique au gouvernement, il est « pour » la guerre américaine contre l'Irak.

« Pour » la guerre car contre l'« oppression des gens par de dangereux tyrans ». Sa théorie est simple : « Avant la chute du mur de Berlin, on était enco-

re dans une perspective de rapport de forces, où la souveraineté des Etats primait sur celle des peuples. Aujourd'hui, tout a changé : on redécouvre le droit des gens. Pour moi, il y a « devoir d'ingérence ». Si Bush attaque l'Irak, les raisons morales l'auront largement emporté sur le reste, car les questions stratégiques, la volonté de contrôler les ressources pétrolières ou autres sont des aspects annexes, certes sujettes à débat, mais périphériques. »

Accompagné du « vice-ministre » pour les réfugiés du « gouvernement » de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), qui contrôle la région de Souleimaniyé, Alain Madelin a rencontré des Kurdes chassés de la ville voisine de Kirkouk. Hamid Hussein, 70 ans, a été expulsé de sa ville il y a deux mois, parce qu'il ne pouvait plus payer les pots-de-vin aux fonctionnaires du parti Baas (au pouvoir en Irak) et que ses fils refusaient de devenir des indicateurs de la police. « Si on refuse de collaborer, raconte le vieil homme en turban, sanglé dans le charwal, pantalon bouffant traditionnel, en tant que Kurde, on n'a plus aucun droit. » « Un jour, les policiers irakiens ont emmené un de mes fils en prison. Il y est resté un mois. J'ai dû payer 500 000 dinars [200 euros] pour le faire libérer. Plus tard, ils nous ont dit que des Arabes allaient occuper ma maison. Nous avons dû partir à treize, toute ma famille. » « Et qu'est-ce qu'on risque, demande M. Madelin d'un air finaud, si on traite Saddam Hussein de « gros porc » ? » Tout le monde éclate de rire et le vieil homme répond : « Alors là, vous pouvez creuser votre tombe ! »

B. P.

Le Monde

20 FÉVRIER 2003

## Turkey's leader blames EU for failing to give political support in crisis

Helena Smith in Ankara

Turkey's de facto leader, Tayyip Erdogan, yesterday lashed out at Europe for failing to provide it with the necessary political support to confront the crisis over Iraq.

Mr Erdogan said the EU's refusal to give Ankara a concrete date for accession talks as a candidate country had backfired because Turkey now had less clout to stand up to America, its long-standing Nato ally.

In an interview with the Guardian, Mr Erdogan complained that his country would be far better equipped to deal with the crisis over whether the US military should be allowed to use Turkish bases if the EU had opened the door to Turkish accession to the union at the Copenhagen summit last December.

«The United States is our friend», he said. «But if Turkey had received a date ... if Turkey was strong in its relations with Europe, knew it was a part of Europe and could act with Eu-

rope to eliminate the presence of weapons of mass destruction, a better road map could be prepared for the rest of the world regarding a solution to this crisis.»

For several weeks Ankara and Washington have been embroiled in what many diplomats have described as «unseemly haggling» over the amount of money Turkey will receive in grants and credits for allowing US soldiers to be deployed there.

This week the US secretary of state, Colin Powell, announced

that Washington was willing to make a «final offer» of \$6bn in grants and \$20bn in loans – \$6bn short of Turkish demands.

Mr Erdogan, who is expected to be elected prime minister after running in a by-election next month, said Turkey not only faced immense US pressure to host thousands of combat troops in the event of conflict but the prospect of catastrophe for its economy, which has yet to recover from the first Gulf war.

In a message to Washington, Mr Erdogan said he was utterly

opposed to military action against his neighbour. «We may not approve of the regime in Iraq but that doesn't mean we see it as our responsibility to remove. Put simply, we do not want the 21st century to be a century of war.»

Mr Erdogan said it was wrong to think that Turkey's infant government was intent only on bargaining for more financial aid from America in exchange for help in a possible war. US military planners say opening a northern front from Turkey is

vital to ensure that any invasion of Iraq is swift.

«Our discussions [with the US] are not only economic. They also have political, military and social dimensions ... on a political level we want to ensure the integrity of Iraq», said Mr Erdogan. «We have to come up with some strong reasons for our parliament to vote on [stationing US troops].»

The ruling AK party controls 363 of the 550 seats in Ankara's parliament and unlike any of its predecessors has excellent rela-

tions with the Islamic world.

But Turkey fears that if Iraqi Kurds assume control of the country's rich oil resources it will not only empower them to proclaim independence but stir up similar secessionist sentiment among its own predominantly Kurdish population in the south-east.

Since 1984 30,000 Turks have died in a guerrilla war waged by Kurdish separatists which some say despite a ceasefire has already been reignited with all the talk of war.

Fearing the worst, Ankara has deployed an estimated 5,000 troops to northern Iraq. Post-war, Turkey will almost certainly move in to ensure that any attempt at independence by the Iraqi Kurds is quashed, regional analysts say.

Anti-war sentiment is not only running high in Turkey but apparently growing by the day.

«About 95% of the Turkish people are opposed to a war because they still remember the effects of the first [Gulf] war», said Mr Erdogan.

February 21 2003

The Guardian

# La course au pétrole irakien ne doit pas oublier... les Irakiens

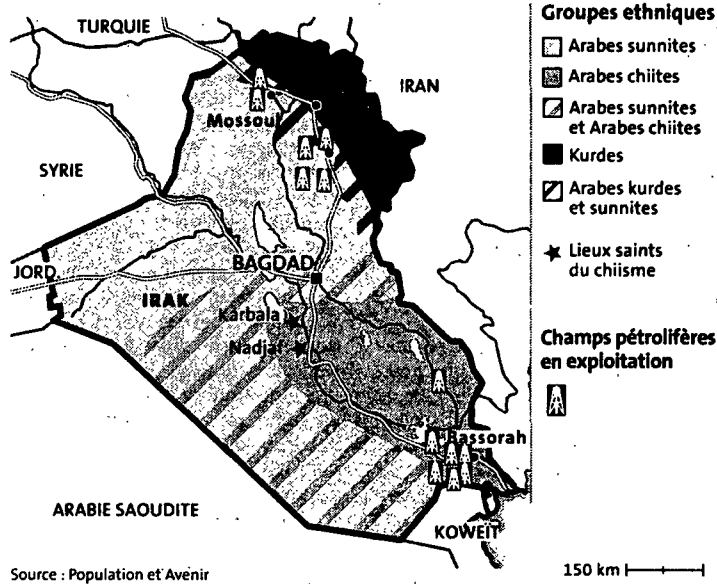
UNE ÉVENTUELLE REDISTRIBUTION DES RICHESSES EN HYDROCARBURES DEVRA INTÉGRER LES ÉQUILIBRES ETHNIQUES, RELIGIEUX ET LINGUISTIQUES

Si se débarrasser de Saddam Hussein semble déjà poser bien des problèmes à l'administration américaine, la gestion éventuelle de l'Irak de l'après-Saddam pourrait en présenter de plus complexes encore. Autrement dit, comme en Afghanistan après l'éviction des talibans, quels ingrédients faudrait-il réunir pour stabiliser un nouveau pouvoir politique ? Autre manière de poser la question : quelle nouvelle répartition de la rente pétrolière faudrait-il mettre en place pour que les équilibres ethniques, religieux et linguistiques ne dégénèrent pas en guerre civile attisée par les intérêts divergents des puissants voisins que sont l'Iran et l'Arabie saoudite ? Deux sociologues, Gérard-François Dumont et Yves Montenay viennent de publier dans la revue *Population et Avenir* (n° 660, nov.-déc. 2002) une fort intéressante étude qui permet d'éclairer quelque peu les défis politiques qui attendent Washington.

Rappelons tout d'abord que l'Irak est un pays de 438 000 kilomètres carrés qui abrite une population de 24 millions d'habitants (estimation de la CIA de juillet 2002). Les auteurs précisent que l'Irak ne dépassait pas cinq millions d'habitants au début du XX<sup>e</sup> siècle. L'argent du pétrole et le régime postcolonial ont ensuite créé des conditions favorables à une baisse de la mortalité. L'Irak compte 10 millions d'habitants en 1975 et plus de 20 millions au début des années

## LES GISEMENTS SONT SUR LES TERRITOIRES DES MINORITÉS

Champs pétroliers en exploitation et populations



1990. L'élévation progressive du niveau de vie a aussi entraîné une réduction de la natalité. De six enfants par femme, on passe à 4,5 aujourd'hui.

La population est répartie en trois groupes linguistiques majeurs : les Arabes, qui parlent arabe et composent les trois quarts de la population ; les Kurdes, peuple d'origine indo-européenne qui parle sa propre langue et représente le cinquième de la population ; les Araméens (5 % de la population), dont la langue est devenue officielle en 1970.

Cette division linguistique est surdéterminée par des divisions ethniques ou religieuses. Les déserts du Nord et de Syrie sont le lieu d'élection des musulmans sunnites (arabes ou kurdes, 40 % de la population) ; les plaines et les marais du sud sont les terres des musulmans chiïtes, eux aussi arabes (55 %) ; au nord, sur les versants des montagnes qui séparent l'Irak de la Turquie et de l'Iran vivent les Kurdes. Entre ces trois zones homogènes, on trouve des espaces habités par des peuplements mélangés, dont une minorité de chrétiens.

« Cette répartition en trois groupes principaux ne doit pas masquer des diversités à l'intérieur de chaque groupe », écrivent Gérard-François

Dumont et Yves Montenay. Les Arabes sunnites, qui dirigent le pays, sont divisés en clans, dont celui des Takritis, auquel appartient Saddam Hussein. Les Chiïtes des villes saintes de Nadjaf et Kerbala ne doivent pas se confondre avec ceux des marais du Chatt-al-Arab. Toutes ces populations sont liées entre elles par le souvenir des grandes civilisations mésopotamiennes et le passé de l'empire arabe de Bagdad, mais les risques de mouvements centrifuges, attisés par les ambitions et les jalousies des pays voisins, sont également très importants.

### CAPTER LES RÉSERVES

Ces risques expliquent trois constantes de la politique extérieure de Bagdad. La première est le refus de reconnaître l'indépendance du Koweït et la volonté de l'annexer, proclamée dès 1933 et temporairement réalisée en 1990. Il s'agit de capter les réserves de l'émirat, d'élargir le débouché géographique sur le golfe Arabo-Persique et de faire pièce aux souverains hachémites d'Arabie saoudite, dont une branche a régné à Bagdad de 1932 à 1958. La deuxième est l'annexion de la province iranienne du Khouzistan, elle aussi riche en pétrole. Les Iraniens chiïtes, de leur côté, lorgnent les

deux villes saintes d'Irak. La troisième, enfin, est la volonté du pouvoir d'enrayer les velléités d'indépendance des Kurdes, dont les territoires, tout comme ceux des Chiïtes du Sud, d'ailleurs, abritent l'essentiel des exploitations pétrolières.

Cette politique a été à l'origine de deux guerres terriblement meurtrières, la première contre l'Iran (1980-1988, 300 000 morts) et la seconde après l'invasion du Koweït et sa défense par les alliés occidentaux en 1990 et 1991 (70 000 morts - c'est une estimation), ainsi que de massacres menés par le pouvoir central contre les Kurdes ou les Chiïtes. Ces guerres, la terreur exercée par le régime, puis l'embargo consécutif à la guerre du Golfe ont provoqué des vagues d'émigration importantes nullement répertoriées dans les statistiques. On compte ainsi plus de 40 000 Irakiens en Suède, 30 000 aux Pays-Bas, 13 000 au Danemark, plus des dizaines de milliers de Kurdes en Allemagne, en France et aux Etats-Unis.

A l'intérieur du pays, l'appauvrissement de la population, la dégradation de ses conditions sanitaires, l'insuffisance de l'alimentation ont fait de l'Irak le pays qui connaît le plus fort taux de mortalité au Moyen-Orient. Les estimations de la CIA indiquent qu'en 2002 il naissait 34,2 enfants par tranche de 1 000 habitants, mais que le taux de mortalité restait élevé avec 58 décès pour 1 000 naissances, soit une moyenne dix fois plus élevée que dans les grands pays occidentaux.

La fin d'une politique expansionniste et prédatrice de la rente pétrolière au profit d'un seul clan ne conduira pas automatiquement à une amélioration de la situation. Le régime qui succéderait à Saddam Hussein, quel qu'il soit, ne pourra se contenter d'ouvrir l'accès de la production irakienne à la foire d'empoigne qui s'annonce entre compagnies et Etats occidentaux. Il devra trouver les clés d'une meilleure répartition des bénéfices de l'exploitation pétrolière en direction des territoires qui les abritent, et des populations qui y vivent. Sous peine de recréer les conditions d'une nouvelle déstabilisation de la région.

Yves Mamou



Le gouvernement turc veut éviter l'éventuelle formation d'un État indépendant, en utilisant, au besoin, l'armée déployée le long de la frontière irakienne.

# Les Kurdes craignent d'être une nouvelle fois dupés

LE FIGARO VENDREDI 21 FÉVRIER 2003

**Çukurca**  
(frontière turco-irakienne) :  
de notre envoyé spécial  
Éric Biegala

« Ici, il n'y a pas d'activité économique, pas d'agriculture, pas d'élevage... que des fonctionnaires », explique l'officier. De fait, le village de Çukurca tient davantage de la ville de garnison que du havre bucolique... En contrebas d'un gros rocher, quelques maisons de belle pierre, typiques du Kurdistan, ont bel et bien subsisté. On les distingue à peine dans la tempête de neige qui s'est abattue sur la région. Ailleurs, c'est en effet le béton façon caserne qui domine. « La population de Çukurca ? Peut-être 4 000 personnes... le double si l'on compte les militaires », estime le vendeur de kebab. Difficile d'en savoir plus, d'autant que deux inspecteurs de police accompagnent chaque mouvement du visiteur...

L'ancien village est connu pour avoir été fondé par Piruz Bey Oglu, dont le mausolée trône toujours en bonne place sur la grand-rue... Quant à la population d'origine, elle appartient à l'un de ces clans kurdes aujourd'hui partagés entre l'Irak et la Turquie : les Pinianişh. Parlant le même idiome que les Kurdes d'Irak, ils seraient les auxiliaires idéals d'une opération dans le Nord irakien. Selon le journal *Vatan*, les Américains leur auraient même promis un salaire mirobolant.

Hors présence policière, les langues finissent par se délier. La quarantaine souriante, Yunus fait partie de la milice des « gardiens de village », les supplétifs kurdes de l'armée turque. « Dans chaque unité de « gardiens », un homme a été sélectionné pour passer en Irak le moment venu... A Çukurca, il devrait y avoir 40 à 50 personnes à qui l'on a ordonné de se tenir prêtes. Mon frère en fait partie », explique-

t-il, tout en précisant que jamais il n'a été question d'aider l'armée américaine et encore moins d'être rémunéré par elle.

Les villageois de la région confirment par ailleurs que l'armée turque a considérablement renforcé ses positions sur cette partie de la frontière, en hommes comme en matériel. A priori, Çukurca n'a rien d'une position stratégique : en direction de l'Irak, les sommets s'étagent en effet jusqu'à 2 200 mètres d'altitude. Mais la frontière n'est finalement qu'à quelques centaines de mètres, et Çukurca est aussi la localité turque la plus proche de l'aéroport de Bamarni, l'un des points déjà militairement contrôlés par l'armée d'Ankara dans le Kurdistan irakien...

La Turquie a annoncé sa volonté de renforcer substantiellement cette présence, au grand dam des Kurdes d'Irak, autonomes depuis 1991. Ankara ne fait pas mystère en effet des raisons qui la poussent : il s'agit de contrôler le terrain pour pouvoir, au besoin par la

force, interdire la constitution d'un Kurdistan indépendant. La réponse de l'un des principaux chefs kurdes, comme quoi le Kurdistan d'Irak serait « le cimetière des soldats turcs », a produit sur la Turquie l'effet du chiffon rouge. Les pechmergas d'Irak peuvent aligner environ 50 000 combattants mais pratiquement aucun matériel lourd face à la puissante armée turque.

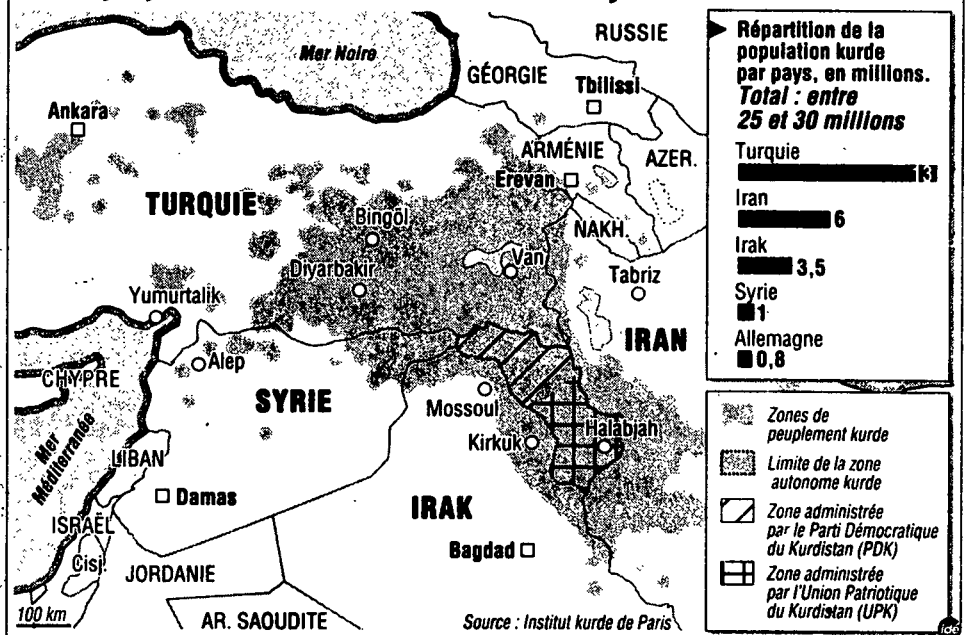
Dans la négociation qui se déroule ces jours-ci, le rôle de la Turquie en Irak est tout autant débattu que l'enveloppe financière que pourrait lui accorder Washington. Les rumeurs des derniers jours veulent que les pourparlers aient atteint le niveau de détail précisant le type d'unités qui pourraient être déployées par Ankara et leur exacte position dans le Kurdistan irakien. Mais là non plus les choses ne sont pas simples. Au début du mois, l'envoyé spécial de l'Administration Bush dans la région, Zalmay Khalilzad indiquait qu'un déploiement turc devrait se faire « sous commandement allié »... « Absolu-

ment hors de question ! », ont immédiatement tonné les généraux d'Ankara.

« On dirait que tout ce qui a trait aux Kurdes leur est tout simplement insupportable », résume Mehahir Altindag, président du Hadep (parti pro-kurde) à Diyarbakir, la principale agglomération du Kurdistan turc ; « s'il existait une planète appelée « Kurdistan », l'Etat turc y enverrait probablement une fusée pour la conquérir ». Les promesses de guerre et les bruits de bottes à la frontière ont d'ailleurs fait remonter la tension dans le sud-est anatolien, dénomination officielle du Kurdistan de Turquie. Une guerre y a opposé l'armée turque aux indépendantistes kurdes d'Abdullah Öcalan de 1984 à 1999 et si les mesures d'État d'urgence sur la région ont finalement été levées en novembre dernier, la presse a averti qu'elles seraient réintroduites en cas de guerre en Irak.

Pour Abdulkadir Aydin, de l'Association des droits de l'homme de Diyarbakir, « il

## Une population au carrefour de quatre Etats



semble qu'on essaie délibérément de faire monter la pression. Cela fait deux mois et demi qu'Abdullah Öcalan n'a pu voir ses avocats et il en est de même pour de nombreux prisonniers du PKK». Isolé sur

l'île-prison d'Imrali, en mer de Marmara, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan a vu sa condamnation à mort commuée en prison à vie après que la peine capitale eut été abrogée en Turquie cet automne et

nombreux sont les Kurdes qui s'inquiètent de son silence prolongé... « S'il a été tué, vous pouvez être sûr que la guerre reprendra », pronostique Mehahir Altindag. Quant à Abdulkadir Aydin, il estime que l'ave-

nir dépendra de la façon dont l'armée turque se comportera dans le Kurdistan irakien : « Si elle y commet des exactions, c'est toute la région qui pourrait s'embraser. »

**IRAK** La Turquie refusait toujours, hier, de céder aux injonctions des Etats-Unis lui demandant d'autoriser le déploiement de soldats américains sur son sol

# Ankara tient tête à Washington

Les États-Unis attendaient hier soir une réponse d'Ankara à leur offre d'assistance financière en échange d'un déploiement de troupes américaines en Turquie pour attaquer l'Irak. Le secrétaire d'État, Colin Powell, a indiqué que l'Administration Bush refusait d'aller au-delà de sa proposition de 26 milliards de dollars, alors que la Turquie réclame 30 milliards pour compenser le manque à gagner induit par une guerre en Irak. Washington souhaite déployer 40 000 hommes en Turquie pour préparer une invasion de l'Irak par le nord. Selon un haut responsable américain, les États-Unis, pressés par le temps, ont demandé à Ankara une réponse définitive avant le week-end.

Luc de Barochez

La Turquie ose mettre à l'épreuve la patience des États-Unis. Convaincue que, pour assurer sa sécurité, elle a plus besoin d'argent dans ses caisses que de troupes américaines sur son territoire pour attaquer l'Irak, elle a réclamé une aide économique substantielle avant d'autoriser les forces du général Tommy Franks à se déployer.

Hier, peu de diplomates dou-

taient qu'au bout du compte les deux alliés finiraient par trouver un terrain d'entente. Mais l'affaire montre que même les principaux alliés des États-Unis ne sont guère convaincus de la nécessité et de l'urgence d'une opération en Irak. Le marchandage illustre jusqu'à la caricature le dilemme de l'Administration Bush. Elle invoque la sécurité régionale pour justifier une opération militaire en Irak. Mais la plupart des voisins de ce pays, à l'exception peut-être du

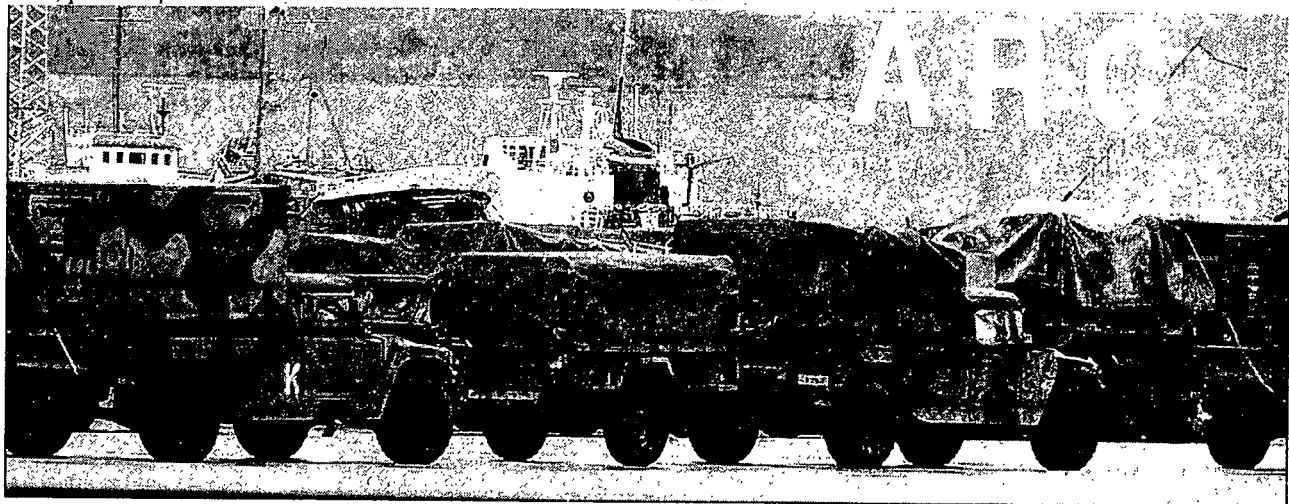
Koweït, y sont réticents, voire opposés.

La Turquie, qui affronte une situation économique désastreuse, doit arbitrer entre son alliance stratégique avec Washington et l'hostilité de sa population à la guerre. Les sondages montrent que les Turcs sont plus de 90 % à refuser une guerre en Irak. Le gouvernement conservateur musulman élu à l'automne dernier est naturellement enclin à en tenir compte.

Les États-Unis n'ont pas ménagé leurs efforts ces derniers mois pour inciter le Fonds monétaire international à voler au secours des finances turques. De même, ils ont soutenu à bout de bras l'ambition d'Ankara d'adhérer à l'Union européenne. Aujourd'hui, ils ont l'impression d'être mal payés de retour. Leur frustration est grande. « Le facteur temps est vital pour nous », a expliqué l'ambassadeur des États-Unis à Ankara, Robert Pearson.

Les États-Unis veulent ouvrir un second front dans le nord de l'Irak, en plus de l'attaque qu'ils disent préparer depuis le sud du pays, afin de forcer les troupes irakiennes à se diviser, leur couper la retraite et contrôler rapidement les importants champs de pétrole situés autour de Kirkouk. En outre, en occupant le nord de l'Irak, les Américains seraient en meilleure position pour contrer les ambitions iraniennes dans cette région. Pour toutes ces raisons, ils ont prévu de déployer la 4<sup>e</sup> division d'infanterie et une partie de la 1<sup>re</sup> en Turquie, soit 40 000 soldats.

Derrière des soucis financiers non négligeables, la Turquie a d'importants intérêts géopolitiques en jeu. « Il est ridicule de parler d'un marchandage pour quelques dollars », a souligné hier l'homme fort du parti musulman au pouvoir, Tayyip Erdogan. Les dimensions politiques et militaires de l'affaire sont beaucoup plus importantes que la dimension économique. Les craintes turques de l'émergence dans le nord de l'Irak d'un Kurdistan indépendant, dont l'existence pourrait déstabiliser le



Malgré le désaccord persistant entre les Etats-Unis et la Turquie, des véhicules militaires américains débarquaient, hier, dans le port d'Iskenderun, dans le sud du pays. (Photo AP.)

Sud-Est anatolien, qui sort tout juste de 15 années de rébellion, n'ont pas été apaisées par les assurances données par Washington.

L'Administration Bush a fait miroiter aux Turcs une occupation du nord de l'Irak. Au début du mois, la presse américaine s'est fait l'écho d'indications selon lesquelles l'armée turque pourrait entrer dans le nord de l'Irak sur les talons des forces américaines afin de « sécuriser » la région à l'aide de ses alliés locaux de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Elle pourrait notamment protéger l'oléoduc reliant Kirkouk au port turc de Ceyhan, sur la Méditerranée. La tentation de récupérer l'ancien vilayet (région administrative) de Mossoul, perdu lors du démantèlement de l'Empire ottoman à la suite de la Première Guerre mondiale, pourrait ressurgir. Selon la dernière livraison du magazine américain *Newsweek*, l'armée turque prévoirait d'envoyer 80 000 de ses soldats en Irak afin d'y occuper des « positions stratégiques ».

Malgré les arrière-pensées stratégiques, c'est sur la question financière que les négociations entre Washington et Ankara se concentrent. Yasar Yakis, le ministre turc des Affaires étrangères, et Ali Babacan, le ministre de l'Économie, viennent de se rendre à Washington pour exposer leurs demandes. Ils ont réclamé au moins 30 milliards de dollars (après avoir parlé de 92 milliards !), dont 10 milliards de dons. Le président George W. Bush les a reçus, montrant ainsi l'importance que son Administration attache au dossier.

Avant-hier, la Maison-

Blanche a fait savoir qu'elle en restait à une « offre finale » de 26 milliards de dollars (6 milliards de dons et jusqu'à 20 milliards de dollars de prêts). Le secrétaire d'État, Colin Powell, a appelé le premier ministre turc, Abdullah Gül, pour le conjurer d'accepter la proposition.

Ankara estime avoir subi, à la suite de la première guerre du Golfe, un préjudice de 40 milliards de dollars. Les dirigeants turcs affirment qu'à l'époque les États-Unis ont failli à leurs promesses de supporter l'essentiel de ce coût. Ils disent ne pas vouloir retomber dans le même piège. Erdogan a réclamé hier des « garanties écrites », afin

que le Congrès américain ne puisse pas, par la suite, revenir sur des engagements du gouvernement américain.

Quelle que soit la conclusion du bras de fer, la Turquie jouera un rôle dans la coalition conduite par les États-Unis, a souligné hier la Maison-Blanche. Derrière les tractations diplomatiques, les préparatifs militaires battent leur plein. Des soldats américains sont déjà sur place. Dimanche et lundi dernier, des avions cargos américains ont débarqué des centaines d'hommes sur la base de Diyarbakir (Sud-Est). L'US Air Force utilise les bases turques depuis la première guerre du Golfe

pour imposer l'interdiction de survol au-dessus du nord de l'Irak.

Au moment où les États-Unis ambitionnent de « remodeler » le Proche-Orient, la Turquie ne peut pas se permettre d'être absente du jeu. Washington, de son côté, pourrait peut-être se passer d'Ankara pour la phase militaire de l'opération, mais ce ne serait plus le cas pour la suite. L'alliance stratégique de la Turquie avec Israël en fait un allié crucial pour les États-Unis. La tension d'avant-guerre montre le souci des dirigeants turcs de se placer en bonne position pour aborder l'après-guerre.

## Une économie tributaire de l'aide du FMI

Jean-Louis Validire

Le nouveau gouvernement d'Ankara a confirmé sa volonté de se soumettre au plan de rigueur imposé par le Fonds monétaire international (FMI) pour pouvoir bénéficier des 16 milliards de dollars d'aide accordés. Sur le plan économique, les conditions posées par le Fonds portent sur plusieurs réformes dont la suppression de plus de la moitié de 48 500 emplois jugés superflus dans le secteur public et nationalisé, ainsi que la privatisation de très grandes entreprises aujourd'hui aux mains de l'État. C'est le secteur bancaire, fragilisé par la crise de 2000, qui constitue le morceau de choix du programme de la nouvelle équipe. Les établissements bancaires avaient été dénationalisés pour permettre à l'État d'endiguer la fuite des capitaux. La marge de manœuvre de la nouvelle équipe est très étroite car elle n'a pas

d'autre choix que de réduire son endettement, ce qui passe par la relance des privatisations et la poursuite du programme d'austérité pour dégager un excédent budgétaire. Si la Turquie refusait de poursuivre ces réformes, le gouvernement perdrait toute crédibilité internationale et la monnaie pourrait à nouveau s'effondrer.

Autant dire qu'Ankara a peu d'atouts à jouer dans une négociation avec les États-Unis dont le rôle dans les institutions financières internationales est déterminant.

Le FMI maintient le pays la tête hors de l'eau depuis de longues années. Récemment encore, après le 11 septembre 2001, il est intervenu pour compenser la chute des recettes touristiques. La stabilisation progressive de la monnaie turque, qui s'était dépréciée lourdement à partir de 1998 et le ralentissement de l'inflation ne sont pas hors de portée si la communauté internationale financière reste bienveillante.

Washington souhaiterait attaquer Bagdad par deux fronts, au sud par le Koweït et au nord via la Turquie

## L'offensive par le Nord remise en cause

Isabelle Lasserre

Dans la perspective, hautement probable, d'une guerre contre l'Irak, les États-Unis peuvent-ils se passer de l'allié militaire turc ? La question, qui n'avait jusqu'alors guère été évoquée, est devenue d'une actualité brûlante depuis que le gouvernement turc a reporté sa

décision d'autoriser un déploiement militaire américain sur son sol. Pour les États-Unis, déjà confrontés à une résistance diplomatique contre leur projet de guerre en Irak, c'est un nouveau revers. Qui risque, si le refus turc persiste, de compliquer leurs plans de guerre.

Combinée au front sud, celui du Koweït, l'offensive du nord, via la Turquie, devait permettre de diviser, et donc d'affaiblir,

les forces spéciales irakiennes. L'avancée des troupes américaines à partir de la Turquie devait, selon les plans militaires américains, forcer les deux divisions de la Garde républicaine irakienne à reculer jusqu'à Bagdad. La présence des soldats américains aurait aussi permis de maintenir une paix forcée entre les factions kurdes et les troupes turques, à couteaux tirés. Enfin, les GI étaient censés

sécuriser les champs de pétrole du nord de l'Irak, convoités par les différents acteurs régionaux.

En attendant la décision finale d'Ankara, l'armada américaine dans la région a été mise en stand by. Quatre navires de guerre américains de la 4<sup>e</sup> division patrouillent dans les eaux turques. Au moins trente autres pourraient bientôt les rejoindre. Stand by aussi pour les 80 000

soldats que les généraux américains espèrent envoyer dans la région.

Si le front terrestre du nord venait à disparaître, ces moyens militaires devraient être re-routés vers le Koweït, où les États-Unis ont déjà massé 180 000 hommes. Mais ce changement de dernière minute risque de contrecarrer les plans militaires américains. Outre qu'elle affaiblirait les capacités de ravitaillement en munitions, nourriture et fuel, des troupes américaines, la perte du territoire turc per-

mettra aux forces irakiennes de concentrer leur défense au sud et à l'ouest de l'Irak, et d'offrir ainsi une plus grande résistance aux soldats américains. Selon les experts militaires, une attaque par le seul front sud risque d'augmenter la durée de la guerre et les risques en pertes humaines pour les États-Unis.

Pour Washington, le temps presse. Selon les spécialistes, les troupes américaines ont besoin de quinze jours pour se déployer en Turquie. Or, la date

butoir d'une attaque contre l'Irak est généralement fixée à la mi-mars, date au-delà de laquelle les températures, dans le Golfe, deviennent trop chaudes pour pouvoir combattre. Ari Fleischer, le porte-parole de la Maison-Blanche, l'a affirmé hier : « Il ne reste plus beau-

*coup de temps... Arrive un moment où des programmes doivent être établis, des décisions prises, et cela ne peut durer indéfiniment. »*

A Washington, la question d'abandonner l'idée du front

nord est désormais envisagée. « Le soutien de la Turquie est souhaitable d'un point de vue stratégique... mais les forces armées des États-Unis sont assez souples pour assurer un succès militaire, quelle que soit la décision », affirme Fleischer.

Les États-Unis espèrent cependant encore pouvoir infléchir Ankara. Ne serait-ce parce que les troupes américaines, si elles sont autorisées à se déployer, pourraient également protéger les frontières turques en cas de chaos dans la région.

# Impasse with Turkey over funds throws U.S. plans into doubt

Dexter Filkins

The New York Times

**ISTANBUL:** The Bush administration's plans for a northern front against Iraq were thrown into doubt Wednesday as negotiations with Turkish leaders failed to break a deadlock over how much economic aid their country should receive if war comes.

With time running out, Tayyip Erdogan, the leader of Turkey's governing party, said that the Turkish Parliament would not vote this week on whether to allow the deployment of American combat troops to the country.

If it remains in force, Erdogan's decision would seem to all but doom plans to base thousands of American combat troops in Turkey for a possible invasion of Iraq. American officials said earlier this week that ships full of troops and equipment were approaching Turkey's coast and that they could not wait offshore indefinitely. The officials said they would send those ships to the Gulf if they did not have a decision from the Turks by the end of week.

"There is not a lot of time left," Ari Fleischer, the White House spokesman, told reporters. "There comes a moment when plans must be made, decisions must be made, and it cannot stretch on indefinitely."

As negotiations with the Americans appeared to go nowhere, Turkish officials spoke with bitterness over what they said was the American refusal to offer more economic aid. A senior Turkish official said Wednesday night that he had grown pessimistic that a successful deal could be reached.

"Things are not going well," he said. "Nothing has happened in the past few hours to change my mind."

The deadlock was apparently un-

broken by a string of high levels meetings and conversations Wednesday. Secretary of State Colin Powell called the Turkish prime minister, Abdullah Gul. And Robert Pearson, the American ambassador to Turkey, visited officials at the Turkish Foreign Ministry.

Following Pearson's visit, the Turkish cabinet met and announced afterwards that there was no deal.

"A framework for the agreement we are looking for has not been established," Abdulatif Sener, the deputy prime minister, said after the meeting. "No direction regarding the request has been made."

At the heart of the impasse is the amount of financial assistance the Americans are willing to give to the Turks to persuade them to open their bases to U.S. troops. American officials, who believe that a northern front would shorten a war with Iraq, said the \$6 billion in grants offered to the Turks would most likely cover any shocks to the Turkish economy that a war on its border might deliver.

Turkish leaders disagree. The country's economy sustained huge losses in the aftermath of the Gulf War in 1991, and Turkish officials say they are determined to make sure that this will not happen again.

In meetings between President George W. Bush and Turkish officials over the weekend, the Americans delivered what they said was their final offer: the \$6 billion in grants and as much as \$20 billion in loans.

Turkish leaders said the offer was not enough, and on Monday they told the Americans they wanted \$10 billion in grants and about \$22 billion in loans.

On Wednesday morning, according to American and Turkish officials, Pearson told the Turks that the Bush adminis-

tion would not budge on the \$6 billion part of the proposal, which is considered the most important element.

"We put our offer on the table, and we think it's a good offer," a Western diplomat said in Ankara.

The Turks, who had expected that the counteroffer would spur the United States to at least keep talking, were apparently stunned at the clipped U.S. response. A senior Turkish official said his government was surprised at how inflexible the United States had been.

Despite the apparent impasse, there were indications that the Turks were preparing to make a decision on the U.S. deployments, one way or another. Senior Turkish officials continued to meet Wednesday evening — a sign, the Turkish official said, that the government might be moving toward a resolution.

Another sign came late in the day, when Gul visited the Turkish president, Ahmet Necdet Sezer, at his residence for about 45 minutes. Those sorts of visits, Turkish officials say, are usually reserved for extraordinary events.

"There is going to be some sort of decision, maybe tonight, maybe tomorrow morning," the Turkish official said. "But I don't know how it's going to end up."

## ■ NATO approves Turkish aid

Days after breaking an impasse over planning in case of war with Iraq, NATO on Wednesday approved the deployment of AWACS aircraft, Patriot missile systems and chemical-biological response units to Turkey, The Associated Press reported from Brussels.

The decision was made by the same Defense Planning Committee, which excludes France, that convened last Sunday to approve the start of military planning.

The New York Times February 21, 2003

« Saddam, un moderne Saladin ? On en rit, d'un rire amer »

# Pourquoi les Arabes ne bougent pas

● par Georges Corm\*

Les grandes manifestations de rue, c'est fini. Car les peuples arabes ont peur, en rompant l'équilibre fragile de leurs gouvernements, de sombrer dans le chaos

**Le Nouvel Observateur.** - *Ce samedi, dans le monde entier, des millions de manifestants ont défilé contre la guerre. Mais on n'a rien vu, rien entendu dans les capitales arabes, pourtant directement concernées. Comment expliquez-vous ce paradoxe ?*

**Georges Corm.** - En effet, on a compté à Beyrouth environ 10 000 personnes mais peu en Syrie ou en Egypte, et le Maghreb arabe n'a pratiquement pas bougé. Pourquoi ? Parce qu'on n'y croit plus. Nous avons beaucoup manifesté depuis deux ans en faveur de l'Intifada palestinienne. Sans aucun effet : nos gouvernements sont restés totalement passifs, totalement soumis aux volontés du grand oncle américain. Alors pourquoi bouger ? Pour se faire taper dessus ?

**N. O.** - *Pendant la première guerre du Golfe, pourtant, les réactions populaires avaient été massives en faveur de l'Irak, malgré une répression policière parfois très dure.*

**G. Corm.** - L'image de Saddam Hussein est aujourd'hui complètement ternie. Lui, un moderne Saladin ? On en rit, d'un rire amer. Les opinions arabes ne sont pas stupides. Elles se rendent bien compte de ce que valent leurs propres régimes politiques, en particulier le régime irakien qui n'a plus aucun crédit. J'ajouterais un autre argument. Tout le monde sait qu'aujourd'hui il suffirait d'une forte poussée de fièvre populaire pour créer un climat révolutionnaire susceptible de faire tomber nos gouvernements corrompus. Mais pour aller vers quoi ? Il n'y a pas de relève, pas d'alternative. Rien que la perspective d'un saut dans l'inconnu qui effraie, à juste titre : on a vu dans quel chaos sanglant avaient sombré le Liban, l'Algérie. Nos pays sont dans un tel état de fatigue, de dégoût et de divisions internes, la situation économique est si désastreuse que non seulement les gouvernements mais aussi les populations ont peur de tout ce qui risque de dégénérer en violences incontrôlables. Alors on s'abstient.

**N. O.** - *Cette passivité...*

**G. Corm.** - Il ne s'agit pas de passivité ou de résignation ! L'exaspération contre l'Amérique

et contre Israël a atteint un niveau jamais vu. Les images de chars israéliens détruisant des maisons à Jénine ou des inspecteurs de l'ONU interrogeant, comme des criminels, des ingénieurs irakiens, provoquent dans tout le monde arabe des sentiments très forts d'humiliation, de frustration. Mais les sociétés civiles se sentent dans une impasse. On dirait qu'elles sont tétanisées, « ossifiées » sur leurs strates traumatiques. Cette région est un volcan qui, depuis quelques années, ne crache plus de feu. En 1982, Beyrouth, grande capitale arabe, a été



**Manifestation antiaméricaine en Palestine le 14 février.** « Cette région est un volcan qui, depuis quelques années, ne crache plus de feu... Mais cela ne signifie pas qu'il soit éteint. »

soumise pendant trois mois à des bombardements qui ont fait 20 000 morts. Personne n'a bougé un cil. L'Irak a connu la guerre avec l'Iran - l'équivalent en nombre de morts de la guerre de 1914-1918 en Europe -, puis la première guerre du Golfe, puis un embargo destructeur. En Egypte, en Jordanie, au Liban, en Syrie, les régimes ont survécu aux pires défaites et aux guerres les plus sanglantes. La Palestine vit sous nos yeux un calvaire quotidien. Et alors ? Rien. Mais cela ne signifie pas que le volcan soit éteint.

**N. O.** - *Une guerre américaine en Irak le réveillerait-elle ? Au bénéfice de qui ? De Ben Laden ?*

**G. Corm.** - Tout dépendra de la durée de la guerre, du nombre de victimes, du résultat final. Evidemment, une guerre ne pourra qu'accentuer le processus qui depuis des années « ronge » les régimes arabes de l'intérieur. Qui en profitera ? Pas forcément le terrorisme islamiste, encore réduit pour le moment à la portion congrue dans les pays arabes.

**N. O.** - *La jonction entre l'antiaméricanisme et le benladénisme est-elle déjà faite, ou pas encore ?*

**G. Corm.** - Pas encore. Pour toute personne familière du vocabulaire et du monde imaginaire des milieux islamistes purs et durs, on voit bien que le dernier message de Ben Laden appelant à soutenir Saddam « l'apostat » n'est pas un texte authentique, qu'il ne peut en tout cas avoir aucun impact sur les fanatiques auxquels il s'adresse. La plupart des gens raisonnables dans cette région du monde, et ils sont quand même nombreux, vomissent Ben Laden et détestent Saddam Hussein, tout en pensant qu'une guerre américaine ne règlera aucun de leurs problèmes. D'où leur angoisse, leur désespoir, leur scepticisme

aussi. Ils viennent malgré tout d'enregistrer quelques signes positifs : en défilant par millions pour empêcher une guerre contre un pays arabe, les démocraties occidentales cassent la vision islamiste d'un monde opposant forcément les musulmans aux non-musulmans. De même, l'appel du pape, la visite du cardinal Etchegaray à Saddam Hussein et celle de Tarek Aziz au pape, tout cela démolit l'argument idiot de la croisade chrétienne contre l'islam.

Mais ce qui est intolérable ici, bien plus dangereux que Ben Laden, c'est ce qui se dessine partout et d'abord chez nous : une domination insensée de l'Amérique, nouvelle puissance hégémonique du XXI<sup>e</sup> siècle.

**Propos recueillis par JOSETTE ALIA**

(\*) *Economiste libanais, auteur du « Proche-Orient éclaté », Folio, et de « L'Europe et l'Orient, histoire d'une modernité inaccomplie », la Découverte.*

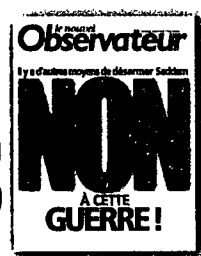
# Personne n'a oublié le cauchemar de 1990 Koweït : il faut libérer les Irakiens !

20-26 FEVRIER 2003

le nouvel  
**Observateur**

Tant que Saddam Hussein sera au pouvoir, cette région ne connaîtra pas la paix et le peuple irakien vivra dans le malheur, estiment les Koweïtiens

De notre envoyé spécial, Jean-Baptiste Naudet



Musulman, arabe et de plus habitant le golfe Arabo-Persique, Nabil, 38 ans, se prononce pourtant pour faire la guerre à l'Irak. Car, avant tout, il est koweïtien. Et comme tout Koweïtien, cet ingénieur agronome n'oubliera jamais le 2 août 1990, ce jour où les chars irakiens ont envahi son pays. Pour rafraîchir d'éventuelles mémoires défaillantes, les

images de ce cauchemar – de l'invasion, des destructions, des exactions, de six mois d'occupation et de pillages irakiens – défilent régulièrement à la télévision d'Etat. Pour entretenir ces douloureux souvenirs, la peur et la haine de l'Irak de Saddam, les autorités koweïtiennes mènent aussi une campagne permanente sur le sort des 605 portés disparus du Koweït durant la première guerre du Golfe. « Tant que Saddam sera au pouvoir, cette région ne connaîtra pas la paix et le peuple irakien restera condamné au malheur », dit Nabil. « Il faut libérer les Irakiens, qui, dans un pays riche, vivent sous la dictature et dans la misère », affirme cet employé du ministère koweïtien de l'Agriculture, père de quatre enfants.

Certes, le Koweït dit « préférer » une décision internationale, une seconde résolution des Nations unies autorisant l'emploi de la force contre l'Irak. Mais il a, en fait, déjà donné son aval à une attaque unilatérale américaine depuis son minuscule territoire. Des milliers de soldats américains et britanniques y débarquent quotidiennement. Depuis plus de douze ans, l'émirat pétrolier libéré par l'intervention militaire américaine vit sous protection des

troupes de Washington – frontière fermée, relations coupées avec son grand voisin irakien. Autant dire que l'invasion de l'Irak – considérée ici comme « inévitable » – par l'US Army est ressentie comme un moindre mal. Et cela même si Bagdad menace de représailles la principale base d'une future offensive terrestre américaine. Car les Koweïtiens, eux, ne doutent pas que Saddam ne détienne effectivement des armes de destruction massive. Ils ne doutent pas non plus qu'une fois acculé le dictateur n'hésiterait pas à tirer un missile, à charge chimique par exemple, sur Koweït-City. Ils comptent sur Allah et les missiles antimissiles Patriot américains pour les protéger.



Distribution de prospectus à Koweït-City dans le cadre de la campagne « We are ready »

Pourtant, certains Koweïtiens s'interrogent. Ils savent que l'élimination des armes de destruction massive n'est, au mieux, qu'une des raisons de l'intervention américaine. La remarque de Colin Powell selon laquelle la guerre en Irak pourrait permettre de « redessiner » le Moyen-Orient a fait la une des journaux. D'autant plus qu'elle s'ajoutait aux déclarations de William Burns, l'envoyé américain pour la région. Tout en démentant que Washington ait établi une « liste noire » de leaders arabes à renverser après Saddam Hussein, Burns a déclaré qu'une fois réglée la question

irakienne « nous devons, ensemble, faire face aux problèmes » posés par « le comportement de certains Etats [arabes], d'autres défis venant des sociétés civiles et ceux créés par le terrorisme ».

Coincés entre l'allégeance à leur gouvernement et la solidarité musulmane, les islamistes « officiels » du Koweït (près d'un tiers des députés du Parlement) se sont élevés mollement, par principe, contre la guerre. Ils estiment surtout que le départ de Saddam ne doit pas être suivi d'un changement de régime en Arabie Saoudite... Autant dire qu'une guerre contre l'Irak est vue ici comme un premier pas vers une politique américaine beaucoup plus volontariste mais encore floue dans la région. Cette fin annoncée du statu quo suscite des inquiétudes. Mais parfois aussi des espoirs. « Si Washington fait de l'Irak un modèle démocratique et économique pour la région, comme il l'a fait avec l'Allemagne ou le Japon de l'après-guerre, tout le monde ici applaudira, et l'actuelle montée des sentiments anti-américains ne sera peut-être qu'un feu de paille », estime Saad al-Enezi, journaliste koweïtien qui a travaillé pour de nombreux médias internationaux, occidentaux et arabes, notamment la chaîne Al-Jazira.

Du côté américain, on se montre également confiant, ici, sur les bénéfices à long terme de l'opération, sans en nier les inconvénients à court terme. Ni les risques. Car, au Koweït, les islamistes qui ont déclaré la guerre à l'Amérique sont en embuscade. Et tout en dénonçant un conflit contre l'Irak, ils semblent déterminés à en tirer profit s'il a lieu. Des groupes musulmans radicaux inconnus, se réclamant de Ben Laden, ont déjà revendiqué plusieurs attentats (deux morts, trois blessés graves) ces derniers mois contre les forces américaines au Koweït. Pour protester contre le « colonialisme américain » et « l'utilisation de notre pays pour frapper les musulmans en Irak ».

Mohamed al-Malifi est l'un des porte-parole au Koweït de cette tendance. Il se dit « proche des idées » d'Al-Qaïda, qui a déclaré le djihad, la guerre sainte, pour bouter les infidèles hors de la péninsule Arabique. Il se présente comme « un ami » de Souleïman Abou Gaïth, le porte-parole, d'origine koweïtienne, de Ben Laden. « La plupart de nos compatriotes se sentent encore prisonniers des événements d'août 1990, de ce lien obligatoire de dépendance avec les Américains, se lamente ce religieux. Mais ce sentiment est artificiel. Il nous est imposé. Car les Américains ne nous ont pas libérés mais colonisés de la tête aux pieds. »

Certes, Mohamed al-Malifi admet que ceux qui au Koweït refusent « la colonisation » ne sont pas les plus nombreux. Mais leur nombre augmente. Et, explique l'imam, qui « prédit » une intensification des attaques anti-américaines lors de l'offensive contre l'Irak, ils sont les plus déterminés : « Ils n'ont pas peur de la mort. »

J.-B. N.

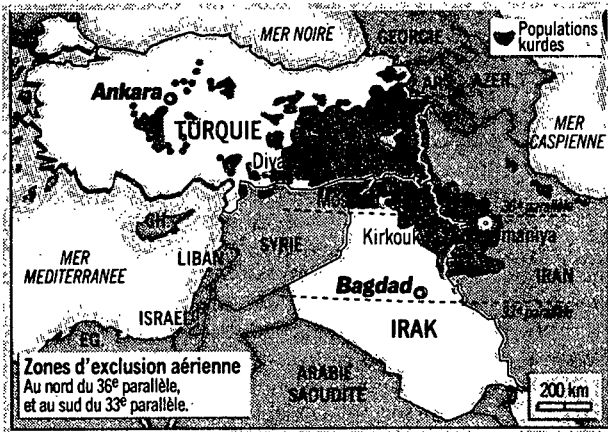


# ANKARA MONNAYE SON SOUTIEN AUX ETATS-UNIS

Redoutant un Kurdistan d'Irak indépendant, la Turquie pourrait y envoyer des troupes, avec le feu vert américain.

20 FEVRIER 2003

Libération



A Sulaymaniya, le chef de l'UPK au Kurdistan d'Irak, qui échappe depuis 1991 à la tutelle de Bagdad. Les deux partis kurdes d'Irak dénoncent les ambitions turques.

## Ankara envoyé spécial

**L**a construction d'un Irak «fédéral et démocratique» est au cœur des discussions de l'opposition, réunie pour la première fois sur le sol irakien à Erbil, la capitale de la zone autonome kurde, mais les autorités turques exigent toujours, plus ouvertement d'avoir leur mot à dire sur l'avenir de ce Kurdistan d'Irak, avec ses quelque 4 millions d'habitants, qui échappe depuis 1991 à la tutelle de Bagdad. «Il ne s'agit pas de notre arrière-cour mais cette question reste d'une importance vitale pour la Turquie», reconnaissait récemment Faruk Logoglu, ambassadeur turc aux Etats-Unis, alors que le marchandage se fait de plus en plus âpre entre Ankara et Washington sur les conditions du déploiement de quelques dizaines de milliers de GI.

**Enchères.** Alors que les Américains exigent un accord ferme et un vote du Parlement turc au plus vite, le gouvernement des islamistes modérés de l'AKP fait monter les enchères, toujours plus déchiré entre la fidélité traditionnelle d'Ankara à l'allié américain et l'opposition à la guerre d'une écrasante majorité de l'opinion publique, en tout premier

lieu parmi ses électeurs. «Nos amis américains ne doivent pas interpréter l'autorisation déjà donnée par le

Parlement pour la modernisation des bases aériennes comme un point de non-retour de l'engagement de la Turquie», affirmait avant-hier Recep Tayyip Erdogan, le leader de l'AKP. Il s'agit, bien sûr, d'obtenir le maximum de compensations financières alors que les autorités turques estiment que les contrecoûts de la première guerre du Golfe leur ont coûté quelque 40 milliards de dollars, mais l'enjeu de l'Irak du Nord demeure tout aussi crucial.

Les autorités d'Ankara craignent qu'une indépendance du Kurdistan irakien ne rallume le problème au sein même de la Turquie où les Kurdes représentent près du quart de la population et elles ne font guère confiance aux Occidentaux.

«Les forces armées turques ne vont pas se battre, mais leur présence pourrait être nécessaire pour éviter des massacres, un

«Il ne s'agit pas de notre arrière-cour mais cette question reste d'une importance vitale pour la Turquie.»  
Faruk Logoglu, ambassadeur turc aux Etats-Unis

exode de réfugiés ou la proclamation d'un Etat kurde», explique le Premier ministre Abdullah Gül. Quelque 45000 hommes pourraient s'installer en Irak avec le feu vert américain. Un quart serait sur le seul commandement turc, le reste sous un commandement conjoint. Ils se déploieraient dans une zone tampon mais aussi autour des principales cités kurdes. Les forces américaines, en revanche, occuperaient les villes et les riches champs pétroliers de Kirkouk et Mossoul, encore sous le contrôle de Bagdad. Ces zones fournissent à elles seules un tiers du brut irakien et, s'il les contrôlait, un Etat kurde serait pleinement viable.

**Ambitions turques.** Assurant ne vouloir rien d'autre qu'une autonomie au sein d'un Irak fédéral, les deux partis qui se partagent le Kurdistan irakien, le PDK de Massoud Barzani à l'ouest, et l'UPK de Jalal Talabani, dénoncent ouvertement les ambitions turques. Malgré deux réunions sous le parrainage américain, aucun véritable accord n'a pu encore être trouvé. «Il n'y a aucune raison qu'une armée turque ou d'un autre pays de la région ne vienne ici, il n'en sortirait rien de bon et

nous ne l'accepterons pas», déclare Sami Abdul Rahman, un des dirigeants du PDK. Les Kurdes, comme le reste de l'opposition irakienne craignent qu'Ankara n'utilise, à un moment ou un autre, «la question turkmène» — minorité turco-phonie au Kurdistan irakien — pour justifier une ingérence directe. Jadis très nombreux, sinon majoritaires, à Kirkouk et à Mossoul, puis chassés dans le cadre de la politique d'arabisation forcée du régime, ils assurent être encore quelque 2,5 millions en Irak du Nord. Selon les Kurdes, ils ne seraient guère plus de 500000. Ils semblent en tout cas bien décidés à se faire entendre et l'un de leurs leaders, Sana Ahmed Aga, brandit la menace d'«une guerre civile» si les Kurdes tentent de s'emparer de Kirkouk et Mossoul, assurant qu'il n'hésitera pas «à appeler un autre pays à la rescousse».

Ces grandes manœuvres politico-militaires risquent d'avoir pour première conséquence une reprise du conflit avec les rebelles kurdes turcs du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Ils avaient arrêté leur sanglante guérilla après que leur leader, Abdullah Öcalan, détenu depuis quatre ans dans

l'île-prison d'Imrali, en mer de Marmara, eut appelé à déposer les armés. La «sale guerre» entre Ankara et les rebelles a fait 36000 morts en quinze ans. Retirés au nord de l'Irak, quelque 5000 combattants savent qu'ils seront les premières cibles d'une opération turque. *«Isolés, marginalisés par les partis kurdes irakiens, ils ne peuvent rien faire sinon tenter la politique du pire pour se faire*

*entendre»,* explique un intellectuel kurde. **Ultimatum.** Nombre de ces guérilleros seraient en train de repasser clandestinement en Turquie. Un porte-parole du Kadek (Congrès pour la démocratie et la liberté du Kurdistan, le nouveau nom du PKK) a annoncé, à Rome à la fin de la semaine dernière, que *«la guerre devient inévitable après l'échec de quatre ans de*

*processus de paix»,* accusant la Turquie *«de vouloir supprimer la liberté kurde»* au nord de l'Irak. Quelques jours plus tôt, à Moscou, un autre représentant du Kadek lançait un ultimatum à Ankara, affirmant que les *«opérations militaires»* allaient reprendre si les autorités turques maintenaient le très strict régime d'isolement de leur leader. A la mi-janvier, des combats,

les premiers depuis deux ans, ont opposé des rebelles du PKK aux forces turques dans le Sud-Est, près de Lice. Samedi, toutes les manifestations pour la paix ont été troublées par de petits groupes de militants kurdes criant *«liberté pour Öcalan»*, entraînant de violentes interventions des forces de l'ordre ● **MARC SEMO**

## Les Kurdes se préparent au pire à l'approche d'une guerre redoutable et désirée

**SOULEIMANIYÉ**  
de notre envoyé spécial

Ici, les Kurdes semblent faire comme si de rien n'était. Comme si la perspective de la guerre ne se rap-

### REPORTAGE

prochait pas de jour en jour et que les postes les plus avancés de l'armée irakienne n'étaient pas à une cinquantaine de kilomètres seulement de Souleimaniyé : à première vue, l'une des deux « capitales » du Kurdistan irakien de facto autonome - c'est-à-dire hors du contrôle de Bagdad - respire un air de quasi-normalité. En six ans, l'affaiblissement du régime de Saddam Hussein et l'aide de la communauté internationale ont fait de ces quelque quatre millions de Kurdes irakiens des privilégiés dans l'espace culturel et ethnique d'une population au destin tragique qui reste éparpillée entre Irak, Iran, Syrie, Turquie et Arménie. Sans oublier que plusieurs millions d'entre eux vivent encore sous le joug de Bagdad, dans les zones kurdes contrôlées par le régime...

Souleimaniyé est une grande ville de plusieurs centaines de milliers d'habitants, encerclée de montagnes de moyenne altitude, frissonnant sous la neige qui tombe à gros flocons et où, pour quiconque vient de la République islamique d'Iran toute proche, les signes extérieurs de libéralisme à l'occidentale sont frappants. Femmes dévoilées dans les rues, magasins regorgeant de vin et d'alcools, bars fournis des hôtels.

Dans un registre moins hédoniste, la ville donne le sentiment qu'une certaine prospérité économique - grâce notamment aux 13 % des revenus du pétrole irakien qui lui sont reversés dans le cadre de la résolution onusienne dite « pétrole contre nourriture », à un spectre large de partis allant des communistes aux islamistes et à l'existence d'une multiplicité de journaux de tendances diverses et

de huit télévisions plus ou moins indépendantes du « gouvernement » local - permet ici, sinon l'expression d'une libre parole, tout au moins d'une parole relativement libérée. Le « gouvernement » de la province de Souleimaniyé reste néanmoins sous l'emprise de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, l'une des deux principales factions kurdes, l'autre étant celle du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, qui siège dans la ville d'Erbil, à quelques heures de route plus au nord.

Les deux factions se sont longtemps opposées, violemment combattues même, en 1996, avant de sceller leur réconciliation le 4 octobre 2002. La guerre américaine, qu'appelle de ses vœux l'écrasante majorité de Kurdes impatientes d'être débarrassés du tyran de Bagdad, impose de faire front... Mais, si l'approche d'un conflit considéré ici comme inévitable est promise de liberté, les Kurdes sont également conscients des risques que la guerre suppose. Comment pourraient-ils oublier les bombardements chimiques qui ont fait 5 000 morts dans la ville de Halabja, en 1988 ? *« Si nous vous donnons l'impression de mener une vie normale, c'est parce que, depuis des décennies, nous sommes, d'une certaine façon, habitués à la peur et à la violence. Mais, en réalité, les Kurdes redoutent cette guerre. Ils savent que Saddam Hussein peut avoir recours, comme cela a été le cas dans le passé, aux armes chimiques et aux gaz de combat »,* explique Sirwan Sadeq, directeur d'un institut de langues étrangères.

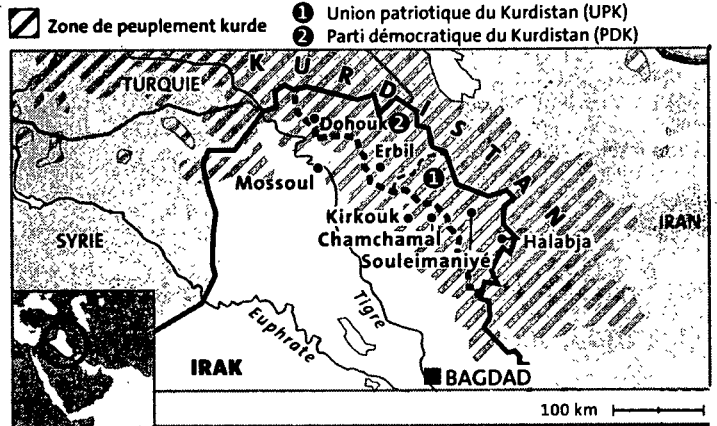
### PETITS ARRANGEMENTS

*« Je ne vis pas dans la terreur, mais, à la maison, nous avons déjà commencé à fabriquer des masques de fortune avec des morceaux de tissu, du charbon et du sel. Nous nous préparons au pire »,* ajoute Banaz Mohammad, une jeune professeur de géographie qui a fait ses études à Bagdad et sait ce qu'être kurde

veut dire dans la patrie de Saddam Hussein.

Les autorités kurdes, même si elles n'envisagent pas forcément un scénario catastrophe, affirment également se préparer aux sérieuses répercussions d'un conflit pour leur population. *« J'ai peur qu'il y ait un mouvement général de panique quand la guerre va commencer »,* reconnaît le ministre des affaires étrangères du gouvernement de l'UPK, Abdel Razak Mirza. *« Personnellement, je ne pense pas que les Irakiens auront recours aux armes non conventionnelles. Ce qui ne veut pas dire que Saddam Hussein n'en a pas l'intention : s'il peut le faire, il le fera. Mais, précisément, je crois qu'il n'aura pas le temps de le faire. Je pense aussi que, même si la décision de recourir à de telles armes est du seul ressort de Saddam, il est possible que ses généraux et même son entourage ne le suivent pas. Quoi qu'il en soit, nous devons être à même de faire face à un exode d'une partie de la population, peut-être 500 000 personnes. Nous allons, par exemple, mettre en place quatre camps de réfugiés principaux le long de la frontière iranienne. »* Le ministre ajoute, avec un soupçon d'amertume : *« Quant aux protections contre les armes chimiques ou bactériologiques, la menace principale, nous n'en avons pas. Nous avons demandé aux Nations unies, aux ONG, aux Américains de nous fournir des masques à gaz. Pour l'instant, nous n'avons rien reçu. »*

### UNE RÉGION AFFRANCHIE DE LA TUTELLE DE BAGDAD



A un peu plus d'une demi-heure de route de Souleimaniyé, sitôt passé la bourgade de Chamcham, une longue file de taxis et de véhicules en plus ou moins bon état s'allonge sur la grand-route. Au loin, à l'extrémité d'un no man's land de quelques centaines de mètres, on devine les casemates du « poste-frontière » irakien. Sur la crête de collines pelées, dans le vent glacial qui souffle sur la vallée, des soldats de Bagdad surveillent la région. Là-bas, c'est encore le Kurdistan : la grande ville de Kirkouk n'est qu'à une encablure, mais c'est un pays kurde sous contrôle irakien. Une terre de répression au quotidien, où le régime pratique une épuration ethnique lente et sûre.

Cela n'empêche pas tous ces chauffeurs de taxis d'aller se ravitailler à Kirkouk, à l'heure où Bagdad rationne l'essence et le gaz : respectivement 70 % et 30 % d'exportation en moins vers le Kurdistan autonome depuis deux mois. Ce qui fait sans doute l'affaire des Irakiens, « de l'autre côté », prêts à fournir du carburant pour près de trois fois plus cher qu'avant. Mais les chauffeurs qui se limitent à un rapide aller-retour entre les deux zones y trouvent leur compte. La guerre qui s'annonce n'empêche pas de petits arrangements entre meilleurs ennemis.

**Bruno Philip**

# Politicians beating path to Vatican on Iraq war

By Frank Bruni

The New York Times

**ROME:** Two weeks ago, it was Joschka Fischer, the German foreign minister. Last week, it was Tariq Aziz, the deputy prime minister of Iraq. This coming weekend, if he keeps to his planned schedule, it will be Tony Blair, the British prime minister.

As the prospect of an American-led military strike against Iraq looms ever larger, world leaders are beating an increasingly well-worn path to Pope John Paul II's door to talk about the wisdom of, and rationale for, war.

In the process, they are turning Vatican City into a kind of diplomatic station of the cross and demonstrating a faith, or at least hope, in the power of the pope to sway international opinion and the power of a visit with him to reflect well on their own positions.

"We are witnessing the latest and greatest global debate in a long time on what would and would not be a just war," said Michael Emerson, a senior research fellow at the Center for European Policy Studies in Brussels. "So the moral authority of the pope is being solicited by both sides."

The pope has repeatedly stated his opposition to a war in Iraq under current circumstances, and his conversations with world leaders, including a meeting here earlier this week with the UN secretary-general, Kofi Annan, allow him to press his case.

But while the world leaders themselves usually request these meetings, often when they are here on other business, the Vatican has its own interests, from a commitment to peace to the protection of Roman Catholic and Christian minorities in predominantly Muslim countries, including Iraq.

The meetings themselves are intensely private: None of the participants ever reveals enough to make clear precisely what the pope says.

But Vatican City serves as a dramatic and singular stage for the officials who travel there. Western diplomats assigned to the Vatican say that leaders who meet with the pope are clearly seeking to cast their concerns and deliberations in a high-minded light.

"The pope is such a respected figure, with such great moral authority and prestige, that for anyone to come and visit him gives them a lot of illumination and, in some cases, for those who need it, legitimacy," said R. James Nicholson, the American ambassador to the Holy See.



Agence France-Presse

Pope John Paul II met in Rome on Friday with Tariq Aziz, Iraq's deputy prime minister.

Aziz held a news conference after he saw the pope, making prominent mention of that meeting.

Fischer, too, spoke to reporters following his visit, saying that he and the pope had a "very serious and very open talk" about the consequences of a war in Iraq, which Germany opposes. "With our deep worries and our deep skepticism, we are very close," Fischer said, referring to German and Vatican officials.

Blair finds himself at odds with the Vatican about the justification for a military strike on Iraq. But foreign policy experts and diplomats said that with a visit to the pope, scheduled for Saturday, Blair would send a message that he is not dodging moral considerations in coming to a belief about the possible need for military action.

Blair, a devout Christian whose wife is Roman Catholic, has repeatedly talked about the moral case for a war.

While President George W. Bush has not sought an audience with the pope, Nicholson last week arranged a visit to the Vatican and a public speech here by Michael Novak, a conservative American theologian who maintains that a war would be morally defensible.

The series of meetings between world leaders and the pope show that he is not just the titular leader of an estimated 1.1 billion Catholics worldwide. He remains, in Western democracies, a religious leader with unrivaled visibility and recognition: a point of reference in

debates with clear moral dimensions.

The meetings also show the depths of the Vatican's objections to war in Iraq, and are only part of its diplomatic efforts, which included a recent trip by a papal envoy to Baghdad. In many countries, bishops and priests have echoed the pope's expressions of opposition to a war, although the Vatican said it was not a coordinated campaign.

Vatican officials, diplomats and church experts said that the Vatican's concerns went beyond a frequently stated conviction that, in the case of Iraq, attempts at a peaceful resolution have not been exhausted. Vatican officials are worried about the impact of a war in Iraq on relations between Christians and Muslims, a matter that the pope himself mentioned during brief public remarks Thursday.

"They really don't want Christian martyrs," said one Western diplomat

assigned to the Vatican, who spoke on condition of anonymity. For example, the diplomat said, "There's a huge Christian minority in Pakistan that could be at risk."

The Reverend Drew Christiansen, former director of the U.S. Conference of Catholic Bishops' Office of International Justice and Peace, said that the pope and Vatican officials were also looking beyond current events and trying to lay down certain ideological and moral markers. "It's a rejection of the underlying rationale for war as preventive," Christiansen said.

Vatican officials conceded that, in the end, they might not be able to influence what the United States and its allies do. But they said that they nonetheless saw themselves playing a crucial and special role in the debate, a perspective that the visits of world leaders at least partly affirm.

**The New York Times**

Friday, February 21, 2003

# US falls out with Iraqi opposition

## Post-war America to run country as squabbling parties fail to agree strategy

Julian Borger in Washington, Michael Howard and Luke Harding in Irbil, Dan De Luce in Tehran

**T**he Bush administration is on a collision course with its closest allies in the Iraqi opposition over how the country should be run after the fall of Saddam Hussein, compounding the confusion now surrounding Washington's preparations for war.

Guardian interviews with four of the seven leading opposition figures have revealed the depth of the rift between Washington and several of the main parties claiming to represent the Iraqi people.

The split has overshadowed a much-delayed meeting in Irbil, northern Iraq, now slated for this weekend, which will bring together opposition leaders who have spent much of the past decade at loggerheads. It is hoped that the meeting will forge unity between the disparate groups.

But their temporary reconciliation has come too late for the United States, which has given up hope of unifying the Iraqi exiles, and opted to run the country itself in the aftermath of the war.

The Bush administration told opposition leaders at a meeting in Ankara earlier this month that it plans to install a transitional military governor and keep much of the existing Iraqi bureaucracy in place. The proposals have opened such a deep gulf between the US and its traditional allies in the Iraqi opposition — particularly the Iraqi National Council headed by Ahmad Chalabi — that a leading INC member has even raised the possibility of a revolt against the American occupation troops after the war is over.

The rift has also added to the uncertainty dogging US war plans, already on hold in the absence of an agreement from Turkey to provide bases for a northern front, and in the face of determined opposition in the UN security council.

Mr Chalabi is seeking to declare a provisional government when the war starts. The Chalabi plan, which has been seen by the Guardian, envisages the establishment of a leadership council, drawn from the 65 members of a steering committee appointed at an opposition conference in London in December.

At the onset of a US invasion, this new body would become "a leadership council of the transitional government of Iraq", which would oversee the preparation of a temporary constitution and assign an executive committee head to create the first post-Saddam cabinet. The plan lists the various ministries that would be created but fails to tackle the thorny issue of representation for the country's different eth-



nic and religious groups.

The plan has alienated some of Mr Chalabi's most enthusiastic backers in the Pentagon and in Congress, who fear the announcement of a provisional government made up of exiles would split anti-Saddam sentiment inside Iraq.

"People in this administration tried very hard to put the [INC-led] opposition into power," said Leith Kubba, a founder member of the INC who is now non-affiliated. "But after a total investment of \$100m, they are saying look at the money spent and ask what do we have to work with? Is there a coherent front? The answer is no."

Zalmay Khalilzad, the White House "special envoy and ambassador-at-large for free Iraqis", only agreed to attend this weekend's rebel congress after its Kurdish hosts guaranteed there would be no declaration of a provisional government. "The Americans are coming," Hoshiyar Zebari, of the Kurdistan Democratic party (KDP), said, suggesting a deal has been done.

The Kurds were ambivalent over the INC's plan, seeing the provisional government as a vehicle for Mr Chalabi's ambitions. "The trouble is it's all about Ahmad [Chalabi]," said one Kurdish official. "Who else do you think he has in mind for the head of the executive committee. He knows that if he enters Baghdad without this kind of deal, he'll not have the leverage he craves. There will be so many other exiled Iraqi technocrats returning that he'll just be one of the crowd."

Mr Khalilzad's arrival in Irbil has been postponed several times, apparently due to bad weather in Washington, but if and when he finally turns up he is likely to be given a cool reception. The INC is furious with him. The Kurds are anxious over reports that the US has promised Turkey that its troops will have free run in northern Iraq once the war starts.

And all sides suspect him of trying to undermine their clout by persuading

other opposition leaders, including Ayad Alawi of the Iraqi National Accord, and Sharif Ali, the most prominent monarchist, not to attend.

The Guardian has learned that Mr Khalilzad is trying to arrange a rival meeting with 15 Iraqi opposition figures and exiles. Mr Chalabi has so far not been invited, but the meeting is expected to include independents like Adnan Pachachi, an 80-year-old former Iraqi foreign minister now living in Abu Dhabi.

Mr Khalilzad has recently been courting Mr Pachachi as a possible elder statesman to add legitimacy to the "advisory council" the US is hoping to set up as a complement to the post-war military administration. The day-to-day government would be left in the hands of the existing bureaucracy, made up of low-level Ba'ath party members.

The meeting in Irbil at least appears to have cemented the truce between the two rival Kurdish groups, the KDP and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), which spent half the past decade at war with each other. Both have repeated their commitment not to attempt to secede, but to respect the integrity of a federal Iraq.

Jalal Talabani, the PUK leader, pledged his party would play a role in a post-war central government, telling The Guardian "I think it is the duty of Kurds to play an important role in Baghdad for reshaping Iraq into a democratic, pluralist system."

The main Shi'ite movement, the Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq (SCIRI) has forged a temporary alliance with the PUK, and is attending the Irbil meeting but the Kurdish-Shi'ite axis is tenuous over the issue of federalism.

Mohamed Bakr al-Hakim, the SCIRI leader, said he is not prepared to accept a federal post-war Iraq. "Kurds want this kind of configuration but this matter should be left to Iraqis," he said.

February 21 2003

The Guardian

# Questions sur les projets américains pour l'après-Saddam Hussein

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Que faire « après » ? Si le gouvernement Bush ne laisse guère planer de doute sur sa volonté d'en découdre avec Saddam Hussein, elle reste étrangement silencieuse sur ce qu'elle compte faire de sa victoire. L'après-guerre est à peine mentionné, comme si la Maison Blanche craignait que la seule évocation de l'énormité de la tâche – occuper quelque temps l'un des plus grands pays arabes – ne vienne renforcer le camp des opposants à la guerre.

C'est l'opposition démocrate et la presse qui, le plus souvent, abordent le sujet. Elles posent deux questions, auxquelles l'administration se garde de donner des réponses précises : *primo*, qui gouvernera l'Irak au lendemain de l'opération militaire ? *Secundo*, qui participera à la « reconstruction du pays » ? A l'évidence, la démocratie ne fleurira pas immédiatement sur les décombres du régime de Saddam Hussein. Deux de ses piliers, l'armée et le parti Baas, se seront vraisemblablement effondrés. Les Etats-Unis auront à prendre en charge un pays de 23 millions d'habitants, grand comme la France, ethniquement divisé, économiquement exsangue, socialement traumatisé par plus de vingt ans de guerres et de dictature et qui n'assure sa subsistance que grâce à une aide massive des Nations unies.

L'administration Bush ne cache pas que l'armée américaine sera aux commandes pour une période intérimaire qui pourrait durer un an au moins, peut-être deux. Selon un scénario à l'étude, une équipe civile américaine devrait prendre le relais « le plus vite possible ». Elle sera à l'œuvre le temps d'imaginer une manière de mandat international qui verrait l'Irak expérimenter une formule de gouvernement provisoire, pour la phase de recons-

truction du pays, à cheval entre le modèle Kosovo et le modèle afghan. L'objectif reste de rendre les pleins pouvoirs aux Irakiens aussi rapidement que possible.

Les Etats-Unis chercheront-ils à disposer d'un mandat de l'ONU pour légitimer l'exercice de ce pouvoir ? Combien faudra-t-il maintenir de forces américaines sur place et pour combien de temps ? Combien coûtera cette opération ? Comment sera-t-elle financée ? Autant de questions que le gouvernement Bush laisse sans réponse.

La perspective de cette administration militaire ne réjouit pas les représentants de l'opposition irakienne que les autorités américaines aident et parrainent depuis quelques mois. Les chefs de l'opposition s'attendaient à se voir confier le pouvoir quasi immédiatement. Ils auraient dit leur déception à l'envoyé spécial de l'administration, Zalmay Khalilzad, lors d'une réunion à Ankara, début février. Les Kurdes ne sont pas les moins dépités. Les responsables des deux grands partis kurdes d'Irak (l'Union patriotique du Kurdistan et le Parti démocratique du Kurdistan) avaient cru comprendre que leur région disposerait rapidement d'une certaine autonomie dans le cadre d'un Irak fédéral. Grâce à une zone de protection installée par les Etats-Unis en 1991, l'UPK et le PDK gèrent, avec succès, une partie du Kurdistan.

Ils craignent désormais de voir leur fief bientôt occupé par la Turquie ! Car les dirigeants turcs redoutent que les Kurdes d'Irak, en dépit des promesses qu'ils ont faites aux Etats-Unis, ne profitent de la victoire américaine pour proclamer une quasi-indépendance de leur région, et ne donnent ainsi de très mauvaises idées aux Kurdes de Turquie. Et dans les négociations en cours entre Ankara et

Washington, le gouvernement turc aurait obtenu de faire entrer rapidement des troupes au Kurdistan d'Irak. Officiellement, il s'agirait d'un appui « humanitaire » pour faire face à un afflux de réfugiés. En réalité, il s'agirait bel et bien de forces chargées d'assurer un contrôle sur le Kurdistan d'Irak et d'en dissuader les dirigeants de proclamer l'indépendance. On parle de quatre divisions turques pour tenir en respect les quelque 70 000 hommes en armes dont disposent l'UPK et le PDK.

Du côté arabe, la situation pourrait ne pas être plus facile. L'écrasante majorité des Arabes d'Irak sont des chiites. Toujours exclus d'un pouvoir monopolisé par la minorité sunnite (et les chrétiens), les chiites pourraient revendiquer de prendre leur revanche sur des années d'oppression. Le tableau général est celui d'une situation d'après-guerre qui recèle nombre de risques : celui, pour l'administration militaire américaine, de passer rapidement pour une force d'occupation ; celui de devoir arbitrer des conflits sanglants entre Ira-

s'étendra sur plusieurs années et qui obligera l'administration Bush à s'attacher à ce qu'elle s'était juré de ne jamais faire, « l'édification d'une nation ». De cela, on ne parle pas dans la capitale fédérale, où le pouvoir est assuré par une équipe qui, avant de gagner les élections, avait forgé une doctrine d'intervention répondant à une répartition des tâches très simple : la guerre est faite par les Américains, le travail d'assistance sociale d'après-guerre par les Européens – « On fait la cuisine, vous faites la vaisselle ».

L'Europe sera donc sollicitée. Dans les milieux de l'Union européenne à Washington, le sentiment est que la contribution de l'Europe à l'après-guerre sera d'autant plus facile à solliciter que l'opération aura été légitimée par l'ONU. Car la participation de l'Union à l'après-guerre dépendra de l'accord du Parlement européen, caisse de résonance d'une opinion méfiante à l'égard des intentions américaines.

Alain Frachon

## Pas plus que le budget de la guerre, celui de l'après-guerre n'est évoqué à Washington

kiens ; celui, enfin, d'une guérilla entre forces turques et Kurdes.

La deuxième grande question est celle de la reconstruction d'un pays qui, avant même une nouvelle guerre, est dans un piètre état. Les sommes requises se chiffrent en dizaines de milliards de dollars. Contrairement à ce qui s'est passé en 1991, où les Etats-Unis ont fait payer la guerre de libération du Koweït par leurs alliés, Washington pourrait cette fois devoir financer la plus grande partie de l'opération. Et Saddam Hussein vaincu, il

faudra ensuite financer la reconstruction, avec l'hypothèse d'un appareil pétrolier sorti des combats en mauvais état.

Pas plus que le budget de la guerre, celui de l'après-guerre n'est évoqué à Washington. C'est qu'on touche ici à une période qui

Le Monde

22 FÉVRIER 2003

## M. Powell ne prévoit pas de « date butoir »

Le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, a affirmé, jeudi 20 février, qu'il ne s'attendait pas à ce qu'une nouvelle résolution sur l'Irak, préparée par les Etats-Unis et par la Grande-Bretagne, contienne « une date butoir ». « Mais le temps presse », a-t-il ajouté dans un entretien à plusieurs chaînes de télévision européennes. M. Powell a précisé que son administration « travaille encore à la formulation exacte de la résolution » qui pourrait être déposée au Conseil de sécurité. « Mais cette résolution fera très clairement allusion au fait que l'Irak n'a pas respecté la résolution 1441, et la responsabilité de l'ONU à agir au regard de ce non-respect y sera évoquée », a ajouté le secrétaire d'Etat. – (AFP.)



Trudy Rubin *Worldview*

# For Iraqi Kurds, a fear of tomorrow



The pre-Hussein currency known as Swiss print represents Iraqi Kurds' yearning for autonomy. Its value is rising with belief that Hussein will fall.

So even though the regular phones barely work, and you can't get mail delivered, and the Sulaimani Palace has no fax machine, near every corner has a store selling the latest model of cell phones. The Kurds are a mountain people who excel in smuggling, and all manner of electronic goods make their way into Kurdistan from Arab Gulf states.

Just about every corner in Sulaymaniyah also has an Internet cafe full of young Kurds chatting with one another or their relatives in the United States, or logging onto foreign news sites. Most people here are better informed about the world than the typical American; you can see satellite dishes mounted on the rudest homes made of stone or concrete, with moss roofs held down by large rocks. Though mountain roads in Kurdistan are cracked and rutted, and the region is far from just about anywhere, Iraqi Kurds know what the world is saying about the coming war.

The Kurds are a Muslim, non-Arab, ethnic group who hoped for independence after the breakup of the Ottoman Empire. Instead, their territory was divided among four countries: Iraq, Iran, Turkey and Syria. Turkey waged a long civil war to suppress Kurdish dreams of independence, and Iraqi Kurds have often battled Baghdad rulers, including Hussein.

Reminders of such battles are everywhere. In the center of Sulaymaniyah sits a gutted prison, four floors of yellow brick, pockmarked with bullet holes, with empty windows gaping, where Hussein's secret police once tortured Kurds and raped their women.

The buildings seem haunted, especially at twilight, with black clouds hovering, when one can walk through cells being turned into a museum. In several rooms, hooks are still jutting from the ceiling, hooks from which Kurds were hung with hands tied behind their backs. In a hallway, a plaster statue of a man, one hand manacled to the wall, back facing outward, stands as a reminder of the guards' practice of beating the prisoner on the back each time they walked by.

Graffiti still line the cells, including one by a 15-year-old condemned to death in 1991, after the failed Kurdish uprising after the Gulf War, who scribbled in pencil, "Mother, father, I will never see you again."

Kurds are used to going to funerals. Hussein slaughtered more than

War could put at risk the freedoms they have now. Their biggest concern: Domination by Turkey.

**S**ULAYMANIYAH, Iraq — In war zones, there always seems to be a certain hotel where the foreign press gathers.

In the run-up to the Gulf War, the Iraqis corralled the media into the Al Rasheed Hotel in Baghdad, where the shabby rooms were bugged with spy cameras. A portrait of George Bush served as a doormat, and every foreign visitor was shadowed by a "minder."

In northern Iraq, the Sulaimani Palace is the favored place for journalists to wait out the weeks before a U.S. invasion. Unlike the Al Rasheed, however, the Palace is run by people who hope the United States wins the war.

But northern Iraq is a region on edge. You can feel it in the hotel, in the streets. People here want Saddam Hussein gone, but they remember past betrayals by America, and they fear what the future will bring.

Of the seven floors of the Sulaimani Palace, the sixth is taken over by NBC-TV and the fifth until recently was home to

the Iraqi National Congress, an opposition group whose leader, Ahmad Chalabi, regularly swept through the lobby with a contingent of bodyguards. The deep chairs in the lobby are filled with local drivers and bodyguards who work for the droves of American, European and Japanese journalists who drive around in rented SUVs and pickups. The journalists carry Thoraya satellite phones no bigger than a cell phone, far different from the Gulf War, when satphones were so large they had to be mounted on vans.

Sulaymaniyah is located in Iraqi Kurdistan, a region whose population enjoys a de facto autonomy from Saddam Hussein's dictatorship: It is protected by a no-fly zone policed by U.S. and British warplanes. The Palace was built two years ago, probably with hopes that this gorgeous region, ringed by spectacular snow-topped peaks and pierced by emerald-green valleys, could become a tourist mecca, someday.

The region is run by one of two large Kurdish political parties, the Patriotic Union of Kurdistan, whose prime minister, Barham Salih, has a British doctorate and is trying to link his people with the globalized world.

THE PHILADELPHIA INQUIRER Sunday, February 23, 2003



100,000 out of 4,000,000 Iraqi Kurds in the 1980s and demolished 4,500 villages. Kurdish peshmerga — legendary fighters in baggy pants and turbans — have frequently fought one another. But this funeral, on windy Martyrs' Hill, is especially poignant.

Senior Kurdish leader Shawkat Hajji Mushir was double-crossed as he tried to negotiate the defection of the leader of a small Kurdish Islamist group linked to al-Qaeda — and helped by Hussein. Other Kurdish leaders tried in vain to convince him that the talks were a trap; they see his murder by machine gun as a warning of future battles if America doesn't remove Hussein.

Mushir's wife, swathed in black, is held up by other women as she wails, "Shawkat, you were so wise, why weren't you wise this time?"

Iraqi Kurds refuse to use standard Iraqi money, which has Hussein's picture on it. They use the pre-Hussein currency, known as "Swiss print" because it was printed in Switzerland. There is only a limited amount in circulation, and that is causing problems in the run-up to a war.

Many Kurds believe that after Hussein falls, the bills with his picture will be destroyed and Swiss print dinars will jump in value. So they are

hoarding money, which has sent the dinar soaring from 1,800 to the dollar a year ago to 800 now.

But the Kurdish economy — in an impoverished state — is based largely on money dispensed by the U.N. oil-for-food program. Unlike in Hussein's Iraq, this money really helps local people with food and medicine. However, U.N. contracts — to distribute food, build schools and roads, etc. — are denominated in dollars, so Kurdish contractors are in trouble because they now have to buy supplies and pay workers in more pricey dinars.

So it's not just America's economy that is hanging on the question of when a war will start. It is Kurdistan's, too.

Aso Hardi runs an independent newspaper out of a hole-in-the-wall office above Sulaymaniya's open-air market filled with stalls selling tomatoes, cucumbers, potatoes, clothing and sweets. Hardi's paper, *Hawlati* (The Citizen), is printed on two presses, one from 1967 and a newer one bought with money from a Dutch humanitarian aid agency.

It may be the only newspaper of its kind in Iraq, a product of the freedom Kurds have had to build their own institutions under U.S. protection since the Gulf War. And now they are

afraid they may lose this freedom — to the Turks.

Hardi says, "The biggest issue at the moment is the Turkish troops." Kurds are terrified that the United States is giving the green light to the Turks to send tens of thousands of troops into Kurdistan. This would be a quid pro quo for the Turkish government's permission for U.S. troops to use Turkey as a base for an Iraq war. The Turks want to control Iraqi Kurdistan out of fear that the autonomy enjoyed by Iraqi Kurds may inspire Turkish Kurds to seek autonomy as well.

"Will the Turks ever leave?" Hardi asks. "Will they destroy everything we have built in the past decade?" Unspoken is the bigger question: Will the United States betray the Kurds again, as it did in 1991 when the first President Bush called for an uprising, then let Hussein crush the Kurds when they responded?

And so the Kurds wait on U.S. decisions — to learn whether there will be more funerals, whether they must fight once more against Hussein or the Turks.

Contact columnist Trudy Rubin at 215-854-4544 or [trubin@phillynews.com](mailto:trubin@phillynews.com).

## La guerre des nerfs entre Washington et Ankara se poursuit

ISTANBUL

de notre correspondant

Le premier ministre turc Abdullah Gül a indiqué, jeudi 20 février, que la guerre des nerfs qui dure depuis plusieurs jours entre Washington et Ankara pourrait bientôt prendre fin. « Nous vous informons des derniers développements concernant la motion parlementaire vendredi », a-t-il déclaré. Malgré l'ultimatum du secrétaire d'Etat américain Colin Powell, qui voulait une réponse des autorités turques avant jeudi soir, Ankara ne semble pas pressée de se prononcer.

La frustration de Washington, face au dur marchandage de la Turquie, est palpable, mais il est également clair que l'administration américaine n'est pas encore prête à abandonner l'idée d'ouvrir un front au nord de l'Irak, qui permettrait d'attaquer Bagdad de plusieurs directions. Le secrétaire à la défense Donald Rumsfeld a indiqué qu'il serait « faisable » de contourner la Turquie, mais les Américains devraient sérieusement modifier leurs plans de guerre et le conflit serait vraisemblablement prolongé. M. Powell, tout en signalant que les Etats-Unis n'augmenteraient pas le montant offert à la Turquie — 26 mil-

liards de dollars (presque autant en euros), dont 6 milliards de dons et 20 milliards de lignes de crédit à long terme et taux d'intérêt favorables — a indiqué que l'administration américaine était prête à « faire des choses créatives » et à modifier le contenu du paquet financier.

La possibilité d'ajouter du pétrole à un prix subventionné ou d'octroyer des facilités commerciales, telles que l'annulation des taxes à l'importation pour les produits de cuir, figure parmi les options discutées. Croulant sous le poids de sa dette, notamment de sa dette domestique, financée à un coût très élevé, la Turquie ne peut guère se permettre de brûler les ponts avec les Etats-Unis, alliés de longue date.

Mais les autorités turques font valoir que l'aspect financier n'est qu'un volet des négociations complexes qui se poursuivent entre les deux pays. « Il est ridicule de parler d'un marchandage pour des dollars. Les dimensions politiques et militaires sont beaucoup plus importantes. L'économie vient après », a déclaré Recep Tayyip Erdogan, le dirigeant du Parti de la justice et du développement (AKP), qui a également annoncé que le gouvernement ne soumettrait pas de motion au Par-

lement sans garanties écrites de Washington. La Turquie craint notamment que si la guerre est brève et l'appui d'Ankara plus nécessaire, au moment où l'accord est soumis à l'approbation des législateurs américains, le Congrès puisse décider de rejeter l'accord conclu.

Convaincue qu'une opération armée contre l'Irak n'est pas la bonne solution, mais contrainte de défendre ses intérêts face à l'insistance des Etats-Unis, la Turquie essaie de minimiser l'impact politique, économique et militaire d'une guerre à sa frontière.

### DROIT DE REGARD

L'attitude d'Ankara révèle son manque de confiance à l'égard des Américains. Les discussions entre les deux gouvernements portent non seulement sur l'économie, mais également sur des détails de stratégie militaire et surtout sur les plans américains pour l'après-guerre en Irak. Les doutes des Turcs, qui s'opposent à la formation d'un Etat kurde indépendant et craignent que même une solution fédérale n'offre trop d'autonomie aux Kurdes, n'ont pas été dissipés. Les Américains souhaitent non seulement que leurs soldats soient autorisés à débarquer sur le

sol turc, mais également que les Turcs envoient plusieurs dizaines de milliers de leurs hommes au nord de l'Irak. L'armée turque, elle, ne veut pas placer ses troupes sous commandement américain. La Turquie souhaite également un droit de regard sur la distribution d'armes aux Kurdes irakiens. Ankara craint qu'une guerre contre l'Irak relance le conflit kurde sur son propre territoire. Récemment, le PKK — rebaptisé Kadek (Congrès pour la liberté et la démocratie au Kurdistan) — a menacé de mettre fin à une trêve de près de quatre ans.

« Nos discussions continuent sur plusieurs sujets. Nous avons soumis notre position à l'Amérique sur plusieurs de ces sujets et nous voulons une réponse de leur part », a déclaré le chef de la diplomatie turque, Yasar Yakis. Le dénouement des négociations entre les Etats-Unis et la Turquie paraît toutefois proche. Mais « même s'il y a un accord, il pourrait ne pas venir [au Parlement] avant mardi, car nos députés doivent être informés », a indiqué M. Yakis. D'ici là, d'autres développements, notamment au Conseil de sécurité, peuvent encore influencer le cours des événements.

Nicole Pope

# Top Bush aide savages

White House adviser Richard Perle tells **David Rose** that France's 'cosy relationship' with Saddam means it will veto a second UN resolution

## 'selfish' Chirac

The Observer 23 February 2003

A LEADING adviser to President Bush last night launched a savage attack on President Chirac's diplomatic campaign to block war with Iraq, saying that it was merely the product of French commercial interests masquerading as a moral case for peace.

In an exclusive interview with *The Observer*, Richard Perle, chairman of the Pentagon's Defence Policy Board and a central figure in the circle of hawks around Bush, went well beyond US Defence Secretary Donald Rumsfeld's recent criticism of 'old Europe', warning that war without the further approval of the UN Security Council was now imminent.

'I'm rather pessimistic that we will get French support for a second resolution authorising war,' Perle said. 'I think they will exercise their veto, and in other ways obstruct unified action by the Security Council: they're lobbying furiously now.'

Perle agreed that support for war in Britain and America would rise if there were a second resolution, and that the UN was 'a symbol of international legitimacy'. But in words that will serve only to deepen the transatlantic rift over Iraq, he added: 'These five countries, the permanent members of the Security Council, are not a judicial body. They're not expected to make moral or legal judgments, but to advance the respective interests of their countries.'

'So if the French ambassador gets up and expresses the position of the government of France, what you are hearing is the moral authority of Jacques Chirac, whatever that may mean.'

'What you're hearing is what the French President perceives to be in the interests of France. And the French President has found his own way of dealing with Saddam Hussein. It would be counter to French interests to destroy that cosy relationship, and

replace it with a hostile one.

'So how much legitimacy attaches to a French veto? At some point, people are going to have to start asking themselves that question.'

In Perle's view, the French position against regime change in Iraq is fatally undermined by its multi-billion-dollar oil interests negotiated since the last Gulf war: 'There's certainly a large French commercial interest in Iraq, and there are contracts that a new government in Iraq may not choose to uphold, partly because they're so unfavourable to the people of Iraq. Saddam has been prepared to do deals to keep himself in power at the expense of the people.'

'My understanding of the largest of these deals, which is the French Total-Fina-Elf contract to develop certain oil properties in Iraq, is that it is both very large and very unfavourable to the Iraqis.'

Perle added that he found the claim that America wished to topple Saddam for the sake of its own oil interests bizarre.

'The US interest is to buy oil cheaply on the world market. And the best way to increase the supply of Iraqi oil, and so cut prices, would have been to abandon sanctions in 1991 and urge the

expansion of Iraqi exploration and development.

'When you consider that there is now a prospect that the oilfields may be destroyed by Saddam, if what we really wanted was more oil, not only should we not be supporting Saddam's removal, we should be working with him.'

Perle denied claims widely reported on both sides of the Atlantic that the Bush administration intends to rule Iraq directly through a military governor for an extended period, and that it envisages no role for the Iraqi opposition. He was scathing about the 'conventional wisdom' among the foreign policy and intelligence establishment, which holds that the Iraqi opposition groups are hopelessly divided and the country far too fractious for meaningful democracy.

'This is a trivial observation and a misleading one, both by CIA officials and MI6,' Perle said. 'They're simply wrong about this. They don't understand the opposition. They say they're divided. Are they more divided than the Labour Party? I rather doubt it. Are they more divided than the Tories? I certainly doubt that.'

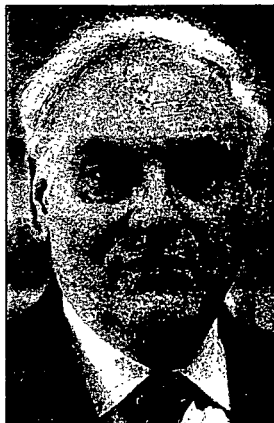
His own long-term dealings with Ahmad Chalabi, leader of the Iraqi National Congress, and key figures in the main Kurdish groups, had convinced him and other

leading US policymakers that 'Iraq is a very good candidate for democratic reform'.

'It won't be Westminster overnight, but the great democracies of the world didn't achieve the full, rich structure of democratic governance overnight. The Iraqis have a decent chance of succeeding under the leadership that has developed in the diaspora caused by Saddam's seizure of power.'

Reports claiming that a US military governor would keep most of Saddam's Baath Party officials in place and run the country on existing administrative structures were inaccurate and absurd, Perle said. 'The idea that the US would simply issue orders to the same mob that served under Saddam is ridiculous. This is not simply about switching one mafia family for another. American policy after Saddam's removal will be to assist the Iraqis to move as quickly as physically and practically possible into positions of power.'

As Assistant Defence Secretary under President Ronald Reagan, Perle was one of the key architects of the 1980s aggressive policy towards the Soviet Union, which Reagan dubbed an 'evil empire' and did much to undermine. He said he found it dismayingly that many in Europe now



Too close by half: Richard Perle, left, says a French veto at the UN would lack moral force because of France's commercial interests in Iraq. Above: Chirac and Saddam meet in 1974. Corbis/Sygma

found it 'politically incorrect' to describe regimes such as Iraq and North Korea as evil now:

'What we discovered from the victims of the Soviet empire, once they were free to speak, was that they agreed with us: evil was exactly the word they chose. I suspect that's the word that would be chosen by most of those forced to live in North Korea under Kim Jong Il, under the Iranian mullahs and Saddam Hussein.'

#### THE PRICE AMERICA WILL PAY FOR WAR

The United States' efforts to win support around the world are backed up by a good deal of 'dollar diplomacy.' Here is what many of the key players and Security Council minnows are hoping they might get in return.

#### TURKEY \$28bn

Under pressure from America to station troops for a ground invasion, Turkey has been offered an increased aid package of \$28 billion but still has doubts.

#### ISRAEL \$10bn

Has been promised over three times its annual income in aid - \$10bn should the US go to war.

#### JORDAN \$500m

A key regional player, Jordan hopes to receive double its amount in aid.

#### EGYPT \$2.2bn

Key figure within the region receives \$2.2bn in aid from Washington.

#### PAKISTAN \$100m

A significant player in the world of Islam, in 2001 the US wrote off its debt of \$1bn. In 2002 she received \$798 million and awaits another \$100 million from the US.

**TOTAL: \$41.6bn**

## Le Monde 22 FÉVRIER 2003

# Les Kurdes redoutent l'arrivée de l'armée turque dans le nord de l'Irak

### ARBIL (Kurdistan irakien) de notre envoyé spécial

En ces temps d'avant-guerre, le jeu de la Turquie est au centre des préoccupations des leaders kurdes de l'enclave « autonome » que l'ancienne guérilla séparatiste contrôle au nord de l'Irak depuis douze ans. Ankara ne fait en effet pas mystère de son intention d'envoyer un nombre substantiel de troupes en pays kurde irakien si les Etats-Unis passent à l'offensive contre le régime de Saddam Hussein. Saisissant le prétexte d'un possible afflux de réfugiés kurdes chez eux en cas de conflit, les Turcs pourraient ainsi augmenter leur présence militaire en territoire irakien, où quelques centaines de soldats restent stationnés dans cette zone qui a servi de base arrière, dans les années 1990, aux maquisards du mouvement rebelle des Kurdes de Turquie, le Parti des travailleurs kurdes (PKK).

La Turquie soutient que ses intentions sont pures, l'objectif se limitant « d'aide et d'assistance » par son armée à ces éventuels réfugiés. Les Kurdes, eux, redoutent que l'un de leurs plus vieux ennemis ait pour objectif de « finlandiser » une partie de leur territoire. Même si, après avoir affirmé qu'ils renonçaient aux vieilles lunes de l'indépendance dans le cadre d'un futur Irak fédéral, les Kurdes irakiens ne pourront plus être en mesure de « contaminer » leurs frères vivant en Turquie (une quinzaine de millions).

Des rencontres ont eu lieu ces dernières semaines entre Américains, Kurdes d'Irak et Turcs sans débou-

cher sur un accord quant au rôle que jouera la Turquie dans la partie qui s'annonce. « Quel que soit le prétexte invoqué par Ankara pour intervenir, c'est à nos yeux inacceptable », martèle Hoshyar Zebari, responsable du département des relations internationales du Parti démocratique kurde (PDK), l'une des deux factions au pouvoir dans la région kurde de facto autonome depuis le départ des Irakiens en 1991, au lendemain de la guerre du Golfe.

### « NOUS POUVONS FAIRE FACE »

« L'utilité d'une aide humanitaire turque ne se justifie pas, continue M. Zebari. L'exode qui a eu lieu en 1991, après la guerre du Golfe, lors du soulèvement kurde, ne se répètera pas. 80 % des 4 500 maisons détruites durant la répression irakienne ont été reconstruites. Nous disposons aujourd'hui d'une structure politique et administrative, les agences de l'ONU et différentes organisations non gouvernementales tant internationales que locales sont présentes. Nous pouvons faire face à la situation d'urgence que pourrait provoquer la guerre. Et nous avons dit aux Turcs : "Si on a besoin de vous, on vous prévient". »

Les Kurdes ont également peur qu'une éventuelle intervention d'Ankara ne déstabilise le processus conduisant à l'élimination du régime de Bagdad. « Une arrivée importante de soldats turcs pourrait provoquer de violentes réactions dans notre peuple », avance M. Zebari, en restant volontairement assez vague quant à une possible implication des peshmergas, les combattants

de l'ex-guérilla kurde irakienne, devenue aujourd'hui une armée quasi régulière. « Même l'Iran pourrait être tenté d'intervenir », prévient-il.

Le deuxième souci d'Ankara est aussi d'empêcher que les Kurdes ne s'emparent des richesses pétrolières de Kirkouk, ville d'une région majoritairement kurde sous contrôle de Bagdad. Les Turcs se servent du prétexte de la présence d'une

faction, l'Union patriotique kurde (UPL), de Jalal Talabani.

Alors que les délégués de l'opposition irakienne s'apprentent à se réunir en conclave en fin de semaine à Arbil, l'une des deux « capitales » du Kurdistan irakien, les leaders kurdes suivent avec anxiété l'évolution de la négociation américano-turque sur le degré d'implication d'Ankara en cas de conflit en Irak. A Arbil, on espère en tout cas que, cette fois-ci,

### M. Aznar et M. Fox pour la « manière pacifique »

L'Espagne et le Mexique sont d'accord pour « accroître les efforts multilatéraux » visant à « éliminer de manière pacifique » les armes de destruction massive de l'Irak, efforts « prévus par la résolution commune de l'Union européenne », indique un communiqué de la présidence mexicaine publié jeudi soir 20 février, à l'issue d'une rencontre entre le président mexicain, Vicente Fox, et le président du gouvernement espagnol, José María Aznar. M. Aznar faisait escale à Mexico avant de se rendre au ranch de George Bush, au Texas. Les deux dirigeants, déclare encore le texte, « ont reconnu l'importance d'accroître les efforts multilatéraux pour trouver, par une voie pacifique, l'élimination des armes de destruction massive en Irak et la nécessité de voir cette nation respecter les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité de l'ONU. »

Le Mexique, qui, comme l'Espagne, est membre du Conseil de sécurité de l'ONU, s'est rallié, jusqu'à présent, à la position défendue par la France, alors que M. Aznar soutient fermement la ligne américaine. - (AFP)

forte minorité turkmène dans un territoire jadis inclus dans l'Empire ottoman pour justifier l'influence qu'ils entendent garder dans la zone. « La question de Kirkouk doit être résolue par les seuls Kurdes dans le cadre d'une future fédération et ne regarde personne d'autre », tranche-t-on dans l'entourage de Massoud Barzani, le chef charismatique du PDK qui partage le pouvoir au Kurdistan autonome avec une autre

les Etats-Unis ne trahiront pas les espoirs des Kurdes en négociant derrière leur dos avec la Turquie un accord dont ils feraient les frais. Aucun Kurde n'a oublié comment les Etats-Unis les lâchèrent en 1991, quand ils se soulevèrent contre Saddam Hussein sans que Washington ne lève le petit doigt pour les aider...

Bruno Philip

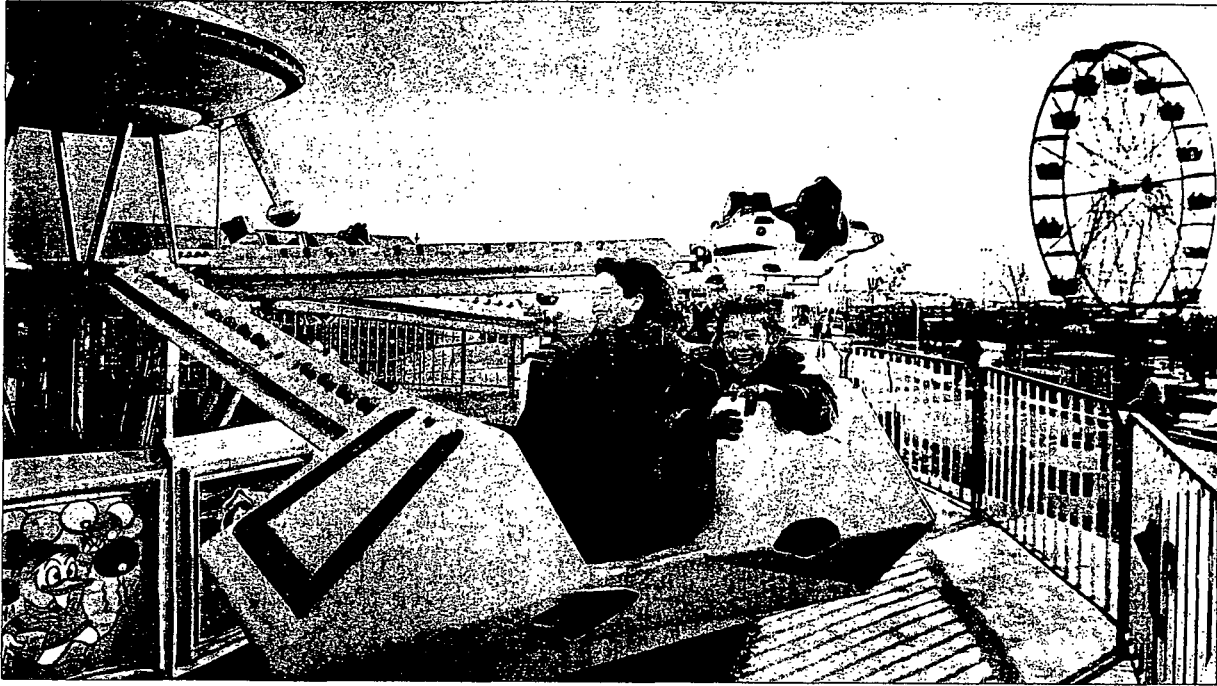


You don't picture amusement parks, free elections and a (mostly) free press in the nation of Saddam Hussein. But that's reality in the 12-year-old Kurdish autonomous zone, reports **STEPHANIE NOLEN** from northern Iraq. Now, the Kurds are willing to give it all up — to get rid of their enemy in Baghdad

# Iraq unbound

THE GLOBE AND MAIL

FEBRUARY 22 2003



Sana Sarwat, 9, left, and Dalya Saman, 5, on a ride last month at Azady Park in Sulaimaniya, Iraq — once a torture and prison facility, transformed under Kurdish autonomy into an amusement park complete with social club, roller-skating rink, open-air theatre and swimming pool.

In a smoky coffee shop in the Kurdish town of Salahuddin, two dozen men sat around a big-screen TV last weekend, watching the footage from peace demonstrations all over the world. And scowling.

"No war with Iraq?" one elderly man hissed. "What do those people know about war? They should spend five minutes as a Kurd. That would change their minds."

The men around him — dressed in the traditional baggy trousers, cummerbund and turban of Kurdish warriors, or *peshmerga* — all nodded in agreement. "So they say 'no war,'" another man said. "They made this regime, but now they do not want to fix the mess they made."

These days, people here in the Kurdish self-rule area of northern Iraq keep their TVs tuned to Fox News. The hawkish American news channel is right in sync with Kurdish sentiment. The overthrow of Saddam Hussein, the dictator the Kurds accuse of genocide, is so close they can taste it. There are no peace marches in the streets of Erbil or Suleimaniya or Salahud-

din. For them, the war cannot start soon enough.

But support for the U.S. military intervention is a gamble for the Kurds. For more than a decade, they have ruled themselves, and pieced together a tiny but flourishing nation. Now, it hangs in the

balance: Will the Kurds take the lead in a new Iraq, or will Kurdistan disappear once again?

To arrive here is a bit like landing in Oz. To the south is Saddam Hussein's repressive regime, to the north the harsh theocracy of Iran's Islamic Republic. Syria's police state is on one side and tanks from Turkey, with its harsh anti-Kurd policies, are lined up on the other.

But turn on the television in Suleimaniya, and flip through a dozen Kurdish channels: There is the prime minister, Barham Salih, being grilled in a town-hall meeting by his constituents. Pick up the newspaper in Erbil: A stinging editorial criticizes the inter-party squabbling in parliament. There is an Internet café on every city corner, and no Web sites are blocked on their computers. Foreign reporters are welcome to visit pris-

oners in the jails; military commanders on the border points are also happy to answer questions.

"I'm not saying we're very good in everything," said a modest Fouad Baban, a professor in the medical school in Suleimaniya and one of his nation's chief proponents of a pluralistic society. "It's only relative. People coming from Baghdad see it as another country — they have no satellite television, no free newspapers or television or organizations.

"We are just practising democracy, but we are far, far better than Iran, Baghdad, Syria, Jordan — our neighbours with a long history of statehood. They are at least 80 years old, but tell me: In which one you can say something critical of the head of state?"

For the past 12 years, the Kurds have laboured at their democratic experiment, largely ignored by the world. But suddenly the non-state of Kurdistan is centre stage. The Kurds and their many supporters hold up what they have achieved in the self-rule area as a blueprint for a new Iraq — proof, they say,

that a democratic, pluralistic system can work here.

But Saudi Arabia and Kuwait are deeply threatened by the idea of an American-backed democratic government on their doorstep, and the ayatollahs who rule Iran cannot hide their horror at the idea. Syria doesn't like it, and Turkey, with about 17 million Kurds within its own borders, has no desire to see them play a key role in a renaissance Iraq. For all those who see the Kurdish achievement as a model, there are as many who would like to see it disappear.

♦ ♦ ♦

When the cartographers in Paris and London sat down early in the last century to draw the boundaries of the modern Middle East, they overlooked the Kurds, an Indo-European, non-Arab people whose distinct language most closely resembles Farsi (the language of Iran). Most Kurds are Sunni Muslims, though there are Assyrian and Chaldean Christians as well. But no Kurdistan was carved out of the remains of the Ottoman Empire.

Instead, the Kurdish population was parceled out across Turkey, Syria, Iran and Iraq. About 25 million of them live in the region, in mountain villages and dusty cities on the oil-rich plains. They are the world's largest group of stateless people. And everywhere, they have been a persecuted minority. Turkey's forces have waged a bloody war against Kurd separatists for decades; Iran and Syria have harshly quashed independence movements.

But no one has targeted the Kurds like Saddam Hussein. When the Iraqi leader took power in 1969, he set out to "Arabize" his multi-ethnic country. He has sent tanks to raze Kurdish villages, cemeteries and orchards, dropped nerve and mustard gas on Kurdish towns, and had Kurdish men and boys rounded up in the night and taken them away to mass graves.

Kurdish leaders say about 200,000 of their compatriots died in Saddam's *anfal* — his campaign of conquest — which they call genocide. Human-rights groups say the figure is likely closer to 100,000, but no one disputes its brutality.

Even the current autonomous zone, home to 3.7 million Kurds, has bloody roots. In 1991, U.S. President George W. Bush senior encouraged Iraqis to rise up against Saddam Hussein — then provided no support for their rebellion, and stood passively by while Mr. Hussein exacted his revenge. Finally, late that year, a UN resolution created the no-fly zone in northern Iraq, and British and U.S. fighter jets began to patrol the skies here — which afforded the Kurds a certain protection from Baghdad.

In that tenuous environment, they began their experiment. They held elections in 1992, and weathered old men and women came down from the craggy mountains

to line up at poll stations until well past midnight. Enterprising businessmen built a phone network, which patches calls by satellite through London. The government began to rebuild the villages and set up the television stations. They opened medical schools, and doubled the number of doctors.

They also trained an army, and even assigned traffic police in smart blue uniforms to check for seat-belt use. "We are the most advanced part of Iraq," said a beaming Jalal Talabani, head of one of the two ruling parties, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

And now they gamble, waiting anxiously for the United States attack on Iraq that everyone here is sure is imminent.

Being reabsorbed directly into a democratic Iraq wouldn't work for the Kurds. They make up only 20 per cent of Iraq's estimated 23 million people, and in any straight proportional-voting system, Shia Arabs (60 per cent of population) would rule.

But the Kurds also know that after a war, their neighbours would never allow Iraq to be carved up; they will permit no independent Kurdistan on their borders, and the U.S. government has said firmly that a new Kurdish state is not in the interest of the region.

So the word on every Kurdish leader's lips these days is "federalism." Whatever their private hankerings for a truly independent Kurdistan, they have subsumed them — at least publicly — into a commitment to a federal Iraq. The system they envision would look something like Canada, with Kurds a distinct society in two or three provinces in the north managing their own budget and matters such as education, but with a large role Hussein more than \$2-billion (U.S.) each year.

The U.S. government estimates

that the Kurds collect as much as \$1-million a day on those transit fees. The Kurds also receive 13 per cent of the oil-for-food revenue administered by the United Nations, all of which goes into development projects. Most of the 4,500 villages razed in the *anfal* have been rebuilt; there are gleaming new sidewalks, playgrounds, schools and sewers in every small town.

In fact, the government says, the level of development surpasses anything achieved under Baghdad's rule. Infant mortality, for example, is 58 deaths per 1,000 births — half the rate in the rest of Iraq.

But until the sanctions are lifted — that is, until Mr. Hussein is gone — there can be no foreign investment here, and no access for the Kurds to the huge Turkish market. So today, the economy depends on remittances from Kurds who have won refugee status abroad, and on aid. "It's a strange way to run an economy — cheques we are given by the UN, and smuggling," Mr. Kasab said. "I'm a trader. Let me do business."

Even internally, though, not all is harmonious. In the region's first elections in 1992, the PUK and the KDP split the vote. They agreed to rule together initially, but fought over power — and over the lucrative transit fees. By 1996, the squabble escalated into what is known here as the civil war, and more than 1,000 soldiers died. Madeleine Albright, then U.S. secretary of state, brokered peace between the parties in 1998, and since then the power-sharing agreement has held, with the PUK ruling almost two million people in the east, and the KDP two million more in the west.

Still, human-rights groups and journalists have been permitted to visit jailed Ansar members in the Suleimaniya prison, and they have few complaints about their treatment.

As well, while the bulk of the newspapers and television stations here are funded by one party or another, there are independents, too. The best-read paper is called *Hawlati* (the Citizen), founded two years ago by a man who had made some money in the printing business. He put a 1960s printing press at the disposal of a handful of reporters who had learned their craft in Saddam Hussein's state-run media.

"We have very little experience of a free press, of doing investigations," Shwayan Mohammed, a co-founder and staff writer, said ruefully. "But we're learning."

Hawlati has taken on the government over inefficiency and

kickbacks on government contracts. The one thing that's off-limits, Mr. Mohammed said, is discussion of the party leaders' finances, and where the fiscal lines are drawn between the parties and the government. Though the Kurdish parliament has passed a new free-press law, Hawlati's editor-in-chief Aso Hardy was sentenced to a year in prison after the paper published a report on the financial dealings of the PUK last year. The sentence was dropped before he went to jail.

"People were executed by Saddam's regime for speaking against him," said one editor, Sirwan Anwar, listing off the names of colleagues killed in the years of Baghdad's rule. Here, he said, "things are better, but not perfect."

♦ ♦ ♦

Many Kurds are equally frank about the defects in their new system. Dr. Baban complains that the in a central government in Baghdad — and, of course, a share of the country's oil wealth.

"We will lose some freedom, no question," said Hoshiar Zabari, chief of international relations for the other party in power, the Kurdish Democratic Party (KDP). The *peshmerga* will be subsumed into a national military, and the Kurds will give up control of their natural resources and their foreign and fiscal policy.

"But it will be worth it," the eloquent Mr. Zabari said firmly, straightening his silk tie. "We will be safer and more comfortable if we have regime change. While Saddam is there, we live under mortal threat."

♦ ♦ ♦

The Kurdish territory is officially under two sets of sanctions — the United Nations embargo on trade with Iraq, and a second, internal trade ban imposed by the bitter Mr. Hussein. But there's no trace of sanctions in the bustling bazaars of Erbil and Suleimaniya: Store windows gleam with Italian coffee makers, Swedish washing machines, French linen shirts, Ecuadorean bananas, endless Spice Girl videos on DVD and all the latest electronic equipment.

Sami Kasab's small store in Erbil, for example, has the latest-model Sony PlayStation and all the newest games. He has Microsoft XP for sale too — a bootleg copy, of course. Mr. Kasab gestures to the shelves of pirated games, software and movies, and grins. "They — the UN — won't let me buy real ones. So I think of it as my own little sanctions-compensation program."

The PlayStations, and every-



NEW YORK TIMES PHOTO

Aras Abid Akram, a field officer for Kurdistan Save the Children, in December at the group's office in Halabja, where a painting shows a young victim of the Iraqi gassing of Halabja in 1988. Akram lost 22 members of his family in the attack, part of Saddam Hussein's 'Anfal' campaign.



thing else in the bazaar, are, of course, smuggled. The goods have all come into Kurdish territory illegally. Produce and computers come through Iran, vacuum cleaners and BMWs from Turkey. Food and gas are brought from Baghdad by enterprising traders who risk the journey into Saddam-held territory because they can buy goods so much cheaper there. Plenty of cars come on that route too — shipped to Baghdad from the United Arab Emirates, then driven north to Kurdish territory past bribed checkpoint guards.

In a brilliant normalizing manoeuvre, the Kurdish government bankrolls itself by taxing the smuggling. Kurdish traders are free to bring illegal goods over the borders, providing they pay up at the customs office. The government also collects transit fees from each of the 1,500 huge oil trucks that steam north from Baghdad toward Turkey each day along Kurdish roads, defying the sanctions with the export of oil that earns Mr.

But the division is absurd. There are two phone networks, and one cannot call KDP territory from PUK areas. There are two sets of licence plates for an area a bit more than half the size of New Brunswick. And to make the pie big enough to divide, they have set up a plethora of government ministries (human rights, humanitarian needs, *peşmerga* affairs) and offices (one new building to register births, another for deaths). "Aren't we civilized?" one minister asks with a wry smile.

There are another dozen political parties here — ranging from

hard-line Communists to radical Islamists — but they have no illusions about the fact that they exist at the pleasure of the PUK and KDP. "The PUK and the KDP really control the situation here," said Omar Abdul Aziz, a spokesman for the Kurdistan Islamist Union, "but not all the details."

His party, for example, has been given nominal control of the Justice Ministry. "But there is some intervention from the PDK." It's PDK members who write the laws, for example — and run the courts too.

The words "democracy, human rights, self-determination" may appear in the logos of both parties, but the territory is still governed on patronage and alliances. "Traditionally there is no such thing here as human rights," said Safwat Rashid Sidqi, director of the Kurdistan Human Rights Organization. "Now it's on all the banners and in the party slogans, every leader is calling for democracy. But in practice, if they could be in power as totalitarians, they would do it for their own goals."

"We saw this in the internal fighting of the 1990s, where every principle of human rights was violated. There was killing of political prisoners, confiscation of property, deportations, discharging people from their jobs."

Mr. Sidqi prefers to call the current situation "a margin of freedom" — though he acknowledges that his organization is free to publicly criticize. Though the parties "don't like our existence," the human-rights group's complaints are tolerated.

However, Mr. Sidqi said, there

are still people arrested without warrant. He has attempted to defend people jailed for work against the PUK or KDP, and been told at the jail that no lawyer would be required: "This one came with orders from the politburo — 'Keep him until we send for him.'"

The primary targets these days are members of Ansar al-Islam, a splinter group of radical Islamists whom both the Kurdish government and the United States say is working with al-Qaeda.

bloated bureaucracy has actually done little to improve health or education. And while there is a patina of prosperity in the cities, most Kurds still live in small, concrete-brick village houses, where the icy chill of winter is held at bay with just a small dish of burning charcoal.

Yet the greatest advantage of life here is less tangible. "The most important thing is that I feel that I am free," said Fouad Tawfiq, an engineer who spent 14 years and nine months in a Baghdad prison, accused of supporting the PUK. He was released in the amnesty Mr. Hussein decreed last October.

"In the old days, there were nights when I couldn't even get to my house on the edge of town because there were too many men with guns in the way. Now, I can say we are safe — not 100 per cent, because Saddam is still there. But safer."

The latest U.S. plan for postwar Iraq would see a military governor in charge for at least a year, a plan the Kurdish leadership (like the rest of the Iraqi opposition in exile) flatly rejects. "I cannot agree that in the beginning of the 21st

century there will be a military ruler," PUK head Jalal Talabani said last week. "Why can't we rule ourselves? We are capable. . . . We are for ending dictatorship and replacing it with an elected federal system."

The opposition proposes a transitional government made up of Kurds, Shiites and exiles, paired with dissidents from inside the country — though Kurdish leaders say privately that they know the U.S. will be running Iraq.

The Kurdish vision of a federal state seems to have some sympathy in Washington. To pull it off, though, the PUK and the KDP are going to have to settle their differences quickly. There are signs of movement in this direction: Mr. Talabani said the two sides have agreed to a joint military command of the *peşmerga* for the coming war, and ministries are being merged. The test will be the grappling between Mr. Talabani and PDK head Masoud Barzani over who becomes leader of the united Kurds.

Both sides are counting on the idea that the achievements of their mini-state will be enough to win them a key role in the next government in Baghdad, whoever leads it. "Our self-government experience is truly relevant to the future of Iraq," said Mr. Salih, the prime minister. "In reality, how could we be sidelined? It is not as if freedom could be delivered without us Kurds."

Stephanie Nolen writes on foreign affairs for *The Globe and Mail*.

# Turkish troops 'unwanted guests'

## Tanks, soldiers stake ground in Iraq Kurds determined to see Turkey leave



AP PHOTO

Turkish soldiers guard a border crossing along Turkey's southern frontier with Iraq yesterday. Turkey says it has 12,000 troops stationed in patches of the Kurdish autonomous area in northern Iraq.

SANDRO CONTENTA  
EUROPEAN BUREAU

AMADIYAH, IRAQ—A heavy snowfall has brought this ancient mountaintop capital of Kurdish tribal chieftains and noble families to a halt.

The steep road in front of the town hall is clogged with cars spinning their wheels, a snowplow that has picked the worst of days to break down, and a crowd of men with nothing better to do than to stand and watch.

Next to the town hall, at the summit of this Kurdish town, two Turkish tanks are rumbling to and fro, and a handful of Turkish soldiers are shovelling





VAHID SALEMI/AP

Iraqi Kurd students make their way to school yesterday at the Benislawia displaced persons camp outside Irbil, which is controlled by the Kurdistan Democratic Party, in Iraq's north.

snow from the treads of armoured personnel carriers.

"They are unwanted guests," said the town's mayor, Qaiss Sadiq Abdul Majid, whose office is about 10 metres away from four Turkish tanks. "Everyone wants them to leave."

But the Turkish troops aren't budging. In fact, Turkey's government seems determined to increase the number of soldiers who now occupy patches of the Kurdish autonomous area in northern Iraq.

Turkey recently said it has 12,000 troops stationed in Iraqi Kurdistan, which is kept from Baghdad's control by patrolling U.S. and British warplanes.

But Kurdish militia leaders and politicians who control the area along the border insist no more than 1,000 Turkish troops are stationed on their land.

Turkey's military ambitions in northern Iraq are part of a volatile dynamic that threatens to transform a U.S. war against Iraq into a wider conflict.

Turkey is currently negotiating the use of its bases by thousands of American troops who would open a northern front if the U.S. launches war against Iraq. Pentagon officials confirmed yesterday that a tentative agreement on aid had been reached. A Turkish official said the deal involves \$5 billion (U.S.) in grants and \$10 billion in loan guarantees from the U.S. to compensate for losses it expects to incur in the looming Iraq war.

Media in Turkey are reporting that a stumbling block in the talks is Ankara's demand to station more of its troops in northern Iraq. Turkey reportedly argues it needs to boost its military presence in northern Iraq

to prevent the 3.7 million Kurds living there from taking advantage of a U.S.-led war to set up an independent state.

Turkey fears a Kurdish state on its border could fuel separatist activity among its own Kurdish minority. Countless Kurdish villages in Turkey have been razed by Turkish forces fighting Kurdish guerrillas.

Turkey also covets the oil fields of Kirkuk, which lie just south of the Kurdish-controlled area of Iraq, and wants to ensure Kurdish militias here don't make a grab for Kirkuk during the war.

Kurdish officials dismiss Turkey's concerns as excuses for a further Turkish invasion of their land. Kurdish officials say further that they have publicly renounced their dreams of independence in return for autonomous status in a post-Saddam Hussein Iraq.

Kurds warn also that they won't take the sight of more Turkish tanks rolling into their territory sitting down.

Kurds in northern Iraq have a tangled history with Turkey. They equate its brutal treatment of their Kurdish cousins inside Turkey with the suffering they've experienced at the hands of Saddam.

And when 1.5 million Iraqi Kurds fled the Iraqi army's brutal suppression of the Kurdish uprising of 1991, Turkey initially closed its border to hundreds of thousands of Kurds.

Yet Iraqi Kurds depend on trade across the Zakhō border crossing, and conspire with Turkey to break the U.N. trade embargo on Iraq by smuggling Iraqi oil into Turkey.

Since 1978, Turkish forces have been entering northern

Iraq under a "hot pursuit" agreement with Baghdad. The Turkish army chases down guerrillas of the Kurdistan Workers Party (PKK), who conduct military operations inside Turkey, then flee into the mountains back across the border.

Four years ago, Turkey's military entered Iraqi Kurdistan on the invitation of Masoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP), whose militia controls the northwestern part of the autonomous area.

At the time, the KDP was involved in one of the many internal battles that have plagued Kurdish politics, this time against the PKK. Fearing defeat, the KDP asked the Turks for help, and the Turks obliged.

Once invited, they stayed. Since then, the PKK's leader, Abdallah "Apo" Ocalan, has been captured and is serving a life sentence in Turkey, and the PKK's activities have virtually stopped.

But Turkish troops are in no hurry to get out.

Near the town of Bamarnah, near Dahuk, Turkish troops with 30 tanks use an old Iraqi military airport as their base.

About 18 kilometres south of the Turkish border, the Mateen mountain rises in the middle of a vast valley. On its flat top, as though suspended among the clouds, is Amadiyah, the capital of domains ruled by great tribal families and princes dating back to the 16th century.

Several blocks from the town hall, a crowd of men watch a snowplow clear a traffic circle. In the middle of the circle rises a giant bust of Abdel Azziz, a guerrilla general who helped establish the Kurdish Republic of Ma-



habad in northeastern Iran in 1946.

It was the first full expression of Kurdish nationalism, and for his trouble, Azziz was hanged, and the republic overrun by Iranian forces a year later.

"I would rather die than see Turkish tanks in this territory," said Saadeq Amedi, 40, watching the plow.

Added 33-year-old Gazzi Zabrani: "Our people hate them because they have tortured us too much."

# Panne du nationalisme et prospérité de l'islam dans l'Irak provincial

LE FIGARO LUNDI 24 FÉVRIER 2003

**Babylone et Hilla :  
de notre envoyé spécial  
Renaud Girard**

Le temps s'est arrêté à Babylone. Pas, bien sûr, depuis Nabuchodonosor (mort en 562 av. J.-C.), mais depuis la guerre du Golfe et l'imposition d'un embargo à l'Irak (1990).

On retire une impression étrange à déambuler dans la capitale du plus grand roi de Mésopotamie, au pied de hautes murailles de briques ocre, reconstruites « à l'identique » par le président Saddam Hussein à partir de 1979, comme nous l'apprend une inscription martelée en arabe sur une simple brique, à l'image de celle, scellée dans un antique mur du palais, et trouvée en 1899 par l'archéologue allemand Robert

*Le rêve nationaliste, incarné par la reconstitution de Babylone, a abouti à une impasse*

Koldewey. Martelée en caractères cunéiformes, la brique vantait les réalisations et glorifiait le nom de Nabuchodonosor, qualifié de « favori de Mardouk » (le Zeus des Babyloniens), de « pasteur fidèle qui conduit l'humanité » et de « roi de la totalité ».

Hormis un gardien et un vendeur de souvenirs somnolant à l'entrée, les allées du site reconstitué, impeccablement dallées, sont absolument désertes. On croyait venir fouler, en touriste, une des ruines les plus célèbres du monde. On se retrouve, en fait, tel un petit personnage de jeu vidéo, à se promener seul au sein d'une sorte d'immense maquette. Une maquette grandeur nature et à laquelle il manquerait les finitions.

L'embargo n'a pas permis l'achèvement de la reconstitution quasi hollywoodienne de

Babylone. De vieux bulldozers rouillent, immobilisés. Partout en Irak, les grands travaux de l'Etat ont été arrêtés, par manque de pétrodollars.

En face de la cité désincarnée de Babylone, qui ne comporte

même pas un seul escalier permettant de monter en haut des murailles, une grande bâtisse moderne, style hôtel de luxe sur la Costa Brava, est juchée sur une colline artificielle : c'est un des innombrables palais présidentiels d'Irak, et donc « zone interdite ». Quand a-t-il servi pour la dernière fois ? « C'est un palais pour accueillir les délégations officielles. Il a servi lors de la visite d'une importante délégation de Malaisie, il y a quelques mois », répond une guide archéologique attachée au site. En juin 2001, le ministre des Affaires étrangères de Malaisie s'est effectivement rendu

en Irak en visite officielle.

Babylone déserte, c'est l'Irak officiel, Etat ayant puisé ses rêves de puissance dans la

grandeur d'un passé révolu depuis vingt-cinq siècles. Apposée place du Trône, une plaque commémorative, signée de Saddam Hussein, dit : « J'ai reconstruit Babylone, relevé les murs

du palais de Nabuchodonosor et des temples d'Ishtar, de Nabou et de Ninmah, dans les années 1988-1989, pour rendre au peuple irakien la fierté de son glorieux passé ».

Pour sentir l'Irak réel, il suffit de se rendre à Hilla, ville baignée par l'Euphrate, à dix minutes de voiture de Babylone. Situé à 100 km au sud de Bagdad, c'est le chef-lieu administratif du gouvernorat. Le pays en compte dix-huit, dont trois, constituant la région autonome du Kurdistan, échappent à l'autorité du gouvernement irakien depuis 1991.

Autant Babylone est hiératique et glacée, autant Hilla est grouillante, bruyante, poussiéreuse, chamarrée. Les regards adressés à l'étranger s'enfonçant dans les ruelles du souk sont toujours étonnés, parfois réservés, jamais hostiles. Oiseleurs, tailleurs, préparateurs de chiche-kebab, ébénistes, vendeurs de loukoums, bradeurs de vêtements d'occasion, légumiers, quincailliers se succèdent, sans ordre apparent, entassés dans de misérables échoppes. Les eaux usées courent dans un égout à l'air libre. Les femmes sont toutes voilées, des enfants courent dans tous les sens, on est en Orient.

Un jeune menuisier souriant vous montre fièrement un meuble nuptial en contreplaqué verni qu'il vient de terminer. Au fond de son atelier au sol de

terre battue, il vous offre le thé, aussitôt rejoint par une foule d'adolescents curieux, apprentis ou simples voisins. La guerre ? « Seul Allah sait si elle aura lieu et quand ! » Les bombardements ? « On restera à la maison, en famille. » Les soldats américains ? « On risque de les voir passer, car Hilla est sur la route de Bagdad... » Le commerce ? « Oui, il a baissé, parce que chacun se tient dans l'expectative. » La pauvreté ? « Trois quarts des familles sont trop pauvres pour s'acheter des médicaments. » En Irak, on ne s'aventure jamais très loin dans la conversation avec une per-



Des femmes se recueillent au mausolée de l'imam Hussein à Karbala, ville à une centaine de kilomètres au sud de Bagdad. La population irakienne, longtemps imprégnée de l'influence du parti Baas, s'est réfugiée depuis peu dans la religion. (Photo Hussein Malla/AP.)

sonne n'appartenant pas à sa plus proche famille.

Un ami, serrurier, se joint à l'entretien. Il dit redouter les bombardements américains : « En 1991, une de leurs bombes, sans doute destinée à l'antenne de communications sur la place centrale, a manqué son objectif et s'est écrasée dans le quartier d'Hayal Akrad. Ma cousine y vivait. Elle a été tuée, avec son mari et ses quatre enfants ». Comment se protégera-t-il la prochaine fois ? « Nous suivrons les consignes du parti. Il saura nous protéger », explique le serrurier, reprenant, d'un ton monotone, le leitmotiv qu'on lit dans tous les journaux. Peut-il nous accompagner à la ruine de la maison de sa cousine ? « Euh..., je n'ai pas vraiment le temps, mais je peux vous indiquer où elle se trouve... »

Hayal Akrad, qui signifie en arabe « le quartier des Kurdes », n'est aujourd'hui habitée que par des chiïtes, comme la quasi-totalité de la population d'Hilla. Les indications du serrurier sont exactes. Derrière un immeuble en béton gris abritant les bureaux miteux de cabinets d'avocats, on tombe sur un vaste quadrilatère aplati, déjà envahi d'herbes folles, mais encore jonché de gravats, de briques calcinées et de poutrelles tordues. Visiblement, pas un mur n'a résisté à la puissance de la bombe américaine. Afin d'en savoir plus, il faut sonner au portail aveugle de la plus proche maison riveraine.

Ouvre une femme d'une quarantaine d'années, un fichu sur les cheveux. Passé un long moment d'hésitation, elle fait rentrer l'étranger et lui offre le thé. « Oui, j'étais là, avec mes parents et mes frères et sœurs, cette nuit-là. C'était le 11 février 1991. Il était environ 4 heures du matin, quand nous avons tous été réveillés par une énorme explosion et une pluie de gravats sur le toit de la maison. Quand nous sommes sortis dans la rue, il n'y avait plus rien à faire pour ces pauvres gens. Ils sont morts sur le coup, ensevelis vivants. Il y avait quatre familles, vivant dans quatre masures de briques, pratiquement accolées les unes aux autres. »

La dame, en revanche, n'a pas assisté à l'insurrection chiïte du mois de mars 1991 : « Dès qu'elle est montée vers la ville, mon père nous a tous emmenés nous réfugier dans un village à 15 km d'ici. Lorsque nous sommes revenus, les bâtiments publics portaient encore la trace des émeutes - vitres cassées, portes défoncées - ; mais le contrôle de la ville avait été entièrement repris par le gouvernement ».

Très simple, sans tapis, le salon d'hôtes de cette vieille demeure de commerçants chiïtes, est décoré de versets du Coran et de quatre photos, accrochées sur un grand mur nu. A elles seules, elles résumant bien l'histoire récente de l'Irak. L'une, représentant le buste

d'un homme en uniforme, est celle du protecteur de la famille : un oncle devenu commissaire de police après ses études de droit.

La deuxième est celle d'un jeune homme : « C'est mon frère, et voici une autre photo où on le voit, tout fier, avec le taxi qu'il s'était acheté. Mobilisé dans l'armée, il a disparu en 1982, lors d'une offensive sur le Chatt el-Arab ». Les combats les plus meurtriers de la guerre Irak-Iran (septembre 1980-août 1988) se déroulèrent au sud du pays, pour le contrôle des zones côtières du Golfe.

« La troisième photo est celle de mon père, mort de chagrin en 1992, lorsqu'il a compris qu'il ne verrait jamais son fils. Les Iraniens avaient relâché des prisonniers, et il n'était pas dans le lot ».

La quatrième photo, la seule en couleurs, est beaucoup plus gaie. Elle date du printemps 1980 et elle représente une promotion d'étudiants posant devant l'entrée de l'université Mustansyria de Bagdad : « Ici, c'est ma sœur, la plus brillante de la famille. Sur la photo, elle vient d'obtenir sa licence de sciences économiques. Aujourd'hui, elle est professeur de mathématiques dans un village ».

La promotion d'une cinquantaine d'étudiants est entièrement mixte. Seulement deux filles portent le hidjab musulman. Les visages de ces jeunes hommes en cravate et de ses jeunes filles en jupe et cheveux

au vent respirent la gaieté, la fierté, la confiance en soi. L'avenir semble leur appartenir. C'est l'époque où l'Irak, dont les revenus pétroliers ont été décuplés dans ses infrastructures et dans la modernisation de son industrie. Ces jeunes visages de 1980 n'ont pas du tout l'air de se douter de ce qui les attend dans les vingt-trois années suivantes : la guerre, l'appauvrissement généralisé, l'isolement international.

Notre hôtesse, comme sa sœur professeur dans un village se sont mises à porter le voile il y a six ans. Fille de deux guerres et de l'embargo, la misère économique a jeté toute une génération d'Irakiens dans les bras de l'islam.

Comme le rêve nationaliste, incarné par la reconstitution grandiose de Babylone, a abouti à une impasse, la population irakienne, naguère nourrie de valeurs laïques, s'est réfugiée dans la religion. A Hilla, ville chiïte surpeuplée, la transformation en direction de l'islam a été radicale. C'est à cette réalité-là que devront se confronter les troupes d'invasion américaines.

## La vision anglo-américaine enfin dévoilée

■ Dans la nuit du 16 au 17 février, l'un des leaders de l'opposition irakienne s'en est pris au projet américain d'installer un gouverneur militaire à Bagdad pour diriger l'Irak après la guerre : Kanan Makiya a parlé de « véritable désastre », de projet « stupide », de « gâchis » [voir ci-dessus l'article de Makiya]. Les partis d'opposition irakiens devaient se rencontrer dans la semaine, au nord de l'Irak, dans la zone contrôlée par les Kurdes, pour finaliser les plans en vue d'un gouvernement de transition. Mais leur conception d'un gouvernement post-Saddam Hussein est profondément antinomique avec les propositions formulées par Zalmay Khalilzad, l'émissaire de George Bush en Irak - des propositions approuvées semble-t-il par le Foreign Office britannique. Suivant le projet de Washington, l'infrastructure du parti Baas de Saddam Hussein resterait à peu près intacte, les deux principaux responsables à la tête de chaque ministère irakien étant remplacés par des officiers américains. Piquée au vif par les critiques de Makiya, la Maison-Blanche lui a demandé de ne rien publier qui soit hostile aux projets américains, faisant valoir que ce serait « contraire au but recherché » [l'intellectuel est passé outre]. Le 17 février, Ahmad Cha-

labi, le président du Congrès national irakien, dont beaucoup pensaient qu'il deviendrait le nouveau président de l'Irak, a lui aussi tourné en dérision les propositions de Washington. « L'idée qu'il faille placer trois officiers américains au cœur de chaque ministère n'est pas réaliste », a-t-il déclaré. Par ailleurs, Chalabi est cinglant envers le gouvernement allemand, dirigé selon lui « par des gauchistes vieillissants désireux de soulager leur conscience aux dépens du peuple irakien ». Le Pentagone et le vice-président Dick Cheney sont largement favorables à l'introduction d'une démocratie à l'occidentale en Irak, mais Colin Powell et la CIA estiment que cela pourrait avoir une influence déstabilisatrice sur la région. De plus, l'opposition irakienne nourrit les plus grandes craintes vis-à-vis de l'accord entre Washington et la Turquie, qui prévoit l'envoi de milliers de soldats turcs dans le nord de l'Irak, soi-disant pour des prétendues raisons humanitaires. La Turquie, avec sa propre population kurde rebelle, souhaite occuper le nord de l'Irak pour empêcher des groupes kurdes de s'emparer de Kirkouk, une ville riche en pétrole, et de proclamer un Kurdistan autonome.

Luke Harding, *The Observer*, Londres

THE PEACEKEEPERS

# Iraqi Kurds Are Wary Of a Turkish-Led Force

By C. J. CHIVERS

KOYA, Iraq, Feb. 20 — The guards at the walled compound here, in their blue berets and polished armored cars, are striking with their professional military air. Their uniforms are pressed. Their weapons look new. Their frames are mostly lean and fit.

They are members of the Peace Monitoring Force, a Turkish-led contingent that has been enforcing a cease-fire between rival Kurdish parties in northern Iraq since 1997.

The force has had many successes. The peacekeepers say they have never suffered an injury or been attacked. The Kurdish parties have stopped fighting, and after an adjournment of several years the joint Kurdish parliament began meeting again last fall.

But it is also a measure of the persistent distrust between Iraqi Kurds and their Turkish neighbors that these men in blue berets are shrouded in deep suspicion these days.

As the possibility of another war nears, this one a campaign to unseat President Saddam Hussein, several accusations can be heard. Kurdish political leaders accuse the peacekeepers of training ethnic Turkmen militias, of preparing to assist a Turkish incursion, and of spying.

A war against Mr. Hussein is likely to involve a northern front opening from Turkey, and Turkish troops will perhaps follow American soldiers at least part way into northern Iraq.

The Kurdish officials say they worry that the peacekeepers may play an unexpected role, like guiding Turkish soldiers or providing logistics, military or intelligence support.

Whether such fears ultimately prove justified, Kurdish leaders of parties that once fought each other, the Patriotic Union of Kurdistan and the Kurdistan Democratic Party, are asking that the peacekeepers' presence be reassessed.

"Now that there is no problem between the P.U.K. and K.D.P., we think their mission is over, and we would welcome them to go back," said Massoud Barzani, president of the Kurdistan Democratic Party.

Dr. Barham Salih, prime minister of the eastern Kurdish zone, controlled by the rival Patriotic Union of Kurdistan, also expressed concerns about the Peace Monitoring Force's mission. "With the closure of the peace process," he said, "the P.M.F. will no longer be required."

The peacekeepers themselves describe the Kurdish accusations as baseless — the stuff of a "comic strip," one of their officers said.

"We will keep to our mission," said Capt. Mehmet Emir, a Turkish company commander. "We are a peace mission. We will stay to that."

The peacekeepers, 400 strong, began full deployment as British and American diplomats mediated an end to a civil war that had killed an estimated 2,500 to 3,000 people.

They were to patrol the ground between the parties' militias, report-

ing violations of cease-fire agreements and making a restrained display of international will.

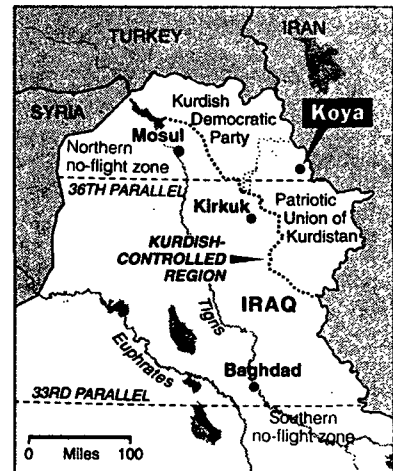
The force's formation represented a compromise. Although the peacekeepers are led by Turkish officers and sergeants, the rank and file is filled with local Turkmen and Assyrians, forming what former President Bill Clinton once described as a "neutral, indigenous" force. Washington underwrites part of its work.

Although the effort has shown signs of solidifying — for example, the former combatants recently opened political offices in their respective capitals — the peacekeepers say their role remains vital.

"I wish for the two parties to agree and settle their differences, but I think it is their habit to be in conflict between themselves, and maybe in a year or so, they will get into disagreement again," Captain Emir said.

Many issues remain unsettled, including how to divide income from petroleum products smuggled into Turkey, territorial boundaries, and a few lingering personal feuds.

Kurds say the peacekeepers want to stay because they have unseen agendas. A chief complaint is that the force, roughly 85 percent Turk-



The New York Times

Kurdish factions are suspicious of peace monitors, based in Koya.

## Time to reassess the peace mission, some Kurds say.

men, serves as a de facto training program for Turkmen militias.

For example, the force's personnel policies include no enlistment contract, and fighters can leave any time, the peacekeepers say. About 10 fighters do so each month, and they are replaced by recruits who receive a month of training and then typically a year or two of professional,



Chang W. Lee/The New York Times

Soldiers with the Peace Monitoring Force in northern Iraq, training near Koya, have successfully enforced a cease-fire between warring factions.

FEBRUARY 23, 2003

The New York Times

Westernized military life.

Kurds say that this rate of turnover, roughly 120 soldiers a year for several years, has produced a startling result: hundreds of fighters who have left the force and are available to serve Turkmen parties, some of whom have tense relations with the Kurds. Kurds believe that the Turkmen minority in Iraq — roughly 5 percent of the population — is supported by Turkey and has plans to make land claims against the Kurds in the cities of Mosul and Kirkuk.

"I wonder if it is in the interest of the Kurdish people that inside the P.M.F. military camps, they turn our Kurdistan Turkmen brethren into commandos," one man wrote in a letter last year to Hawlati, an independent newspaper.

Some officials also accuse the peacekeepers of directly arming or equipping a group of parties known

as the Turkmen Front and of providing it with intelligence. Seven Turkmen Front members, including a senior security official, were arrested in Erbil on Feb. 12, accused by the Kurdistan Democratic Party of plotting to sabotage an Iraqi opposition conference planned for this week, a senior Kurdish official said.

The peacekeepers dismiss accusations of connections to the group.

"We have no links with the Turkmen Front," Captain Emir said. "We are not spies."

Regardless of the Kurds' official desire, the peacekeepers — and American officials — say there is little chance of evicting them now. Any agreement to disband the force would have to involve the United States, Turkey and Britain.

An American official said a review of the mission was a project for later, because for now Turkey considered

Iraq as too unstable. "In the absence of a governmental authority in Baghdad, this is something the Turks are insisting on continuing," the official said. "But obviously, what transpires in Iraq could create a new opportunity to discuss this."

While some civilians echo the Kurdish government's stand, others express misgivings about the prospect of the peacekeepers' departure.

Simko Karim, a meat vendor here, recalled the years of fighting and many of its attendant problems: the roadblocks, the idled economy, the ambushes on the outskirts. Many of his neighbors were wounded or killed.

"It was a continuous fight in Koya," he said. "It is not bad to keep peace between the two parties. If the P.M.F. was not here, I think the two sides might fight again."

## KOUCHNER: Popular French voice supports war on Saddam

By John Vinocur

International Herald Tribune

**PARIS:** The man who could call himself the most popular politician in France is alive and well, living in Boston, and blaming the lousy local bus system for getting him to work late. He also says Saddam must go.

**Politicus** It may be observed that if popularity mattered all that much in politics then David Beckham would be the queen of England.

But the fact is that Bernard Kouchner, who is teaching this year at Harvard's School of Public Health, comes out first, of all the left or right polls, and among left and right voters alike when asked who (excluding Jacques Chirac) they most want to play an important role in France over the coming months and years.

It's obvious that Kouchner's capacities seem to grow in the public mind in proportion to his distance from the daily down-and-dirty. A physician, Socialist Party member, former health minister, co-founder of Medecins Sans Frontieres, and United Nations administrator of post-intervention Kosovo, he has the kind of energy and warmth that produce great poll scores. And, with them, the edgy, not-quite-predictable individualism that for decades made Manfred Rommel one of Germany's favorite potential leaders, while spooking the political class, and keeping him stuck in the mayor's office in Stuttgart.

Still, Kouchner these days represents a unique element of real French exceptionalism. His voice is the only strong one in French life that differentiates it-



Martin Bureau/Agence France-Presse

Bernard Kouchner, former health minister and co-founder of Medecins Sans Frontieres, opposes the "Peace Warriors" of the French government by calling for the ouster of Saddam Hussein.

self from the now national (and nationalist) position insisting France can lead the world in cozening and inspecting Saddam Hussein toward the peaceful surrender of his weapons of mass destruction.

Sound bite from five minutes on the radio here last week and a long telephone interview: "Saddam must go. He's one of the great murderers of the 20th century. It's not realistic to think we're going to disarm him with inspec-

tions."

This collides with the position of Chirac and Foreign Minister Dominique de Villepin — "the Peace Warriors," according to the current Paris Match's honorific — who make regime change in Iraq an unacceptable goal. Apparently, this would involve rattling an outdated chain of official French notions of legitimacy, and terrifying scores of African and Arab dictators receiving France's toleration.

February 24, 2003

INTERNATIONAL  
Herald Tribune



Kouchner does not want a war. He says it is practically impossible to support George W. Bush, who he believes transferred America's rage against Osama bin Laden onto Saddam. But he regards Saddam as an affront to humanity. Kouchner says that Saddam's regime has no legitimacy. He also believes that backed by an ongoing show of military force, Europe and the United States, through the United Nations, have enough in common to pressure a delegitimized Saddam from power.

"There's a little window to get this done," he says of pushing for Saddam's departure. "We succeeded in Kosovo and in Timor. Let's end this diplomatic arm wrestling, this overflow of male hormones."

His proposition, whatever its practicality, gives Kouchner the intellectual and rhetorical foundation to match his disdain for Bush — "unfortunately, the least credible spokesman for human rights around," he says — with a searing judgment of French and German attitudes and policy.

Since the Sept. 11 attacks on America, he said, "the coalition of German pacifism and French vehemence" has been deeply damaging.

After Europe's reflex statements of solidarity with the United States following 9/11, Kouchner insisted, "We were extraordinarily selfish. We thought if we could separate ourselves from [the Americans], we won't risk anything. That's not only in France, but all over."

"The motor of French foreign policy remains anti-Americanism. Sometimes opposition is justified, of course. Think of Vietnam. Of Kyoto, of the Americans' resistance to an international criminal court. But our manner of being opposed, making it a basis for everything, without any thought, is just stupid."

And soliciting the support of Russia and China to bolster the French position hardly brought it moral credit, considering Russian atrocities in Chechnya, he said. It was also essentially anti-Arab not to admit there

was a miserable people in Iraq and to act as if "we don't think they deserve anything but a monster."

Was France showing a complaisant attitude toward Saddam? "Yes." Did he agree with the idea of a French veto of a new U.S.-backed Security Council resolution that would tacitly authorize a strike on Iraq? "No. Otherwise we're going to be seen as very clearly on the side of Saddam. My vision is one of a France that proposes a real compromise."

"Eighty percent of the Iraqis are ready to accept their liberators. What's our goal? Defending Saddam's legitimacy? I hope not."

□

It should be said that Chirac's poll scores are terrific, if not as high as Kouchner's. But with French industry just now lapsing into recession, and growth predictions dramatically cut back last week, Chirac's good polls may not last forever if Chancellor Gerhard Schroeder is any example. Anti-war campaigning or no, Schroeder's Social Democratic Party recently touched historic lows of about 24 percent in approval ratings.

With unemployment leaping over 10 percent and next to no growth forecast, Germany's prospects are more palpably miserable than France's, but there seems to be room for the argument that in politics over the long term, bad economic numbers will trump disdain for a distant war.

But the situation in Germany, as it is in Britain, is vastly different. Schroeder faces an array of newspapers that want Saddam out and that make clear that he, not Bush, is the bad guy in all of this. The lay of the media landscape is not dissimilar in Britain.

In France, however, the unanimity of the media's opposition to Bush — who is this Saddam, anyway? — is total, to

the extent that Liberation, the nondoc-trinaire left-wing daily, ran a headline the other day pointing it out. In its nationalism, Le Figaro, which passes for the country's most conservative national daily, reads a lot these days like Le Monde, both hovering close to the government line.

Liberation, in its orneriness, has described this as a stifling climate and suggests it's reminiscent of the period after Jean-Marie Le Pen burst into the runoff round of the presidential elections last spring. The newspaper left its observation there, but the time was one when all of French society seemed to don a coat of virtue, damning Le Pen while fleeing an examination of the racism and rot that brought it to shame.

Unanimity, all the same, has a near inevitable way of cracking at the seams. On Friday, when France as host of a conference of African countries produced a closing document that showed them in complete agreement with its war-is-the-worst solution line, President Paul Kagame of Rwanda piped up to say to that at the meeting he attended there had been no discussion and no vote.

Kagame, whose country suffered close a million dead in ethnic massacres in 1994, instead described war or intervention as "sometimes the best worst option" — in any event, a better choice than genocide.

"I don't know how this matter has been presented," he said, "because what's at stake is not a choice between war and peace but war and weapons of mass destruction" in the hands of Saddam Hussein.

Quite exactly, the French press pointed out afterward that Kagame is not France's most comfortable client in Africa. While Kofi Annan, the United Nations secretary-general, and Belgium have officially apologized for their support of the extremists behind the Rwanda massacres and their failure to stop them, it said, France has continually refused.

equal rights for women, and protections for minorities. Inseparable from this goal of representative government is the need for what Iraqis call de-Baathification. That would be something like the de-Nazification of West Germany after the defeat of the Third Reich. Saddam molded the Arab nationalist Baath Party into his instrument to rule a fascistic police state twined around his own cult of personality.

President George W. Bush and his advisers now need to demonstrate that they are not merely indulging in empty rhetoric when they repeat their wish to liberate — not occupy — Iraq. Their planning for a postwar administration of Iraq ought to reflect an understanding by Americans of Iraqis' need to prosecute Baathist murderers and torturers and to dismantle the remaining structures of Saddam's police state.

— The Boston Globe

## OTHER COMMENT ■ After Saddam

It would be perilously easy for the United States and coalition partners to win a war against Saddam Hussein but lose the peace that follows. The Bush administration should avoid creating a situation in Iraq that Iraqis and their neighbors will perceive as a 21st-century American replay of European colonialism in the Fertile Crescent.

In recent days administration officials have been saying the right things. In congressional testimony and in media appearances, they have repeated a formula of good intentions.

As Douglas Feith, undersecretary of defense for policy, told the Senate Foreign Relations Committee recently, the primary aim of any American postwar policy will be to "demonstrate to the

Iraqi people and the world that the United States aspires to liberate, not occupy or control them or their economic resources."

If there is one thing certain in the event of a war that deposes Saddam and his Baath Party, it is that Iraqis will want the Bush administration's professions of good intentions for Iraq's future to be matched by good deeds. Above all, this means that political power and administrative authority in a postwar period ought to be transferred to Iraqi hands as completely and as quickly as possible.

In this handover of control to Iraqis, there should be certain guiding principles. First must be an American commitment to enable Iraqis to construct a democratic constitutional state based on federalism, the rule of law, guarantees of human rights for all citizens,



# The real meaning of Iraq

The debate over Iraq has exhausted everybody. Many people now think an American invasion is inevitable; many more are desperate just to get whatever happens over. There's nothing less satisfying than calling for still more discussion. But more discussion is the only road that will get the world to the right outcome — concerted effort by a wide coalition of nations to force Saddam Hussein to give up his weapons of mass destruction. We need another debate, another struggle to make this the United Nations' leadership moment.

Right now, things don't look promising for those of us who believe this is a war worth waging, but only with broad international support. The United States has an invasion force in place, and the military's schedule seems to demand that it attack within a few weeks before spring brings on withering desert heat. Washington has some support among other nations, but few have much to offer in the way of troops or financial support.

Saddam Hussein, meanwhile, has been skillful at providing the pretense of progress to international inspectors without seriously cooperating. Iraq has drawn the United Nations into a game of find the handkerchief, in which the burden is on the inspectors to sniff out hidden weapons. All this puts an enormous weight on whether Hans Blix, the chief UN inspector, chooses to dwell on Iraqi resistance or points to areas of cooperation. The inspectors should never be put in the position of deciding international foreign policy.

While the possibility of Saddam experiencing a last-minute conversion seems minuscule, there is one quick way to test whether it's possible. Iraq has Al Samoud-2 missiles, weapons it built at great expense and effort. Blix has already stated that they exceed the limits the United Nations placed on Iraq after the Gulf War. On Friday, Blix told the Iraqis to destroy them.

This week the United Nations should tell Saddam he must let the inspectors watch him get rid of his missiles immediately, or outside forces will do it for him, with the support of the international community. That clear message would resolve the most frustrating problem for those who want the United Nations to nail down its position as the arbiter of world crises — how to get France and its supporters to define their own bottom line rather than simply criticizing Washington's.

Saddam Hussein is nobody's hero in this story. Although many Americans are puzzled about why the administration chose to pick this fight now, it's not surprising that in the wake of Sept. 11, President George W. Bush would want to make the world safer, and that one of his top priorities would be eliminating Iraq's ability to create biological, chemical and nuclear weapons. Of all the military powers in the world, Iraq is the

one that has twice invaded its neighbors without provocation and that has used chemical weapons both on its military foes and some of its own restive people.

North Korea may be a greater danger, but North Korea has not been told by the United Nations to disarm and stay disarmed. And, although the Bush administration is careful to steer clear of this argument, the very fact that North Korea has the international community in a bind is a cautionary tale for making sure that no other despot governments run by irrational adventurers get hold of nuclear arms.

Many non-Americans, and large numbers of Americans, wonder whether this administration is capable of dispassionate judgment as it relentlessly pushes for war. All too often, U.S. officials have undermined their own case by demonstrating reckless enthusiasm for a brawl, denigrating allies who fail to fall in line or overstating their case against Iraq, particularly when it comes to a link between Saddam Hussein and Al Qaeda. But to his credit, President Bush worked hard to achieve the unanimous support of the Security Council for Resolution 1441, and more broadly to make his case before the United Nations and the world. This may be an administration intent on making war, but so far it has also shown itself willing to give the United Nations both time and space to make up its mind.

It seems clear to us that the United Nations should enforce its own orders and make Iraq disarm, even if that requires force. But in the end, sometime in March, the United States may have to decide whether it should do the job on its own.

When that happens, the arguments on both sides are sure to be couched in the highest moral principles. But the real calculations will be entirely about the odds of succeeding. If military victory over Iraq is swift, and if it can be accomplished without extensive casualties to American soldiers or Iraqi civilians or damage to neighboring countries or the area's oil fields, Bush's popularity will soar. If occupation forces unearth proof of a large nuclear program, stockpiles of terrifying biological weapons and real evidence of serious collusion between Saddam Hussein and international terrorists, many of the international leaders who are riding the crest of anti-Americanism now will start looking very foolish.

But things could go terribly wrong, very quickly. The war could be brutal and protracted, especially if Saddam unleashes biological or chemical weapons against Israel or American troops. He may also succeed in setting fire to his oil wells, or disabling those in neighboring countries, crippling the world economy. And if he is destroyed, there is every possibility of a vicious struggle for the lucrative spoils among the disparate clans and ethnic groups in

Iraq, drawing in Turkey, Iran and others. In the chaos, the weapons of mass destruction that Americans went to war to eliminate could wind up being ferried out of Iraq and sold to the highest terrorist bidder. And just as the American military's presence in Saudi Arabia during the Gulf War precipitated the growth of Al Qaeda and Sept. 11, the long-term occupation of Iraq will create resentment in the Muslim world that could lead to more, not less, terrorism.

All those risks, we repeat, are worth taking in the context of a broad international coalition, and some might even be diminished if the world acts together. The United States is still traumatized by the discovery on Sept. 11, 2001, that we live in a world of unimaginable danger. Some of America's traditional allies knew that already, from long and terrible experience. Some are still trying to face up to it. But the rational response is to work together to make the world safer, not to ignore obvious dangers in hope that the likely will not become inevitable.

Our own guess, when we calculate the odds in Iraq, is that the war is likely to go well in the short run, but that the long run will be messy, difficult and dangerous. If America acts virtually on its own, it is hard to imagine either the Bush administration or the American people having the staying power to make things right. Washington may be counting on Iraq's oil revenue to pay for rebuilding the country after the war, but the oil wells could be damaged in the fighting. It seems certain that an administration that will not give up tax cuts to pay for the war itself is not going to inflict economic pain at home to pay for the cleanup. And while Americans have always shown themselves willing to risk anything, even their own children, for a critical cause of high purpose, their support for this particular fight is thin as a wafer and based on misapprehension that Iraq is clearly linked to terrorism.

Our overriding concern is that the United States is, and seems likely to remain, a nation whose military might and economic power so outstrip any other country that much of the world has begun comparing it to ancient Rome. The test now is whether America will find a new way to exercise its power in which leadership, self-discipline and concern for the common good will outweigh its smaller impulses. An invasion of Iraq that is not supported by many traditional allies, or those powers the United States needs to be allied with in the best possible future, will send a message that Americans can do whatever they want. But it is not going to make the rest of the world want to root for America to succeed. The real test of American leadership is only incidentally about Iraq. It is whether the United States will further split the world into squabbling camps, united only by their jealousy of American power, or use its influence to unite the world around a shared vision of progress, human rights and mutual responsibility.

# Feud Between Kurdish Clans Creates Its Own War

By C. J. CHIVERS

KALAKIN, Iraq, Feb. 18 — One threat to stability in Iraq after any war to remove Saddam Hussein takes the form of a dapper 45-year old man, educated in the United States and fluent in English, who has a yen for cologne, pressed shirts and silk ties.

His name is Najat al-Sourchi. He is planning what would be a deeply destabilizing murder.

Mr. Sourchi wants to kill Massoud Barzani, an American ally and president of the Kurdistan Democratic Party, which has played host to Central Intelligence Agency teams in northern Iraq since last fall.

Many people here regard Mr. Barzani as a resistance hero, the embodiment of a surname synonymous with the Kurdish autonomy struggle, which Mr. Sourchi himself supports.

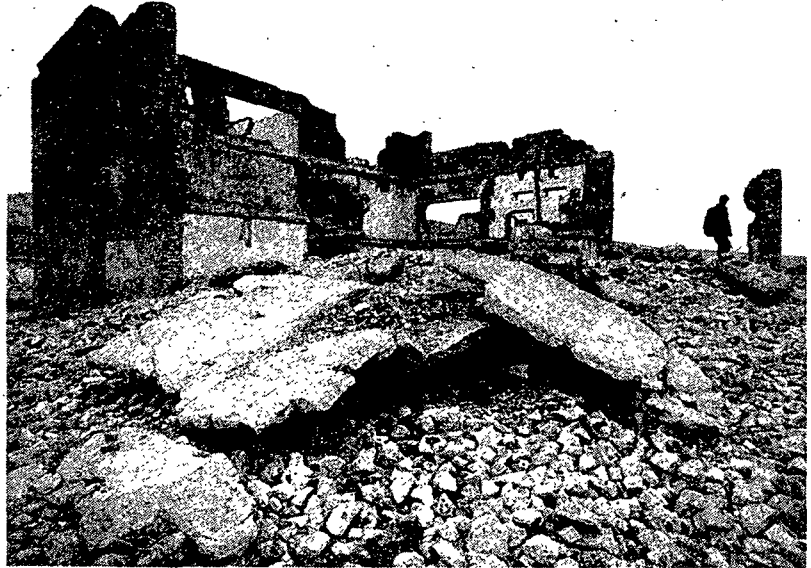
This high place in local lore matters not to Mr. Sourchi. He is a Kurd who wants a Kurdish leader dead.

"I want Massoud's head," he said.

Much of northern Iraq is talking peace these days, of unifying opposition groups pledged to defeat Mr. Hussein, and of reconciling tensions lingering from the Kurdish civil war.

The former combatants in that fratricidal fight in the 1990's, the Patriotic Union of Kurdistan and the Kurdistan Democratic Party, have achieved a degree of peace, and are showing signs of cooperation as American forces build in the region, preparing to unseat their common enemy in Baghdad. They are to be hosts of an opposition conference set to begin in Erbil any day.

But beneath this sense of common purpose, tensions simmer from



Photographs by Chang W. Lee/The New York Times

One of the houses, above, that was destroyed in 1996 when Massoud Barzani, below left, president of the Kurdistan Democratic Party, advanced with his fighters on a village, looking for a spy. The uncle of Najat al-Sourchi, below right, was killed, and his family wants revenge.



February 24, 2003

The New York Times



The New York Times.

A tribal elder was killed in a raid in the village of Kalakin in 1996.

years of plotting, counterplotting and bloodletting.

Mr. Sourchi is consumed by a blood feud, and has sworn to avenge the death in 1996 of his uncle, Hussein Agha al-Sourchi, 65, for which he blames Mr. Barzani. It is one of several feuds that exist beneath the businesslike dialogue of changing Iraq, and is a worrisome indicator of the fragility of peace in a land where even people with common goals are intent on settling old scores.

"This is a place where ancient rivalries and practices do not die quickly," said Barham Salih, prime minister of the eastern Kurdish zone. "There are lots of animosities that may come to the fore after Saddam is gone."

During the decades of dictatorial rule before Kurds broke free of Mr. Hussein in an uprising after the Per-

sian Gulf war in 1991, many Kurdish tribes served the Baghdad government. They formed military units, known as jash, which sometimes fought other Kurds, including the Bazarnis, who led much of the Kurdish resistance to Baghdad. One of the jash tribes was the Sourchis.

In a gesture of reconciliation after the uprising in 1991, when Mr. Hussein's army withdrew from northern Iraq, the Kurdish resistance granted amnesty to most jash, including the Sourchis, who controlled a network of villages along a strategic road through Iraq's northern mountains.

When the civil war between Kurds broke out in 1994, however, loyalties shifted anew.

In 1996, the Barzanis accused the Sourchis of collaborating with the Patriotic Union of Kurdistan. On June 16 of that year Barzani fighters

advanced on this village, hoping to capture Najat's brother, Zayed, who they said was spying for the other side.

Nearly seven years later, details of the fight and the sacking of several Sourchi homes that ensued are still in dispute. But no one disputes that Hussein Agha al-Sourchi, the tribal elder, was fatally shot by Barzani fighters. Thirteen Barzani fighters were also killed. Zayed al-Sourchi, whom the Barzanis still say was a spy, escaped.

The Barzanis have expressed regret about the death of the Sourchi chief, saying he was not the target of the raid. "I was sorry before and I am sorry now that that happened," Mr. Barzani said.

Najat and Zayed say that regret is not enough and that Mr. Barzani must publicly accept responsibility and apologize.

They also want to kill Nerchervan Barzani, Massoud Barzani's nephew and the prime minister of the western Kurdish zone, who they say helped plan the raid.

After the killing, many Sourchis remained in or near Kalakin, and some are loyal to Mr. Barzani. Ali Hussein al-Sourchi, a lawyer, recently walked among ruined houses and said what befell the tribal leaders was their own fault, because they

were jash working for the Iraqi government. "They hurt the people of this area so much," he said.

Other Sourchis joined the Patriotic Union of Kurdistan. They now live in internal exile in Sulaimaniya, where they claim to have 706 gunmen on their payroll, some of whom provide military support to Jalal Talabani, the head of the Patriotic Union.

From a heavily guarded house in Sulaimaniya, Najat al-Sourchi says it is the Barzanis who are jash, noting that they invited Mr. Hussein's army to attack Erbil in 1996 when the civil war against Mr. Talabani's fighters was going badly.

"How could a man who says he is a Kurdish hero collaborate with Saddam Hussein?" he said. "I ask this: Who is the real jash?"

The Sourchis' reassertion of the feud has baffled and angered many Kurdish officials, who say it is badly timed. Kurds are trying to show unity now, not fractures in their ranks.

"These people should be quiet," said Sami Abdul Rahman, one of Mr. Barzani's closest confidants.

Mr. Barzani, as the leader of a principal political party and the de facto commander of a local army tens of thousands strong, is indisputably important to the future of Iraq.

He expressed exasperation at the Sourchis' call for his head, describ-

ing Najat as "somebody who was brought up with the milk of treachery and treason."

But he chose a calmer path, offering to let the exiled tribesmen return to their village and suggesting he was too well guarded to be killed by Najat al-Sourchi. "We have opened a new page," he said. "He knows very well he cannot assassinate me, and I do not want to kill him."

Mr. Sourchi rejects talk of truce. "There is blood between us, and every day, every minute of every day, I think of killing him," he said. "It is like a dream in my mind."

Still, in quiet moments, sipping tea and talking softly, he sometimes reflects about the sadness of it all. "I'm not saying this is good, but it is the tradition of Kurdistan," he said. "I know it is not good."

## NATO chief wins praise from U.S. for Turkey role

By Michael R. Gordon

The New York Times

**WASHINGTON:** When NATO ambassadors gathered in Brussels for a final showdown over Iraq on Feb. 16, the alliance's secretary-general, Lord Robertson, held a secret trump card.

The NATO chief was ready to authorize the dispatch of U.S. AWACS planes and Patriot anti-missile batteries to help protect Turkey even if Belgium, the lone holdout, failed to drop its objections, diplomats say.

Such a move would have been an abrupt departure from NATO's time-honored tradition of operating only on the basis of consensus, which normally would have allowed Belgium to block the action.

But with the strong backing of the United States and Britain, Robertson would have asserted that the alliance

had the legal authority to take action to protect its air space even without the approval from all its members.

As it happened, this extraordinary step turned out to be unnecessary when Belgium finally yielded during a marathon session that ended shortly before midnight Feb. 16.

The alliance's mission to bolster Turkey's defense was approved and NATO's AWACS are scheduled to be flying missions over Turkey by Thursday.

But NATO diplomats report that Robertson was not bluffing. Worried that the alliance's credibility would be threatened if it did not act, NATO's staff had developed the maneuver as a last-ditch way to break the deadlock.

Significantly, Robertson and Nicholas Burns, the U.S. ambassador to NATO, told Belgium's representatives of their plan to have NATO go ahead with or without Belgium's support. Belgium would have been isolated diplomatically if it had failed to go along and its dissent would have had no practical effect.

A NATO official, using the alliance's term for the supreme allied commander in Europe, General James Jones, said, "If Belgium had not agreed, Robertson would have delegated authority to Saceur to send AWACS and Patriots under his own authority to protect alliance air space."

Critics of Robertson complain that he

was too confrontational in trying to forge a NATO decision. But his defenders say inaction would have damaged the Western alliance far more.

In Washington, the Bush administration has nothing but admiration for how Robertson, a Scottish-born former British labor leader and defense minister, played his hand.

Three days after Belgium acquiesced, Robertson arrived at the White House. Upon entering the Oval Office for a meeting with President George W. Bush, the president led the Americans in the room in a standing ovation for the NATO chief. The president, one official recalled, said Robertson was a "conquering hero."

Some NATO traditionalists, however, are surprised at the lengths Robertson and the Bush administration went to win the debate.

Acting without unanimity from NATO "would have been precedent-setting," said Stanley Sloan, a NATO expert and visiting scholar at Middlebury College.

"If one country is still standing aside from the consensus and is not willing to go along," Sloan said, "the NATO rule is nothing happens."

February 26, 2003

The New York Times

# La Turquie a négocié sur trois tableaux

## ENQUÊTE

### ISTANBUL

De notre correspondante

« **I**l n'y a pas d'attaque possible sur l'Irak sans l'ouverture d'un front nord et, donc, sans la coopération avec la Turquie », avance Fehmi Korou, un éditorialiste turc proche du gouvernement. La conclusion est peut-être un peu hâtive, mais le fait est que les Américains auront tout fait pour obtenir de la Turquie une autorisation pour faire transiter sur son territoire des dizaines de milliers d'hommes vers l'Irak. Seul le Parlement d'Ankara peut donner son feu vert, et le gouvernement, pendant presque deux mois, a poussé autant qu'il pouvait les négociations de façon à obtenir le plus de compensations possibles à ce mouvement guerrier qui ne correspond en rien à ses intérêts nationaux.

Hier, le gouvernement a finalement annoncé qu'il enverrait dans la soirée au Parlement le texte autorisant le déploiement de troupes américaines en Turquie et l'envoi des troupes turques en Irak du nord.

La tâche n'était pas facile, la Turquie étant en de nombreux points dépendante des États-Unis notamment pour le soutien vital du Fonds monétaire international (FMI) à son économie. La presse américaine, elle, parle d'une « coalition de l'addition ».

Réduire la résistance du gouvernement turc à une affaire de gros sous est pourtant caricatural. Ankara négocie en effet sur trois plans, mili-

taire, politique et économique. « Militairement, nous nous sommes entendus », a déclaré dimanche le chef d'état-major turc. Pour l'armée, la préparation au conflit signifie la mise à niveau technologique par les États-Unis de huit aéroports et de trois ports. L'état-major affirme depuis le début que la Turquie doit aider les Américains si elle ne veut pas perdre son statut de partenaire privilégié dans la région. Il a négocié avec le Pentagone son rôle en Irak du Nord et l'articulation entre les deux chaînes de commandement. La préparation technique du port d'Alexandrette, pour recevoir les troupes américaines, a déjà commencé et les avions-cargos américains C 17 ont pris place sur l'aéroport de Diyarbakir début février.

*Ankara demande un engagement écrit d'aide économique*

Économiquement, la discussion de marchand de tapis bat son plein. Les Turcs veulent 30 milliards de dollars (28 milliards d'euros) d'aide dont le tiers sous forme de dons. Ils exigent de meilleures conditions sur les quotas textiles. Ils veulent surtout un engagement écrit des États-Unis, les promesses faites en 1991 lors de la première attaque sur l'Irak n'ayant jamais été tenues. Les Américains garantissent actuellement six milliards de dollars de dons et 14 milliards de prêts, une proposition financièrement acceptable pour Ankara, mais ils affirment qu'il est impossible de faire voter cet engagement préliminairement par le Congrès. « S'il doit y avoir une opération, l'argent doit

commencer à arriver avec les premières bombes », insiste Yasar Yakis.

Mais l'aspect le plus délicat de la négociation est certainement le volet politique. Turcs et Américains ont des vues divergentes sur le modèle d'avenir pour l'Irak, tout particulièrement sur la question kurde. Pour la Turquie, hantée par le spectre de la guérilla séparatiste tout juste étouffée en 2001, il n'est pas envisageable de voir se créer une région kurde indépendante ou largement autonome à ses frontières, surtout si elle devait contrôler la région pétrolière de Mossoul. Les dirigeants Kurdes irakiens craignent eux que l'armée turque ne s'installe sur leur territoire. Hosyar Zebari, du Parti démocratique du Kurdistan (KDP), a averti que l'intervention de l'armée turque pourrait dégénérer en un conflit au nord de l'Irak. Les militaires turcs veulent en effet assurer eux-mêmes le désarmement des milices kurdes après le conflit.

La rue, elle, est unanimement opposée à l'attaque américaine. Au Parlement, les partisans de la guerre sont également en minorité. Toutefois, s'il est présenté par le gouvernement, le décret engageant la Turquie dans le conflit sera probablement voté dans le courant de cette semaine.

La grande absente de cette négociation aura été l'Europe. Comme le faisait remarquer le politologue Soli Özel sur le plateau de CNN Turk, « l'Europe, rongée par ses propres dissensions, aura laissé la Turquie étrangement seule ».

Nüket V. ORTACQ

la Croix

25 FEVRIER 2003



Convoi militaire turc faisant route vers la frontière avec l'Irak. Ankara refuse de voir se créer une région kurde indépendante ou largement autonome à ses frontières.

Des Irakiens de France jugent l'information sur le petit écran

# L'exil et la colère

La bienveillance ou l'aveuglement avec lesquels les médias arabes et français traitent la dictature de Saddam Hussein irritent les réfugiés. Eux qui ont si rarement accès à la parole, nous rappellent qui est le tyran de Bagdad.

Autour du thé et des gâteaux qui l'accompagnent, la famille Younan – des Irakiens chaldéens de confession chrétienne – est réunie devant la télé dans son pavillon de Sarcelles. Captées par la parabole, les images défilent : des chants sur Med-TV, une chaîne kurde irakienne ; les informations présentées d'un ton monocorde par une journaliste en foulard d'Al-Manar, la chaîne libanaise du groupe armé Hezbollah ; la propagande d'Iraq TV, la chaîne gouvernementale à la gloire de Saddam... Mais celle sur laquelle ils bloquent systématiquement leur zapping est la chaîne qatarie Al-Jazira. M. Younan observe du coin de l'œil un curieux ballet, filmé en direct. Sur une base militaire de l'océan Indien, des avions français se déploient. Les Mirage décollent, atterrissent. De simples exercices militaires, rarement vus sur les chaînes françaises ; des images qui ne signifient rien de concret, mais permettent à Al-Jazira d'induire chez le téléspectateur un sentiment de doute quant à la fermeté de la position française sur le dossier irakien. Une manière de dire : « A quelques milliers de kilomètres de Bagdad, des avions français s'entraînent, bizarre... »

Composée de nombreux intellectuels, la plupart anglophones, la petite communauté irakienne installée en France (environ trois mille personnes, dont une bonne moitié de Kurdes) est friande de télé arabes. Certains vantent le sérieux de la chaîne MBC (basée à Dubaï) ou d'Abou Dhabi TV (Emirats arabes unis). Mais, qu'ils soient kurdes, arabes, musulmans ou chrétiens, tous regardent Al-Jazira, même si la chaîne est loin de faire l'unanimité chez eux. En effet, les exilés irakiens ne sont pas à l'unisson de l'opinion publique arabe, qui, en particulier dans les pays du Maghreb, voit d'abord en Saddam Hussein un héros de la lutte anti-impérialiste. Irakienne d'origine arabe, Salam Jawad, 25 ans, travaille dans l'audiovisuel, en indépendante. Selon elle, « Al-Jazira permet d'offrir le point de vue des dirigeants arabes. La chaîne est contre la guerre, et c'est tout à son honneur, mais elle oublie de préciser que derrière l'Irak il y a un dictateur qui fait souffrir tout un peuple. C'est de la quasi-propagande ». Et Kamuran Ji-Kikan, juriste à l'Institut kurde de Paris, d'ajouter : « Lorsqu'on dit qu'Al-Jazira est impartiale, on se réfère au monde arabe, où il n'y a pas de médias libres. Maintenant, est-ce que CNN est impartiale ? » Pour Raid Fahmi, le représentant en France du parti communiste irakien, « Al-Jazira a contribué à l'élévation du niveau de conscience politique chez l'Arabe moyen. Mais sur la question irakienne, si vous analysez en détail, elle est plutôt favorable au régime. Al-Jazira tend à faire croire que l'opposition à

Saddam est nécessairement pro-américaine : elle invite ainsi sur ses plateaux des personnes très proches de Washington, et qui ne sont pas toujours reconnues comme de véritables opposants par les Irakiens ».

Al-Jazira offre une vision manichéenne de l'opposition irakienne. Cette dernière est constituée de sept formations principales qui, à l'exception du parti communiste, soutiennent, c'est vrai, l'intervention américaine, mais sous réserve de l'instauration rapide d'une démocratie parlementaire et fédérale... Hélas, cette méconnaissance de l'opposition irakienne n'est pas le seul fait d'Al-Jazira. Raid Fahmi, que l'on peut rencontrer à Paris en moins de deux coups de téléphone, constate qu'il n'a jamais été invité sur les plateaux des grands JT français, ceux de LCI et d'«>télé inclus. « Nous sommes très peu représentés, et je parle de tous les Irakiens, pas seulement ceux du PCI ! » « Et ne parlons pas des femmes, ajoute Salam Jawad. Pourtant, il existe des associations de femmes irakiennes, nous sommes accessibles, les journalistes devraient plus se promener dans les rues de Londres ou de Paris. » « En fait, nous voyons à la télé davantage de spécialistes ou d'intellectuels du Proche et du Moyen-Orient, précise Raid Fahmi. Or, un universitaire palestinien qui s'exprime sur le dossier irakien, qu'il le veuille ou non, sera influencé par la question palestinienne. Il ne parle pas de Saddam comme nous en parlons, comme ceux qui ont vécu le régime de l'intérieur... Cette absence irakienne sur les plateaux était encore plus frappante lors de la guerre du Golfe : il y avait pléthore d'intellectuels arabes et pas d'Irakiens ! Aujourd'hui, les choses changent un peu. Surtout dans les radios. »

Depuis la fin de la guerre du Golfe jusqu'au début de la crise irakienne, l'an passé, les médias français, via des reportages diffusés dans le cadre d'Envoyé spécial ou des JT, se sont focalisés sur les conséquences humanitaires de l'embargo. Un embargo qui aurait causé la mort de milliers d'enfants irakiens. « Mais la majorité de ces reportages ne vérifiaient pas si tout cela était réellement dû à l'embargo, juge Hoshmand Othman, journaliste indépendant d'origine kurde irakienne, qui travaille pour la BBC et est responsable du site www.ikurd.info. Or, dans la région autonome administrée par les Kurdes dans le nord de l'Irak, qui subit un double embargo, international et irakien, les rapports de l'ONU constatent que les chiffres de la mortalité infantile sont en chute libre. Alors qu'à Bagdad celle-ci

persiste, voire double. » Pour Ruchun Verdi, une Kurde de Turquie qui s'occupe des relations avec la presse à l'Institut kurde de Paris, « tout ceci a son importance, car la prospérité relative du Kurdistan irakien, dont les médias français se sont peu fait l'écho, tend à prouver que plus que l'embargo, c'est bien Saddam qui affame et décime son peuple ». « Le pire, poursuit Hoshmand Othman, c'est que les médias français n'ont donné aucune place aux graves violations des droits de l'homme en Irak au cours des années 90, qui ont fait la une en Angleterre ou en Allemagne. Lorsque le régime a introduit des pratiques pseudo-religieuses contre les prostituées, à savoir leur couper la tête avec un sabre devant une foule convoquée de force, les chaînes françaises n'en ont même pas fait mention. »

Pratiques pseudo-religieuses ? On se rappelle le voyage du député UMP Thierry Mariani, l'an passé, à Bagdad, qui avait alors délicatement déclaré « préférer une dictature laïque à une dictature religieuse ». Mais, depuis août 1990, le drapeau irakien a changé. Il y est désormais écrit « Allah u Akbar ». Si aberrant que cela puisse paraître, les chaînes LCI et TF1 continuent encore, lorsqu'elles traitent un sujet sur l'Irak, de présenter l'ancien drapeau au coin de l'écran. « Saddam Hussein instrumentalise l'islam, précise Raid Fahmi. On ne peut même plus boire d'alcool en Irak. Il faut arrêter de le présenter comme un dirigeant laïc ! »

Les journalistes français auraient-ils oublié de dénoncer la réalité quotidienne du régime et la folie d'un homme qui a fait de son propre fils Uday un légume impuissant et paralysé, depuis qu'il a été criblé de balles (trente, pour être précis), victime d'une embuscade tendue par son propre père dans les quartiers chics de Bagdad en 1996. « Je ne comprends pas qu'un journaliste qui se rend à Bagdad ne dénonce pas plus clairement ce qui s'y passe, tempête Salam Jawad. Les gens ne parlent pas, mais leur peur se véhicule, leur angoisse est palpable. On a tendance à oublier que Saddam est capable des pires atrocités, et j'ai l'impression qu'on ne le dénonce qu'à moitié. Ironiser sur ses 99,999 % de voix aux élections, c'est bien gentil, mais cela fait trente ans qu'il fait 99,999 % aux élections ! Récemment, Arte a programmé un documentaire, Notre ami Saddam. C'est bien qu'il ait été diffusé, mais les Irakiens possèdent ces informations-là depuis longtemps. Comme ce passage où, à la suite d'une révolution de palais [en 1979, NDLR], Saddam nomme des gradés

**“J'ai l'impression que les Français ont un peu oublié qui était Saddam et ne se lèvent que contre Washington.” Hoshmand Othman**



qui se lèvent pour aller se faire exécuter. Cette vidéo a ouvert les mannes du pétrole à la France plus qu'à toute autre pays. Et la France est le seul pays démocratique qui ait accepté de livrer deux opposants chiïtes à Bagdad en 1986 [aux débuts de la cohabitation Chirac-Mitterrand et dans des circonstances troubles, qui seraient liées à la libération des otages français au Liban, NDLR]. J'attends le jour où un journaliste posera cette question : au regard du droit international, la France est-elle complice ? » Raid Fahmi complète : « Dans les reportages, les intérêts français sont mentionnés, mais on n'approfondit pas. On parle de "lobby Saddam", mais on n'enquête pas. Pourtant, on voit bien qui part en Irak, il y a des avions affrétés avec des députés, des sénateurs... Est-ce qu'ils viennent seulement montrer leur solidarité avec le peuple irakien ? »

Tous insistent sur un point : se positionner contre la guerre, soit, mais il faut aussi se souvenir que le régime baasiste est responsable de la mort de plus d'un million de personnes. « Au final, affirme Hoshmand Othman, j'ai l'impression que les Français ont un peu oublié qui était Saddam et ne se lèvent que contre Washington... A la veille des manifestations pacifistes qui ont eu lieu partout à travers le monde, Salam Jawad confiait : « Je suis contente que les gens manifestent pour la paix, mais j'espère une chose, c'est que demain j'entende autant de slogans contre Saddam que contre Bush. » A Paris, tout au long du cortège de deux cent mille personnes, une oreille attentive aura constaté que les slogans les plus fréquemment entendus furent, dans l'ordre : « Bush assassin », « Sharon assassin », « Blair assassin ». Ceux qui visaient Saddam Hussein sont restés rares ●

Jullien David

ALLIANCES

# Turkey set to give U.S. troops access

In exchange for \$15B, Ankara will open front against Iraq

BY JAN CIENSKI

WASHINGTON • Under fierce U.S. pressure, Turkey's Cabinet approved a proposal yesterday for thousands of U.S. troops to be deployed from Turkey into Iraq, backing down from its demand for US\$32-billion in loans, grants and forgiveness of arms sales debts.

In return, it is hoping for about US\$5-billion in grants and another US\$10-billion in loans, designed to help the Turkish economy recover from any losses caused by invading Iraq.

A major sweetener was Washington's decision to allow Turkish troops into what is now autonomous Iraqi Kurdistan, ostensibly to deliver humanitarian aid but also to prevent the creation of a Kurdish state in northern Iraq. Turkey has its own large and restive Kurdish minority, subdued only after a 15-year guerrilla war in the late 1990s.

Iraqi Kurds worry that the thousands of Turkish troops will create a buffer zone in their enclave, which has been outside Saddam Hussein's control since 1991. They say they will fight such an incursion, creating a potential headache for the United States.

Although Washington insists it does not support Kurdish independence and is lukewarm about turning Iraq into a federation, it maintains it has no interest in a long-term Turkish occupation.

"The position of the United States is unequivocal, that the territorial integrity of Iraq should be honoured," said Ari Fleischer, the White House spokesman.

The decision to allow U.S. troops into Turkey still has to be approved by the country's parliament, which is thought likely to support the measure so as not to rupture Ankara's longstanding alliance with the United States.

"Of course we do not want to cast a shadow on our strategic friendship with the United States," said Recep Tayyip Erdogan, leader of the ruling Islamist Justice and Development Party.

Despite the geopolitical advantages of acquiescing to the United States, few Turks support war against Iraq, with one poll showing 94% opposed.

"An important section of the Cabinet was not satisfied by the developments, but at the end of the discussions it was decided to send the resolution to parliament," said Cabinet spokesman Abdulatif Sener.

Final talks to iron out the last details of the agreement are expected to continue today. Turkey wants ironclad guarantees it will get the money on offer this time. It has bitter memories of Washington's failure to produce the

## TURKEY LETS IN U.S. TROOPS

Despite overwhelming public opposition, Turkey's Cabinet has agreed to allow a U.S.-led invasion of Iraq from its territory - swayed by U.S. pledges of \$15-billion and assurances that the overthrow of Saddam Hussein will not lead to the creation of an independent Kurdish state in northern Iraq

**TURKEY**  
Ankara, Incirlik, Diyarbakir, KURDS, Batman, IRAQ, SYRIA, JORDAN, Baghdad, Kurdish Autonomous Region

Proposed buffer zone to be occupied by Turkey

Major airbases

0 km 600

NATO will provide Patriot missile defence worth \$1.65B

Turkish Armed Forces	
Army	402,000
Navy	52,750
Air Force	60,100

SOURCE: GRAPHIC NEWS

promised billions of dollars to help pay for economic losses suffered during the Gulf War.

"We know what happened to us in 1991," Mr. Erdogan said. "We know what economic damage we have suffered."

In Washington, the White House welcomed progress on the Turkish front. "We're pleased by the actions taken by the government of Turkey to date," Mr. Fleischer said. "There are still some t's to be crossed and i's to be dotted."

Thousands of U.S. troops, mostly from the 4th Infantry Division and the 101st Airborne Division, are lining up to deploy in Turkey once par-

liament approves the deal.

The plan is for them to open up a second front against Iraq, swooping south to capture valuable oil fields around Kirkuk and Mosul. Then, they will punch toward Baghdad, supplementing the main strike, which will move north from Kuwait.

U.S. military planners want the second front to keep Saddam's military off balance, forcing his better-equipped Republican Guard to split its strength between the two fronts.

National Post, with files from news services jcienski@nationalpost.com

NATIONAL POST, TUESDAY, FEBRUARY 25, 2003



LETTER FROM IRAN

Wendell Steavenson/Qum

# A Dissident Ayatullah Gets Out of the House

After years of house arrest, Hossein Ali Montazeri is again free to speak his mind

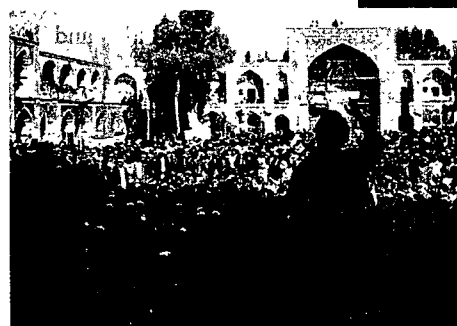
SOME 120 KM SOUTH OF Tehran, in the brown salt desert called Kavir, lies the spiritual heart of Iran's Islamic revolution: Qum, a dusty oasis of pine trees and tens of thousands of Shi'ite seminary students. A few streets away from the blue domes of the Shrine of Hazrat Massoumeh is the home of Grand Ayatullah Hossein Ali Montazeri, where last week crowds of visitors, mullahs, sympathetic M.P.s and journalists waited to see the 81-year-old dissident after his release from five years of house arrest. The isolation had been hard. "Our human nature needs exchange with other human beings," Montazeri said to well-wishers. "Being under house arrest is against the very nature of human beings." A few days later, the Ayatullah suffered a mild heart attack and his energy seems diminished.

Once the anointed successor to Ayatullah Khomeini, Montazeri was dismissed in 1989 for speaking out against the execution of political opponents. He was placed under house arrest in 1997 after questioning the religious credentials of the man who had replaced Khomeini, Supreme Leader Ayatullah Ali Khamenei. Today, many of Qum's clerical establishment share Montazeri's frustration with the country's hard-line religious government, which has damaged public respect for clerics as a whole. In a lane not far from the Ayatullah's

home, graffiti declares: "Death to the clerical regime and Khamenei for stealing smiles!" But Montazeri arouses opposition too. While hundreds gathered to welcome the freed cleric, another crowd passed out leaflets denouncing him.

Starting with his opposition to the Shah in the 1960s through his leading role in the 1979 revolution and ultimate disaffection with its excesses, Montazeri has been a potent force in Iranian politics. "Montazeri is the last of the generation of clergy who had revolutionary credibility combined with scholastic competence," says Hadi Semati of Tehran University. According to Emadeddin Baqi, a former student of Montazeri's who was just released from prison for writing articles that linked the authorities to assassinations in the late '90s, the Ayatullah's years in jail under the Shah helped shape his politics. "He was in a public cell with Marxists," Baqi says. "He lived like them. He developed

**FREE:** Montazeri, right, is lionized by Iran's reformers but reviled by conservatives, below



tolerance for the opposition."

Before his heart attack, Montazeri said, "The revolution promised people things like freedom of speech. So why take this from the people? When we say 'reform,' we mean the implementation of the promises of the revolution." During his confinement, Montazeri voiced his opinions through a privately published book, but mention of his name or ideas in the media was prohibited. Montazeri has suggested that the Supreme Leader's role should be folded into that of the President, who would be elected every five years. Regarding the supervisory Guardian Council, currently controlled by hard-line clerics, his ideas are less

clear. "The existence of the Guardian Council is not bad," says Ahmad Montazeri of his father's views. "The problem is it works according to people's tastes and not the law."

Whether Montazeri can still be a force for change is uncertain. In a bookshop outside the shrine where pilgrims purchase their Qum souvenirs—baked earth tablets from the Iraqi holy cities of Najaf and Karbala, prayer beads and pistachio brittle—the proprietor explains that he doesn't have any books by Montazeri. "We were under pressure not to sell any," he says. "Now that he's free, perhaps we will be able to. But there's a rumor they only let him out because he will die soon." ■



AFP/VAHID SALEMI-AP

**“By reform, we mean the implementation of the promises of the revolution.”**



PHOTOGRAPH BY NEVHA TANAKULAN—POLARIS FOR NEWSWEEK

WATCHING AND WAITING, WARILY: A Kurdish girl in the northern Iraqi town of Zewa gazes at the Turkish military buildup just one kilometer away

# War on Two Fronts

Under U.S. battle plans, Turkey will occupy north Iraq—antagonizing the Kurds

BY OWEN MATTHEWS AND  
BABAK DEHGHANPISHEH

**C**ALL IT MISSION CREEP, WITH potentially disastrous consequences. When the Pentagon first proposed launching a major U.S. assault on Saddam Hussein from Turkey, Ankara countered with a scenario of its own. To cope with an anticipated wave of refugees from northern Iraq, the Turks suggested sending in their own "peacekeeping force," along with the Americans, to establish a secure buffer zone along their southern border.

Nearly two months of hard negotiation later, the United States is close to securing permission to deploy an invasion force of roughly 47,000 troops in Turkey. But NEWSWEEK has learned that Turkey has considerably raised its price. Ankara now says it will let U.S. troops pass through its territory only if an even larger number of Turkish troops, between 60,000 and 80,000, go in as well—and not just within a relatively narrow border zone. The new mission, according to sources close to the

Turkish military, is to occupy "strategic positions" within a "security arc" reaching as far as 220 to 270 kilometers into Iraq. That's nearly the whole of Iraqi Kurdistan.

If so, this could spell serious trouble for the United States. Kurdish groups that have enjoyed de facto independence from Saddam's rule in northern Iraq strenuously oppose any Turkish military presence in the region. If it happens, in fact, Kurdish separatist groups inside Turkey are already threatening to resume the terrorist campaign they waged in the early '90s, killing 30,000 people. This poses an acute dilemma for Washington. Pressed by its timetable for war, the United States is inclined to agree to Turkish demands. If it does not, there may be no northern front. But the price will be the extra headache of trying to defuse tensions between the Turks and the Iraqi Kurds. Failing could mean a Turkish-Kurdish war breaking out behind U.S. lines.

The Turks' concerns are equally clear. It's not just a flood of refugees that scares them—half a million in 1991. More, they

want to prevent Iraq's Kurds from taking advantage of a U.S. invasion to declare independence from Baghdad and possibly seize the nearby Iraqi oilfields of Kirkuk and Mosul. Ankara also seeks to ensure that the rights of ethnic Turkomans living in Kurdistan are respected in a post-Saddam Iraq. "If you want to prevent massacres and the division of Iraq," says Prime Minister Abdullah Gul, "you have to take some precautions."

Iraq's Kurds don't see it that way, however. Sabah Mustafa Mohammed, a Kurdish *peshmerga*, or irregular soldier, fought Saddam and is now ready to fight the Turks, if ordered. A small Turkish military contingent has already been sent to Iraq, chiefly to keep an eye on suspected terrorists. One of the Turkish bases lies inside Iraqi territory not far from Mohammed's home village of Zewa, a sleepy, snowy one-road town with no electricity and a single dry-goods shop 25 kilometers south of the border. "These Turks should go home," he says, decked out in a black and white checked kaffiyeh and camouflage jacket.

"For us, the Turks and Saddam are the same. They are both enemies of the Kurds."

For now, Iraqi Kurd leaders are being a little more diplomatic—but only a little. "We will refuse [Turkish intervention]," says Sami Abdul Rahman, 70, the deputy prime minister of the Kurdistan Democratic Party, which controls northern Kurdistan. The party's representative in Washington, Farhad Barzani, is no less categorical. "We have told them: the Americans comes as liberators," he says. "But Turkish troops will be seen as invaders."

Attempting to head off any clashes, U.S. envoy Zalmay Khalilzad told Kurdish leaders in Ankara last week that they should stand down their 50,000 peshmerga troops and not resist Turkish forces. There's also an understanding between the Pentagon and Turkey's military that U.S. forces will occupy Kirkuk and Mosul and handle all the frontline fighting, while the Turks secure the rear. Turkish troops will surround but not enter the major Kurdish cities of Erbil and Suleymaniye and keep a generally low profile to prevent clashes. Abdullah Gul has also promised that "our troops will withdraw when peace is restored."

That's the theory. In practice, Kurdish leaders fear that Ankara wants to lay its own claim to oil reserves in Kirkuk and Mosul, and that it intends to strangle the Kurdish ambition of creating an autonomous region within a federal Iraq. They are particularly suspicious of Turkey's efforts to promote such radical Turkoman leaders as Sanan Ahmet Aga, leader of the Iraqi Turkoman

Front. Ahmet Aga wants the Turkomans to be given an autonomous area of their own, covering much of the area of the current Kurdish region, and claims that there are 2 million Turkomans in Iraq—rivaling the nation's 3.5 million Kurds. Western observers put the number of ethnic Turkomans at fewer than 500,000.

The fault lines are already widening. Aga's Turkoman party has its own armed militia of roughly 3,000 men; at the party's cultural center in Erbil, purportedly used mainly for wedding and birthday parties, armed guards walk the surrounding walls. The Turkomans have reason to be nervous. Last week Amir Azad, the party's defense minister, was arrested at the Chwar Chra hotel in central Erbil by security officials from the Kurdistan Democratic Party. Turkomans quickly took that as evidence of persecution to come—as did the Turkish press, which has begun comparing the plight of the Turkomans to that of Turkish Cypriots, in whose defense Ankara invaded the northern third of Cyprus in 1974



TROJAN HORSE: Iraqi Turkomans could become a *casus belli* for Ankara

and never left. "We don't want the Turkomans becoming a Trojan horse for Turkish control," says a Kurdish official present at last week's meeting in Ankara.

Such are the challenges facing the United States as it prepares for invasion. One White House official told NEWSWEEK last week that all these issues have been thought through and were not a problem. The bigger issue may be time. Pentagon officials acknowledge frustration with Turkey's bargaining. But if occupation is the price for

Turkey's cooperation, the United States may have little choice but to go along. Moreover, at Ankara's insistence, Turkish forces in Iraq will apparently not be under the U.S. command. Instead, they will "coordinate" through a joint headquarters in Diyarbakir, one of the Turkish air bases the United States will use.

Ironically, this is not at all what Turkey wants. Opinion polls show that 94 percent of Turks are against war, up from 88 percent last month. Former foreign minister Iler Turkmen reflects the fears of many when he warns that Turkish troops could get "bogged down in a swamp" and the conflict could cause problems with Turkey's application to join the European Union. Not to mention problems closer to home. As Sabah Mohammed in the mountain village of Zewa puts it, "We need only the U.S. Army if there is war with Saddam. Let them bring any other army along with them—except the Turks."

With SAMI KOHEN in Istanbul and JOHN BARRY in Washington

## 'For us, the Turks and Saddam are the same,' says one Kurd



Turkey's Army is already in place in northern Iraq

# La Turquie craint un grave choc économique

**ÉCHAUDÉ PAR LE CONFLIT DE 1991, ANKARA EXIGE DES ÉTATS-UNIS DE FORTES SOMMES ET DE SOLIDES GARANTIES JURIDIQUES**

**I**STANBUL de notre correspondante  
*elui qui s'est brûlé la bouche avec du lait chaud souffle même sur son yaourt* est un dicton que les Turcs citent volontiers pour expliquer leur prudence actuelle, après l'expérience amère de la guerre du Golfe. Pressée par les Etats-Unis de coopérer à une éventuelle offensive armée contre l'Irak, à laquelle sa population est opposée, la Turquie a engagé un âpre marchandage avec Washington. Certains qualifient cette attitude de mercenaire, mais les autorités turques estiment qu'elles ne font que défendre les intérêts de leur pays, qui subirait inévitablement un choc économique important en cas de guerre à sa frontière.

En 1991, Turgut Ozal, le diri-

geant turc de l'époque, avait pris parti pour la coalition alliée avec enthousiasme, convaincu que la Turquie allait en retirer des avantages politiques et économiques.

Mais l'assistance financière promise par les Etats-Unis ne s'était pas concrétisée et les Turcs estiment leurs pertes au cours des douze dernières années à au moins 44 milliards de dollars.

Avant la guerre, l'Irak était un des partenaires commerciaux les plus importants de la Turquie. Les exportations turques vers l'Irak, qui dépassaient 1 milliard de dollars par an avant le conflit, n'atteignaient plus que 100 à 200 millions de dollars durant les années 1990, soit une perte annuelle d'environ 800 millions de dollars. A cela s'ajoutent d'autres facteurs, tels que la chute des revenus touristiques, qui étaient passés de 3,2 milliards de dollars immédiate-

ment avant la guerre à 2,6 milliards juste après. Le tourisme avait cependant repris et s'était même développé de façon importante, ce qui fait que le manque à gagner en cas de nouveau conflit se chiffrerait en milliards de dollars. « Cette fois-ci, on se base sur un chiffre d'affaires de 10 à 12 milliards de dollars par an, dont la moitié au moins serait perdue », estime un diplomate européen. La liste des pertes inclut également le coût de l'aide aux réfugiés, estimé à 100 millions de dollars, ainsi que la diminution des redevances pour l'acheminement du pétrole exporté par le biais de l'oléoduc entre la ville iranienne de Kirkouk et le port turc de Yumurtalik, qui rapportaient 400 millions de dollars par an avant le conflit.

Qu'elle s'engage aux côtés des Etats-Unis ou non, la Turquie souffrirait inévitablement des retombées d'un conflit à sa frontière. Rifat Hisarciklioglu, le président de la TOBB (Union turque des chambres et des Bourses), a récemment estimé à 16,6 milliards de dollars par an les pertes probables en cas d'opération armée contre l'Irak. L'appui du Fonds monétaire international (FMI), via une ligne de crédit de 16 mil-

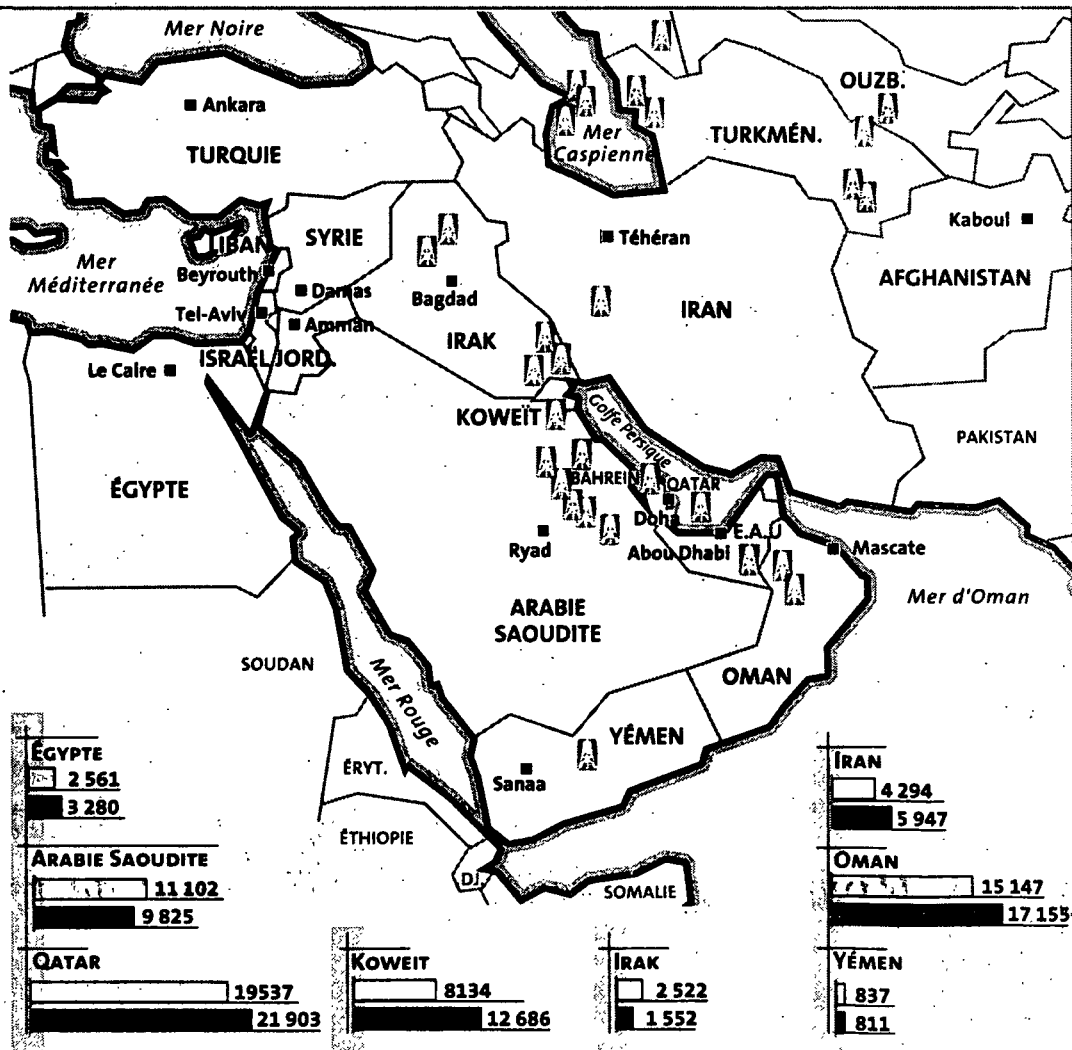
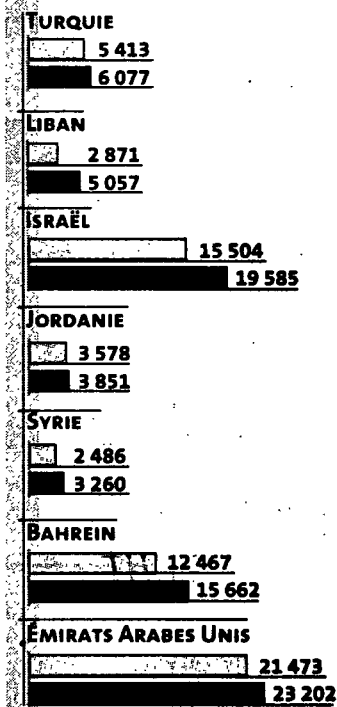
## LA FRACTURE PÉTROLIÈRE AVIVE LES DISPARITÉS

**PIB PAR HABITANT**  
en dollars

(Parité de pouvoir d'achat de l'année 1995)

■ 1990 ■ 2002

▲ Réserves et exploitations pétrolières et gazières



Source : Cepii, base de données Chelem-PIB

lliards de dollars accordée en février 2002, a permis à la Turquie de surmonter la crise financière qui avait secoué son secteur bancaire il y a deux ans, mais son économie demeure vulnérable à des traumatismes extérieurs. « La Turquie a une dette totale de 150 milliards de dollars, soit 85 % du produit intérieur brut (PIB), et le coût de la dette est particulièrement élevé », explique Mahmut Kaya, directeur de la recherche à la société financière Garanti Securi-

ties. « Une guerre, à nos portes va augmenter la prime de risque et le Trésor a déjà de la peine à emprunter pour rembourser la dette. Il faut s'attendre à une hausse des taux d'intérêt. »

Pour atténuer cet impact et s'assurer que les promesses seront tenues, le gouvernement turc exige des Etats-Unis non seulement des sommes importantes - il est question de 6 milliards de dollars de dons, qui incluraient l'annula-

tion d'une partie de la dette militaire, ainsi que de 20 milliards de lignes de crédit - mais également des garanties juridiques solides.

Ceux qui prônent un engagement direct de la Turquie affirment qu'après une courte guerre les compagnies turques seraient invitées à participer à la reconstruction de l'Irak, le commerce frontalier reprendrait son essor et le pays pourrait même obtenir une part des revenus pétroliers.

De plus, les Etats-Unis pourraient faciliter le rééchelonnement de la dette envers le FMI et la Banque mondiale.

Mais même les plus optimistes admettent qu'avant d'en arriver là la Turquie traversera des jours difficiles. « Elle peut tirer des bénéfices long terme, estime Mahmut Kaya, mais, d'ici là, ce sera une période turbulente pour l'économie turque et les marchés financiers. »

Nicole Pope

Denis MacShane, ministre britannique des affaires européennes

## « Tony Blair ne laissera jamais l'Amérique agir seule contre un tyran »

**La crise irakienne montre-t-elle que les Européens n'ont pas de politique étrangère commune ?**

Je déteste l'idée d'une pensée unique européenne. L'Europe doit accepter un modèle de la société et de la politique qui respecte la diversité. Chercher une politique étrangère unique, comme une monnaie unique, c'est chercher quelque chose qui n'existera pas avant plusieurs décennies. En revanche, il y a énormément de dossiers que nous pouvons traiter ensemble, comme dans les Balkans, en Afrique, au Moyen-Orient, etc. Mais l'envoi de soldats qui vont risquer leur vie sur le terrain, cela ne relève pas d'une décision des technocrates de Bruxelles ni d'un vote à la majorité qualifiée.

**N'y a-t-il pas un risque pour le lien transatlantique ?**

Si on refuse d'adopter aux Nations unies une résolution claire et nette, et ce soi-disant au nom de toute l'Europe, la plupart des pays européens n'accepteront pas une telle décision, et il y aura une vraie crise. Notre crainte, c'est un retour aux années 1920 et 1930, c'est-à-dire l'isolement et une profonde division entre les deux côtés de l'Atlantique. La meilleure façon de répondre à l'unilatéralisme, c'est le partenariat. La meilleure façon d'influencer nos amis américains, c'est de laisser les haut-parleurs dans les placards, de cesser de les qualifier de « simplistes », comme on l'a fait en France il y a quelques mois, de discuter en toute franchise en privé, mais en

montrant une solidarité, au nom des valeurs démocratiques, en public.

**S'il n'y a pas de majorité à l'ONU et que Washington et Londres décident malgré tout d'intervenir militairement, la crédibilité de l'ONU sera-t-elle atteinte ?**

Certainement. Pour nous, il est essentiel que les Nations unies ne deviennent pas la Société des nations [fondée en 1920, elle démontra son inefficacité et fut remplacée en 1946 par l'ONU]. La crédibilité des Nations unies est en cause, parce que cela fait dix ans que Saddam Hussein refuse d'obéir aux résolutions onusiennes. L'Irak constitue donc un test pour la loi internationale. Soit l'ONU impose la volonté de la communauté internationale, soit on trouve des excuses diplomatiques pour laisser une situation inacceptable en place. Je ne peux pas imaginer que le monde sera gérable si, dans un an, Sad-

dam Hussein refuse d'obéir aux résolutions onusiennes. L'Irak constitue donc un test pour la loi internationale. Soit l'ONU impose la volonté de la communauté internationale, soit on trouve des excuses diplomatiques pour laisser une situation inacceptable en place. Je ne peux pas imaginer que le monde sera gérable si, dans un an, Sad-

dam Hussein refuse d'obéir aux résolutions onusiennes. L'Irak constitue donc un test pour la loi internationale. Soit l'ONU impose la volonté de la communauté internationale, soit on trouve des excuses diplomatiques pour laisser une situation inacceptable en place. Je ne peux pas imaginer que le monde sera gérable si, dans un an, Sad-

péen diviser le « monde libre », parce que cela me rappellerait mes souvenirs d'enfance de Molotov. D'autre part, il y a aujourd'hui des pays européens qui, même dans l'hypothèse d'une résolution onusienne obligeant Saddam Hussein à désarmer avec une intervention militaire, refuseraient unilatéralement de suivre l'ONU. Donc, les accusations d'unilatéralisme sont dans les deux sens. Sur le fond, les Européens et les Etats-Unis doivent se mettre d'accord. Si on nous divise, il n'y a que les ennemis de la démocratie et de la liberté qui vont sabler le champagne.

Propos recueillis par  
Laurent Zecchini

Le Monde

26 FÉVRIER 2003



« L'opinion publique est très importante, mais la suivre, ce n'est pas mon idée de la politique »

DENIS MACSHANE

dam Hussein est encore là, agissant toujours comme un dictateur irakien.

**La Grande-Bretagne est prête à intervenir aux côtés des Américains si la deuxième résolution ne trouve pas de majorité ?**

C'est évidemment une décision qui relève du premier ministre

**Vous ne croyez pas qu'il y a parfois une vision américaine unilatéraliste des affaires internationales ?**

Il y a deux sortes d'unilatéralisme : l'un est de refuser de passer

par les Nations unies, l'autre est de dire que l'on va imposer un veto, style Molotov [ministre de affaires étrangères de l'URSS sous Staline] !

**Utiliser son droit de veto à l'ONU, c'est adopter une attitude « à la Molotov » ?**

Il me semble que s'agissant de grandes questions internationales, je n'aimerais pas voir un pays euro-



PETER BOSCH / Miami Herald

**Parliamentary members** of the Kurdistan Democratic Party, including Ahmmmed Salar, discuss the war situation. The 105-member body unanimously approved a statement condemning the U.S. plan to allow Turkish troops into Iraq as "unacceptable."

THE PHILADELPHIA INQUIRER

February 26, 2003

## U.S. envoy enters north Iraq to visit Kurd opposition leader

By Jonathan S. Landay  
KNIGHT RIDDER NEWS SERVICE

**SALAHADDIN, Iraq** — In a provocative thumb in the eye to Saddam Hussein, a U.S. presidential envoy entered Kurd-held northern Iraq yesterday to confer with opposition leaders on how to govern the country after the dictator's removal.

The visit of Zalmay Khalilzad, President Bush's special envoy to the Iraqi opposition, seemed intended to mock Hussein by demonstrating his inability to stop a lone, unarmed U.S. official from crossing his border.

Khalilzad, an Afghan-born senior National Security Council official, crossed through the Khabur Gate border post with a small entourage of U.S. officials and security guards, said Iraqi opposition officials.

They were met by senior Kurdish officials, who sped them to Salahaddin, the mountaintop stronghold of Masood Barzani, head of the Kurdistan Democratic Party.

Salahaddin is in a part of the Vermont-sized, Kurd-run enclave shielded from Iraqi air attack by a U.S.- and British-enforced no-fly zone. Salahaddin is about 20 miles from the front line between Barzani's guerrillas and Hussein's troops, well within Iraqi missile range.

Khalilzad's arrival sets the stage for today's opening of a

conference on governing post-Hussein Iraq. Neighboring Iran's Islamic regime sent a delegation; Turkey and moderate

Arab states did not.

It will be the first meeting in a decade of leaders of Iraq's disparate religious, political and ethnic-based opposition parties on their native soil.

Opposition leaders agreed in December that Iraq should become a parliamentary federation, but they were unable to decide how that should be achieved.

The meeting in northern Iraq has been repeatedly postponed by delays in Khalilzad's arrival and furious squabbling in caucuses, satellite phone conversations and newspaper pages.

Opposition leaders object to a plan to have a U.S. military governor run Iraq for up to two years, saying it would leave senior Hussein loyalists in place and perpetuate domination of minority Sunni Arabs over majority Shiite Arabs, as well as Kurds and other minorities.

Some opposition leaders argue they should form a transitional administration to run the country until elections are held.

The opposition, especially the Kurds, is livid with Washington for agreeing in principle to allow Turkish troops to enter northern Iraq as part of a deal for U.S. troops to use Turkish

bases as invasion-staging areas.

Only hours before Khalilzad's arrival, the 105-member Kurdish Parliament unanimously approved a statement condemning the plan as "unacceptable" — language considerably more restrained than the threats to attack Turkish forces that some

Kurds had made in recent days.

After the vote, senior officials warned that a Turkish incursion would jeopardize the Kurds' cooperation with the U.S. military's plan to use their enclave to open a northern front against Hussein.

"We hope the Americans will take care of this issue, and they do not replace one dictator with another dictator," said Gen. Mam Rostam, military adviser to Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan.

Ankara says it must send soldiers in behind U.S. forces to prevent Iraqi Kurds from declaring a Kurdish state and thus fomenting further separatist feeling among Turkey's Kurds.

Kurdish leaders have said repeatedly that they have no intention of doing that. They charge that Turkey is bent on regional domination and seizing the oil-rich territory around the Iraqi cities of Kirkuk and Mosul.

Contact reporter Jonathan Landay at [jlanday@krwashington.com](mailto:jlanday@krwashington.com).



# Turkey drives hard bargain over bases for US forces

Tuesday February 25 2003

The Guardian

## Troops deal Concessions on trade are key to change of heart

Helena Smith in Ankara

Few would have guessed that the price of war against Iraq would boil down to a bizarre Ottoman-style carpet shop haggle.

But ahead of a crucial vote by the Turkish parliament today on whether to allow thousands of US combat troops to be based here, negotiators representing George Bush have been engaged in just that.

Yesterday, as Washington desperately tried to secure Turkey's support in launching a northern front that would make any conflict both swifter and less bloody, it continued to come up against the Turks' formidable negotiating skills.

While Ankara's MPs met in special session, negotiators were still bartering over a "maze of agreements" in ex-

change for Turkey's help in a possible war.

To sweeten the deal, the US has even thrown shoes and leather goods into the mix, offering Turkey preferential trading status as part of an complex multibillion dollar compensation package.

"We're down to discussing pennies and dollars," admitted one western diplomat. "There is a lot of back and forth. Amongst the maze of agreements being discussed are a possible reduction on quotas such as Turkish shoes and leather goods as part of an expansion of qualifying industrial [free] zones for textiles."

Washington has offered up to \$15bn (£9.4bn) in grants and loans to cushion its Nato ally's fragile economy in the event of war.

But, aware of their strategic importance to a successful campaign, the Turks have driven the hardest of bargains. The package, say members of the ruling Islamic-tinged Justice and Development party, must be sweet enough to placate Turkey's overwhelming

anti-war population.

After several weeks of intensive negotiations, Turkey's foreign minister Yasar Yakis said on Sunday that Ankara would only be satisfied if it also received a "bridge credit" at the start of any military action since US congressional approval for the aid package could take weeks.

"Every Turk feels he or she was robbed because of broken promises after the first Gulf war," said another western

## 'Every Turk feels he was robbed by broken promises after the Gulf war'

diplomat. "But this time round they're proving to be the toughest of negotiators."

At home the shameless bartering has gone down a treat. Turkey has barely recovered from its worst economic depression since 1945, a crisis blamed on the last Gulf war.

But as the high-wire bargaining has mounted, so have

official efforts to play down the financial aspects of the deal. "This is not a carpet shop haggle," Mr Yakis said.

Tayyip Erdogan, who is expected to become Turkish prime minister next month, stressed that "the discussions also have political, military and social dimensions. America is our friend".

Turkey wants US guarantees that, post-war, it will not allow arms to fall into the hands of Kurdish rebels bent on declaring independence in northern Iraq — a prospect Ankara fears may provoke unrest among its own Kurdish minority.

Mr Erdogan said the US should provide Turkey with legal assurances of any deal.

"That way," said Saban Disli, one of his chief aides, "there will be no surprises either during or after the war."

The government says it has to get the best possible deal so that it can sell it to sceptical MPs. Secretly, Turkey's leaders are praying MPs stick by Uncle Sam. "If we're going to be damaged by a war against our neighbour," said one, "it's better to be on the right side."

# L'installation de 62 000 soldats américains en Turquie soumis au Parlement d'Ankara

Le débat s'annonce houleux, alors que l'aide financière qui serait octroyée au pays avoisinerait les 16 milliards de dollars

ISTANBUL

de notre correspondante

Cédant à la pression de Washington, le gouvernement turc a finalement soumis à l'Assemblée nationale une motion requérant l'autorisation de stationner pour 62 000 soldats américains sur son sol pendant six mois. Le vote pourrait avoir lieu dès mercredi, pour autant que les négociateurs turcs et américains, qui continuent de travailler nuit et jour, parviennent à finaliser les derniers détails de leur coopération politique, militaire et économique.

Selon la presse turque, environ 25 000 des soldats américains seraient envoyés au nord de l'Irak alors que le reste du contingent, stationné dans divers villages de tentes disséminés dans le Sud-Est anatolien, fournirait l'appui logistique en Turquie. Quelque 255 avions de combat et 65 hélicoptères américains seraient également déployés en Turquie pour

participer à l'offensive contre Bagdad. Plusieurs navires de guerre américains, ancrés depuis plusieurs jours au large du port d'Iskenderun, attendent la décision du Parlement pour décharger leur équipement.

Pour protéger ses intérêts au nord de l'Irak, le cabinet a également demandé aux législateurs d'autoriser l'envoi de soldats turcs — dont le nombre n'a pas été précisé — à l'étranger. Selon les médias turcs, les modalités du déploiement turc au nord de l'Irak et son rôle précis, ainsi que la distribution d'armes, notamment de batteries anti-aériennes, aux Kurdes irakiens figurent parmi les contentieux. Les factions kurdes irakiennes, qui ont des relations tendues avec Ankara, ont déjà averti que la présence turque dans leur région risquait de mener à des affrontements.

Les derniers chiffres cités indiquent que la Turquie pourrait recevoir 6 milliards de dollars de dons

et 10 milliards de lignes de crédit pour compenser ses pertes, mais Ankara s'oppose à ce que le versement de ces sommes soit soumis au contrôle du Fonds monétaire international. Une partie des dons pourrait être versée dès le début des combats, sous forme d'un prêt temporaire en attendant l'accord du Congrès américain.

Mais le débat s'annonce houleux au sein d'un Parlement turc très divisé sur la coopération avec les Etats-Unis. Ce n'est qu'à l'issue d'une réunion du cabinet qui a duré plus de six heures que le premier ministre, Abdullah Gül, est parvenu, lundi, à convaincre tous ses ministres d'appuyer cette décision. De nombreux ministres étaient réticents, a expliqué le vice-premier ministre Abdulatif Sener, mais en définitive, ont « appuyé à l'unanimité » la décision de soumettre la motion au Parlement. Recep Tayyip Erdogan, le dirigeant du Parti de la justice et du développement (AKP), qui contrôle

362 des 550 sièges à l'Assemblée, a encouragé mardi ses députés à soutenir la décision du gouvernement, « dans le meilleur intérêt du pays », et il devrait tenter une dernière fois de rallier ses troupes parlementaires avant le vote. Mais Erdogan a indiqué qu'il laisserait ses parlementaires libres de décider selon leur conscience, sans imposer une décision de groupe.

Le vice-premier ministre Ertugrul Yalçınbayir a pour sa part indiqué sa position en annonçant que « la démocratie serait renforcée si elle (la motion) était rejetée ». De nombreux membres du AKP partagent les sentiments de la population et se sont publiquement exprimés contre une guerre en Irak. L'absence d'une résolution de l'ONU autorisant l'usage de la force demeure un obstacle majeur pour bon nombre de députés, qu'ils soient membres du parti au pouvoir ou de l'opposition.

Le dirigeant de l'opposition Deniz Baykal (Parti républicain du peuple, centre gauche, laïque) a pour sa part accusé le gouvernement de « s'être rendu » aux Américains.

Nicole Pope

27 FÉVRIER 2003

Le Monde

# Kurds ask U.S. to bar Turks

## Legislators want no regional powers to enter Iraq

By C.J. Chivers

The New York Times

**ARBIL, Iraq:** In a vote that has exposed frustration over elements of the U.S. war plans, the Kurdish Parliament in northern Iraq has asked Washington to prevent Turkish military forces from entering Iraq in the event of a war to oust Saddam Hussein.

The Parliament's unanimous vote Tuesday, for a resolution demanding noninterference in Iraq from regional countries, formalized intensifying misgivings in the Kurdish zone about the Bush administration's negotiations with Turkey to allow American troops to open a northern front against Iraq's army. It was carefully timed, coming hours before Zalmay Khalilzad, President George W. Bush's special envoy to the Iraqi opposition, arrived in northern Iraq for meetings.

Tensions between Turks and Kurds, already high, have escalated since Yasar Yakis, the Turkish foreign minister, suggested this week that, while on missions in Iraq, Turkish troops might try to disarm Iraq's Kurds.

It was regarded here as nearly the perfect insult to Kurdish sensibilities. Iraq's Kurds are proud of their armed resistance to Sad-

dam and distrustful of the Turkish military, which has fought a long war against Turkey's own Kurdish minority.

The hostility was evident minutes after the vote Tuesday, when members of Parliament said they would fight a Turkish military incursion themselves. "I carried weapons for 12 years against the Iraqi regime," said Rizgar Haji Kayil, a former guerrilla who is now a legislator. "If the Turks enter Kurdistan, I will carry weapons all of my life."

Kayil warned that Bush risked alienating a staunch ally. "If Turkey enters into Kurdistan, the United States will lose its best friend, which is the Kurds," he said.

A State Department official said Kurdish concerns, while genuine, were premature, because the United States and Turkey have not yet completed plans. "The Kurds do not have to feel that there is some sort of separate peace between the United States and Turkey," the official said.

Events Tuesday were indications of a turnabout in Kurdish attitudes toward the United States.

For months Kurds have enthusiastically supported American plans to remove Saddam. The principal Kurdish parties, the Pa-

triotic Union of Kurdistan and the Kurdistan Democratic Party, have acted as hosts to American intelligence teams since last fall and toned down nationalist rhetoric to comply with the administration's will.

Kurds still largely support military action. But in recent weeks, as the United States has signaled a willingness to allow Turkish forces into Iraq, many Kurds have soured to America's notion of how to conduct the war, and said Washington has been too compliant in acquiescing to Turkish demands.

Kurds worry that Turks will use a presence in Iraq as pretext for campaigns against Kurds. The Kurdish government, which has administered northern Iraq since it broke free from Saddam in 1991, fears Turkey wants to squelch Kurdish advances before the example spreads to Turkish Kurds.

The vote Tuesday also gave voice to frustrations that Kurdish parties had tried solving by more quiet means. In a joint letter to Bush on Feb. 13, Massoud Barzani, leader of the Kurdistan Democratic Party, and Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan, wrote that Kurds fear "Turkey's real agenda is to crush our experiment in democratic self-government."

### THE KURDS

## 4 Killed in Suicide Bombing at Checkpoint in Northern Iraq

By C. J. CHIVERS

ERBIL, Iraq, Feb. 26 — A man detonated a bomb he was wearing near a Kurdish military headquarters in northern Iraq today, killing himself and three others in what the authorities described as the first Kurdish suicide bombing.

The authorities said the attack, at a military checkpoint in Zamaqi, was probably the work of Ansar al-Islam, a militant Islamic group that the United States contends has connections to both Al Qaeda and President Saddam Hussein of Iraq. It occurred late in the morning, when a sport utility vehicle used as a taxi was stopped at a checkpoint by Kurdish guards. A Kurdish security official said the guards were suspicious of the taxi's passenger and asked him to leave the vehicle for an inspection. "When he was about to be checked, he pressed the button," the official said.

The blast, from a bomb made from an estimated 10 pounds of explosives packed with metal shards, killed the

taxi driver and one of the guards outright. A second guard died soon afterward, the official said.

The checkpoint was on a military road roughly a three-minute drive from a headquarters where Kurdish forces supervise military action against Ansar, which occupies a front and a series of bases in the area. The headquarters has been frequented by American intelligence teams in recent months.

Ansar al-Islam did not immediately claim responsibility for the bombing, although in past actions, including military attacks and the assassination of a Kurdish minister of Par-

liament, the group has waited a day or two before announcing its role.

If Ansar is responsible, it would be the group's first successful suicide bombing. The authorities here accuse Kurdish Islamists of trying suicide bombings three times last year, all of which failed when the bombers were caught.

Late last year, a Kurdish security official, Col. Wasta Hassan, said that Ansar had trained 50 men for suicide attacks, and that more attempts were imminent. He said many of the potential bombers had been videotaped preparing for attacks, an activity apparently copied from Palestinian bombers.

Dr. Barham Salih, prime minister of the eastern Kurdish zone, denounced the bombing today and offered it as an example of the need for military action against Ansar's bases along the Iranian border.

"This ongoing terrorist threat can only be eradicated through a concentrated international response," he said. "It is time for resolute response."

*Fears that a militant Islamic group has adopted a new tactic in a Kurdish area.*

Thursday, February 27, 2003

The New York Times

THE OPPOSITION

# U.S. Envoy Reassures Kurds on Concerns About Turkey

By JUDITH MILLER and C. J. CHIVERS

SALAHEDDIN, Iraq, Feb. 26 — At the first meeting of top Iraqi dissidents on Iraqi soil in nearly a decade, an American envoy pledged today that the United States did not want to rule Iraq and would rely on a broad-based opposition to govern the country if American forces invade.

Zalmay Khalilzad, President Bush's envoy to the Iraqi opposition, told the more than 50-member advisory committee of the Iraqi National Congress that the "Iraqi people should govern their own affairs as soon as possible." He told delegates privately that the transition to a democratic Iraqi rule could start within two months of the end of a war.

Mr. Khalilzad also delivered diplomatically calibrated statements designed, on one hand, to encourage Turkey to join the coalition against Saddam Hussein, but, on the other, to warn Turkey that it must respect American demands that all military movements in northern Iraq and elsewhere be "coordinated" with

Washington, and that Turkish troops agree to leave Iraq after a war.

"We would definitely like Turkey to be part of the coalition, but we don't accept any unilateral movement by any country," he said after the meeting. The Turkish Parliament is scheduled to vote on Thursday on whether to permit American combat forces to be based in Turkey. Washington hopes to use the Turkish bases in the event of a war with Iraq. But Iraqi Kurds deeply mistrust Turkey, their powerful neighbor to the north, which has historical claims to some Iraqi territory and a desire to control Kurdish separatist forces there. Some Kurdish leaders have vowed to fight Turkish forces if they enter Iraq without their permission.

Mr. Khalilzad's presence here seemed to reassure the Kurds, who oppose Turkey's desire to send a large number of soldiers into northern Iraq, ostensibly for border and refugee control. During the Persian Gulf war of 1991, more than a million Kurds fled Iraqi forces and Washington imposed a no-flight zone that has allowed the Kurds to control north-

ern Iraq.

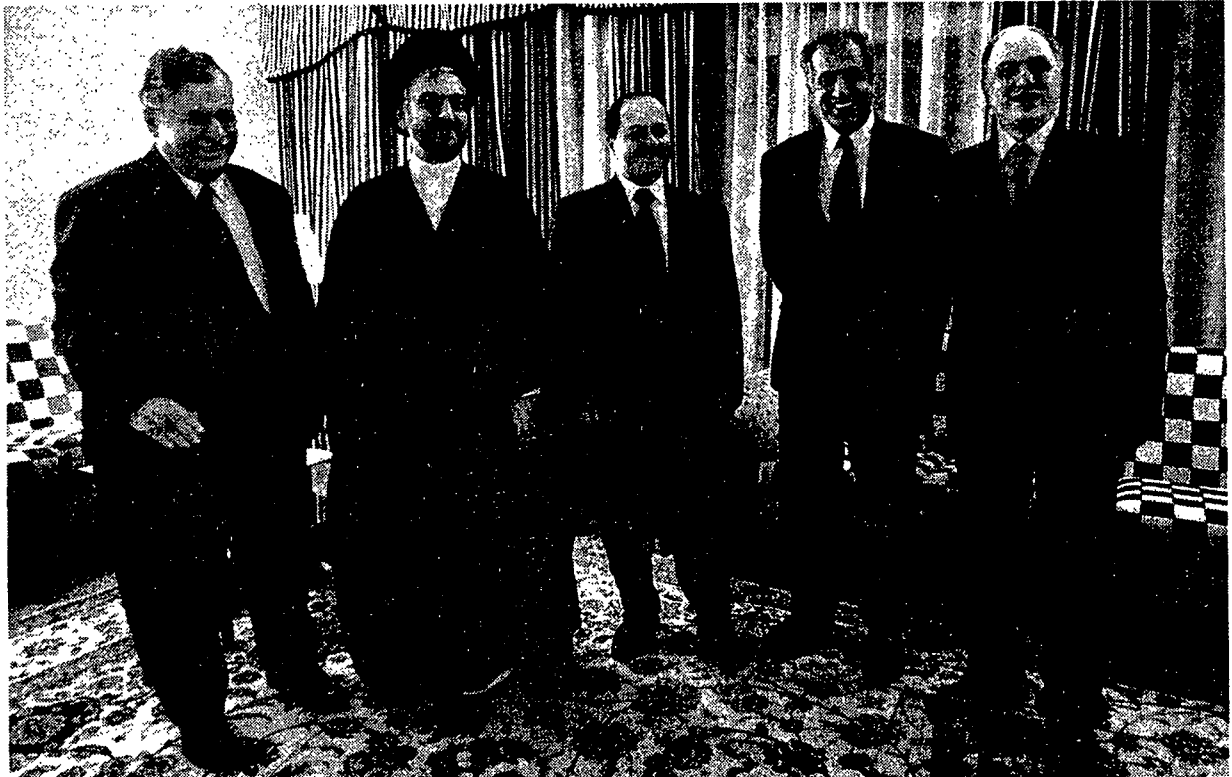
Addressing the overwhelming hostility of some four million to six million Kurds to a Turkish military presence in their country, Mr. Khalilzad also said that the concerns of "our Kurdish friends in northern Iraq" have been "fully factored into our discussions with Turkey."

With aspects of a Turkish-American political, military and economic agreement still under negotiation, Turkey did not make it easy for either Mr. Khalilzad and his small American delegation, or many of the 300 journalists and others here for the conference, to cross the border into Iraq.

Turkey refused to approve the full number of security officials that Washington had requested to protect Mr. Khalilzad, and delayed his arrival here by at least a day, American officials said. Wayne Downing, a retired general and the administration's former head of counterterrorism, was recently turned back at the border, Iraqi dissidents said.

The meeting itself was repeatedly delayed by political disputes with

The New York Times FEBRUARY 27, 2003



Ruth Fremson/The New York Times

Special envoy Zalmay Khalilzad, second from right, with opposition leaders Jalal Talabani, of the Patriot Union of Kurdistan; Abdelaziz al-Hakim, of the

Council of the Islamic Revolution in Iraq; Massoud Barzani, of the Kurdistan Democratic Party, and Ahmad Chalabi, of the Iraqi National Congress.

Washington and the periodic reluctance of Turkey, Iran and Syria to permit some delegates and the journalists to enter northern Iraq from their territory. As host to the gathering, the opposition also overcame a series of obstacles, including a history of internal feuding, terrorist threats from Baghdad and militant Islamists, and snowstorms that made the Turkish and Kurdish mountain passes treacherous.

The Iraqi delegates, which included representatives from Iraq's mosaic of ethnic groups, tribes, religious sects and ideologies — and at least three women — wore business suits and buried long-standing political rivalries and grievances in their prepared speeches today. They often interrupted Mr. Khalilzad's remarks with applause. Particularly well-re-

ceived were his statements stressing America's commitment to a democracy and the right of all Iraqis to choose their government.

"You, the Iraqi opposition, have dedicated decades of your lives to liberating your country," he said. "That moment is near."

The American envoy also sought to reassure Ahmad Chalabi — a secular, Shiite leader of the Iraqi National Congress — and other delegates that Washington did not favor replacing Mr. Hussein with another general, through a military coup or any other means. "None of us want Saddamism without Saddam," Mr. Khalilzad said. Mr. Chalabi and his supporters had previously criticized the administration's reported plans to impose a postwar military rule on Iraq for as long as two years.

In an interview tonight, Mr. Chalabi said Mr. Khalilzad had told him that in the event of a war, the United States would be largely responsible for disarming Iraq of weapons of mass destruction, "de-Baathification" — a reference to Mr. Hussein's ruling Baath party — and neutralizing the Iraqi military. "But he also said that there must be no gap of sovereignty by Iraqis in Iraq — that Iraqis must be sovereign in Iraq at all times," Mr. Chalabi said.

Hoshyar Zebari, a leader of the Kurdistan Democratic Party, which is responsible for the area where the conference is being held, noted that Mr. Khalilzad had pledged that the administration would work with several task forces on plans for Iraq's future, including a political task force that would advise on how to move quickly to a democratic Iraq.

# L'opposition irakienne tente de s'accorder

Au cœur des débats à Erbil,

le refus d'une administration américaine après la guerre.

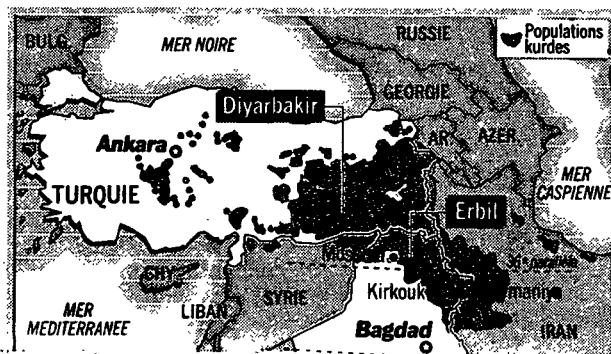
Erbil envoyé spécial

Les troupes de Saddam Hussein qui ne sont à guère plus de 30 km à vol d'oiseau tiennent sous leurs canons la petite station de villégiature de Salaheddine, sur une montagne au-dessus d'Erbil, capitale du Kurdistan irakien qui échappe depuis 1991 à la tutelle de Bagdad. Malgré ces risques théoriques, la quasi-totalité des forces d'opposition au régime irakien est réunie là depuis hier pour préparer l'après-Saddam dans un «*Irak fédéral et démocratique*». C'est la première fois depuis dix ans qu'ils sont ainsi ensemble sur le sol irakien et, à la différence de 1992, ils savent que le moment de vérité est proche, comme est venu le leur rappeler Zalmay Khalilzad, représentant du président américain auprès de l'opposition. «*Un nouvel Irak va bientôt rejoindre la famille des nations avec de nouvelles relations entre le centre et les régions, incluant le fédéralisme*», a martelé l'envoyé américain, s'adressant à la cinquantaine de membres du «*comité de suivi*» mis en place en décembre par l'opposition après une grande réunion à

Londres, pour mettre sur pied une direction unifiée et une stratégie commune.

**Véhéments.** Il y a là les leaders des deux partis kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, qui contrôle le Nord et l'Ouest, et son rival, Jalal Talabani, dont l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) est installée à l'est. Ainsi qu'Ahmad Chalabi, leader du Congrès national irakien (CNI) — longtemps chéri par les Américains qui aujourd'hui s'en méfient. Il y a les chiïtes pro-iraniens de l'Asrii (Assemblée suprême de la révolution islamique) représentés par le frère de leur guide suprême, l'ayatollah Muhammed Baqer Hakim, dont une lettre enflammée a été lue. Seul manquent le Mouvement pour la monarchie constitutionnelle et quelques groupes mineurs.

Au-delà des divergences et des arrière-pensées, tous s'accordent sur un point: le refus d'une administration militaire américaine, régulièrement évoquée par Washington. Les chiïtes sont les plus véhéments. Mais les Kurdes, le PDK comme l'UPK, soulignent aussi que



«*les Irakiens doivent pouvoir se gouverner eux-mêmes*». Ahmad Chalabi est aussi intransigent. «*Nous appelons les Etats-Unis à respecter les souhaits des Irakiens et l'intégrité du pays*», lance le leader du CNI, soulignant que «*sans souveraineté irakienne sur le sol irakien, ce sera le chaos*». L'envoyé de Bush a voulu rassurer, rappelant que «*les Etats-Unis n'ont pas le désir de gouverner l'Irak*» et que «*les Irakiens se gouverneront eux-mêmes dès que possible*». Mais il n'a pas cédé sur le fond. **«Intégrité».** L'autre grand thème, martelé dans toutes les interventions, est celui de «*l'intégrité territoriale*» de l'Irak. Argument très sensible, alors que la Turquie a négocié avec Washington — en échange du

déploiement sur son sol de dizaines de milliers de GI's — l'envoi de ses troupes en Irak du Nord. Ankara veut à tout prix bloquer une indépendance kurde qui pourrait avoir un effet de contagion sur les Kurdes de Turquie (un quart de la population, lire page 5). Aux yeux des Kurdes, il s'agirait d'une invasion. «*Nous sommes opposés à toute intervention militaire de la Turquie comme d'un autre pays voisin et nous demandons aux Américains de le leur faire comprendre*», a insisté Massoud Barzani. Le reste de l'opposition est tout aussi catégorique. Ahmad Chalabi a affirmé qu'il ne veut pas d'«*une colonisation de la Turquie*» en Irak du Nord ●

M. S.

# En Turquie, les Kurdes craignent le contrecoup d'une guerre

## La menace d'intervention a réveillé les tensions.

Diyarbakir envoyé spécial

«Non à la guerre!» à l'appel d'un syndicat de gauche de la fonction publique. Autour, le déploiement des forces de l'ordre est impressionnant: deux blindés légers et des policiers mitrailleuse au poing. «Ils sont prêts à charger au premier cri pour la liberté kurde», explique un étudiant de Diyarbakir, capitale du sud-est de la Turquie, peuplée en majorité de Kurdes. Depuis le début de la crise irakienne, les contrôles se sont multipliés et chaque nuit les véhicules des forces spéciales de la police quadrillent de nouveau les rues défoncées de la ville. Officiellement, il y a 900000 habitants à Diyarbakir, dont 70 % sans emploi. En fait, la population est deux fois plus nombreuse, à cause de l'afflux de villageois qui ne sont toujours pas retournés sur les terres qu'ils avaient dû fuir pendant les quinze ans de la «sale guerre» menée par l'armée turque contre les rebelles kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) qui fit 36000 victimes et 3 millions de déplacés entre 1984 et 1998.

*«Les gens ici ne savent que trop ce qu'est une guerre et surtout une guerre civile. Les jeunes n'ont rien connu d'autre.»*  
Mahmut Ortakaya

Palpable, omniprésente, la peur est de retour. «Les gens ici ne savent que trop ce qu'est une guerre et surtout une guerre civile. Les jeunes n'ont rien connu d'autre. Chacun ou presque a eu un proche arrêté et souvent torturé dans un commissariat ou disparu, ou assassiné», explique Mahmut Ortakaya, membre de l'Association des médecins. Beaucoup pensaient le cauchemar fini. «La démocratisation exigée par les Européens commençait à faire sentir ses effets. Notre rêve prenait forme et d'un seul coup nous risquons de revenir à la situation d'avant. La frustration n'en est que plus terrible», souligne l'écrivain Seyhmuz Diken qui, comme nombre d'intellectuels kurdes, s'inquiète de «l'impatience croissante» qu'il sent monter parmi les siens. Depuis quatre ans, la ville commence à respirer, après que le leader du PKK, Abdullah Ocalan, détenu dans l'île-prison d'Imrali, a appelé ses partisans à faire taire les armes. Une paix fragile règne sur le pays kurde; l'état d'urgence, en vigueur depuis plus d'une décennie, a peu à peu été levé dans les départements du Sud-Est. Celui de Diyarbakir a été le dernier, en décembre. Bien décidée à entrer dans l'Union européenne, la très jacobine République turque avait dû consentir sous la pression de Bruxelles à adopter en août certaines réformes reconnaissant les droits culturels

des minorités, notamment des Kurdes, qui devraient pouvoir bénéficier de cours privés dans leur langue et d'émissions sur les ondes publiques. Pour le moment sur le papier, ces mesures risquent de le demeurer un certain temps. Les autorités turques craignent les effets de contagion d'une éventuelle indépendance des Kurdes irakiens sur ceux de Turquie, qui représentent au moins un quart de la population du pays. «Même une fédération irakienne incluant un Kurdistan autonome inquiète Ankara, et la pression risque de devenir de plus en plus forte. Les Kurdes de Turquie demandent pourtant simplement la reconnaissance de leurs droits et de leur spécificité», affirme l'historien Nuri Sinir. Malgré la levée de l'état d'urgence, les manifestations restent interdites et sont dispersées dès

qu'elles prennent des accents «séparatistes». «Il y a eu en janvier plus de 425 arrestations, soit plus que dans les six mois précédents et quarante détenus ont été sérieusement battus. Depuis que l'on parle de guerre, la répression s'est durcie», accuse Selahattin Demirtas, qui préside à Diyarbakir l'Association des droits de l'homme.

L'inquiétude est d'autant plus forte que l'armée s'apprête à déployer 50000 hommes dans

le nord de l'Irak, pour y empêcher toute proclamation d'un Etat kurde indépendant mais aussi pour anéantir les 5000 à 10000 guérilleros du PKK (rebaptisé Kadek ou Congrès pour la liberté et la démocratie du Kurdistan) qui se sont regroupés de l'autre côté de la frontière après l'appel au cessez-le-feu de leur leader.

### «La guérilla n'est pas aux abois»

«Si le Kadek est attaqué, il reprendra la bataille y compris sur le sol turc et cette guerre risque de faire beaucoup plus de victimes que l'intervention américaine en Irak», prédit Selahattin Demirtas. «Ce n'est pas une guérilla aux abois. Elle dispose encore de soutiens dans une partie de la population et d'appuis à l'étranger», reconnaît le maire Feridun Celik.

Une reprise de la rébellion se nourrirait des espoirs déçus des années de trêve où les autorités n'ont pas su profiter de l'arrêt du terrorisme pour lancer de réelles initiatives politiques sur la question kurde. «Même l'amnistie générale que nous souhaitions pour les combattants qui déposaient les armes n'a pas eu lieu et ceux qui auraient voulu revenir à la vie civile ont été contraints de rester dans les camps du PKK», regrette Sezgin Tanrikulu, président du barreau de Diyarbakir. Le désespoir fait oublier à beaucoup, notamment aux jeunes, les horreurs de la «sale guerre» et la piteuse soumission d'Ocalan lors de ses procès. Le Kadek a lancé une campagne pour alléger les rigides conditions d'isolement de leur leader, menaçant de reprendre les actions armées. A Diyarbakir comme dans d'autres villes du Sud-Est, elle a un certain écho. «Ici quand des lumières s'éteignent durant une minute, à 20 heures, ce n'est pas seulement pour demander la paix, comme à Istanbul ou à Ankara, constate un journaliste kurde peu suspect de sympathies pour la guérilla, mais aussi pour la liberté d'Ocalan.» ●

MARC SEMO



# Iraqi Opposition to Form Leadership Team to Prepare for a Transition to Democracy

By JUDITH MILLER

SALAHEDDIN, Iraq, Feb. 27 — Defying American wishes, Iraqi opposition leaders decided today to form a leadership committee to help prepare for a transition to democracy if President Saddam Hussein is ousted, and to dispatch a delegation to Ankara to try to dissuade Turkey from sending troops into northern Iraq during a war.

Both steps seem aimed at enhancing the status of the Iraqi National Congress, the umbrella opposition group, whose 55-member advisory committee has been holding its first meeting in Iraq in nearly a decade.

The delegates are seeking to portray the Congress as independent, not, as some critics charge, America's pawn. In backing Kurdish demands that Turkish forces not cross into northern Iraq, the opposition leaders want to be perceived as Iraqi patriots determined to safeguard their country's sovereignty.

Zalmay Khalilzad, President Bush's special envoy to the Iraqi opposition, who praised it in a speech to the Congress's opening session on Wednesday, spent much of today trying, unsuccessfully, to persuade delegates not to form a leadership group.

In his speech, he urged the group to create a political task force that would have a largely advisory role.

He said that group would be one of several to provide counsel on issues like relief and reconstruction assistance, public diplomacy, outreach to Iraqis living under Mr. Hussein and securing the country during a war.

But Ahmad Chalabi, a leader of the Congress, and the two main Kurdish leaders — Hoshiyar Zebari, head of the Kurdistan Democratic Party, and Jalal Talabani, head of the Patriotic Union of Kurdistan — and even Abdelaziz al-Hakim, a leader of the Iranian-backed Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq — favored formation of a group that is, in Mr. Zebari's word, the nucleus of a future representative government of Iraq. In an interview today, Mr. Talabani supported creation of a leadership group. He said the Kurds wanted equality in a federated Iraq in which they would voluntarily give up some rights that Kurds in northern Iraq now enjoy, like collecting customs and maintaining their own armed forces.

The group also put its own spin on Mr. Khalilzad's recommendation that the Kurds work with the United States and Turkey to support the liberation of Iraq. Mr. Zebari announced today that the opposition had decided to send a delegation to Turkey to show that all Iraqis, not just the Kurds, were against "any

regional intervention in the internal affairs of Iraq."

He reiterated his warning that there would be clashes if Turks entered northern Iraq in large numbers. Iraqi Kurds, who have controlled northern Iraq since Mr. Hussein's defeat in the Persian Gulf war of 1991, deeply mistrust Turkey, which has historic claims to some Iraqi territory and a desire to control Kurdish separatist forces there.

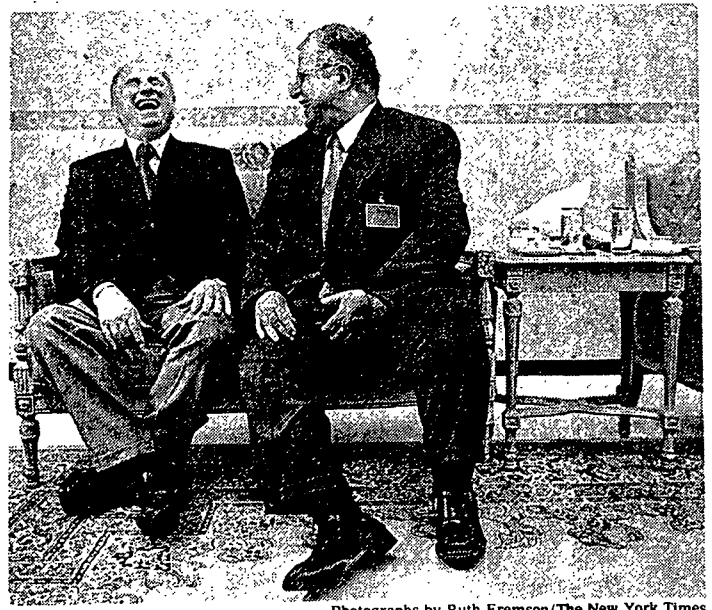
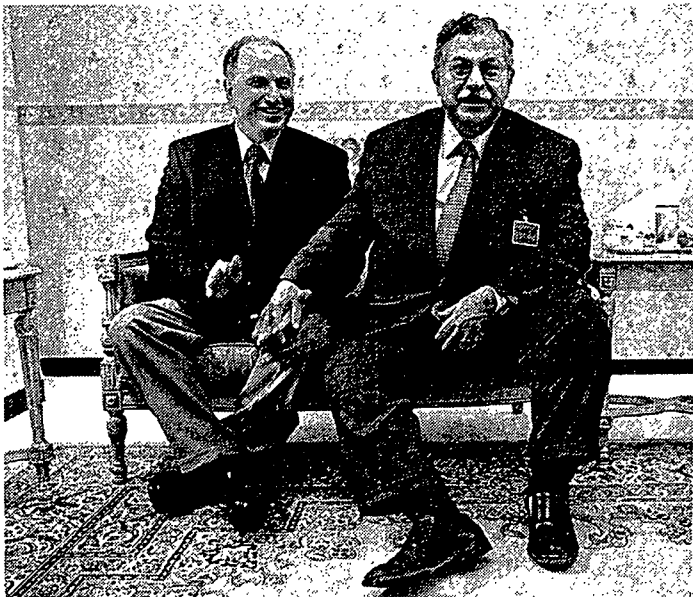
Mr. Zebari said he hoped the agreement that the United States was trying to sign with Turkey, which Turkey has insisted on before it allows American combat forces to use Turkish bases for an offensive against Mr. Hussein, "won't be at the expense of the poor Kurdish people."

The tone of challenge to Washington was atypical of that struck here by the Iraqi opposition, which is under enormous political pressure in this prelude to a possible war.

On one hand the dissidents are trying to assure Iraqis living under Mr. Hussein that they can protect their country's interests and its independence. On the other hand, they know that Mr. Hussein cannot be deposed without American military power, and they are eager to avoid alienating the Americans, who would control Iraq for a time after a successful military invasion.

FEBRUARY 28, 2003

The New York Times



Photographs by Ruth Fremson/The New York Times

Ahmad Chalabi, left, a leader of the Iraqi National Congress, and Jalal Talabani, head of the Patriotic Union of Kurdistan, shared a light moment yesterday between sessions of a meeting of Iraqi opposition leaders.



# George Bush détaille ses plans pour l'après-Saddam Hussein

Le président américain a détaillé ses objectifs une fois le régime de Bagdad renversé.

« L'Irak libéré » deviendrait un exemple pour les autres pays de la région. Cela aidera au règlement du conflit israélo-palestinien et à la création d'un Etat palestinien « vraiment démocratique »

## WASHINGTON

de notre correspondant

Pour la première fois depuis qu'il a porté son différend avec l'Irak devant l'assemblée générale de l'ONU, le 12 septembre 2002, George Bush a exposé le projet ambitieux de son gouvernement pour le Proche-Orient. Il l'a fait, mercredi 26 février, devant l'un des instituts conservateurs de Washington les plus engagés en faveur de sa politique, l'American Enterprise Institute.

Dans un discours présenté par la Maison Blanche comme le premier d'une série destinée à rallier les Américains à la guerre, le président a répété que la justification de cet affrontement est, d'abord, la menace représentée par l'armement de Saddam Hussein. « D'une manière ou d'une autre, ce danger sera éliminé », a-t-il assuré. M. Bush est passé, ensuite, à la manière dont il veut mener cette guerre et aux objectifs qu'il se propose d'atteindre, une fois le régime de Bagdad défait.

Ces dernières semaines, le gouvernement américain a été accusé de ne pas avoir mesuré les conséquences d'une guerre en Irak. M. Bush a assuré que l'intervention sera, aussi, humanitaire, mais il ne s'est pas attardé sur ce sujet, qui a donné lieu à plusieurs conférences de presse, tant à la présidence qu'au Pentago-

ne et au département d'Etat. « Nous allons apporter une aide d'urgence au peuple irakien », a-t-il résumé.

## « ESPOIR ET PROGRÈS »

Parallèlement, la mission des forces envoyées en Irak sera de « détruire les armes chimiques et biologiques », de « préserver les ressources naturelles des tentatives de sabotage auxquelles pourrait se livrer un régime moribond » et d'assurer la sécurité « contre ceux qui [essaieraient] de provoquer le chaos ».

Au-delà, l'intervention des Etats-Unis doit permettre, selon M. Bush, qu'« un Irak libéré démontre le pouvoir qu'a la liberté de transformer cette région vitale, en apportant l'espoir et le progrès dans la vie de millions de gens ». « Nous veillerons à ce qu'un dictateur brutal n'en remplace pas un autre, a-t-il continué. Tous les Irakiens doivent être représentés dans le nouveau gouvernement, et les droits de tous les citoyens doivent être protégés. »

Le président a assuré que les forces américaines « resteront en Irak aussi longtemps que nécessaire et pas un jour de plus ». Ces précisions visent à rassurer aussi bien ceux qui soupçonnent les stratèges de l'opération irakienne de préférer la mise en place rapide d'un régime autoritaire proaméricain que ceux qui craignent une occupation longue et

coûteuse, humainement et financièrement.

« Apporter la stabilité et l'unité dans un Irak libre ne sera pas facile », a reconnu M. Bush. Se référant aux responsabilités assumées par les Etats-Unis en Allemagne et au Japon après la seconde guerre mondiale, il a affirmé que la possibilité de voir la démocratie s'imposer dans ces deux pays était mise en doute, alors, comme elle l'est, aujourd'hui, dans le cas de l'Irak. Il estime que les ressources naturelles et « une population hautement éduquée et talentueuse » permettront de relever ce défi. Ainsi l'Irak pourra-t-il devenir « un exemple pour les autres nations de la région », et sa transformation rendra possible de « franchir une nouvelle étape » dans le progrès vers la paix au Proche-Orient.

M. Bush a établi un lien entre la fin du régime en place à Bagdad et le règlement du conflit israélo-palestinien. Le renversement de Saddam Hussein « privera les réseaux terroristes d'un riche commanditaire, qui paie leur entraînement et offre des récompenses aux familles de ceux qui commettent des attentats-suicides ». Réaffirmant son engagement dans la définition d'une « feuille de route », que devraient respecter les deux parties, le président américain

a repris des formules qu'il avait abandonnées depuis plusieurs mois : la création d'un Etat palestinien, « vraiment démocratique », a-t-il ajouté ; la nécessité pour

Israël « d'accepter cette perspective » ; une « vision de l'avenir » faisant cohabiter pacifiquement l'Etat juif et l'Etat palestinien. Il a même ajouté : « A mesure que des progrès seront faits vers la paix, l'activité de colonisation devra cesser dans les territoires occupés. »

Dans sa dernière tentative pour obtenir le soutien du Conseil de sécurité ou, à défaut, pour justifier une action menée hors du cadre de l'ONU, le président américain tente ainsi de répondre aux objections faites par certains parlementaires, par les gouvernements et les opinions publiques européennes et dans le monde arabe. M. Bush entend montrer qu'il respecte ses déclarations passées sur l'Etat palestinien et l'évacuation des territoires occupés.

Pour finir, il est envisagé, à Washington, que le futur responsable militaire des forces d'occupation américaines en Irak soit un général d'origine libanaise et parlant l'arabe, John Abizaid.

Patrick Jarreau

## L'opposition irakienne s'inquiète des « incohérences » américaines

### SALAHUDDIN (Kurdistan irakien)

de notre envoyé spécial

Avec près d'une semaine de retard sur la date prévue, la conférence réunissant les principaux partis de l'opposition irakienne s'est ouverte, mercredi 26 février, dans la petite station climatique de Salahuddin dominant la ville d'Erbil, l'une des deux capitales d'un Kurdistan « autonome » déclaré « zone de protection » de l'ONU dans la foulée de la guerre du Golfe de 1991.

L'hôte de la réunion est le Parti démocratique kurde (PDK) de l'ancien chef de guerre Massoud Barzani qui a organisé, sur ses terres, ce meeting rassemblant la nébuleuse d'une opposition multiforme et divisée : il y a l'autre parti « frère », l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani - contre lequel le PDK s'affronta violemment en 1996-1997 -, le Conseil national irakien (CNI) présidé par Ahmad Chalabi, qui fut longtemps un sous-marin de la CIA et continue d'être soutenu par le Pentagone, et enfin les chiïtes fondamentalistes du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak de l'ayatollah Al-Hakim, en exil en

Iran et représenté ici par son frère.

A ces formations s'ajoutent d'autres tendances à l'influence plus marginale, mais toutes entendent être représentatives de la palette ethnique et confessionnelle d'un Irak sunnite, chiïte (en majorité), chrétien et kurde. En raison de désaccords avec les organisateurs, les monarchistes et les islamistes du parti chiïte Al-Daoua ont boycotté ce meeting qui, pour les opposants, résonne comme une victoire : les ennemis de Saddam Hussein s'étaient déjà réunis à Londres

Ni la durée de la période de transition ni le rôle dévolu aux forces « de l'intérieur » n'ont été entièrement clarifiés

en décembre, mais la tenue d'une conférence sur le sol irakien échappant à l'emprise de Bagdad apporte à l'opposition irakienne la légitimité dont elle a besoin.

Au-delà de la nomination d'un « leadership collectif » qui pourrait être désigné à l'issue de la conférence, l'enjeu essentiel de ce meeting est la clarification des positions américaines quant à l'ère « post-Saddam ». Depuis quelques jours, les opposants s'inquiètent en effet des « contradictions », voire des « incohérences » de la vision américaine sur la période de transition qui s'ouvrira après la chute annoncée du président irakien. « Nous acceptons le fait que les Etats-Unis et leur armée joueront un rôle crucial dans la période qui suivra le remplacement de Saddam, mais nous nous opposerons à l'imposition d'un leadership par les Américains », affirmait récemment Hoshiyar Zebari, proche conseiller de Massoud Barzani.

George Bush a envoyé à Salahuddin une délégation dirigée par Zalmay Khalilzad, l'ancien responsable du dossier afghan à Washington. Celui-ci, dont l'arrivée tardive au Kurdistan explique

en partie les reports de la conférence, a tenu à rassurer ses interlocuteurs tout en laissant malgré tout dans le flou un certain nombre de questions : « Certains estiment que l'Irak ne peut pas devenir une démocratie. Les Etats-Unis ne sont pas d'accord avec ces affirmations. Nous pensons que l'Irak a le potentiel de réussir sa transition vers la démocratie », a martelé l'envoyé de l'administration Bush sous les applaudissements de la salle. « Les Etats-Unis n'ont aucun désir de diriger l'Irak », a-t-il ajouté, assurant que « c'est aux Irakiens de se gouverner le plus tôt possible. Les Améri-

cains ne resteront pas une minute de plus quand leur "Job" sera achevé ».

Ce qui ne clarifie pas entièrement la durée de la période de transition ni le rôle dévolu aux forces « de l'intérieur », qui, selon M. Khalilzad, ne devraient pas être oubliées. Ce dernier a cependant insisté sur une « débaasisation » de l'Irak, allusion au parti Baas au pouvoir, comme pour bien assurer que les Etats-Unis n'entendent pas s'appuyer sur les vieilles structures du régime. Mais jusqu'à quel point ? Là aussi, les opposants auront sans doute besoin d'être plus amplement

éclairés sur ce point.

Avant le discours de l'envoyé américain, le président du CNI Ahmad Chalabi avait conclu son intervention en déclarant : « Nous sommes les alliés et les amis des Etats-Unis, nous ne serons jamais leurs agents. » Pour cet homme que la CIA a adoubé dans le passé, l'affirmation ne manque pas de saveur...

B. P.

## A Qasha, la drôle de guerre et les tristes destins des villageois kurdes au bord du « front » irakien

**QASHA (Kurdistan)**

de notre envoyé spécial

Voici un no man's land qui mérite bien son nom : pas âme qui vive de part et d'autre du chemin de terre

### REPORTAGE

tout juste carrossable se faulant à travers les collines d'un territoire « neutre » de quelques kilomètres de large séparant l'Irak du Kurdistan autonome. Loin devant, au bord d'une rivière, on aperçoit les premiers baraquements des soldats de Bagdad. En se retournant, on distingue encore la casemate de ciment jaune qui abrite l'ultime « poste-frontière » des peshmergas du Parti démocratique du Kurdistan, l'une des deux factions kurdes au pouvoir dans cette région de 42 000 km<sup>2</sup> échappant au contrôle de l'Irak.

Quand on s'enfonce plus avant dans ce paysage d'herbe rase, dominé très loin vers l'est par de hautes montagnes enneigées marquant la frontière avec l'Iran, le no man's land se peuple peu à peu : quelques troupeaux de moutons gardés par un berger isolé et soudain, en contrebas d'une vallée, des maisons de pisé qui s'éparpillent dans la nature. C'est le village de Qasha, le dernier avant les lignes irakiennes. Au-delà, il n'y a vraiment plus rien et plus personne. Seulement la promesse d'un triste sort pour quiconque s'aventurerait plus avant...

« Souvent, le soir, des hélicoptères irakiens survolent le village, et il y a une vingtaine de jours, des soldats sont arrivés juste là, derrière ces arbres, de l'autre côté de la rivière. Ils nous ont tiré dessus. J'ai été blessé au bras, voyez ! », raconte Ali Omar Ali en découvrant son bras couturé de cicatrices. Selon lui, des « forces spéciales » de Saddam Hussein s'avancent régulièrement sur une colline dominant le hameau. « Il y a paraît-il un nouveau colonel responsable du "check point". Il a donné ordre à ses hommes de nous harceler, de nous tuer, nous qui vivons dans le no man's land », soutient le paysan kurde.

Les peshmergas du poste-frontière n'ayant pas reçu l'ordre de se porter au secours de la centaine d'habitants de Qasha, dans cette zone

« interdite » des plus sensibles, les hommes du village ont décidé de se donner les moyens de se défendre. Sur les tapis du salon d'Ali, où trône une télévision diffusant des programmes par satellite, deux fusils d'assaut Kalachnikov témoignent de la détermination des gens d'ici.

### ESSENCE ET MARLBORO

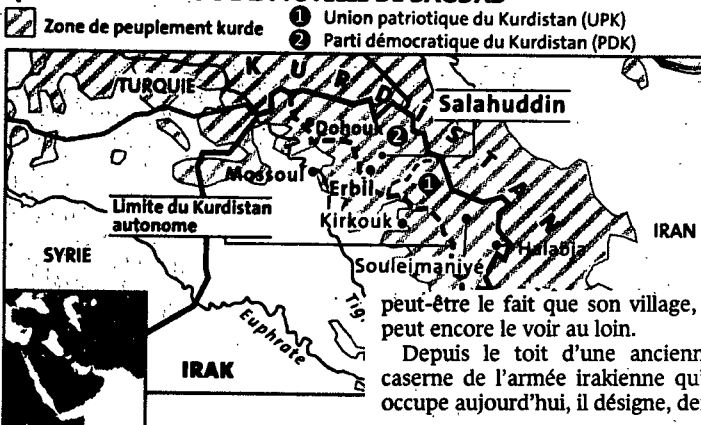
Sur un geste d'Ali, son fils revient chargé d'une hotte qu'il dépose par terre à grand fracas : il en sort une demi-douzaine de roquettes... Les soldats du maître de Bagdad ne viennent en effet pas toujours et pas seulement pour semer la terreur : « Les lance-roquettes ? mais ce sont les militaires irakiens qui nous les ont vendus, s'esclaffe le chef de famille ; ils viennent parfois de ce côté-ci de la rivière vendre de l'essence et repartent avec des Marlboro. Mais ils n'appartiennent pas aux mêmes unités que ceux qui nous harcèlent ! »

Assis sur les tapis du salon, un autre personnage reste silencieux, jambes croisées devant son thé qui refroidit : Hafez est un arabe irakien, reconnaissable à son couvre-chef, le keffieh à carreaux rouges traditionnel. Pas vraiment le genre d'individu que l'on s'attendrait à croiser chez ces « résistants » kurdes... Originaire des environs de Mossoul, paysan et nomade qui fait paître ses moutons, de l'autre côté de la rivière, Hafez ne cesse de faire des allers-retours entre la zone gouvernementale et le pays kurde « libéré ». A Kirkouk, capitale d'une riche région pétrolière, lui aussi achète de la « benzine » qu'il revend chez ses copains kurdes.

Depuis que le gouvernement irakien a décidé de réduire drastiquement les livraisons de pétrole à la partie du Kurdistan échappant à son emprise, les trafiquants sont les rois de part et d'autre d'une frontière poreuse, même si l'affaire n'est pas sans danger quand les contrevenants tombent sur une patrouille : l'arrestation pour sûr, la mort peut-être. Hafez a en tout cas déjà choisi son camp : « J'espère que Saddam va tomber bientôt », déclare-t-il avec un sourire timide.

Ali intervient : « Ne lui posez pas trop de questions, il crève de trouille. Il

### 42 000 km<sup>2</sup> HORS DE LA TUTELLE DE BAGDAD



doit franchir la frontière très souvent !...» Dans le poste des peshmergas - littéralement « combattants de la mort », ex-guérilleros kurdes en lutte contre le gouvernement irakien depuis des lustres -, l'officier Fazel Hussein confirme les dires des paysans : « Le soir, parfois, on entend des tirs dans la campagne. Des hélicoptères survolent certaines maisons du no man's land et je sais que des gens ont été blessés par les Irakiens qui s'aventurent vers nos lignes. Mais on ne peut rien faire : nous avons ordre de défendre nos positions, pas plus. »

Et en cas de guerre, si les Américains attaquent Saddam ? « Oh, s'écrie le « chef de bataillon », si l'on m'en donne l'ordre, je foncerai sur Kirkouk et me battraï contre les troupes de Bagdad jusqu'à ma dernière goutte de sang ! » Autour de lui, la troupe approuve bruyamment les dires du chef, héros moustachu en tenue traditionnelle, turban noir et blanc autour du front, large pantalon caca d'oie bouffant retenu par une ceinture de tissu.

### CHASSÉ DE SON VILLAGE

A quelques dizaines de kilomètres plus à l'ouest, un autre Kurde vit lui aussi une vie étrange, quoique plus pathétique encore que celle des villageois de Qasha : Tahir Mohammed, 75 ans, a été chassé de son village au mois de janvier. En soi, un tel destin n'est déjà pas enviable pour ce vieil homme obligé de déguerpir sans armes et sans trop de bagages de la terre de ses ancêtres. Mais le plus frustrant est

peut-être le fait que son village, il peut encore le voir au loin.

Depuis le toit d'une ancienne caserne de l'armée irakienne qui l'occupe aujourd'hui, il désigne, der-

rière la ligne de front, une tache floue dans les collines : « C'est Girkanka, c'est là où je suis né. Et avant moi mon père et le père de mon père. Un jour, un sergent est arrivé et nous a dit de partir. Je lui ai demandé pourquoi. Il m'a dit qu'il n'en savait rien et que c'était les ordres. Je suis alors allé voir un officier et lui aussi m'a avoué son ignorance. Il a simplement répété que nous devions nous en aller. Alors on a tout abandonné derrière nous, et moi et les neuf membres de ma famille on est parti vers le Kurdistan autonome. On a juste pu sauver notre bétail. Et on s'est réfugié ici, le plus près possible de Girkanka. Parce que l'on n'avait nulle part ailleurs où aller. »

Tahir Mohammed est coincé. Trop pauvre pour partir vers une région plus sûre et pourtant trop effrayé pour laisser ses moutons paître dans les pâturages alentour : « On est condamné à survivre dans cet endroit où plus personne n'ose s'installer. Les lignes irakiennes sont si proches et on peut toujours sauter sur une mine ! »

Mais pour tous ces villageois ou réfugiés vivant sur des « lignes de front » sans guerre ni paix, il semble qu'il n'y ait désormais plus qu'une chose qui compte : savoir quand débuttera enfin l'assaut américain sur Bagdad. Comme le hurle en guise d'au revoir le vieux Tahir Mohammed : « Dites bien à vos compatriotes qu'il faut en finir au plus vite avec Saddam. Ça fait si longtemps que je n'ai pas connu la liberté ! »

Bruno Philip

# Les Kurdes pris entre deux feux

**Enjeux** Les 4 millions de Kurdes s'opposent aux Irakiens au sud, et aux Turcs au nord. Ils redoutent que leur autonomie, acquise depuis 1991, vole en éclats en cas de conflit. Reportage sur un peuple oublié de l'échiquier international. DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL OLIVIER WEBER

**S**ur les crêtes vertes de Kalak se découpent une kyrielle de silhouettes à contre-jour. Dans la lumière encore chaude du soleil couchant, le village en contrebas se prépare à une nuit de veille, en regardant les soldats irakiens à 200 mètres de là qui les défient. Au premier coup de semonce, les villageois déguerpiron vers des lieux jugés plus sûrs. Mais, pour l'heure, deux hommes au visage rond s'affairent à charger de gros barils vides sur le plateau de leur Toyota. Rachad T. et son frère sont trafiquants en carburant et vont chercher près des champs de mines ennemies leurs rations quotidiennes, jusqu'à 450 bidons par jour, au nez et à la barbe des officiers de Saddam, qui a réduit le ravitaillement en carburant de l'enclave kurde de 70 % depuis décembre. Et pour le grand bonheur de quelques soldats irakiens, qui tiennent de ce négoce de juteux bénéfices.

Le maire, Nassan Malayiaya, ancien infirmier, devise en complet-veston sur le sort de ses administrés dans une sorte de fortin avec vue imprenable sur l'ennemi. A l'ombre des derricks, il se félicite du pactole pétrolier : 230 dinars kurdes – soit 26 euros – le baril de 200 litres d'essence. Une manne qui permet à maints paysans et commerçants d'arrondir des fins de mois difficiles. Il décrit le drame des bourgades parsemées sur la ligne de front entre l'Irak de Saddam Hussein et le Kurdistan, dont l'autonomie est protégée par les Alliés depuis la guerre du Golfe en 1991. Kalak, en outre, n'est pas une localité comme les autres à l'orée du no man's land : ici, les villageois sont cernés de trois côtés par les Irakiens, avec la rivière Zab comme dernière frontière. « Nous n'avons que le pont pour nous enfuir, clame le maire entouré de peshmergas, les combattants kurdes. Et ce

que l'on craint tous, c'est une attaque suicide à l'arme chimique de Saddam. Son dernier cadeau aux Kurdes qu'il a si longtemps opprimés... »

Derrière lui, les peshmergas – littéralement les « combattants de la mort » – acquiescent en agitant leurs fusils, maigres reliquats de leur trésor de guerre, quand les garnisons irakiennes furent pillées à la faveur de l'Intifada, le soulèvement de 1991, qui commença ici même, sur les rives de la Zab. Tel un sinistre présage, un combattant prévient alors le maire d'un incident. Du

**« Ce que l'on craint, c'est une attaque suicide à l'arme chimique de Saddam. »**

toit de sa petite forteresse, on aperçoit une colonne de fumée qui s'élève vers les cieux mêlés du Kurdistan et de la Mésopotamie : une camionnette de contrebandiers a été saisie et l'officier de garde y a mis le feu, à quelques centaines de mètres de là. « C'est signé Abdullah, le chef du check-point irakien, un membre des services secrets, enrage le commandant du secteur. On l'appelle Abdullah le Sauvage tant il a réprimé les Kurdes. Son heure viendra... »

Alors, quand le maire retourne dans son fortin, la tête basse, il confie que tout cela n'est que brouilleries à l'heure où s'annonce la grande bataille. Celle qui se profile déjà dans les montagnes avoisinantes avec les estafettes de la CIA et les éclaireurs américains cachés par le PDK – Parti démocratique du Kur-

distan –, la formation de Massoud Barzani, l'une des deux figures de proue avec Jalal Talabani de ce « Kurdistan libre » peuplé de 4 millions d'âmes. Devant ses hommes, alors que les volutes de fumée s'élargissent comme une tornade vindicative, l'édile clame que les souffrances prévisibles de la nouvelle guerre du Golfe, bombardement de Kalak, exode de ses administrés, victimes de la vengeance irakienne, ne sont rien en regard de la grande inquiétude des dirigeants de l'enclave : celle que, dans

le nouveau Proche-Orient qui se dessine, le Kurdistan autonome disparaisse. Et que les Turcs accomplissent leur historique dessein : envahir le fief des peshmergas.

Dans son nid d'aigle de Salaheddine, ancienne station climatique des dignitaires du régime de Bagdad, qui domine la plaine d'Arbil, Massoud Barzani connaît les limites de son exercice. Fils du général Mollah Mustapha Barzani, héros de la rébellion kurde, il reprend le flambeau à la mort de son père, en 1979.

Douze ans d'indépendance de facto, des renversements d'alliance, une lutte fratricide avec son rival et désormais allié obligé, Jalal Talabani, ainsi qu'un pacte avec le diable, Saddam Hussein, pour bouter dehors l'autre faction, l'UPK, l'Union patriotique du Kurdistan. Il joue, comme Talabani, l'avenir des Kurdes d'Irak. Accueillir les Américains, certes, mais quid des Turcs ?

« Si Ankara envoie des troupes ici, il y aura des risques d'affrontement ! » menace Hoshyar Zebari, le conseiller di-

plomate de Massoud Barzani. Le commandant peshmerga de Kalak, aux abords de la ligne de front, lui, ne prend pas de gants : « Nous défendrons chèrement notre liberté. S'il le faut, nous recommencerons la guérilla, ce que nous avons fait pendant quarante ans, et nous pourchasserons les Turcs où ils se trouvent ! » L'inquiétude est patente au sein de toutes les villes kurdes.

Au cœur d'une enclave protégée, au nord du 36<sup>e</sup> parallèle, par la chasse américano-britannique, celles-ci jouissent

► de leur autonomie dans une quiétude relative. « On ne sait pas ce que les Américains et les Turcs ont conclu sur notre dos », s'inquiète un émissaire de Barzani qui vit dans une capitale du Moyen-Orient. De passage à Arbil, l'une des deux « capitales » kurdes, sous la citadelle aux flancs usés dont les ruines ont vu défiler tous les conquérants de la contrée, britanniques puis ottomans, il ne cache pas ses craintes.

A Sulamaniya, l'autre « capitale », fief de l'UPK, au pied de montagnes enneigées, les dignitaires du clan de l'« Oncle Jalal » (Talabani) s'interrogent eux aussi. Aux Turcs qui prétendent qu'il leur faut protéger la minorité turkmène et redoutent un exode massif des Kurdes vers leur territoire, comme au lendemain de la première guerre du Golfe, les dirigeants de l'enclave répondent que tout cela n'est que prétexte. « Nous avons désormais une administration qui a douze ans d'expérience, les minorités jouissent toutes des mêmes droits ici », lance Abdul Rezzak Mirza, le « ministre des Affaires étrangères » de Talabani.

### Des dispositions déjà prises

« Depuis l'autonomie, nous avons toujours vécu en parfaite harmonie avec nos frères kurdes », répond Jawdat Najar, l'un des représentants de la petite communauté turkmène – 25 000 âmes –, et président de l'Association culturelle turkmène. « Bien sûr, ajoute Mirza, il existe des risques d'exode vers les frontières, car les Kurdes connaissent Saddam et savent ce qu'il a déjà fait, avec le gazage des 5 000 Kurdes de Halabja en 1988. Mais nous avons tout prévu. Quatre camps de réfugiés à la frontière iranienne avec des dispensaires en chemin ont été édifiés. Et sur les 4 500 villages détruits par Saddam lors des différentes opérations de répression, 3 000 ont été reconstruits. »

Autant de havres pour accueillir les Kurdes des villes, dont beaucoup ont déjà pris leurs dispositions en cas de grabuge. Quand Talabani a demandé des masques à gaz aux Etats-Unis et à certains pays de l'Union européenne pour les distribuer aux civils et prévenir tout effet de panique, les capitales contactées ont fait la sourde oreille. La situation des Kurdes n'est assurément



### Repères

**10 août 1920**  
Le traité de Sèvres entre les Alliés de la Première Guerre mondiale et la Turquie prévoit la création d'un Kurdistan autonome.

**24 juillet 1923**  
Le traité de Lausanne rend caduc le traité de Sèvres.

**Janvier 1946**  
Proclamation d'une éphémère République kurde en Iran.

**6 mars 1975**  
Accord d'Alger entre Bagdad et Téhéran. L'Iran interrompt son aide à la rébellion kurde.

**Septembre 1980**  
La guerre Iran-Irak relance la rébellion.

**Mars 1988**  
Fin de la guerre Iran-Irak et répression irakienne contre les Kurdes. Utilisation d'armes chimiques.

**Mars 1991**  
Rébellion kurde en Irak. Deux millions de Kurdes fuient vers l'Iran et la Turquie. La résolution 688 de l'Onu exige la fin de la répression. Le survol au nord du 36° parallèle est interdit à l'aviation irakienne.

**8 septembre 2002**  
Accord de paix entre le PDK et l'UPK.

éviter d'être « doublés » par les Américains. « Washington tâte le terrain, dit le député Saadipira, ex-« ministre de l'Agriculture » qui dirige un détachement de l'UPK au Parlement de la province autonome. Ce que veulent les Américains, c'est un coup d'Etat, ou alors une révolution de palais, puis une démission de Saddam et en dernier lieu une guerre. A nous de nous organiser pour tous ces scénarios ! Car nous avons des forces clandestines jusqu'à Bagdad, et de toute façon il faudra compter avec nous... »

### Trahis deux fois...

Les combattants kurdes, qui se battent depuis quarante ans, n'entendent pas être laissés sur le bas-côté de la route de Bagdad. « Nous avons besoin des Américains. Et les Américains ont besoin de nous car il leur sera impossible de placer un soldat derrière chaque Irakien ! » tranche Ahmad Bamarni, proche de Talabani, représentant de l'UPK en Europe et ancien député au Parlement kurde. « En revanche, Washington est capable de se passer des Turcs. Il suffit qu'on nous donne une couverture aérienne. Mais si la Turquie intervient, alors l'Iran pourra faire de même... » prophétise-t-il encore.

Tous les opposants plaident pour l'avènement d'un gouvernement fédéral et démocratique à Bagdad mais ne veulent pas d'un gouvernement militaire américain. Négociations de bazar ou angoisses avant le grand déballage ?

« Si nous n'élevons pas la voix maintenant, nous serons les grands perdants du remodelage en cours », lance le francophile Saedi Barzinji, parole éloquente et regard mélancolique, qui évoque sa maison d'enfance deux fois démolie par



Au marché d'armes d'Arbil dans le Kurdistan irakien ■

pas une priorité dans la guerre qui se profile. « Ces montagnes sont nos seules amies depuis toujours », dit un vieux proverbe que colportent les peshmergas de révolte en bataille. Solitude des combattants et sentiment d'amertume.

« L'enclave kurde ? Une prison dorée », dit un enseignant de l'université de Salaheddine, où les jeunes coiffés à la mode et aux vestes dernier cri s'évadent grâce aux écrans Internet. Alors, les deux chefs rebelles ont choisi de prendre les devants, avec les autres opposants présents dans le Nord, pour

les Irakiens. Recteur de l'université d'Arbil, conseiller juridique de Massoud Barzani, ce professeur de droit d'une cinquantaine d'années incarne toute la saga des Kurdes. Son village fut rasé par les sbires du parti Baas – « Notre mère n'a même pas eu le temps d'emporter les meubles », se souvient-il ; famille déportée dans les froides montagnes kurdes ; exil en France avec un doctorat d'Etat obtenu à Grenoble en 1978 ; résistant au côté de Barzani ; et enfin l'ère des victoires, avec ce pseudo-Etat kurde qui se construit de jour en jour depuis 1991.

Grâce aux taxes sur la contrebande du pétrole, plusieurs millions de dollars par mois se déversaient dans les caisses kurdes, sans compter les 13 % des revenus pétroliers de l'Irak dans le cadre de la résolution Pétrole contre Nourriture. Dans son bureau de l'université, Saedi Barzinji rêve ainsi de reconstruire son village, « quand on libérera Kirkouk... » Mais personne n'a oublié que les Kurdes ont été trahis deux fois par les États-Unis, en 1975, lors de l'accord d'Alger entre l'Irak et l'Irak, et en 1991, après un soulèvement encouragé par la Maison-Blanche, qui les abandonna ensuite en rase campagne.

Ces trahisons restent gravées dans l'esprit de Taher Hamad, 73 ans, qui redoute que l'avenir ne soit pas plus riant que le passé. Dans la zone interdite qui sépare les peshmergas des soldats irakiens perchés sur les collines, aux abords du hameau déserté de Doraza, le vieux paysan guette l'ennemi. Debout sur son toit haut comme un donjon dérisoire qui se découpe sur les cimes enneigées de l'Irak. Au milieu de sa ferme, un ancien fort endommagé de l'armée de Badgad peuplé de moutons et de sacs de grain, il voue aux gémonies le colonel qui l'a forcé le 23 janvier à quitter son village, à une encablure, de

l'autre côté de la ligne de front, où il a laissé des milliers de dinars, ses outils, ses greniers bien remplis.

« Au premier bombardement, ces lâches détalent comme des lapins », lance-t-il en désignant d'un geste large ses terres à l'abandon. En contrebas du donjon, des mines empêchent ses bêtes de paître. Quatre hommes ont déjà sauté sur les engins mortels. Et quand on regarde le réduit dans lequel survit la famille de ce paysan aux joues creuses, la tête noyée dans un turban blanc et noir, on ne peut s'empêcher de penser à ce « Kurdistan libre », dérisoire enclave cernée par de grands champs de mines ■

Le Monde 18 FÉVRIER 2003

## Tony Blair invoque l'« argument moral » pour en finir avec Saddam Hussein

Renverser le dictateur irakien « serait un acte d'humanité », déclare le premier ministre britannique

LONDRES

de notre correspondant

Tony Blair se veut un moraliste, fidèle à ses principes. En prenant la parole, samedi matin 15 février à Glasgow, en Ecosse, devant la conférence de printemps de son parti, il sait qu'une grande partie des manifestants qui défilent quelques heures plus tard dans les rues de Londres, notamment ceux qui votent travailliste, veulent exprimer ainsi une « protestation morale » contre la perspective d'une guerre qu'ils tiennent pour illégitime et grosse d'une catastrophe humanitaire. Il a donc choisi de leur répondre, à l'avance, en se plaçant, lui aussi, sur ce terrain de la morale.

« L'argument moral contre la guerre, assure-t-il, a une réponse morale : c'est l'argument moral pour renverser Saddam. Ce n'est pas la raison pour laquelle nous agissons. Nous le faisons conformément au mandat de l'ONU sur l'annihilation des armes de destruction massive. Mais, franchement, c'est la raison pour laquelle, s'il nous faut agir, nous devons le faire avec la conscience claire. Stopper la guerre a aussi des conséquences. Il n'y aura aucune marche pour les victimes de Saddam, aucune protestation au sujet des milliers d'enfants qui meurent inutilement chaque année sous son règne, aucune juste colère contre les chambres de torture qui continueront à fonctionner s'il reste en place. »

Le premier ministre s'est ensuite adressé presque directement aux

marcheurs de l'après-midi : « S'il y a 500 000 manifestants, ce sera toujours moins que le nombre de morts dont Saddam est responsable. S'il y en a un million, ce sera toujours moins que le nombre de gens morts dans les guerres qu'il a déclenchées. Débarrasser le monde de Saddam serait un acte d'humanité. Le laisser où il est, en fait, inhumain. C'est pour cela que je ne reculerai pas devant l'action militaire, si elle devenait nécessaire. » Conscient de l'écart qui se creuse entre lui-même et une grande partie de l'opinion britannique, il a ajouté : « Je ne recherche pas l'impopularité comme un badge d'honneur. Mais c'est parfois le prix à payer du leadership, et le coût de la conviction. »

Sur la procédure diplomatique en cours pour résoudre la crise, Tony Blair a fait une concession, au demeurant inévitable, en acceptant de donner un nouveau délai aux inspecteurs de l'ONU : « Il y aura plus de temps donné aux inspections. M. Blix fera un nouveau rapport le 28 février », a-t-il convenu, tout en doutant de l'utilité d'un tel geste : « Quiconque est familier des tactiques de duperie et de dérobade de Saddam peut avoir un las sentiment de déjà-vu. Comme d'habitude, à la dernière minute, des concessions sont faites. Les concessions sont suspectes. Malheureusement, les armes sont réelles. » Pour ménager les chances d'un compromis lors du sommet de l'Union européenne sur l'Irak, lundi, à Bruxelles, M. Blair s'en est tenu à

quelques propos lénifiants : « L'Union européenne est une immense réussite pour la paix et la prospérité. »

Tony Blair est dans une situation dangereuse. Il le sait et l'a admis auprès de certains de ses confidents. Mais tout prouve qu'il ne changera pas d'avis. A cet égard, le premier ministre a prononcé à Glasgow deux ou trois phrases très révélatrices : « C'est un moment difficile, éprouvant, mais si nous le surmontons, notre récompense ne sera pas seulement d'avoir un gouvernement

convictions, même au prix d'une impopularité passagère, il prouvera, une fois la crise passée, que quelque chose de fondamental a changé dans la vie politique britannique, que le New Labour s'est dépouillé une fois pour toutes des oripeaux du travaillisme d'antan et qu'il a chassé les hantises et les faiblesses qui l'ont trop souvent paralysé dans l'action lorsque la vieille gauche anti-américaine donnait la la au sein du Labour.

On saisit là à quel point Tony Blair voit dans cette crise un enjeu majeur. Il est vrai qu'il se trouve dans une situation particulièrement inconfortable puisqu'il est, pour la première fois depuis 1997, en désaccord, en même temps, avec une frange de son parti et avec une grande partie de l'opinion. Il reste que l'appareil travailliste est loin de la rébellion. A Glasgow, Tony Blair a eu droit à l'habituelle ovation debout, même s'il n'a pas battu, cette fois, des records à l'applaudimètre. Deux ou trois délégués seulement ont, pendant son discours, exhibé en silence le slogan : « Pas de sang pour le pétrole ! » La presse du dimanche était, dans ses commentaires, assez partagée. Deux journaux de droite approuvaient franchement la démarche du premier ministre. L'éditorial du *Sunday Times* était titré : « Ceci est une guerre juste », celui du *Sunday Telegraph* : « Donnez une chance à la guerre. »

« Stopper la guerre a aussi des conséquences. Il n'y aura aucune marche pour les victimes de Saddam »

capable de continuer son travail. Ce sera beaucoup plus important que cela : ce sera un signal que nous avons vraiment changé la politique pour de bon. »

Ainsi, dans l'esprit du premier ministre, l'épisode irakien qu'il traverse a valeur d'une épreuve exemplaire : si le gouvernement sait tenir bon face aux protestations de l'opinion en défendant ce qu'il croit juste, s'il reste fidèle à ses

Jean-Pierre Langellier



# L'opposition irakienne redoute les visées turques

LE FIGARO VENDREDI 28 FÉVRIER 2003

Salahudine (nord de l'Irak) : de notre envoyée spéciale Isabelle Lasserre

La guerre en Irak n'a pas encore commencé, mais l'après-Saddam Hussein se prépare activement au nord du pays. Maintes fois annoncée mais toujours reportée, la réunion du Comité de suivi et de coordination de l'opposition irakienne formé à Londres en décembre, s'est enfin ouverte mercredi au Kurdistan. A mi-parcours, les 75 délégués des cinq groupes d'opposants ont unanimement réaffirmé hier leur hostilité à un déploiement militaire turc au nord de l'Irak.

Le long de la route qui sépare Erbil, la capitale politique de Salahudine, le fief du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) les responsables kurdes ont déployé un important dispositif de sécurité : un pechmerga (combattant kurde) tous les deux cents mètres, kalachnikov en bandoulière. Devant le bâtiment qui abrite la réunion, ce sont les gardes du corps américains chargés d'assurer la sécurité de l'envoyé



Discussion entre un opposant irakien et des membres de la police diplomatique américaine. Celle-ci est chargée de la sécurité de la réunion de l'opposition à Saddam Hussein qui se tient à Salahudine, dans le nord de l'Irak, depuis mercredi. (Photo Firouz/Reuter.)

**« Une intervention turque dans le nord de l'Irak aurait des conséquences très sérieuses sur la stabilité de la région »**

spécial de George W. Bush, Zalmay Khalilzad, qui prennent le relais. Des agents en civil aux lunettes noires « planquent » dans des 4 x 4 flambant neufs. Sur le toit, des forces spéciales. Et pour accéder à la salle de réunion, une triple fouille effectuée par des gardes du corps particulièrement aimables et prévenants.

A quelques semaines peut-être de la guerre, la réunion des principaux groupes d'opposants irakiens (chiïtes, sun-

nites et kurdes) est censée accoucher d'une solution politique pour l'après-Saddam Hussein. L'opposition doit notamment se doter d'une direction qui pourrait revenir à une présidence tripartite. Elle doit aussi convaincre Washington de sa capacité à gérer l'Irak une fois qu'il sera débarrassé de Saddam. « Pendant plus de trente ans, l'Irak a vécu les jours les plus sombres de son histoire moderne à cause du régime dictatorial et oppressif de Bagdad. Aujourd'hui, une nouvelle opportunité permet à notre peuple de bénéficier des circonstances internationales pour mettre fin au régime fasciste et promouvoir le changement. De nouveaux horizons s'ouvrent à nous », résume le texte inaugural de la réunion.

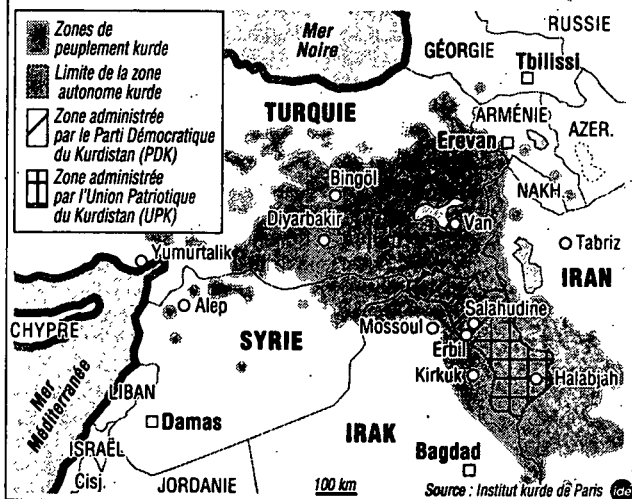
Les grands principes du nouvel Irak à naître ont été réaffirmés par les délégués de l'opposition : démocratie, indépendance, intégrité territoriale, adoption d'un système fédéral. La réunion des cinq grands groupes de l'opposition, parfois accusés de ne pas être représentatifs de la société irakienne, s'est aussi adressée à ceux qui vivent encore sous le joug de Saddam : « Nous de-

vous travailler avec ceux qui ne sont pas là car ils ne sont pas libres et notamment avec l'armée irakienne », a ainsi dit Jalal Talabani, le leader de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

Pas d'avancée en revanche sur la principale pierre d'achoppement, la question d'une participation militaire turque à l'intervention américaine au nord de l'Irak. C'est la principale condition émise par Ankara à un déploiement militaire américain en Turquie, base indispensable à l'ouverture d'un front nord. Mais les Kurdes du nord de l'Irak, rejoints par les autres groupes d'opposants, redoutent qu'en franchissant la frontière aux côtés des Américains, l'armée turque, qui veut éviter une éventuelle indépendance du Kurdistan irakien, prenne pied durablement dans la région.

« Nous sommes fermement et unanimement opposés à toute intervention militaire des pays voisins dans les affaires internes de l'Irak. Une intervention de la Turquie aurait des conséquences très sérieuses

## Entre 25 et 30 millions de Kurdes





sur la stabilité de la région. Il y aura des problèmes, des clashes et nous ne l'accepterons pas », prévient Hoshyar Zebari, le porte-parole du Parti démocratique du Kurdistan. Il regrette le flou qui continue d'entourer les négociations entre les États-Unis et la Turquie. « Les Américains et nous avons un objectif commun : la libération de l'Irak. Mais tant que les problèmes ne seront pas clarifiés, il subsistera des malentendus. Nous espérons que l'accord entre Washington et Ankara ne se fera pas au détriment du peuple kurde qui a déjà tant souffert. » Et si les Turcs, les Iraniens et les Arabes peuvent

« donner leur opinion », affirme Jalal Talabani, le leader de l'UPK, « ils ne peuvent pas nous l'imposer ».

Inquiétude également sur la possibilité régulièrement évoquée d'instaurer un gouvernement militaire américain et provisoire à Bagdad. Pour Mohammad Baqir al-Hakim, le leader du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (Sciri, chiite), une hégémonie étrangère sur l'Irak et ses ressources représente le « principal danger » de l'après-Saddam Hussein. Qui risque même selon lui de relancer « les forces du mal » dans la région et de contrecarrer « la stratégie politique américaine de lutte contre le terrorisme ».

L'envoyé spécial du président Bush en Irak Zalmay Kha-

lizad a tenté pendant les deux premiers jours de la conférence de dissiper les doutes des opposants irakiens sur les intentions américaines et d'obtenir un consensus sur les questions les plus délicates. Il a ainsi promis aux délégués que l'Irak, une fois libéré, « serait libre de choisir sa forme de gouvernement » et que les États-Unis « n'avaient aucun désir de gouverner l'Irak ». « Il est crucial que les Irakiens s'engagent dans toutes les communautés à travailler ensemble pour un nouvel Irak. Vous, l'opposition irakienne, avez consacré des décennies de vos vies à libérer votre pays. Ce moment est proche. » Il s'est enfin engagé sur la question de l'armée turque : « Nous arriverons dans le

cadre d'une coalition et nous repartirons dans ce cadre. » Sans pourtant convaincre les délégués de l'opposition qui attendaient davantage de « garanties ».

Le leader de l'UPK, Jalal Talabani résume les relations des opposants kurdes avec Washington : « Avec les États-Unis nous avons eu des hauts et des bas. Aujourd'hui cela va mieux. Mais j'aimerais que cela aille encore mieux. J'ai dit à nos amis américains qu'il était facile de libérer l'Irak mais plus difficile de le diriger. »

NATIONAL POST, FRIDAY, FEBRUARY 28, 2003

# Iraq's poisoned babies have made me a hawk

JULIUS STRAUSS  
in Sulaimania, Iraq

There's something singular about a man who has been severely tortured. Maybe it's the way he struggles against failing eyesight caused by repeated blows to the kidneys. Or his lop-sided posture, the result of multiple broken bones that have failed to mend properly. Sometimes there is a tremor in the hands or a twitch, a minuscule outer sign of the torment within.

The man who sat opposite me in a small, bare room at the Kurdish border post this week had all the symptoms of a man who had been systematically broken. Slowly, sometimes reluctantly, he relived for me the terror of the 21 months he spent in Saddam Hussein's torture chambers.

"They put me in a cell at the secret police headquarters, tied my hands together with wire and then suspended me from the ceiling," he said quietly. "Then they beat me with batons and cables and ran electric shocks through my fingers and genitals. It went on for months. They never told me what my crime was."

I had seen such men before. When Serb forces unleashed a wave of expulsions, beatings and killings on the ethnic Albanians in 1999, I met a teacher in a refugee camp on the Macedonian border I had known before the war. He was quiet and modest and had counselled moderation to the hotter heads in his village. When the war began, the Serbs had arrested him and beaten him within an inch of his life. So great were the physical changes they wrought on him that it was several minutes

before I made the leap of recognition.

When I came to autonomous northern Iraq — which since 1991 has been protected from Saddam's reach by British and U.S. warplanes — I was intensely skeptical of the wisdom of Washington's insistence on deposing Saddam. Its claims of links between al-Qaeda and Baghdad seemed tenuous. As for the assertion that Saddam will soon have the bomb, well, the evidence was pretty flimsy.

Indeed, I could have reeled off a host of counter-arguments. At a time when the Western world is entering a long, drawn-out struggle against Islamist terrorism, it made little sense to fritter away resources to oust a man whose regime was weaker than ever. A war also risked alienating hundreds of millions of moderate Muslims whose support would be essential if the threat of Islamist extremism was to be neutered.

I agreed with the quiet-spoken Muslim men I met in Pakistan, Afghanistan and central Asia who said a Middle East peace deal was a greater priority than ousting Saddam. As long as Palestinians continued to die in the streets, they said, the fires of Islamist extremism would keep burning.

I have not renounced these arguments entirely. But after little more than a week in northern Iraq, my eyes have been opened to the sheer scale of savagery that Saddam has unleashed on his people.

I have visited villages, refugee camps, tea houses and bazaars. Over tiny cups of strong, sweet tea I have listened to the stories of the many people who live in this mountainous refuge. Some are Kurds who have flourished under 12 years of self-rule, others recent arrivals who were expelled or

fled Saddam's territories to the south. In Sulaimania, where I am based, Arabs, Turkomans and Assyrians now co-exist peacefully with the Kurdish majority, but they all have terrible tales to tell: It is as if the entire land and all its inhabitants have been visited by a calamity of biblical proportions.

As a journalist, I have seen the ethnic cleansing of Bosnia and the burning villages of Kosovo. I watched as Milosevic's stormtroopers, their minds addled by paranoia and hatred, levelled entire villages with little more than a cigarette lighter and a few cans of gasoline. In Sierra Leone, I saw children — arms or legs hacked off by drugged-up thugs — struggle to haul themselves into broken wheelchairs. I even interviewed the thugs that maimed them, 15- and 16-year-olds with glazed eyes and heads full of demons. In Afghanistan and Chechnya, the misery and suffering wrought often beggared description.

But nothing could have prepared me for the odious evil of Saddam Hussein's rule.

In the 1980s, while the West railed against Nicolae Ceausescu's plan to destroy 3,000 villages, Saddam Hussein actually did it. Then he murdered 180,000 Kurdish men above the age of 15 simply because he thought they might one day turn against him.

Backed by Western governments who feared the spread of the Ayatollah's Islamist revolution, he launched a speculative war against Iran that left the better part of a million men dead.

Nor has the killing stopped since. Thou-

**THOUSANDS OF IRAQIS ARE  
EXECUTED WITHOUT TRIAL,  
TENS OF THOUSANDS ARE  
ROUTINELY TORTURED**

sands of Iraqis are still being executed without trial, and tens of thousands routinely tortured. Millions live in a state of numb fear.

As I stood this week watching the dispossessed coming across the border into Kurdistan, I spoke to Kak Adil, the officer in charge of the Kurdish mail. "They all have stories of beatings and brutal killings at the hands of Saddam," he said. "Only his servants live without fear." I have met grown men who say they pray every day for the dictator's death.

The evil is there for all to see in Halabja, a

small town the Iraqis gassed in 1988. It is in the wheezing chests of women seeing out the remainder of their miserable lives and the red eyes of men who cannot forget the sight of blood dribbling from the mouths of dying children. Halabja has rates of leukemia, cancer and congenital conditions many times the Iraqi norm.

One doctor who works in the town told me: "A woman came to see me two months ago. She had given birth to a little girl who had no feet." Who could argue with taking action against the regime responsible for such outrages?

Assos'Hârdi, the editor of the liberal newspaper *Hawlati in Sulaimania*, was more mathematical in his appraisal. He said: "How many people do you think will die if America attacks Saddam? It will probably be less than the number of people he kills in a single month."

As the drums of war beat ever louder, I am still unsure of the strategic wisdom of opening a second front in the war against terror. But of the moral rectitude of such a course, there can be no doubt.

The Daily Telegraph



# Attente résignée au Kurdistan d'Irak

## Sûrs de l'imminence de la guerre, les Kurdes restent confiants.

Kalak envoyé spécial

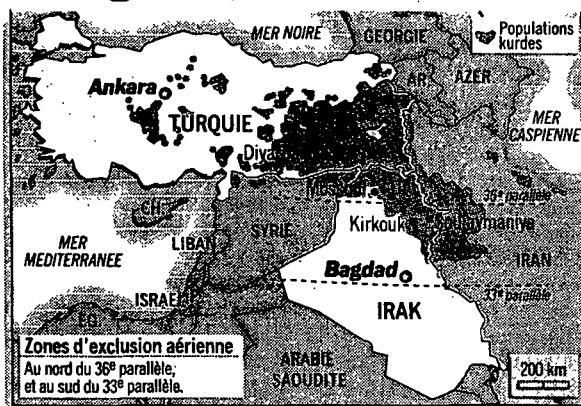
Trois camions et une demi-douzaine de minibus dégingués font la queue sur le pont qui enjambe le Zaab aux eaux boueuses gonflées par les pluies. Il y a encore trois mois, des centaines de véhicules passaient chaque jour au-dessus de la rivière qui sépare, à une vingtaine de kilomètres au sud d'Erbil, la zone autonome kurde des territoires sous le contrôle du régime de Saddam Hussein. «La police irakienne interdit désormais aux Arabes de venir de ce côté, seuls les Kurdes qui vivent encore là-bas ont le droit de venir sans apporter aucune marchandise et surtout pas de l'essence», explique Ahmed Mohammed, un policier du gouvernement régional kurde. D'un côté comme de l'autre, la machine de guerre se met peu à peu en place.

**Positions irakiennes.** A quelques centaines de mètres en amont, le village de Kalak, quelque cinquante maisons basses de boue séchée ou de béton, est une petite enclave kurde sur la rive sud. Les premières positions irakiennes se dressent à une centaine de mètres sur la crête des collines et les soldats sont visibles à l'œil nu, étendant leur linge, faisant des manœuvres ou jouant au football. Pas un seul coup de feu n'a été tiré depuis longtemps. Chacun sait que l'intervention américaine va bientôt commencer. «Saddam Hussein est un criminel et cela fait plus de dix ans qu'ils auraient dû balayer ce régime», assure Suleiman Hasan, un des représentants du conseil municipal. Les peshmergas, les combattants kurdes qui protègent le village, ne sont ni très nombreux, ni très armés. Et pourtant personne n'a peur.

«Tout sera très rapide, à peine quelques jours, les Américains nous l'ont promis.» Stia Ahmet, veuve d'un combattant kurde de la guerre Iran-Irak

«Les soldats qui sont en face ne combattent pas. Ils n'en peuvent plus du régime et leur moral est au plus bas. Ils nous ont fait savoir que si nous ne les attaquons pas les premiers, ils n'attaqueront pas. Beaucoup fuiront. D'autres viendront même se réfugier ici», assure Ajar Mollah Omar, le chef de la sécurité de Kalak. Une ou deux fois par semaine, des soldats et même parfois des officiers arrivent la nuit, depuis les lignes irakiennes après avoir endossé des habits civils. Certains livrent des informations, donnent des croquis avec leurs positions... Un officier dessine même le plan de ce qui serait... une des résidences de Saddam à Bagdad. La plupart, ensuite, retournent vers leurs lignes.

Vraies infos, intox? Les renseignements leur sont à



chaque fois payés, parfois simplement avec quelques croutons de pain. «Ils crevent de faim, car seules les troupes d'élite, comme la Garde républicaine, bénéficient d'un ravitaillement correct», explique le responsable kurde. Il y a deux jours, ils ont reçu par un trans-fuge des informations détaillées sur l'exécution d'un lieutenant accusé de «propos défaitistes». A l'en croire, de tels épisodes deviennent de plus en plus fréquents.

**Exode massif.** «C'est une armée aux abois», insiste un des combattants kurdes, vétéran de la grande révolte de 1991, qui avait libéré la plus grande partie du Kurdistan irakien avant d'être écrasée par Saddam Hussein après que les Américains ont finalement renoncé à faire tomber le régime. Tous avaient alors dû

l'uir vers la Turquie ou l'Iran. Les images de l'exode de centaines de milliers de Kurdes avaient bouleversé les opinions occidentales et sous leur pression, une zone autonome kurde échappant au contrôle du régime avait alors été instituée par la communauté internationale. Mais les villes de Kirkouk et Mossoul, avec leurs riches réserves pétrolières, sont restées sous le contrôle de Bagdad.

**Explosion de mines.** Cette fois, ce sera différent et ils en sont certains. «Avant, nos seuls alliés étaient Dieu et la montagne. Maintenant les Américains sont avec nous et depuis dix ans les Nations unies, comme les organisations humanitaires, nous aident», affirme Omar Mahmoud, assis

dans l'un des cafés du village où la vie continue comme à l'accoutumée. Des hommes traînent dans les rues boueuses. Paysans pour la plupart, ils ne peuvent plus cultiver leurs terres, restées pour l'essentiel au-delà des lignes irakiennes. Avant, moyennant quelques bakchichs, ils pouvaient passer; depuis quelques mois, c'est complètement impossible. Les moutons broutent à flanc de collines juste en dessous des positions irakiennes, et des bêtes et parfois des hommes sont régulièrement blessés par l'explosion de mines.

Nul ne fait de préparatifs pour partir. Seules les armes chimiques leur font vraiment peur, mais ils sont fatalistes. «Où aller? Si Saddam les emploie à nouveau, elles peuvent tomber aussi bien à Erbil qu'ailleurs dans le Kurdistan», explique Sali Mahmoud, un ancien peshmerga qui avait perdu six amis lors des bombardements au gaz sarin en 1988, près de la frontière iranienne. Beaucoup sont d'abord résignés. «Nous n'avons pas d'argent pour faire des réserves et pas de voiture, donc il ne nous reste qu'à attendre ce qui arrivera», se lamente Stia Ahmet qui habite, avec ses trois enfants, les maisons les plus proches des premières positions irakiennes. Dans la grande pièce, il y a juste au mur une photo de son mari tué lors de la guerre Iran-Irak. Sa pension de veuve de guerre est à peine de dix dollars par mois. Elle aussi attend avec impatience le renversement du régime: «Tout sera très rapide, à peine en quelques jours, les Américains nous l'ont promis.»

## L'opposition irakienne met en garde la Turquie

Les représentants de l'opposition irakienne, réunis hier au Kurdistan irakien, ont averti la Turquie qu'elle s'exposerait à des «conséquences graves» en intervenant en Irak, mais ont dit être prêts à discuter de cette question avec Ankara et Washington. «Nous avons décidé de dépêcher une délégation de haut niveau pour des discussions multilatérales avec les Etats-Unis et la Turquie. Nous espérons recevoir une réponse positive», a expliqué Hoshiyar Zebari, porte-parole de l'opposition irakienne. La Turquie, qui a déjà déployé plusieurs milliers de soldats derrière la frontière au Kurdistan, entend renforcer sa présence dans le Nord de l'Irak en invoquant ses intérêts ainsi que la nécessité de s'occuper des réfugiés poussés par la guerre. (D'après AFP)

«Nous n'avons pas d'argent pour faire des réserves et pas de voiture, donc il ne nous reste qu'à attendre ce qui arrivera», se lamente Stia Ahmet qui habite, avec ses trois enfants, les maisons les plus proches des premières positions irakiennes. Dans la grande pièce, il y a juste au mur une photo de son mari tué lors de la guerre Iran-Irak. Sa pension de veuve de guerre est à peine de dix dollars par mois. Elle aussi attend avec impatience le renversement du régime: «Tout sera très rapide, à peine en quelques jours, les Américains nous l'ont promis.»

MARC SEMO

Quelle que soit la stratégie américaine pour l'après-Saddam, Ankara compte bien tout faire pour empêcher la création d'un Kurdistan indépendant.

# La menace turque en Irak

par GÉRARD CHALIAND

*La Turquie, qui opprime ses propres Kurdes et ne leur accorde aucun droit, ne veut pas d'un voisin où ils seraient autrement traités que les siens.*

28 FÉVRIER 2003



**L**a machine de guerre américaine est en place. La guerre est inévitable. Il est en somme trop tard pour se demander si elle était indispensable ou nécessaire. Il est vrai que les buts de guerre n'ont pas, au cours des derniers mois, été énoncés avec clarté: s'agissait-il de désarmer l'Irak ou d'en finir avec le régime de Bagdad comme tout l'indiquent? Tandis que l'attention est portée sur les ultimes passes d'armes diplomatiques, se prépare déjà l'après-Saddam. L'administration Bush a déjà évoqué sa volonté de remodeler le Moyen-Orient. Cette région se caractérise par des régimes autocratiques à la croissance souvent insuffisante, où le niveau de l'éducation est faible et le statut de la femme inique.

La grande stratégie élaborée par les faucons du Pentagone entend y apporter la démocratie par un effet de dominos à partir de l'exemple irakien. Le Japon avait, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, grâce à un proconsulat du général MacArthur, enfané la démocratie. La répétition de ce modèle est-elle possible dans le contexte d'aujourd'hui, dans un milieu hostile, à l'heure où, contrairement à l'atmosphère de 1945, les Etats-Unis ne font pas l'unanimité?

Au cours des derniers mois, les responsables américains ont évoqué l'instauration, en Irak, d'un régime démocratique et fédéral. Des promesses verbales ont été faites. Le projet paraissait devoir satisfaire une importante partie de la population irakienne. En effet, depuis plusieurs décennies, les Arabes chiïtes (55 % environ) et les Kurdes (20 %) sont opprimés. Ils seront satisfaits de voir la fin d'un régime honni. Cependant, quel que soit le projet américain, on ne peut que s'inquiéter que les dures négociations, menées entre Washington et Ankara sur la présence de plusieurs

dizaines de milliers de soldats américains sur le sol turc, s'accompagnent d'un accord tacite permettant à un nombre non spécifié de troupes turques de pénétrer en Irak du Nord. Donald Rumsfeld n'a pas voulu fournir de précisions à cet égard. Depuis plusieurs années, les deux mouvements kurdes, qui ont réussi à s'entendre, recevaient 13 % des revenus du pétrole irakien, dans le cadre d'un programme des Nations unies dési-

gné comme «pétrole contre nourriture». Grâce à cette manne, les Kurdes ont, de l'avis de tous les observateurs, réussi, dans le cadre d'une autonomie *de facto* garantie par l'aviation anglo-américaine, à remarquablement administrer le Kurdistan d'Irak: routes, bâtiments, système sanitaire et scolaire, tout donne, malgré les obstacles, un sentiment de dynamisme. Mieux, les minorités ethniques, comme les Turkmènes, ou religieuses, tels les assyriens, les chaldéens rattachés à Rome, les yézidis, une secte dualiste, disposent non seulement de droits mais de représentants politiques. Le but des Kurdes d'Irak, maintes fois réaffirmé, est, dans le cadre de l'Irak, de participer à un gouvernement démocratique et fédéral.

Ce projet ne convient pas à la Turquie qui prétend intervenir militairement en Irak du Nord sous divers prétextes: éviter les flots éventuels de réfugiés à ses frontières, protéger les Turkmènes (turcophones) et empêcher la création d'un Kurdistan indépen-

dant dont il n'est pourtant pas question. De fait, ce que la Turquie voudrait écraser, c'est la possibilité d'un fédéralisme auquel participeraient de plein droit les Kurdes d'Irak, qui ont fait preuve, au cours des dernières années, de leur capacité à esquisser un projet démocratique.

La Turquie, qui opprime ses propres Kurdes et ne leur accorde, de fait, aucun droit depuis des décennies, ne veut pas d'un voisin où les Kurdes seraient autrement traités que les siens. Si l'intervention turque aboutit aux résultats qu'Ankara escompte, cela augurerait on ne peut plus mal de la stabilité du futur régime et de son caractère démocratique et fédéral. Il y a dix ans, la guerre s'est arrêtée pour laisser Saddam Hussein au pouvoir parce que l'Arabie Saoudite, à l'époque un excellent allié des Etats-Unis, craignait une montée au pouvoir des chiïtes. Cette fois-ci pour complaire à la Turquie, faudra-t-il, une fois de plus, sacrifier les Kurdes? La stratégie américaine ressemblerait alors étrangement aux agissements des puissances coloniales d'hier ●

**Gérard Chaliand** est géostratège. Il est l'auteur de «America is back, les Nouveaux Césars du Pentagone», avec Arnaud Blin, aux éditions Bayard, 2003.

## Tensions au parlement turc

La Turquie est parvenue, hier, à un accord avec les États-Unis sur le volet militaire de leurs négociations. Le ministre turc de la Défense, Vecdi Gonul, a déclaré qu'Ankara et Washington avaient conclu un accord sur l'ouverture des bases turques à l'armée américaine.

Mais la perspective d'une guerre avec l'Irak provoque déjà une crise au sein du gouvernement turc, qui a reporté à samedi un débat parlementaire sur la question du déploiement de soldats américains en Turquie en raison d'une fronde parmi ses députés. Hostiles à l'idée d'une attaque, mécontents des pressions américaines et peu satisfaits des compensations financières que

promet Washington, les députés du parti de la Justice et du Développement (AKP), au pouvoir, ont tour à tour pris la parole hier, à l'occasion d'une réunion à huis clos de leur groupe parlementaire, la seconde en l'espace de deux jours. Ce nouveau report n'est toutefois que le dernier rebondissement d'un long feuilleton sur le déploiement américain en Turquie.

Washington fait pression depuis plusieurs semaines, mais sans succès, en faveur d'une décision rapide qui doit permettre l'ouverture d'un second front, au nord, en cas d'offensive militaire en Irak, afin de soulager le front principal, au sud.

LE FIGARO

28 FÉVRIER 2003